Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE – N° 14491 – 6 F

SAMEDI 31 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Suspension des activités du PC et dissolution du Parlement fédéral

La prudence de M. Bush

L'ATTITUDE du président Bush depuis le coup d'État manqué du 19 août constitue un « sans faute », et la réputation de « bon gestionnaire de crises » – du moins lorsqu'elles se déroulent à l'étranger – du chef de la Maison Blanche s'en trouve confortée. Après avoir orchestré la guerre du Golfe, le dirigeant de la seule puissance encore capable d'influencer le cours des événements mondiaux a su condamner rapidement le putsch de Moscou et rappeler, sans doute grâce aux analyses de ses services de renseignement, les risques d'échec de pareille entreprise.

Il a aussi été le premier à signifier aux putschistes qu'ils ne seraient jamais considérés comme des interlocuteurs et à apporter son soutien à M. Boris Eltsine, lorsque celui-ci a exigé que M. Gorbatchev soit « restauré dans ses fonctions de président désigné par la Constitution » ; ce qui n'équivalait pas pour autant à un appui inconditionnel au bouillant président de la Russie.

DE même, la discrétion et la prudence affichées ensuite par Washington nous changent heureusement du triomphalisme de mauvais aloi auquel les Américains ont, trop souvent, l'habitude de céder. Et cela alors que c'est le communisme – cet *« ennemi du siècle » – qui a reçu* le coup de grâce. Le souci exprimé par M. Bush de ne rien faire qui puisse « favoriser une situation anarchique » en URSS relève de la sagesse, au moment où l'on ne sait plus très bien entre quelles mains risque de tomber un arsenal nucléaire toujours menaçant, même si on peut juger excessif le temps mis par le président à accepter l'inéluctable, l'indépendance des pays baltes.

Le but de M. Bush est clair : pour des raisons de sécurité, il veut tout faire pour favoriser le maintien d'un certain pouvoir fédéral à Moscou. Mais il ne croit manifestement pas que ce « centre » puisse réaliser les réformes économiques sans lesquelles toute aide économique ne serait que gaspillage.

L'AIDE technique et humanitaire à laquelle il vient de consentir est urgente, et elle sera accordée. Pour aller plus loin, M. Bush voudrait en savoir plus sur le redistribution des pouvoirs. Il est clair en effet qu'on ne peut pas aujourd'hui parler d'aider M. Gorbatchev – ou M. Eltsine, d'ailleurs.

La vraie solution – pour en finir avec le bureaucratisme et le gigantisme qui ont tant coûté aux Soviétiques – passe sans doute par une aide conditionnelle aux Républiques, aux municipalités, voire aux entreprises, et par *la mise au point d'un véritable* calendrier des réformes. Il faut aussi inciter tous les pouvoirs qui apparaissent aujourd'hui en URSS à ne pas pratiquer l'autarcie, mais au contraire à préserver un espace économique unique, sans lequel chacun sera menacé d'asphyxie.

Cela, bien sûr, prendra du temps, et des gestes d'encouragement aux réformateurs doivent être donnés. Il n'en reste pas moins qu'à ce stade, l'essentiel dépend encore d'eux.

L'affaiblissement du pouvoir central s'accélère en Union soviétique

L'affaiblissement du pouvoir central s'accélère en URSS. Le parlement d'Azerbaïdjan a adopté, vendredi 30 août, une résolution sur la « restauration de l'indépendance » de cette république du Caucase. La veille à Moscou, le Soviet suprême avait suspendu les activités du Parti communiste sur l'ensemble de l'Union et retiré au président Gorbatchev les pouvoirs spéciaux dont il disposait en matière économique. Le Parlement soviétique a également décidé de se dissoudre. Alors que M. Eltsine a fait une visite surprise, jeudi, en Lettonie, le vice-président russe, M. Routskoï, s'est rendu au Kazakhstan où il devait signer, vendredi, un accord sur les frontières avec le président de cette République.

En plein brouillard

MOSCOU

de notre correspondant

On est toujours en plein brouillard, mais on avance. Rien n'est réglé, tout se fait dans le désordre et l'improvisation, mais, peu à peu, à Moscou et dans les Républiques, sont prises les décisions qui consacrent la dislocation irrévocable de l'Union soviétique, la prise en charge par les peuples qui la composent de leur propre destin.

Tout cela passe, d'abord, par l'affaiblissement du « centre », affaiblissement qui s'est accéléré au cours de la journée de jeudi 29 août. Ainsi, le Soviet suprême a-t-il retiré à Mikhaïl Gorbatchev les « pouvoirs spéciaux » en matière économique que le président soviétique s'était fait attribuer en décembre dernier, à une époque où il était en pleine période conservatrice.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Quelle stratégie pour le PS ?

par Jean-Yves Lhomeau

Au lendemain de la signature, le 27 juin 1972, du Programme commun de gouvernement de la gauche entre les socialistes et les communistes, M. François Mitterrand, premier secrétaire du PS, déclarait, devant les dirigeants de l'Internationale socialiste réunis à Vienne : *« Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le PC lui-même, afin de faire la démonstration que, sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois millions peuvent voter socialiste. C'est la raison de l'accord. »* On ne pouvait être plus explicite, ou plus cynique.

Le malheur, pour les dirigeants communistes, c'est qu'ils n'y ont pas cru immédiatement et n'ont commencé à s'inquiéter que deux ans plus tard, après l'élection présidentielle de 1974.

Lire la suite page 7

Lire aussi

- Optimisme sans enthousiasme à Washington — par ALAIN FRACHON
- La visite de M. Dumas dans les pays baltes — par CLAIRE TRÉAN
- Pékin en proie aux rumeurs — par FRANCIS DERON
- Forces et faiblesses des Républiques — par FRANÇOISE BARRY
- Point de vue : « Est-il permis ? » — par JEAN-DENIS BREDIN

pages 3 à 7

La préparation du budget 1992

Le gouvernement envisage des privatisations partielles

Le gouvernement envisage de vendre des participations minoritaires dans les entreprises publiques. M. Bérégovoy a déclaré le 29 août sur Europe 1 : « Nous pourrions prendre des initiatives sur ce point. C'est au premier ministre et au président de la République d'en délibérer collectivement avec le gouvernement. » Le ministre de l'économie a précisé qu'il ne serait personnellement pas « choqué » par des privatisations partielles à condition que l'Etat « reste majoritaire ».

Les privatisations pourraient permettre de desserrer un peu le carcan budgétaire. Le gouvernement n'arrive plus en effet à boucler la préparation du projet de budget pour 1992, tant les engagements qu'il a pris et les demandes qui lui sont adressées sont multiples et contradictoires.

S'imposant de ne pas augmenter les impôts ni de creuser le déficit budgétaire, M. Bérégovoy voit pourtant certains ministres, comme M. Joxe, obtenir des satisfactions contrairement aux décisions prises en juillet (*le Monde* du 30 août).

Une des solutions envisagées désormais ouvertement, après les déclarations de M. Bérégovoy, est de céder quelques participations dans des firmes nationalisées. Début août, l'Etat a déjà décidé de vendre 20 % du Crédit local de France pour 1,5 à 2 milliards de francs : il s'agirait de généraliser ce genre d'opération. Conservant plus de 50 % des actions, l'Etat demeurerait majoritaire et l'entreprise resterait, en droit, dans le domaine public.

Cela impose d'abandonner encore un peu plus la promesse de M. Mitterrand de ne réaliser *« ni privatisation ni nationalisation »* pendant la législature actuelle. Mais le dogme du ni-ni avait déjà été écorné à plusieurs reprises, notamment lors du mariage de Renault avec Volvo.

Lire page 20 l'article d'ÉRIC LE BOUCHER

Le général Aoun à Marseille
L'ancien dirigeant libanais a rejoint sa famille.
page 10

Un entretien avec M. Delebarre
Le ministre de la ville refuse d'opposer développement urbain et développement rural.
page 20

Record du monde du saut en longueur à Tokyo
L'Américain Mike Powell a franchi 8,95 m.
page 17

Le sommaire complet se trouve page 26

JACQUELINE de ROMILLY
de l'Académie Française
Écrits sur l'enseignement

Éditions de Fallois
PARIS

La grande déprime de La Havane

Les bouleversements en URSS n'augurent rien de bon pour le régime cubain déjà affaibli par la forte réduction de l'aide soviétique

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

« Tout est suspendu, nous ne sommes plus sûrs de rien », commentait quelques heures après le coup d'Etat en URSS un dirigeant cubain, l'un des rares pouvant suivre les événements sur les chaînes de télévision occidentales. La débâcle du PC et des durs de l'armée soviétique, le démembrement accéléré de l'URSS et le triomphe de M. Boris Eltsine n'augurent rien de bon pour la direction cubaine, qui a attendu jeudi 29 août pour réagir à ces bouleversements, qualifiés de « tragiques ». Une réaction sans surprise : *« Quoi qu'il se passe en URSS, nous conserverons notre ligne indépendante, cubaine, socialiste »*, a écrit le quotidien *Granma*. Un mois avant le coup, à son retour de Moscou, le secrétaire du comité central du PC cubain, M. Carlos Aldana, l'homme qui monte au point d'apparaître comme un successeur possible de M. Fidel Castro, affirmait : *« Boris Eltsine est un ami de Cuba et ne peut en aucun cas être présenté comme hostile à des relations commerciales équitables »*. De la justesse de cette appréciation dépend largement la survie du régime. Première conséquence du putsch manqué de Moscou, au moment même où s'éteignait la flamme des XIe Jeux panaméricains : Cuba n'a pas eu le temps de savourer son triomphe lors de la grande compétition sportive des Amériques. Pour la première fois, le David cubain avait pourtant dominé, avec 140 médailles d'or, le Goliath nord-américain, qui n'en a obtenu que 130. L'exploit du jeune nageur Mario Gonzalez l'emportant d'une courte tête sur ses rivaux du Nord a fait vibrer la fibre patriotique des plus tièdes.

JEAN-MICHEL CAROIT

Lire la suite et l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS page 8

Voyage avec Colomb

28. – *Le siècle des éclipses*

En 1503, Colomb échoue pour un an en Jamaïque, où le sauvent une éclipse de lune et un lecteur d'Erasme. La Jamaïque, où l'on pense que les Africains ont découvert l'Amérique les premiers...

Lire page 2 le vingt-huitième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

M 0147 - 0831 0 - 6,00 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 160 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L. ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (other), 2,50 $.

هكذا من الأصل

Voyage avec Colomb

28. *Le siècle des éclipses*

par Edwy Plenel

KINGSTON. – Le temps s'est vengé. Comme pour rappeler que dans cette zone de tempêtes, d'ouragans, de séismes et d'éruptions l'homme doit compter avec les hasards météorologiques, les éléments ont puni ce voyage précipité, galopade entre mondes et siècles. La route qui, traversant le mont Diablo, devait nous mener à Discovery-Bay et à Rio-Bueno, sites colombiens sur la côte nord, est coupée. On le découvre en chemin tandis que, dans un paysage dévasté, elle se transforme en piste boueuse, que la voiture s'enlise et qu'un pneu crève. En contrebas, le rio Magno est sorti de son lit, emportant dans un flot tumultueux arbres et poots, macadam et canalisations. Pataugeant dans la gadoue, trois ouvriers tentent de remettre d'aplomb un camion-grue envahi de lianes charriées par la rivière. L'un d'eux s'interrompt spontanément et, mâchonnant un joint de marijuana, nous aide à faire demi-tour.

Depuis plusieurs jours, des pluies diluviennes se sont abattues sur la Jamaïque. A Spanish-Town, que l'on vient de quitter et vers laquelle on s'en retourne, l'eau courante est interrompue. Clin d'œil du destin : nous voici coincés pour un week-end à Kingston, à l'instar de Colomb immobilisé à la Jamaïque à la fin de son quatrième et dernier voyage. Comparaison toute relative : naufragé, l'Amiral devra ronger son frein durant une année entière, de juin 1503 à juin 1504. Effrayé par la conduite de trompe-la-mort des chauffeurs locaux, on a donc arpenté cette ville de bruit et de fureur dont les gangs affolent les agences de tourisme. Croisant des couples de jeunes mariés endimanchés en train de se faire photographier dans le parc des Héros-Nationaux, puis des camions encombrés de haut-parleurs en route pour l'un des nombreux concerts du samedi soir, on s'en est allé jusqu'à Port-Royal, au bout de la presqu'île qui protège le port naturel de la capitale.

SOUVENIR d'un monde englouti, d'une puissance bâtie par l'homme et mise à bas par les caprices de la nature. L'Espagne venait à peine de céder cette île à l'Angleterre quand, vingt minutes avant minuit, le 7 juin 1692, un tremblement de terre rava de la carte cette capitale du négoce et de la flibuste, emportant aristocrates, esclaves et crapules dans la même apocalypse. Juste avant d'atteindre ce qu'il en reste, un cimetière naufragé, envahi de piquants et de cactus, tombes à l'abandon, pierres brisées, évoque sur le bas-côté d'autres réussites éphémères, interrompues par les épidémies ou les cyclones. Gilbert, tel est le nom du dernier en date, dont Port-Royal garde encore les stigmates tandis qu'au bout de la route le Fort Charles s'enfonce un peu plus chaque année dans la mer. Puis, revenant sur nos pas, on s'est offert une parenthèse en allant traîner au premier concours mondial de danse reggae, sarabande de couples, sueur et oubli. Spectateur, envahi par la musique mais inapte à l'exprimer, on s'est alors souvenu de ces vers rebelles d'une des premières chansons d'un ancien ouvrier des usines Chrysler aux Etats-Unis, revenu au pays pour suivre son étoile, Bob Marley : *« Si vous êtes un grand arbre / Nous sommes une petite hache / Aiguisée pour vous abattre. »*

Colomb n'est pas ici chez lui. D'Europe, le centre de gravité de ce pays d'Amérique s'est déplacé en Afrique. Membre du Comité du cinquième centenaire, Patriek Bryan marche sur la pointe des pieds. *« C'est un sujet délicat. Nous sommes obligés d'adopter un profil bas »*, confie cet universitaire avant de réciter la litanie des attaques contre l'Amiral dans la presse locale. Le *Jamaïco Record* mène l'assaut, notamment sous la plume d'un leader rasta, Lehken Semag. Argumentation classique : comment célébrer un homme dont l'œuvre fut de destruction, entraînant l'extermination des Indiens et la déportation des esclaves ? Mais elle s'appuie sur une démonstration inédite, tirée d'un livre publié en 1976 à New-York et qui est ici la bible des intellectuels partisans du retour aux sources africaines. *They Came Before Columbus*, d'Ivan Van Sertima, tend à démontrer que les Africains arrivèrent en Amérique avant les Européens.

Van Sertima fait feu de tout bois, similitudes culturelles entre civilisations amérindiennes et africaines, ressemblances de mots et de tissus, arbustes et animaux transplantés, récits de voyageurs, squelettes négroïdes exhumés, visages nègres décelés dans la statuaire aztèque, etc. Il affirme qu'en 1310 le royaume du Mali expédia pas moins de quatre cents bateaux jusqu'aux côtes américaines. Mais comment cacher qu'il n'emporte pas notre conviction quand il reconnaît appuyer sa démonstration sur la *« tradition orale des griots maliens »* ? *« Le nègre commença sa carrière en Amérique non comme esclave mais comme maître. »* Placée en exergue de son chapitre final, cette phrase résume l'esprit du livre : effacer l'humiliation de la défaite en effaçant la primauté européenne. *« La présence africaine en Amérique avant Colomb*, écrit Van Sertima, *démontre que toutes les grandes civilisations et races sont lourdement redevables les unes à l'égard des autres, et qu'aucune race n'a le monopole de l'esprit d'entreprise et d'invention. »*

HARRY GRUYAERT/MAGNUM

Jamaïque. Quelque peu pathétique, la quête jamaïquaine de racines, d'origines et de repères, exprime le sentiment, commun à nombre de peuples de la Caraïbe, d'être redevenus les spectateurs d'une histoire à guichets fermés dont le théâtre est à nouveau européen et occidental.

QU'IL ait fallu attendre la Jamaïque pour croiser en chemin ce pied de nez à l'Amiral est dans l'ordre des choses. Cette île reste le symbole de la résistance noire sur ce continent, à une échelle qui la dépasse puisque son message se diffusera bien au-delà de la Caraïbe. Les colons anglais ne réussiront jamais à venir à bout des réduits de *maroons*, ces Nègres marrons en rupture de servitude. En 1738, ils devront même reconnaître l'autonomie de ces communautés dirigées par de redoutables chefs nommés Cudjoe, Accompong ou Nanny. Jusqu'à la fin du système esclavagiste, les marrons tiendront bon, menés par des hommes que notre histoire européo-centrée oublie mais qui ont marqué pour toujours l'âme jamaïquaine – Tacky (1760), Kofi (1798), Sam Sharpe (1831). L'héritage n'est pas seulement insulaire. De ce sol caraïbe part l'une des racines de la revendication identitaire noire telle qu'elle s'exprimera dans le Black Power aux Etats-Unis, voire, par un inattendu ricochet, sur le continent africain. Et cela bien avant que ne la véhicule une musique devenue marchandise.

Il se nommait Marcus Garvey et était né en 1887 à Saint-Ann's-Bay, un petit village de pêcheurs de la côte nord, non loin des havres choisis par Colomb. Typographe, ce *Black Moses* – Moïse noir – sera le premier théoricien et praticien d'un nationalisme noir. *« Back to Africa ! »*, lance-t-il après des années de voyage qui le mèneront en Amérique centrale, en Colombie et au Venezuela. De retour d'un séjour à Londres, il fonde en 1914, alors que l'Europe s'apprête à se déchirer, l'UNIA, sigle qui résume une appellation interminable : *« The Universal Negro Improvement Conservation Association and African Communities League »*. Il s'installe à Harlem, développe quelque sept cents implantations aux Etats-Unis, accrédite des représentants dans une quarantaine de pays et revendique plus de six millions de membres. Pragmatique, il crée des compagnies maritimes dont le drapeau n'est guère de complaisance – Black Star Line, Black Star Steamship, – une entreprise coopérative de fabriques, des magasins et des restaurants, le tout destiné à une clientèle noire. Mort à Londres en 1940, ses cendres sont aujourd'hui enterrées à Kingston, au titre posthume de premier héros national.

Loin d'être exotique, cette aventure de revanche se prolonge dans notre présent, de façon imprévue. Quand, dans les années 20, un couple d'immigrés jamaïquains s'installe à Harlem, Garvey est une figure centrale du quartier noir de New-York. En 1937, ils ont un fils dont ils ne savent pas encore qu'il deviendra général sous la bannière étoilée et numéro un de l'armée américaine. Colin Powell, figure centrale de la guerre du Golfe, est ce fils d'immigrés qui n'a jamais caché les humiliations subies en raison de ses origines : les hamburgers qu'on refusait de lui servir dans la moitié des cafés de la garnison de Fort Benning et les motels qui lui fermaient leur porte sur la route de Birmingham où résidait sa famille. L'histoire, dont cette fin de siècle nous assène qu'elle n'est pas linéaire mais faite d'imprévisibles allers et retours, tisse aussi d'ironiques détours.

QUELQUE peu pathétique, la quête jamaïquaine de racines, d'origines et de repères exprime le sentiment, commun à nombre de peuples de la Caraïbe, d'être redevenu les spectateurs d'une histoire à guichets fermés dont le théâtre est à nouveau européen et occidental. La tempête qui ébranle l'équilibre Est-Ouest de notre monde semble parfois une danse exotique vue d'ici, depuis un Sud accablé d'autres urgences auxquelles le Nord est souvent indifférent. On n'y pleure pas le communisme, mais on s'inquiète d'une Histoire dont la fin serait fixée ailleurs et au-delà, dans un lointain oublieux. Des universaux s'éclipsent, des rêves s'effondrent, des impostures se révèlent, et c'est tant mieux puisque, ainsi, la marche des hommes se laïcise un peu plus, se libérant du carcan dogmatique de la religion du salut terrestre. Mais, ce faisant, l'histoire retrouve l'aléa et le hasard, un chemin imprévu que bordent toujours les questions laissées en jachère par les mythes disparus : l'égalité et le respect de l'autre, l'indépendance économique et la tentation de la puissance, la solidarité entre mondes. S'il est un message découvert au gré de cette errance, c'est cette attente, cet espoir que ce siècle d'éclipses, au terme duquel la planète se débarrasse enfin de vieilleries incongrues, n'effacе pas les questions dérangeantes d'une humanité souffrante.

« C'étaient de très grands vents sur toutes faces de ce monde /De très grands vents en liesse par le monde, qui n'avaient d'aire ni de gîte... » Saint-John Perse, toujours en amicale résonance. Des vents, Colomb connut non pas la liesse mais le calvaire durant cet ultime voyage. Quand ils échouent sur la côte nord de la Jamaïque, le 25 juin 1503, l'Amiral et ses hommes sont épuisés par des mois d'exploration au milieu d'éléments sans cesse déchaînés. *« Jamais des yeux d'homme n'ont vu une mer aussi défaite et affreuse, partout blanche d'écume*, écrit-il. *Je me maintenais sur place, sur une mer qui bouillonnait comme l'eau d'une chaudière, sur un immense bassin. Le ciel brûlo comme une fournaise, et la foudre tombait si fort et droit que nous pensions qu'elle allait faire fondre les navires ; pendant ce temps, l'eau tombait dru, comme pour un nouveau déluge. Les navires avaient déjà perdu à deux reprises leurs barques, leurs ancres et leurs cordages ; ils gisaient ouverts et sans voile. »*

Sur quatre bateaux, il est obligé d'en abandonner deux en route, dont les conques sont *« complètement pourries, rongées par les tarets et percées comme des écumoires »*. Quand il aborde la Jamaïque, c'est avec deux caravelles *« trouées par des vers plus que des rayons de miel »* et des hommes *« éperdus, hébétés par la peur »*. Pour en repartir, il lui faut des navires de remplacement. L'une de ses compagnons les plus fidèles, Diego Mendez, un Castillan, va réussir l'exploit de rejoindre en canoë Hispaniola. Il attendra huit mois avant de pouvoir revenir chercher les naufragés à bord d'une caravelle achetée sur place avec les deniers de l'Amiral.

CIVICA GALLERIA D'ARTE MODERNE in « Christophe COLOMB », Ed. VILO

Luigi Sciarello, *Colomb mourant*, huile sur toile, seconde moitié du XIXe siècle. C'est un répit gagné par la magie d'une éclipse qui permit à Colomb de ne pas finir ses jours à la Jamaïque, qu'il quitte en juin 1504. Mais il n'a plus qu'un an et demi à vivre...

ETONNANT marin que ce Mendez, qui laissera à sa mort une bibliothèque dévoilant un esprit avancé où domineient les ouvrages d'Erasme. Erasme, cette figure de l'humanisme naissant, dont l'*Institution du prince chrétien*, écrite pour Charles Quint, était l'anti-Machiavel du moment. Erasme, dont Stefan Zweig, européen que l'horreur nazie conduira à l'exil et à la mort sur ce continent, au Brésil, avait écrit en 1935 qu'il *« transmettait à la postérité, au milieu du désarroi de la guerre et des dissensions européennes, l'antique rêve renouvelé des religions et des mythes d'une future et inévitable humanisation de l'humanité, du triomphe de la lumineuse et équitable raison sur la vanité égoïste des passions »*.

Dans l'attente incertaine du retour de Mendez, Colomb ronge son frein. Il vit un cauchemar, l'abandon et la solitude. Le 2 janvier 1504, une cinquantaine des naufragés se révoltent, le menacent de leurs armes, l'encerclent alors qu'il est souffrant et alité. Les Indiens, qui ont appris à jauger ces hommes perdus, se font plus réticents, moins amicaux. La pacotille s'épuise, le troc s'amenuise, la nourriture commence à manquer. Et c'est alors que, au fin fond de la détresse, Colomb se révèle à nouveau imposteur génial. Il sait, grâce aux éphémérides du savant juif Abraham Zacuto, qu'une éclipse de lune se produira dans la nuit du 29 février 1504. Et, tout bonnement, il s'improvise sorcier, annonçant aux Indiens que le dieu du ciel s'apprête à les châtier pour leur peu d'empressement à aider les naufragés. La lune s'éclipse comme prévu, le présage affole les Indiens, l'Amiral promet son retour s'ils s'engagent à les nourrir à nouveau. Succès garanti.

LE 29 juin 1504, Colomb et ses hommes, révoltés compris, auxquels il a pardonné, arrivent sains et saufs à Santo-Domingo. Puis il quitte, pour ne plus le revoir, le Nouveau Monde, arrivant en Espagne le 7 novembre. Il n'a plus qu'un an et demi à vivre. Un répit gagné par la magie d'une éclipse alors que tout se liguait pour qu'il finisse ses jours à la Jamaïque. C'est aussi un signe du ciel qui annonça aux Mexicains l'arrivée des Espagnols, un *« présage funeste dans le ciel dix ans avant »*, disent leurs chroniques, *« une sorte d'épée de feu, une espèce de flamme de feu, comme une aurore »*.

Le Mexique où, tout en suivant Colomb dans ses dernières plaintes et batailles, nous attendent ces civilisations que notre Europe a détruites. Ces peuples dont la mémoire exprime, selon le mot de J. M. G. Le Clézio, *« cet impossible espoir qui parvient jusqu'à nous »*. Et l'écrivain clôt son *Rêve mexicain* sur ce passage du *Codex Florentinus*, testament de la gloire mexicaine, comme en écho de notre temps d'éclipses et de lumières, de crépuscule et d'aube : *« Une autre fois il en sera ainsi, une autre fois les choses seront ainsi, en un autre temps, en un autre lieu. Ce qui se faisait il y a longtemps et qui maintenant ne se fait plus, une autre fois se fera, une autre fois sera ainsi, comme cela fut en des temps très lointains. Ceux qui vivent aujourd'hui, une autre fois vivront, une autre fois seront... »*

Prochain article :

Le conquérant oublié

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

هكذا من الأصل

LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIETIQUE

La réorganisation de l'Etat

Les personnalités arrêtées et limogées depuis le putsch

Voici la liste des responsables soviétiques arrêtés ou limogés à la suite du putsch du 19 août, en l'état des informations disponibles le 29 août.

Arrêtés

Sept membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence auteurs du putsch. Ils sont sur le point d'être inculpés de «trahison de la patrie» et risquent la peine de mort. Il s'agit de :

– Vladimir Krioutchkov, président du KGB;

– Dimitri Iazov, ministre de la défense;

– Valentin Pavlov, premier ministre;

– Guennadi Ianaev, vice-président de l'URSS;

– Oleg Baklanov, vice-président du Conseil de défense;

– Vasili Starodoubtsev, président du syndicat paysan;

– Alexandre Tiziakov, président de l'Association des entreprises d'Etat;

– Le huitième membre du Comité, Boris Pougo, ministre de l'intérieur, s'est suicidé.

Sont également en détention :

– Viktor Grouchko, vice-président du KGB;

– Valeri Boldine, secrétaire général de la présidence d'URSS;

– Général Valentin Varennikov, vice-ministre de la défense, commandant de l'armée de terre;

– Oleg Cheninе, secrétaire du comité central du PCUS;

– Général Youri Plekhanov, chef du service de la garde du KGB;

– Général Viatcheslav Generalov, chef du département de technologie spéciale du KGB;

– Anatoli Loukianov, président du Soviet suprême.

Limogés

– Alexandre Bessmertnykh, ministre des affaires étrangères;

– Général Mikhaïl Moïseev, chef d'état-major de l'armée;

– Leonid Kravtchenko, président de la radio-télévision d'Etat;

– Lev Spiridonov, directeur de l'agence Tass;

– Genaïa Agaiev, premier vice-président du KGB;

– Vitali Ponomariov, chef du personnel du KGB;

– Les trois adjoints de Nikolaï Troubine, procureur général;

– Le commandant soviétique de la Baltique, Fiodor Kouzmine;

– Le commandant militaire de Moscou, Mikhaïl Kalinine.

L'ensemble du gouvernement d'URSS a été démis de ses fonctions par le Soviet suprême.

– Le procureur général d'URSS, M. Nikolaï Troubine, a démissionné. – *(Reuter.)*

M. Bakatine annonce une réforme du KGB

Le Soviet suprême a approuvé, *jeudi 29 août, par 366 voix contre 9* la nomination de M. Vadim Bakatine à la tête du KGB, en remplacement de M. Vladimir Krioutchkov, qui est inculpé pour sa participation au putsch manqué. Le nouveau patron du KGB a déclaré aux députés que la réforme définitive du KGB ne serait possible qu'après la définition de la nouvelle Union.

Il n'en a pas moins annoncé, dans une déclaration télévisée, que le Comité d'Etat pour la sécurité allait être *«entièrement réorganisé dans trois directions principales : l'espionnage, le contre-espionnage et la lutte contre la criminalité»*.

Une femme nommée général

M. Bakatine, qui avait été ministre de l'intérieur jusqu'à son éviction à l'automne dernier à la demande des conservateurs, a déclaré avoir dit à M. Gorbatchev le jour de sa nomination : «Vous m'envoyez à la tête d'une agence dont j'ai dit à plusieurs reprises qu'il fallait la liquider.»

Le nouveau chef du KGB a expliqué qu'il allait supprimer les activités les plus impopulaires de la police politique, telles que l'utilisation de millions d'informateurs pour espionner leurs concitoyens, les écoutes téléphoniques et l'infiltration d'agents dans les Eglises et les médias.

Il a annoncé le retrait immédiat de tous les agents travaillant dans les unions artistiques (écrivains, cinéastes,...) et à la radio-télévision. Pour surveiller les écoutes et supprimer celles qui sont illégales, M. Bakatine a indiqué qu'il avait pris une *«décision non orthodoxe»* en nommant pour la première fois dans l'histoire du KGB une femme, Mme Smirnov, au grade de général; elle sera chargée du département des écoutes.

Il a limogé tous les directeurs de l'organisation, sauf un : Guennadi Titov, chef du service du contre-espionnage, qui a déclaré devoir sans doute son salut au fait qu'il était en vacances au moment du coup d'Etat. Les généraux Gueni Aguaeev, premier vice-président, et Vitaly Ponomarev, chef de la direction des cadres, ont été remplacés, par décret de M. Gorbatchev, respectivement par le général Anatoli Oleinikov et le général d'aviation Nikolai Stoliarov.

M. Bakatine a bloqué toutes les archives du KGB mais il se refuse à rendre publics les fichiers personnels des informateurs pour ne pas créer un climat de chasse aux sorcières : *«La population est suffisamment agitée et l'ouverture de ces archives pourrait provoquer de nouvelles tragédies»*, a-t-il dit. Interrogé sur les rumeurs selon lesquelles il y aurait des souterrains et des abris sous les bureaux du KGB en plein centre de Moscou, M. Bakatine a répondu par une boutade : *«Je ne sais même pas ce qu'il y a derrière ce mur»*, a-t-il dit en montrant le fond du studio.

La commission d'enquête sur les activités du KGB, créée mercredi par M. Gorbatchev, a, de son côté, tenu une conférence de presse au Parlement de Russie, au cours de laquelle elle a demandé aux *«citoyens soviétiques, aux collaborateurs du KGB et à tous ceux qui ont été liés d'une façon ou d'une autre aux activités du KGB»* de ne pas considérer sa création *«comme le début de la répression»*.

Composée de députés de l'URSS et de Russie, et de représentants des KGB fédéral et russe, cette commission considère que sa tâche principale consiste *«à élaborer des propositions pour la restructuration du Comité d'Etat pour la sécurité et l'instauration de garanties juridiques»* pour les citoyens.

En plein brouillard

Suite de la première page

L'affaire s'est faite dans la plus grande confusion, un premier vote n'ayant pas permis de dégager une majorité qualifiée et un second vote, organisé à la va-vite, également négatif, ayant été annulé : les députés n'avaient pas compris la question posée. Le troisième vote fut le bon et M. Gorbatchev y perdit quelques plumes supplémentaires.

Un peu plus tôt, il avait dû proposer un renouvellement à peu près complet de son «conseil de sécurité». *La grande majorité des membres qui* le composaient et qu'il avait choisis lui-même l'avaient *«trahi»* pendant le putsch. Mais M. Gorbatchev n'est pas parvenu pour autant à obtenir la confirmation, par le Soviet suprême de plusieurs nouveaux membres, pourtant choisis parmi les réformateurs de la meilleure eau, comme les maires de Moscou et Leningrad, MM. Gavriil Popov et Anatoli Sobtchak, ou Alexandre Iakovlev. Les élus ont considéré que ces nouvelles candidatures et quelques autres (1) devaient d'abord faire l'objet de consultations avec les dirigeants des différentes Républiques. Ils ont seulement *accepté d'entériner* la nomination des responsables désignés au lendemain de l'échec du coup d'Etat pour prendre la tête des ministères de la défense, de l'intérieur et du KGB : le général Chapochnikov, MM. Viktor Barannikov et Vadim Bakatine.

Parallèlement, le Soviet suprême a consacré la déconfiture du Parti communiste, désormais suspendu sur l'ensemble du territoire soviétique. Six jours après que M. Boris Eltsine eut, d'un trait de plume, privé le Parti de tous ses moyens d'actions, ce qui fut l'épine dorsale du pays est totalement paralysé. Déjà, un décret de M. Eltsine avait fait tomber dans l'escarcelle de la Russie toutes les possessions du PCUS sur le territoire russe, ainsi que ses avoirs financiers et ses participations dans des entreprises à capitaux mixtes avec l'étranger, tandis que les gouvernements étrangers étaient priés de saisir tous les fonds du Parti placés dans leurs pays respectifs et d'en rendre compte au gouvernement russe. La *Pravda* peut bien reparaître comme elle en a reçu l'autorisation : l'ex-organe du comité central, désormais doté d'un nouveau rédacteur en chef, M. Guennadi Seleznev, quarante-trois ans, ne représente plus aucun danger.

Dissolution du Soviet suprême

Le Soviet suprême a aussi fait ce qu'on attendait de lui : il a décidé de s'autodissoudre. Il reviendra au *Congrès des députés, qui se réunira à* Moscou à partir du lundi 2 septembre, d'élire un nouveau Soviet suprême. Mais la légitimité de ce Congrès lui-même pourrait bien être remise en cause, le pouvoir central ayant fortement pesé sur les élections *qui ont permis de désigner* ses 2 250 membres en 1989.

Parallèlement, à Kiev, le président ukrainien, M. Léonid Kravtchouk, a invité les représentants des autres Républiques à se réunir dans sa propre capitale pour réfléchir à l'avenir et mettre en place *«un processus transitoire contrôlé»*. Il s'agit de montrer que l'époque où tout se décidait à Moscou est révolue. D'ailleurs, M. Kravtchouk a bien précisé que *«le centre»* et son principal représentant, M. Gorbatchev, ne seraient pas conviés à la réunion.

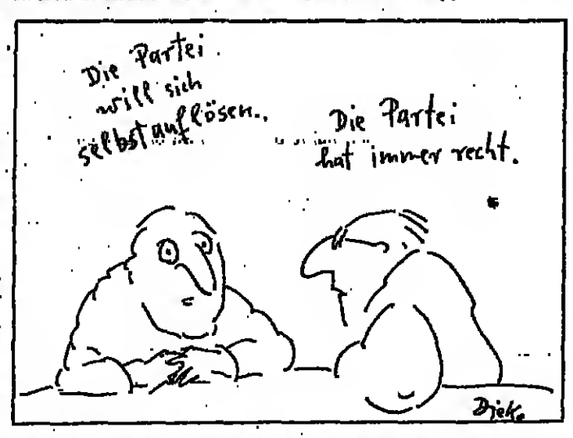
Quant à M. Boris Eltsine, que certains accusent déjà de *«néo-centralisme»* sinon de velléités impérialistes, il a quitté Moscou – pour se rendre au moins dans un premier temps en Lettonie. Son départ de même que son arrivée à Riga, d'où il semble s'être rendu immédiatement dans la station balnéaire de Jurmala, se sont effectués dans le plus grand mystère. Jeudi soir, la télévision russe se contentait d'indiquer que M. Eltsine avait quitté Moscou pour «un déplacement dans les Républiques». Cette remarquable discrétion peut s'expliquer, en partie au moins, par *un souci de sécurité. Mais on a aussi* l'impression que le président russe a éprouvé le besoin de prendre un peu de champ après ces quelques jours où il a multiplié les décisions et les déclarations qui ont suscité bien des inquiétudes chez les non-Russes.

Après sa mission d'urgence en Ukraine, le vice-président de Russie, le général Alexandre Routskoï, est arrivé jeudi vendredi à Alma-Ata pour tenter d'éteindre le feu au Kazakhstan ; le président kazakh, M. Noursoultan Nazarbaev, a en effet fait savoir que les fameuses déclarations du président Eltsine de lundi dernier, menaçant de remettre en cause les frontières intérieures, *avaient provoqué de vives réactions* at des manifestations dans cette immense République d'Asie centrale. Un accord sur les frontières, du même genre que celui conclu à Kiev par M. Routskoï avec le président ukrainien Kravtchouk, était apparemment *sur le point d'être signé*, vendredi, entre la Russie et le Kazakhstan.

M. Nazarbaev a d'autre part donné un nouvel et spectaculaire exemple d'émancipation en fermant *par décret le site nucléaire de Semipalatinsk*, théâtre de plus de cinq cents explosions atomiques depuis 1949, tandis que le Parlement kazakh revendiquait même la prise de contrôle du centre spatial de Baïkonour. Le site de Semipalatinsk avait *déjà considérablement réduit* ses activités mais il devait tout de même fonctionner jusqu'en 1993. Et le Kazakhstan réclame désormais des dédommagements pour les populations qui ont subi les effets des radiations (les essais dans l'atmosphère s'étaient *poursuivis jusqu'en* 1962).

La décision du Kazakhstan ajoute un peu plus à l'incertitude qui entoure désormais *l'avenir de* l'URSS-puissance nucléaire. Le général Iouri Maximov, commandant en chef des forces des fusées stratégiques, a lancé à ce propos un avertissement par le biais d'une interview publiée jeudi par les *Izvestia*. *«A présent*, a-t-il expliqué, *nos forces sont capables d'accomplir leur mission, mais si elles sont scindées en différentes parties elles ne seront plus jamais en état de le faire.»* De plus, le général Maximov affirme qu'aucune République ne serait en mesure de prendre en charge la fabrication et le contrôle de ces missiles balistiques.

Même pour la Russie, disposer de ses propres forces nucléaires constituerait un fardeau économique insupportable, ajoute le général Maximov, lançant apparemment un pavé dans le jardin de M. Eltsine qui avait annoncé la veille que l'Ukraine allait remettre à la Fédération de Russie toutes les forces nucléaires déployées *sur son territoire* (2).



«Le parti veut s'autodissoudre. Le parti a toujours raison.»
(Dessin extrait de *Die Tageszeitung*.)

La confusion générale n'empêche pas les Azéris et les Arméniens de continuer à se battre au Haut-Karabakh, pas plus qu'elle n'encourage les Moldaves et les russophones présents dans leur République à régler pacifiquement leurs différends. M. Igor Smirnov, le «président» de la «République du Dniestr» qui regroupe des Russes de Moldavie et n'est reconnue par personne, a été enlevé et ses proches accusent les services moldaves. Broutilles... A Moscou, on a bien d'autres choses en tête. Ne serait-ce que nourrir la population. Le comité constitué autour du premier ministre, M. Ivan Silaev, pour prendre en charge les affaires économiques s'est réuni jeudi en présence de représentants des quinze Républiques. Il a constaté que moins du tiers des céréales qui devaient être livrées d'ici la fin août à l'Etat ont été fournies, les kholkozes refusant de vendre dans l'attente d'une hausse des prix. Pour les inciter à faire preuve de meilleure volonté on a donc décidé, selon l'agence Interfax, de réserver aux campagnes la totalité des biens de consommation qui seront produits en URSS en septembre, y compris les voitures. Une décision qui ne manquera pas de faire la joie des citadins qui font depuis des mois la queue devant des magasins à peu près vides.

JAN KRAUZE

(1) Outre MM. Popov, Sobtchak et Iakovlev, M. Gorbatchev a proposé les candidatures de son conseiller Grigori Revenko et de l'académicien Iouri Ryjov, ainsi que celle de M. Edouard Chevardnadze. Toutefois, MM. Popov, Chevardnadze et Iakovlev ont fait savoir qu'ils ne souhaitaient pas entrer au Conseil de sécurité.

(2) Dans une intervention à la radio de Russie, publiée vendredi 30 août, dans son intégralité par la *Krasnaya Zvezda* (Etoile rouge), le président russe souligne que *«tout partage des armements stratégiques entre les Républiques est exclu, sans équivoque, car cela pourrait conduire à une menace supplémentaire pour le monde»*.

Le «monstre» et ses «organes»

Après l'autodissolution du parti, la purge et l'éclatement du KGB : si une mesure s'imposait dans cette nouvelle révolution russe, la vraie, c'était bien celle-là, tant le comité de la sécurité d'Etat et ses ancêtres (Tchéka, Guépéou, NKVD) se sont identifiés, *à l'instar du PCUS*, avec l'Etat totalitaire.

Il est vrai qu'on se contente, pour *le moment du moins*, de destitution au cas par cas et qu'il n'y a pas eu, contrairement aux premières rumeurs, de limogeage collectif du «collège» du KGB, l'organisme qui regroupait le président et les vice-présidents du comité, les deux principaux chefs de chaque «direction principale» et les chefs des «directions». On a même eu la surprise de voir réapparaître vendredi à Moscou le général Guennadi Titov, l'homme que le putschiste Vladimir Krioutchkov avait nommé en février dernier à la tête de la deuxième direction principale (contre-espionnage) et qui passait pour très proche de lui.

Il est clair en tout cas que l'énorme machine devra être fractionnée pour que l'Union soviétique, ou ce qu'il en restera, puisse être assimilée à un Etat «normal». A cet égard en effet, le système du parti-Etat se distinguait tout autant des *dictatures personnelles de type iraki*en, où plusieurs polices rivales se surveillent mutuellement, que des démocraties, où les tâches sont beaucoup plus diversifiées.

Le KGB est en effet, à l'échelle française, une combinaison de la DGSE (les services de renseignement extérieur), de la DST (le contre-espionnage intérieur), des Renseignements généraux (RG), de la police des frontières, d'une bonne partie des services de la préfecture de police et même de la brigade du grand banditisme, puisque les gu*é*bistes pouvaient se saisir de tout crime ou délit qui leur paraissait *important*.

Pour les Etats-Unis, il est l'équivalent des énormes CIA et du FBI et de cette autre grande administration qu'est l'Agence nationale de sécurité (NSA), en charge des écoutes électroniques et du chiffre. Ajoutons-y la pollue idéologique (l'ancienne cinquième direction principale bien connue des dissidents, rebaptisée de manière purement cosmétique l'an dernier en direction pour la protection de l'ordre constitutionnel), et nous aurons une idée du «monstre».

Seuls les services de renseignement de l'armée – la direction principale du renseignement de l'état-major général ou GROU – ainsi que les services du *«petit frère» qu'était* le ministère de l'intérieur (MVD) échappaient au contrôle du KGB, et encore si ce dernier le voulait bien. Le KGB dispose de ses propres troupes, notamment des quelque deux cent vingt mille gardes-frontières et d'environ *cent cinquante* mille hommes appartenant à d'autres unités (douze divisions), parmi lesquels les unités à «usage spécial», les fameux Spetsnaz. Mais son rôle militaire ne s'arrête pas là. Il contrôle les forces armées grâce à sa troisième direction principale, et il peut prendre, en permanence ou au coup par coup, le commandement d'unités entières : c'est lui qui aurait notamment coordonné l'action des troupes qui entrèrent à Bakou en janvier 1990.

Aujourd'hui, le KGB va éclater dans plusieurs directions : d'abord entre les diverses républiques, le reste dépendant des compétences que celles-ci voudront bien reconnaître au «centre». Mais même ce qui sera conservé à l'échelon fédéral ne subsistera pas sous une seule autorité. *Depuis longtemps*, on parlait déjà dans les milieux libéraux, comme M. Bakatine aujourd'hui, de ramener les troupes gardes-frontières dans le giron de l'armée, de confier le contre-espionnage au ministère de l'intérieur et de concentrer le reliquat du KGB sur le renseignement extérieur.

Une «départisation» moins douloureuse

Peut-être parce qu'il a été pendant très longtemps supérieur au parti – le NKVD est allé jusqu'à se substituer en fait à lui pendant la période stalinienne, – le KGB était moins réfractaire que l'armée à la «départisation». La loi sur la sécurité d'Etat votée en *mai dernier ne* reconnaît que l'autorité du président sur les «organes», sans aucune référence au parti, et, si le PC disposait au sein de ceux-ci de ses inévitables comités, il n'y a jamais eu à la Loubianka une «direction politique» aussi puissante que la «direction politique de l'armée et de la flotte» au sein du ministère de la défense.

Davantage également que les généraux, les gu*é*bistes sont apparus longtemps plutôt favorables au gorbatchévisme. D'abord parce que leurs cadres, mieux recrutés et éduqués depuis les années andropoviennes, bien informés des méfaits de la «stagnation» et connaissaient bien les réalités à l'étranger, étaient plus modernes que la moyenne dans la société soviétique. Ensuite parce que le KGB était moins affecté que d'autres institutions, notamment que l'armée, par les réformes de la perestroïka ; si les services de répression intérieure ont dû modifier leurs méthodes, *ils n'en ont pas moins* continué d'exister, sévissant moins mais poursuivant et développant encore leurs activités favorites de surveillance, de «désinformation» (M. Eltsine en sait quelque chose) et d'infiltration : les gu*é*bistes ont été accusés à plusieurs reprises d'avoir pénétré les comités de grève ce printemps, ainsi que plusieurs formations politiques, tel le parti libéral-démocrate de M. Jirinovski, le candidat surprise aux élections russes du *mois* de juin.

Quant au renseignement extérieur, il se portait au moins aussi bien que *sous Brejnev : M. Gorbatchev* n'avait-il pas justifié publiquement la collecte de l'information à l'étranger, tant dans les domaines politique que technologique?

Toujours est-il que le président-secrétaire général avait trouvé dans les chefs du KGB de précieux alliés pendant toutes ces années. Les premières dissonances ne sont apparues qu'avec le «putsch rampant» de l'hiver dernier, et encore M. Gorbatchev a dit sa «surprise» d'avoir *trouvé M. Krioutchkov parmi* les auteurs du coup d'Etat du 18 août. C'est grâce à lui qu'il avait pu faire contrepoids à la grogne des militaires à partir de 1989, c'est sa «trahison» au profit de ces derniers qui a permis le putsch. Mais le président, quel qu'il soit, ne sera vraiment tranquille que lorsque l'Etat de droit aura définitivement neutralisé le «monstre».

MICHEL TATU

Le lendemain, elle m'a dit – c'est la seule confidence qu'elle m'ait faite, la seule fois où elle m'ait parlé comme une mère à sa fille, comme à un être proche par le sang et par le cœur :
— Il a une femme chez lui en Autriche. Il retournera près d'elle. Il nous quittera.

BAPTISTE-MARREY

Les sept îles de la mélancolie

UN ROMAN QUI CONDUIT DANS LE LABYRINTHE DE LA DÉPOSSESSION AMOUREUSE

ACTES SUD

هكذا من الأصل

LES BOULEVERSEMENTS

La réorganisation de l'Etat

Démission du procureur général Troubine

Le procureur général d'URSS, M. Nikolaï Troubine, a présenté jeudi 29 août sa démission aux députés, après avoir pris *«la mesure de sa responsabilité dans la conduite peu scrupuleuse de la direction du ministère public d'URSS dans ces journées de durs épreuves pour le pays»*. Juste avant de démissionner, M. Troubine a décidé l'ouverture de poursuites judiciaires contre M. Anatoli Loukianov, l'ancien président du Soviet suprême, considéré par M. Eltsine comme le cerveau du putsch *(nos dernières éditions du 30 août)*.

Belle sortie pour un homme qui n'an mériteit pas tent. M. Troubine a en effet eu le bon goût de prendre les devents, sens attendre son limogeage : le procureur général d'URSS a'est distingué au cours de l'année écoulée par des rapports dont les conclusions eveient seendelisé le classe politique réformatrice.

Le dernier en date est son rapport sur le massacre de Vilnius, au cours duquel quinze personnes eveient été tuées le 13 jenvier par les troupes soviétiques, snus les yeux de dizaines de journalistes étrangers.

Les innombrebles témolgnages, tous concordants, sur le déroulement de eette tragédie, n'empêchèrent pas M. Troubine de mettre hors de cause l'armée soviétique dans ce rapport, distribué le 3 juin aux députés soviétiques ; le proeureur général d'URSS y essurait que les victimes eveient an fait été tuées par des Lituaniens qui leur tiraient dens le dos, ou encore poussées sous des chars par des menifeetents zélés. En tout état de cause, conclueit M. Troubine, eee incidents avaient été provoqués par l'attitude irresponsable des dirigeants nationalistes lituaniens.

La même philosophie inspireit deux eutres rapports signés de M. Troubine, l'un sur le massacre de Tbilissi où, le 9 avril 1989, seize Géorgiens eveient été tués par les troupes soviétiques, et l'eutre sur les émeutes de Novotcherkask. Beaucoup plus enclen puisqu'il remonte à 1962, est épisode, eu cours duquel les forces de l'ordre ouvrirent le feu sur des ouvriers qui manifesteient contre les haueees de prix, tuent vingt-deux d'entre eux, fut longtemps tenu seeret. Le 3 juin dernier, M. Troubine justifiait l'ettitude des forces de l'ordre à Novotcherkask dans les colonnes de la *Pravda*.

S. K.

M. Erich Honecker pourrait être prochainement extradé d'URSS vers l'Allemagne

M. Erich Honecker, l'aneien numéro un est-allemand, sera probablemcnt extradé vers l'Allemagne à court terme, a affirmé, jeudi 29 août, l'agence russe RIA, citant une *«source informée»* du ministère soviétique des affaires étrangères. Transféré le 13 mars dernier d'un hôpital militaire soviétiquc proche de Berlin à Moscou, avec sa femme Margot, M. Honecker fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour complicité d'homicide dans le cadre du meurtre de 190 Allemands de l'Est, tués lors de leurs tentatives de fuite vers l'Ouest. – *(AFP.)*

La visite de M. Dumas dans les pays baltes

Paris va rendre à la Lituanie son or conservé à la Banque de France

VILNIUS

de notre envoyée spéciale

M. Roland Dumas avait choisi, jeudi 29 août, le registre de l'émotion pour dire sa *«fierté»* d'être le premier ministre occidental en visite à Vilnius et pour saluer *«la longue marche de la Lituanie qui, sans jamais désespérer, a su donner au monde l'exemple du courage et de la volonté»*.

Au Parlement de Vilnius, où le ministre était reçu par le président Landsbergis, témoignaient eneore de ce courage de résister les blocs de béton et les ehicanes obstruant les accès, les murs de sacs de sable et les brancards entassés dans les couloirs. M. Dumas n'était pas tout à fait le premier puisque son homologue islandais avait fait une visite à Vilnius au début de l'année dernière, c'est-à-dire en un temps où aucun pays occidental n'était prêt à risquer ses relations avec Moscou pour un tel geste symbolique et où l'on se contentait de prêcher aux Baltes une infinie patience. Mais dans la course à la reconnaissance et à la sollicitude envers les Baltes, qui s'est déclenchée en Europe depuis le coup d'Etat manqué à Moscou, le ministre français est effectivement arrivé le premier en terre balte.

Bons offices français pour l'ONU

Il lui aura fallu – car les événements se bousculent – opérer pour cela un acrobatique périple, puisqu'il était attendu par ses collègues allemand et polonais, MM. Genscher et Skubizewski, jeudi matin à Weimar, et qu'il voulait aussi se trouver à Paris jeudi soir pour notamment y rencontrer le président serbe, M. Slobodan Milosevic. Entre les deux, Vilnius, jeudi après-midi donc, et le ministre était attendu vendredi à Riga et à Tallin.

Pour illustrer la bienveillance française envers l'Etat lituanien qui retrouve sa souveraineté, M. Dumas a proposé au président Landsbergis de se faire son intermédiaire auprès de M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, pour transmettre la demande d'admission de son pays à l'ONU. Il faudra, pour que cette demande aboutisse, que le Conseil de sécurité la relaie le moment venu. Des relations diplomatiques normales, dont M. Dumas a souligné qu'elles n'eveient jamais été répudiées mais seulement interrompues par la force, vont être restaurées et des ambassades seront très prochainement ouvertes dans les deux capitales.

Un cas particulier

Le France n'est propriétaire d'aucun immeuble à Vilnius (1) et son ambassade s'installera dans une maison proche de l'université où séjournèrent Napoléon et Stendhal. La Lituanie, en revanebe, va rentrer dans ses meubles à Paris : une procédure est en cours an tribunal de grande instance pour lui rendre l'usage de son aneienne ambassade qui est occupée par les Soviétiques depuis août 1944. Des locaux provisoires seront, d'ici là, mis à sa disposition *(voir l'article de Marc Ambroise-Rendu dans* le Monde *du 30 août)*.

M. Roland Dumas était assez fier également d'annoncer aux Lituaniens qu'on leur rendait leur or (2,2 tonnes, soit environ 150 millions de francs), soigneusement gardé à la Banque de France. Tout le monde ne peut effectivement pas en faire autant, et ootamment les Britanniques, qui l'ont vendu, ou les Suédois qui l'ont rendu aux Soviétiques.

A qui raillerait le zèle mis aujourd'hui par la France à faire eotrer dans les faits l'indépendance des trois Républiques baltes, oo répond dans la délégation française que ce serait la lenteur qui, dans les eirconstances actuelles, serait critiquable et l'on s'étonne que les mauvaises langues épargnent l'administration américaine qui n'avait toujours pas sauté le pas jeudi *(voir l'article de notre correspondant à Washington)*. La France tenait aussi, explique-t-on, à régler au plus vite la question balte pour éviter que n'interfèrent avec elle d'autres revendications indépendantistes envers lesquelles elle serait moins bien disposée. M. Dumas l'a souligné à Weimar et à Vilnius : les Républiques baltes constituent à ses yeux, pour des raisons historiques, un cas particulier qui n'est transposable ni dans les autres Républiques soviétiques ni en Yougoslavie.

CLAIRE TRÉAN

(1) Avant la guerre, Vilnius était polonaise et l'ambassade de France se trouvait à Kaunas, capitale de la Lituanie indépendante.

□ **M. Dumas : M. Gorbatchev est «indispensable à l'Union».** – M. Mikhaïl Gorbatchev est *«encore indispensable à l'Union»* car il en est sa *«clef de voûte»* et son *«point de référence»*, a estimé, jeudi 29 août, M. Roland Dumas sur Antenne 2. Selon le chef de la diplomatie française, le président soviétique *«a joué un rôle important dans l'histoire contemporaine»* et *«poursuivra ce rôle s'il en a la possibilité»*. Il s'est félicité de l'accord intervenu entre la Russie et l'Ukraine qui *«veulent travailler ensemble à la réalisation d'une nouvelle Union»*. M. Dumas oc croit pas que le monde soit *«au bout de ses surprises»*. *«Nous assistons à des phénomènes d'ondes (...) qui sont la conséquence des événements de ces derniers jours. (...) L'occasion était trop belle pour M. Gorbatchev pour qu'il ne la saisisse point»* – *(AFP, Reuter.)*

La situation dans les Républiques

Le texte de l'accord russo-ukrainien

Quelques heures eprès la signature de l'accord de coopération économique et militaire conclu à Kiev dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 août entre la Russie et l'Ukraine (*Le Monde* du 30 août), le président ukreinien, M. Léonid Kravtchouk, a fait part de son intention d'inviter à Kiev les représentants des quinze Républiques de l'Union pour discuter *«des structures générales dans les domaines de la politique, de l'économie et de la stratégie militaire»*, sans la participation, dans un premier temps, du président Gorbatchev.

Le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazerbaav, a proposé le même jour la tenue, *«à Kiev, Minsk ou Alma-Ata»*, d'una réunion d'urgenca entra les Républiques de l'Union.

De leur côté, les nationalistes ukrainiens ont critiqué *«les faiblesses»* de l'accord conclu avec la Russie par M. Kravtchouk.

Voici le texte de l'accord russo-ukrainien, signé par le président du Parlement ukrainien, M. Léonid Kravtchouk, et le vice-président de Russie, M. Alexandre Routskoï, le premier de ce type conclu entre deux Républiques depuis l'effondrement du pouvoir central soviétique :

«Après le liquidation du coup d'Etat eo Union soviétique, est apparue une nouvelle situation politique qui permet d'accélérer les réformes démocratiques et la mise en œuvre des droits souverains des Républiques.

Etant donné la démission du cabinet des ministres et l'incapacité des structures de l'Etat et de l'Union à servir les intérêts vitaux des peuples, reconnaissant le droit de l'Ukraine et de la Russie à l'indépendance, affirmant son attachement au traité signé le 19 novembre 90 par la Russie et l'Ukraine, les parties s'engagent à :

1 - Entreprendre des actions communes pour éviter la désintégration incontrôlée de l'Union. Pendant une période de transition, pour assurer les besoins essentiels de la population et le fonctionnement de l'économie, il serait opportun de créer des structures provisoires entre les Etats intéressés, avec la participation des Etats membres de l'ancienne Union soviétique indépendamment de leur statut actuel et sur la base de l'égalité de ses représentants.

2 - Proposer aux Etats membres de l'ancienne Union indépendamment de leur statut actuel de préparer et de signer un accord économique mutuel.

3 - Réaffirmer l'importance particulière des problèmes militaires et stratégiques, dire la nécessité de réformer les forces armées de l'Union et créer un système collectif de sécurité. Ne pas prendre de décisions unilatérales dans les questions militaires et stratégiques.

4 - Pendant la période de transition, éviter de lancer sans consultation préalable des démarches qui concernent les intérêts mutuels des parties.

5 - Réaffirmer les articles 2 et 6 de l'accord du 19 novembre 90 (déjà signé par la Russie et l'Ukraine) sur les droits des citoyens et l'intégrité territoriale.

6 - Souligner la détermination avec d'autres Etats membres de l'ancienne union de poursuivre les réformes démocratiques et élaborer une coordination de la politique des réformes économiques radicales.

7 - Affirmer leur fidélité aux engagements de l'Union sur le plan international, ainsi qu'à l'accord sur les réductions et le contrôle de l'armement et au soutien de la paix et de la stabilité dans le monde. Se déclarer prêt, sur la base des négociations avec les Etats membres de l'ancienne Union ainsi qu'avec la communauté mondiale, à résoudre pendant la période de transitioo toutes les questions qui découlent des engagements internationaux adoptés dans le passé.

8 - Echanger immédiatement des représentants pour une information continue et la conduite de consultations entre la Russie et l'Ukraine». – *(AFP.)*

Après une réunion des «sherpas» du G 7

M. Major va présenter à Moscou un plan d'aide occidentale plus étoffé

LONDRES

de notre correspondant

Lors d'une rencontre, jeudi 29 août à Londres, les représentants personnels («sherpas») des chefs d'Etat et de gouvernement des sept grands pays les plus industrialisés (G 7) ont mis au point les propositions d'aide occidentale à l'URSS. Le premier ministre britannique, M. John Major, doit, dimanche à Moscou, présenter ce plan à MM. Gorbatchev et Eltsine, puis rencontrer des dirigeants baltes, du Kazakh stan et d'autres Républiques.

En tant que président en exercice du G 7, M. Major assure, jusqu'à la fin de l'année, le suivi du dernier sommet qui s'est tenu en juillet à Londres. Il n'arrivera pas à Moscon les mains vides. Il doit présenter un plan d'assistance occidentale en six points, certes modeste mais plus large que l'aide promise par les Sept lors de leur rendez-vous du 17 juillet avec M. Gorbatchev.

Dans un premier temps, l'Occident propose une aide alimentaire et technique à l'URSS et aux Républiques plutôt que l'octroi d'une assistance financière. Parmi les actions concrètes qui doivent être immédiatement engagées figurent le promotinn de l'URSS au rang de membre associé du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, la participatinn de ces deux institutinns financières internationales à l'élaboration d'un plan dc réfirmes structurelles, la constitution d'équipes d'experts en matière de production et dc distribution alimentaire et l'intensification de l'aide technique à l'URSS dans les domaines cruciaux (énergie, conversion dc l'industric de défense, sécurité nucléaire, transports...).

Une étude sur les besoins alimentaires et médicaux

M. Major peut se féliciter d'avoir forgé un front occidental uni vis-à-vis de MM. Gorbatchev et Eltsine. Le successeur de Margaret Thatcher est parvenu à mettre sur pied un compromis entre l'Europe (l'Allemagne et la France en tête), qui insiste sur l'urgence d'un tel soutien, et les Etats-Unis et le Japon, beaucoup plus réservés.

La réunion des «sherpas» a permis de préciser ce que les Sept entendaient quand aux réfarmes dont la mise en place progressive doit permettre d'intégrer l'URSS dana l'économie de marché. Il s'agit de nauvelles législations sur la propriété privée et le droit commercial, d'un régime fiscal particulier convrant les investissements occidentaux et de l'abolition du système de planification centrale et de contrôle des prix.

Dans l'immédiat le G 7 va rapidement mener une étude sur les besoins alimentaires et médicaux à court terme de l'URSS, ainsi que sur les moyens d'améliorer rapidement le système de distribution. Les Sept doivent faire le bilan de leurs démarches à la fin du mois de septembre. – *(Intérim.)*

L'URSS demande une aide financière directe de la CEE

M. Lev Voronine, ambassadeur de l'URSS auprès de la CEE et ancien vice premier ministre, a demandé jeudi 29 août à Bruxelles, devant le Parlement des Douze, une aide financière européenne directe à son pays : *«une coopération financière* (de l'URSS) *avec la CEE devient de plus en plus cruciale»*, a affirmé M. Voronine. Il a demandé que son pays bénéficie de prêts de la Banque enropéenne d'investissement, en plus de ceux eeeordés par la BERD (Banque européenne pour le reconstruction et le développement). La CEE limite pour l'instant son soutien à des aides alimentaires d'urgence, des garanties de crédits et un programme d'assistance technique. – *(AFP.)*

□ **Déclaration franco-germano-polonaise en faveur d'une aide à l'URSS et aux pays de l'Est.** – Réunis à Weimar à l'occasion du 242e anniversaire de la naissance de Goethe, les ministres des affaires étrangères d'Allemagne, de France et de Pologne ont signé, jeudi 29 août, une déclaration commune en faveur d'une aide globale aux nouvelles démocraties d'Europe de l'Est et à l'URSS. *«L'Europe ne doit pas être déchirée par une nouvelle frontière entre pauvres et riches»*, indique ce texte. Bonn et Paris se déclarent prêts à associer les Etats d'Europe centrale et orientale à la CEE et *«à leur ouvrir la voie de l'adhésion»*. En attendant, des projets concrets de coopération doivent être mis en œuvre dans les domaines de l'environnement, de la technologie, des communications, de la culture, etc., afin de créer des conditions d'existence *«dignes, là où les hommes vivent.»* C'est le seul moyen, disent les ministres, d'éviter des flux migratoires en Europe. MM. Genscher, Dumas et Skubiszewski ont décidé de se réunir au moins une fois par an.

L'Azerbaïdjan proclame son indépendance

Le Perlement d'Azerbaïdjan a adopté, veudredl 30 août, une résolution sur le *«restauration de l'indépendance»* de cette république du Caucase, a annoncé l'agence présidentielle azérie Assa Irada. *«Le vote o témoigné du soutien unanime* [des députés] *à la politique du Parlement républicain»*, présidé par M. Ayaz Moutalibov, qni aveit démissionné, jeudi, de ses fonctions dc premier secrétaire du PC de la République.

Le texte de la résolution *«restaure l'indépendance»* de l'éphémère Républiqne d'Azerbaïdjan (1918-1920) et proclame les principes de bon voisinage, ainsi que *«le développement et le renforcement des liens avec les Républiques* [qui sont] *au sein de l'URSS ou en dehors, et le développement des relations avec toutes les nations du monde»*, a précisé Assa Irada.

La veille, M. Moutalibov avait levé l'état d'urgence, en vigueur à Bakou depuis janvier 1990, date de l'intervention des troupes soviétiques dans la capitale azerbaïdjanaise alors en état d'insurrection. – *(AFP.)*

Le roi Michel de Roumanie salue la proclamation d'indépendance moldave

GENÈVE

de notre correspondante

Dans un meesege edreseé, mardi 27 août, au peuple roumain, le roi Michel de Roumanie, en exil à Versoix, près de Genève, se réjouit de la proclamation d'indépendance de ses *«frères de Beeeerebie»*. Il espère que, *«devenus libres, ils pourront choisir, dans la légalité, l'ordre et le démocratie, leur evenir au sein de la grande famille roumaine»*.

Estimant que *«la révolutinn roumaine de 1989 n'e pee encore pu eboutir à une véritable démocratie ni à la liberté totale»*, car *«la Roumanie est le seul paye d'Europe qui reste encore à mi-chemin entre le communieme et la démocretie»*, le roi ee félicite en revanche que *«cette démocratie et cette liberté exietent déaormeie à Moscou»* et se déclara convaincu que *«le peuple roumain est, lui aussi, capable de remporter la même victoire»*.

C'est évidemment à dessein que le roi Michel évoque, dans son message – repris à Bucarest par la presse et la télévision – le *«Bessarabie»*, nom de la province annexée par Staline et rebaptisée sur son ordre *«République socialiste soviétique de Moldavie»*, alors que la Moldavie est une province roumaine. Il rappelle d'ailleura dana un télégramme envoyé au président George Bush que le sort de la Bessarabie avait été réglé par le pecte germano-soviétique, la 23 août 1939, en même temps que celui des troie pays baltes.

I. V.

Le Monde
PUBLICITÉ
TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
46-62-73-75

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

BENNETON
Graveur-Héraldiste
Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevalières gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

EN UNION SOVIÉTIQUE

Forces et faiblesses des Républiques de l'URSS

par Françoise Barry

Puissance eurasiatique, l'URSS [...]ale depuis soixante-quatorze ans [...] un ensemble à la cohésion appa[...]nte, de la Baltique au Pacifique, [...]n territoire où abondent les [...]chesses naturelles les plus variées, [...]elles du sol ou celles du sous-sol. [R]éparti inégalement suivant les [q]uinze Républiques, ce superbe [p]otentiel est mal reflété par les [p]rincipaux indices socio-économi[q]ues.

En effet, hormis les données [d]émographiques montrant le carac[t]ère disparate mais imposant de ce [r]éservoir d'hommes, tous les autres [i]ndices révèlent d'une façon ou l'une autre le caractère inachevé du [d]éveloppement économique de cet [e]nsemble aux plus de cent quarante nationalités.

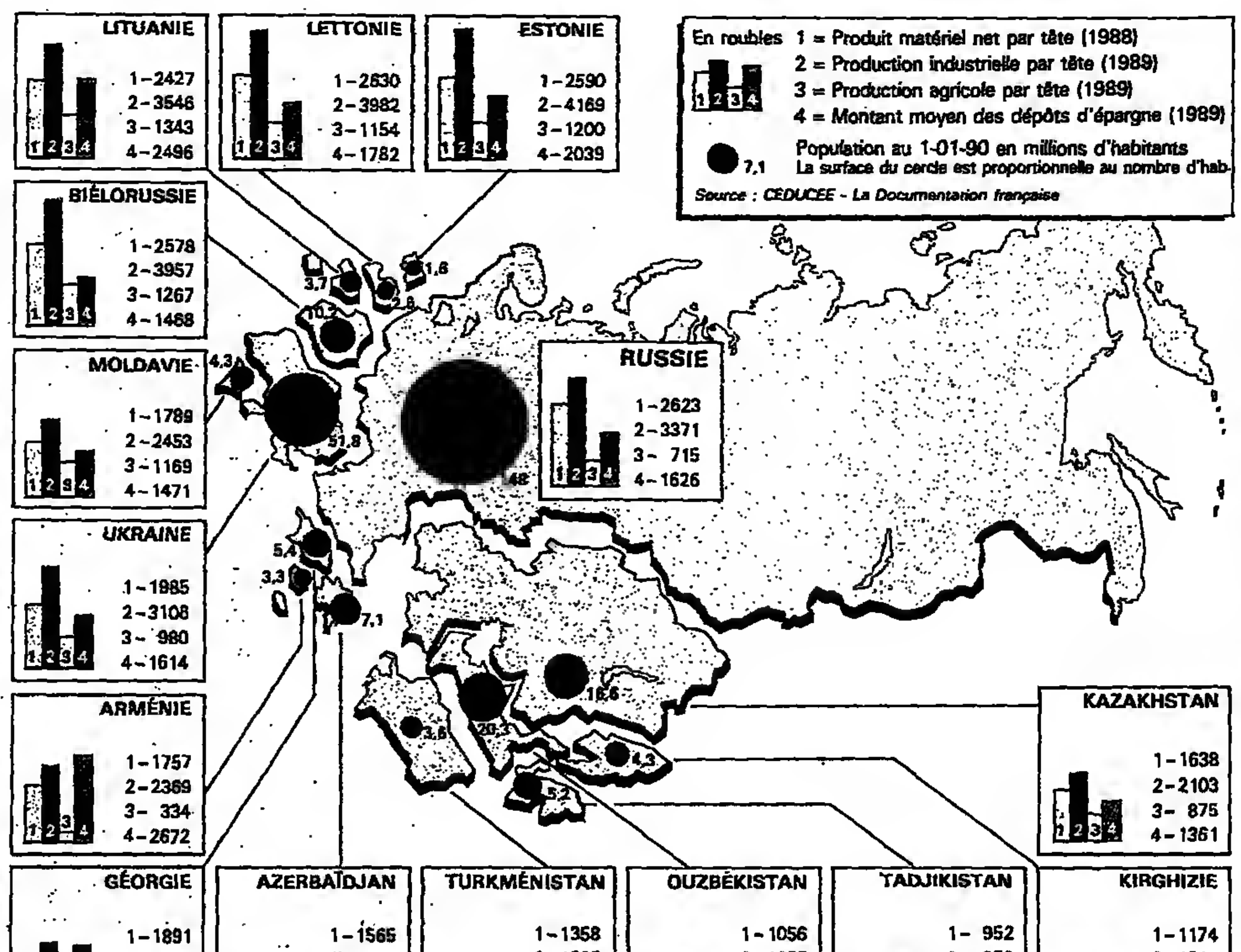
Ce n'est pas un hasard si les plus lucides comparent ce niveau de développement au mieux à celui du Portugal. Ce n'est pas non plus le moindre paradoxe de noter que le produit national brut (PNB) par tête (1) de la petite Lettonie dépasse celui de la grande Russie. Mais le lecteur doit savoir aussi que le PNB de la Russie représente 60 % de celui de l'URSS... alors que celui de la Lettonie n'en représente que 1 % ! Qu'on se réfère au PNB ou au salaire mensuel moyen du secteur d'Etat, il apparaît qu'il vaut mieux être balte, russe, biélorusse, ukrainien, qu'ouzbek ou tadjik. Les différences de développement retracent en fait l'histoire de cet empire que la main de fer communiste a maintenu largement dans un statut colonial.

L'industrialisation volontariste et brutale des années du communisme de guerre et d'après-guerre, jusqu'au début des années 80, a investi toutes les Républiques, hormis les quatre d'Asie centrale. Mais les performances de l'industrie lourde et de l'extraction de minerais sont en fait autant de handicaps. En effet, c'est en Russie et en Ukraine que le complexe militaro-industriel a installé ses plus beaux fleurons (Oural, régions de Moscou, Leningrad, sud de l'Ukraine) employant sans doute plus de vingt millions de personnes. Or la coojoocture internationale actuelle et la crise économique de l'URSS vouent ces méga-entreprises à la banqueroute et leurs employés au chômage ou au recyclage dans le cadre le la mythique conversion des industries de défense vers la production de biens d'équipement civil ou de consommation.

Fournissant 75 % des moyens de production à l'ensemble de l'URSS, la Russie est de ce fait incapable de répondre aux frustrations de ses consommateurs, car elle ne produit en revanche que 25 % des biens de consommation. L'Ukraine accuse cette même disproportion : elle livre 34 % de l'acier soviétique et 45 % du minerai de fer.

Ce n'est pas le cas de la Biélorussie dont les industries mécaniques pour l'agriculture et les industries chimiques sont équilibrées par celles de biens électroniques et de consommation. Elle doit néanmoins, comme les Républiques baltes, importer pratiquement la totalité de son énergie donc exporter au détriment du marché national ces biens de consommation. Ce sont ces mêmes produits qui attirent dans les pays baltes un afflux de consommateurs russes à la recherche de biens introuvables en Russie.

Géorgie, Arménie et Modalvie jouissent également de certains avantages dans ce secteur, auxquels s'ajoute une importante industrie agroalimentaire. A l'inverse, les quatre Républiques d'Asie centrale et même le Kazakhstan se sont vu cantonner par le pouvoir central dans le rôle de pourvoyeurs de coton, d'énergie, de biens métalliques et chimiques lourds transformés dans d'autres régions de l'URSS.



Les difficultés des consommateurs

En 1990, avec la crise générale provoquée par la perestroïka, grèves des transports, des industries d'extraction, chute de la production pétrolière, conflits ethniques, mesures protectionnistes adoptées par les Républiques, arrêts des importations faute de devises, ont contribué à priver nombre d'entreprises des intrants nécessaires (produits alimentaires, filés, matériaux de construction, semi-produits) et aux industries manufacturières et à la construction.

Mais le handicap récurrent affectant toutes les Républiques, et notamment les consommateurs russes, est la médiocrité de la production agricole stockée, même si l'année 1990 a été bien plus favorable que 1989 : la démotivation de la société rurale collectivisée et le système de distribution et de transport inopérant provoquent des pénuries endémiques qui viennent frapper notamment les grands centres urbains, Moscou, Leningrad, Vladivostok, Novossibirsk, Iakoutsk, mais aussi l'Azerbaïdjan, l'Arménie et tout récemment le Kazakhstan.

Hormis les Républiques baltes et la Moldavie, où le revenu agricole est régulier, dans les autres Républiques et notamment la Russie, la production agricole par tête apparaît médiocre ou franchement insuffisante : il faut savoir que le prix d'achat des céréales par l'Etat n'est pas suffisamment attractif, ce qui provoque des stockages prolongés. Un phénomène qui tend à se généraliser est le troc sur le mode asiatique ; c'est ainsi qu'un téléviseur équivaut à 30 tonnes de céréales et une moyenne cylindrée à 200 tonnes.

Cet indice ne permet pas d'appréhender les difficultés actuelles des consommateurs, à la suite de l'augmentation des prix de détail officiels de nombreux biens alimentaires ; actuellement, le budget alimentaire représenterait 30 % à 40 % du budget des ménages. De plus les prix sur les marchés kolkhoziens de Moscou et de Leningrad se sont envolés, alors qu'à Minsk ou Alma-Ata les écarts sont moins importants. La récente baisse du cheptel, bovins, ovins et même des poules, inquiète les responsables de toutes les Républiques : des émeutes du pain ont eu lieu au Tadjikistan, et M. Chevardnadze a rappelé récemment que l'hiver 1991 pourrait être dramatique.

Quant au montant de l'épargne par tête, il recouvre des situations diverses de revenu : ainsi en Géorgie et en Arménie, les activités privées ou dans le secteur coopératif offrent des sources de revenus importantes ; de même pour les fermes privées, nombreuses dans les Républiques baltes mais pratiquement inexistantes en Russie, Biélorussie et Ukraine. Aux dernières nouvelles, l'épargne aurait augmenté de 40 milliards de roubles pour les six premiers mois de 1991. La pénurie de produits d'une part et l'inflation des prix imposant d'épargner pour pouvoir acquérir certains produits durables expliquent ce phénomène.

Pour avoir une vue complète de la situation des revenus par République, il faudrait qu'apparaisse le poids des non-actifs (étudiants et retraités). Les différences sont très importantes à cet égard. Ainsi en Russie et en Ukraine, leur nombre atteint près de la moitié des actifs alors qu'en Lettonie, Moldavie ou Azerbaïdjan, il ne s'agit que du tiers.

La qualité des ressources humaines

Les forces et faiblesses de ces quinze Républiques abritant cent quarante nationalités mais où les Slaves représentent 70 % de toute la population doivent également être mesurées à l'aune de la qualité des ressources humaines. Même si le niveau moyen d'éducation est partout relativement élevé, on retiendra cependant que 77 % des cadres en Russie sont russes, alors qu'au Kazakhstan on ne compte que 39 % de cadres nationaux, en Moldavie 49 %, en Kirghizie 55 %.

La nouvelle génération des cadres du Parti communiste est d'ailleurs elle-même pourvue de diplômes d'ingénieur, de sciences humaines ou de droit. De même les emplois de la nomenklatura (postes de responsabilité dans l'économie attribués par le parti à des membres du parti) voient leur niveau de qualification s'élever, notamment pour les directeurs d'entreprise. Cela vaut pour les régions dynamiques de Russie (grandes villes, Sibérie, Oural, terres noires), pour l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan (40 % des habitants sont russes).

Le haut niveau de développement des Républiques baltes témoigne d'un degré de culture professionnelle élevé; dans les Républiques du Sud que quittent de nombreux cadres russes par suite de troubles ethniques, le problème des cadres nationaux se pose quelquefois avec acuité du fait des obstacles à la mobilité sociale ou des problèmes posés par la langue dans l'enseignement supérieur. Par contre, ces mêmes Républiques se signalent par un nombre relativement élevé de coopératives (PME, PMI) ce qui dénote un esprit d'entreprise. Les ouvriers spécialisés aussi ont pour la plupart un niveau d'éducation élevé (bac) dans les Républiques slaves et baltes.

L'attractivité des Républiques peut également se mesurer au nombre de joint-ventures implantées : la Russie en compte 1 500, dont 1 000 dans la région de Moscou, l'Estonie 105, l'Ukraine 148, la Géorgie 61 et l'Ouzbékistan 24. Ces implantations, de même que les ouvertures de zones franches témoignent de la situation géographique plus ou moins favorable des Républiques par rapport aux partenaires extérieurs. A cet égard, les Républiques baltes, la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie, contiguës à l'Europe de l'Ouest, sont en position de force ; la Russie jouit de deux façades maritimes, avec Leningrad et Vladivostok, mais à l'inverse le mauvais état des routes dessert des régions russes comme le centre ou la Sibérie alors que les infrastructures sont plus favorables en Ukraine, dans les Républiques baltes et en Géorgie.

On sait enfin que le poids spécifique d'une économie se mesure notamment à ses capacités d'exportation. Aucun indice ne permet de mesurer sérieusement celles des Républiques ; si l'on met à part la Russie (riche de ses ressources naturelles : diamants, or, pétrole, gaz, bois et minerais) qui réaliserait 80 % des ventes totales de l'URSS, la mesure de cet indice reste aléatoire pour les autres dans un système de commerce extérieur centralisé. Les exportations de produits manufacturés vers l'Ouest représentent en tout et pour tout 7,5 % des échanges totaux de l'URSS.

Condamnées sans doute à pratiquer l'indépendance dans l'interdépendance du fait de l'organisation du « complexe industriel URSS », ces Républiques n'ont pas manqué de signer entre elles d'ores et déjà de nombreux traités et accords pour assurer leur approvisionnement et leurs ventes.

Les données des échanges entre Républiques évaluées en roubles internes, donc suivant une structure de prix largement aberrante, font néanmoins apparaître pour dix Républiques un solde négatif avec le reste des autres. L'Ukraine, la Biélorussie et l'Azerbaïdjan enregistrent un important solde positif. Les prochains mois nous apprendront comment elles résoudront le problème de leurs relations mutuelles ; une « belle et bonne alliance » pourrait magnifier leurs forces et gommer leur faiblesses.

(1) Pour la simplicité de l'exposé on assimile ici le PMN (qui n'enregistre pas les services) au PNB occidental.

▶ **Rédactrice en chef du *Courrier des pays de l'Est* (la Documentation française).**

Quelles nouvelles relations économiques ?

Au cours des prochaines semaines, les dirigeants soviétiques continueront de s'efforcer de définir les grandes lignes de leurs futures relations économiques. Jeudi 29 août, la Russie et l'Ukraine ont jeté les nouvelles bases d'un accord portant notamment sur les relations économiques.

Des points de vue extrêmes, entre ceux qui souhaitent une indépendance totale allant jusqu'à la rupture de tous les échanges et ceux qui tenteront de préserver des liens économiques, doivent être conciliés. De l'avis des experts occidentaux, l'URSS s'achemine vers un type de confédération assez lâche, doté d'un budget fédéral peu important, et peut-être de monnaies nationales.

L'accord signé, le 23 avril entre neuf Républiques et le centre a volé en éclats lors des derniers événements. Cet accord était particulièrement ambigu sur les principales questions économiques, à savoir la fiscalité, le budget et les relations monétaires.

Plusieurs Républiques ont déjà fait connaître leur volonté d'abandonner le rouble, pour mettre leur propre monnaie en circulation. C'est le cas de l'Ukraine et des pays baltes. Si ces volontés se confirment, le rouble deviendra-t-il une monnaie commune parallèle aux devises nationales, une sorte d'écu de l'URSS ?

Avant même le coup d'Etat avorté, le marché soviétique avait subi des modifications importantes, plusieurs régions choisissant de limiter leurs ventes à Moscou et de nouer des liens directs avec leurs voisins ou l'étranger. Ainsi, les cinq Républiques d'Asie centrale tentaient de mettre sur pied un accord économique, tandis que les pays baltes ou l'Ukraine signaient des accords de coopération avec leurs voisins occidentaux, Hongrie, Pologne ou Tchécoslovaquie.

L'expérience des pays de l'Est, contraints de conserver des liens commerciaux entre eux et avec l'Union soviétique, malgré le démantèlement des structures du COMECON, est édifiante. Si certains pays ont réussi à développer un nouveau courant commercial avec l'Europe occidentale, tous ont dû maintenir les flux énergétiques avec l'Union soviétique, seule pourvoyeuse de pétrole de cette partie du continent.

La plupart des responsables des Républiques ont conscience de l'impossibilité d'une rupture totale des liens commerciaux et financiers. « *Il n'a jamais été dans nos intentions de nous entourer d'un mur et de couper nos liens économiques avec Moscou ou les autres Républiques d'URSS* », a déclaré mercredi 28 août le ministre letton de l'économie, M. Janis Aboltinsh, dans un entretien accordé à l'AFP. A Kiev, le président Kravtchouk a décidé d'inviter les autres Républiques afin de débattre des « *structures générales dans les domaines de la politique, de l'économie, et de la stratégie militaire* ». Jeudi 29 août, le président kazakh, M. Noursoultan Nazarbaev, a exprimé une mise en garde contre l'accélération du « *processus de destruction totale de l'économie* ».

F. L.

Qui détient actuellement le pouvoir financier ?

Visiblement, la lutte pour le pouvoir entre les présidents Gorbatchev et Eltsine touche également la sphère financière. Jeudi 29 août, Tass publiait un étrange communiqué, affirmant que « *la Banque centrale, le ministère des finances, et la Vnechtorgbank* [banque pour les relations économiques extérieures] *de Russie ont autorisé la Vnechekonombank de l'URSS* [banque pour les relations économiques extérieures, dite VEB] *à procéder à des opérations financières et monétaires, ainsi qu'à des transactions sur les métaux précieux et les pierres précieuses* ». Jusqu'à présent, les autorités centrales, donc la VEB, disposaient du monopole de l'usage des devises des transactions sur l'or ou les métaux précieux ; qu'il s'agisse pour un étranger de régler sa participation à un colloque en URSS, ou pour un Etat de verser un crédit important, les sommes transitaient par la VEB. S'il était un domaine dans lequel le monopole d'Etat avait été préservé tout au long des six années de perestroïka, c'était bien celui de la monnaie et des changes.

Selon le décret du 25 août auquel fait référence la dépêche de Tass, les organismes financiers fédéraux (Gosbank, VEB, ministère des finances) ne peuvent procéder à des opérations de changes « *qu'après approbation des autorités russes compétentes* ». Un second texte également signé, le même jour, par M. Boris Eltsine, place sous contrôle russe les postes douaniers maritimes et aériens situés sur le territoire de Russie.

L'autorisation consentie jeudi par la Russie au centre signifie-t-elle que M. Eltsine et ses collègues, dix jours après le putsch, ont pris le pouvoir financier ? Il semblerait qu'elle doive plutôt être interprétée comme une concession de M. Eltsine au centre, quelques jours après son décret du 25 août, qui visait à donner l'ensemble du pouvoir financier à la Russie. Au début de la semaine, la publication de ce décret avait provoqué de vives inquiétudes dans la communauté bancaire internationale, puisque ce sont les autorités centrales qui détiennent la dette et les stocks d'or de l'URSS : leur passage sous contrôle russe pouvait signifier un risque de non-remboursement. Le communiqué un peu plus rassurant du 29 août a au contraire provoqué une chute des cours de l'or sur les marchés mondiaux. La situation est encore assez confuse, mais comme dans d'autres secteurs, ils semblerait que désormais, les ministres russes soient parvenus à accéder aux postes-clés de l'Union.

Toutes les décisions sont supervisées par les hommes de M. Boris Eltsine. M. Viktor Guerachtchenko, le président de la Gosbank, la Banque centrale, n'a finalement pas été démis de ses fonctions, malgré son implication dans le putsch. Il doit peut-être sa survie professionnelle au soutien de grandes banques occidentales. Mais le vice-ministre des finances de Russie, M. Andrei Zverev, a bel et bien été nommé au même poste. De même, le président de la VEB, M. Moscovitch, a conservé son poste, mais le président de la Vnechtorgbank, M. Valeri Teleguine a été nommé par intérim à la tête de l'organisme. Le ministre russe des finances, M. Igor Lazarev, a pour sa part été nommé au poste équivalent au niveau de l'union.

Il serait inexact de dire que la Russie a pris le contrôle des ressources financières de l'URSS : « *Il y a une mise sous contrôle par les hommes de Eltsine. Ils fonctionnent comme des commissaires du gouvernement* », en doublant systématiquement les postes et en vérifiant les activités des organismes, commente un diplomate occidental. Selon lui, il s'agit pour l'instant d'expédier les affaires courantes. Si pouvoir économique et financier il doit y avoir, il se trouve dans le bureau du premier ministre par intérim, M. Silaev, et de son Comité pour la réforme économique (dont les principaux responsables sont MM. Arcadi Volski, Grigori Iavlinski et Iouri Loujkov). D'ailleurs, le président de la VEB a demandé jeudi aux membres du comité, réuni pour la première fois, de savoir qui dirigeait véritablement son organisme !

FRANÇOISE LAZARE

هكذا من الأصل

LES BOULEVERSEMENTS

Les réactions dans le monde

Washington : optimisme sans enthousiasme

Certes, le ton général est à l'optimisme : le président George Bush estime que les événements en URSS ont « annoncé le glas du communisme », et il se réjouissait, jeudi 29 août, de la mise hors la loi du Parti communiste soviétique. Mais on chercherait en vain une once de triomphalisme dans les commentaires des responsables américains sur la débâcle de leur vieil ennemi.

WASHINGTON
de notre correspondant

La situation est paradoxale. Le *« gros ours soviétique »* se décompose ; l'adversaire idéologique et militaire numéro un s'écroule. *« L'empire du mal »* risque de se transformer en une douzaine de Républiques capitalistes. Le président soviétique et celui de Russie ne prennent plus de décision sans téléphoner au préalable à leur partenaire et ami de la Maison Blanche. Lundi prochain, Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine dialogueront en direct, sur une chaîne de télévision américaine, pour informer les Etats-Unis de ce qui se passe en URSS. En somme, le triomphe est complet sur l'ennemi qui avait façonné, des dizaines d'années durant, la politique de défense, la diplomatie et les réflexes idéologiques des Etats-Unis.

Et, pourtant, c'est le silence, ou presque. Rien du côté de cette droite républicaine qui avait le plus investi dans la lutte contre le communisme. Rien, en tout cas, de la part de son parrain, Ronald Reagan, ni de ses amis du début des années 80, ceux qui furent les plus ardents à dénoncer l'impérialisme soviétique. Dans le *New York Times*, l'un d'entre eux, le commentateur William Safire, s'étonne de ce silence et s'en indigne. *« On devrait savourer ce moment, remercier* [dans l'ordre] *Dieu, l'OTAN, les héros de la dissidence de Russie et de l'empire et deux générations d'Américains à qui les sacrifices furent demandés pour protéger le monde et eux-mêmes des risques d'une domination despotique »*, écrit Safire. Pourtant, rien : *« Pourquoi le président des Etats-Unis, poursuit-il, n'est-il pas sur les ondes en train de souhaiter la bienvenue dans le monde libre aux Russes, au Ukrainiens et aux autres, et d'appeler* [l'URSS] *à la dissolution de la police et aux coupes dans l'armée, montrant le chemin de la prospérité ? »*

On pourrait répondre que, depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev et depuis l'écroulement du mur de Berlin et des dictatures communistes d'Europe de l'Est, les Américains ont déjà eu l'occasion de célébrer la victoire des valeurs occidentales. On peut aussi faire valoir, de manière beaucoup plus terre à terre, que c'est le mois d'août, celui des vacances de la classe politique américaine – Maison Blanche et Congrès réunis.

Se garder de « toute euphorie »

La réponse est évidemment plus complexe. La réaction première inspirant les propos officiels aux Etats-Unis est la prudence : ne rien dire ou faire qui puisse ajouter à la menace de chaos en URSS. La satisfaction devant le démantèlement de l'empire communiste soviétique est tempérée par la crainte de voir cet ensemble, pourvu de quelque vingt-sept mille têtes nucléaires, plonger pour longtemps dans la tourmente.

Il n'y a pas de nostalgique du passé, bien sûr. On n'ignore pas, cependant, qu'une certaine stabilité avait été trouvée dans un équilibre conflictuel avec une politique dirigée depuis le Kremlin et que ce système de relations n'existe plus. M. Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'Etat, disait, mercredi, qu'il n'y aurait pas de stabilité retrouvée tant que la Russie et les autres Républiques n'auraient pas conclu une nouvelle forme d'association entre elles.

Jeudi, le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, est allé plus loin. Il s'est félicité des changements en URSS mais, dans le même souffle, il a mis en garde contre *« toute euphorie »*. M. Cheney se refuse à envisager des coupes dans son budget au moment où les Etats-Unis *« ne savent pas ce que le futur leur réserve en URSS »*, et d'énumérer un éventail de scénarios cauchemardesques : *« conflits violents entre Républiques ou minorités ethniques (...), famine, afflux massif de réfugiés »*, etc. Timidement, le président Bush a tout de même fait remarquer que la victoire des réformateurs en URSS pourrait, à terme, amener les Etats-Unis à *« restructurer leur système de sécurité »*, autrement dit, à faire des coupes dans le budget de la défense.

La visite de M. John Major

La préoccupation de ne pas déstabiliser un peu plus la situation en URSS explique la volonté des Etats-Unis de ménager Mikhaïl Gorbatchev et donc le « profil bas » adopté à Washington sur la question de la reconnaissance des pays baltes. Après s'être entretenu avec le premier ministre britannique, M. John Major, dans sa résidence de vacances du Maine, le président américain a, de nouveau, exhorté jeudi les législateurs soviétiques à reconnaître la pleine indépendance des trois pays baltes. C'était là, pour lui, une façon de dire qu'il attendait le feu vert des autorités soviétiques avant de restaurer les relations diplomatiques avec la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie.

Hormis quelques réserves du côté du Congrès et l'incompréhension de la minorité balte aux Etats-Unis, l'attitude de M. Bush ne paraît pas rencontrer d'opposition. Elle suscitait même, jeudi, un éditorial élogieux du *New York Times* : *« En suivant plutôt qu'en prenant la tête du mouvement* [en faveur de la reconnaissance des pays baltes], *Washington évite d'apparaître comme participant à la dissolution de l'Union soviétique – et cela est fait,* écrit le quotidien, *sans retarder en rien l'accès des pays baltes à la liberté. »*

MM. Bush et Major ont longuement débattu de la question de l'aide à apporter à l'URSS, où le premier ministre britannique doit se rendre durant le week-end en sa qualité de chef du groupe des sept plus grands pays industrialisés (le G7). Ils ont maintenu à ce sujet le même profil prudent que celui qui avait été adopté en juillet dernier, lors du sommet du G7 à Londres : oui à l'assistance technique, c'est-à-dire à l'envoi d'experts en URSS ; oui à une extension des crédits occidentaux devant permettre à Moscou d'acheter des céréales à l'Ouest ; oui, encore, à une aide alimentaire d'urgence si le besoin s'en fait sentir cet hiver ; mais non, définitivement non, à une aide financière directe et massive qui irait se perdre dans les tiroirs de bureaucraties inefficaces.

M. Major a touché un point qui ne laissera sans doute pas insensibles les contribuables occidentaux : avant de solliciter une aide financière accrue de l'Europe et des Etats-Unis, l'URSS, selon le premier ministre britannique, devrait réduire des dépenses militaires qui représentent près du quart de son PNB. M. Bush a maintenu son attitude d'expectative : pas d'aide financière directe tant que l'URSS n'a pas un plan de réformes économiques et un système de pouvoirs un peu mieux défini.

Là encore, la politique suivie par M. Bush paraît bien acceptée. Les résultats d'un sondage publié jeudi par le *Washington Post* indiquent qu'une écrasante majorité d'Américains sont opposés à une aide financière américaine à l'URSS. Moins de la moitié des personnes interrogées accepteraient que l'URSS bénéficie de prêts sans intérêt, mais une majorité est favorable à une assistance alimentaire d'urgence et à une aide technique substantielle.

La Maison Blanche sait pertinemment qu'il sera difficile de faire accepter le principe d'une aide financière massive. La difficulté ne relève pas seulement des contraintes budgétaires à l'heure de la lutte contre les déficits géants ; elle tient aussi aux réactions d'une opinion qui entend qu'on s'occupe prioritairement des problèmes intérieurs alors que la récession s'annonce plus durable que prévu.

ALAIN FRACHON

Pékin en proie aux rumeurs...

L'agence Chine nouvelle a laissé transparaître la désapprobation impulsante de Pékin envers la reconnaissance diplomatique des Etats baltes par les pays occidentaux, en citant une déclaration de M. Gorbatchev à une radio italienne la jugeant *« précipitée »*.

PÉKIN
de notre correspondant

Le mutisme dans lequel s'est réfugié le régime chinois à la suite des événements d'URSS a ramené sur Pékin l'atmosphère lourde des périodes de conspiration, quand le moindre détail inhabituel donne lieu aux bruits les plus variés. Un concert de rumeurs faisant état de la disparition brutale de M. Deng Xiaoping, de la mort du premier ministre Li Peng et de rassemblements populaires place Tiananmen, avait déjà agité les marchés financiers asiatiques le 27 août.

La place centrale de Pékin n'était pourtant occupée que par ses habituelles hordes de promeneurs. Le ministère des affaires étrangères a, comme d'ordinaire, prestement démenti les rumeurs de décès.

Mais la présence, tard dans la nuit de mardi à mercredi, de nombreuses limousines officielles devant la résidence de M. Deng a immédiatement relancé les interrogations. Les ténors du régime étaient-ils venus voir le patriarche en raison d'un risque subit de santé, ou bien s'agissait-il d'une réunion convoquée d'urgence, en raison de problèmes intérieurs plus ou moins directement liés à la situation en URSS ?

Ces bruits se propagent d'autant plus vite que la direction s'est encore déconsidérée auprès de la base du parti par sa réaction au coup d'Etat avorté de Moscou, sur laquelle des précisions supplémentaires commencent à filtrer.

« Le choix du peuple »

Ainsi a-t-on appris l'existence d'un document « interne », adopté dès les premières heures du putsch, appelant les communistes chinois à *« s'en féliciter discrètement »*. *« La victoire du peuple soviétique* (symbolisée par la chute de Gorbatchev) *est la victoire du peuple chinois »*, affirmait ce document. Selon certaines informations, la circulaire faisait valoir que les événements de Moscou allégeraient la pression internationale sur la Chine à propos de questions sensibles comme les ventes d'armes.

L'ordre de rappeler ce document compromettant ne fut émis qu'après qu'il soit devenu clair que le coup avait échoué. Un nombre suffisant de membres du parti en avaient pris connaissance pour que son contenu reste dans les mémoires comme un ironique contrepoint à la position publique de Pékin qui est – comme pour tout changement politique dans un pays tiers – de proclamer vertueusement son respect pour *« le choix du peuple »* concerné.

Un nouveau document, émis depuis, blâme M. Gorbatchev pour l'ensemble de la crise, mais insiste sur la nécessité de ne pas porter sur la place publique la nouvelle querelle idéologique sino-soviétique qui en résulte.

FRANCIS DERON

Tokyo : relance du contentieux frontalier sur les îles Kouriles

Le gouvernement de M. Toshiki Kaifu n'aura pas perdu beaucoup de temps pour relancer le contentieux territorial opposant le Japon à l'Union soviétique à propos des Kouriles. Ces quatre îles rocheuses du sud de l'archipel – appelées par les Japonais « Territoires du nord » – sont devenues, au fil des temps et de l'exaltation du sentiment national, une sorte d'« Alsace-Lorraine » nippone.

Selon l'agence Kyodo, M. Kaifu a fait parvenir mardi 27 août à M. Mikheïl Gorbatchev une lettre lui disant que le temps était venu de normaliser les relations nippo-soviétiques. Théoriquement en effet, les deux pays sont toujours – depuis 1945 – en état de guerre. Tokyo se refusant à signer un traité de paix, ou à débloquer une aide économique, tant que le Kremlin n'aura pas promis de restituer ces territoires que l'on peut apercevoir à l'œil nu de l'extrémité septentrionale de l'île de Hokkaïdo.

Tokyo compte sur la désagrégation de l'Union et sur les rivalités entre MM. Gorbatchev et Eltsine pour pousser ses pions, et tenter d'obtenir de la Russie ce que lui avait refusé le président soviétique en avril dernier, lors de sa visite au Japon. A cette occasion, M. Gorbatchev, en dépit des promesses d'une aide qui pourrait atteindre les 28 milliards de dollars et des pressions exercées par ses hôtes, s'était refusé à céder.

D'autant qu'il était, de son côté, soumis aux pressions de ses compatriotes, en particulier du maréchal Iazov, ministre de la défense jusqu'à son limogeage la semaine dernière pour sa participation au putsch avorté, et de M. Boris Eltsine. Ce dernier refusait qu'un territoire faisant partie de la Russie puisse être aliéné sans son aval, et avait annoncé son *« opposition totale »* à tout accord conclu par M. Gorbatchev. Ce dernier, agacé de l'insistance de ses interlocuteurs – qu'il jugeait *« humiliante »*, – avait lâché : *« Je ne suis pas venu ici pour vendre des principes pour une poignée de dollars. »*

Renverser l'équation

Il faut dire que M. Kaifu s'était refusé à tout compromis, sauf celui d'accepter une restitution des îles en deux temps, les plus proches du Japon – Habomai et Shikotan (Shikotan en japonais) – d'abord, les autres – Kounashir (Kunashiri) et Itouroup (Etorofu) – plus tard. Alors qu'en 1956 les Soviétiques avaient proposé aux Japonais de leur restituer Habomai et Shikotan contre la conclusion d'un traité de paix, accord qui n'avait pu se faire, en particulier en raison de l'opposition des Etats-Unis.

Depuis avril, M. Kaifu estime que la position du président russe a évolué, et espère pouvoir conclure avec lui l'accord que M. Gorbatchev avait décliné. Cet optimisme vient en particulier d'une déclaration du vice-ministre russe des affaires étrangères, M. Georges Kunadze, qui a dit à l'agence Jiji qu'un accord sur les Kouriles du Sud était possible. Mais aussi de l'appât que représentent les milliards de dollars de crédits et d'investissements à la clé. Le putsch avait annulé la visite que devait faire, la semaine dernière, le premier ministre russe Silaev à Tokyo. Cette visite pourrait être rapidement reprogrammée.

Le Japon voit aussi dans l'indépendance des pays baltes – que Tokyo, d'ordinaire plus prudent, s'est empressé de reconnaître – un précédent pour récupérer ses « Territoires ». Les choses ne sont cependant pas aussi simples. Outre le fait que l'appartenance des Kouriles du sud n'est pas incontestable – le premier ensaque y ayant débarqué en 1649 et le premier Japonais en 1754 (*le Monde* du 16 avril), – il sera plus facile pour les Russes d'accepter le départ de l'Union d'autres Républiques (comme les baltes) que de se départir d'une parcelle de leur propre territoire.

De toute manière, un accord ne sera pas aisé à négocier. Il faudra tenir compte des intérêts différents de l'URSS et de la Russie, mais surtout de la puissance du sentiment nationaliste de part et d'autre. Car, si les Japonais n'ont pas oublié leur « Alsace-Lorraine » de 1945, le désastre de la guerre russo-japonaise de 1905 n'est pas sorti de la mémoire de tous les Russes.

Pendant ce temps, certains milieux d'affaires nippons piaffent d'impatience devant le mirage des ressources naturelles de la Sibérie. *« Le Japon ne pourra se dérober à son devoir »* de soutenir l'URSS, écrivait récemment le quotidien économique *Nihon Keizai*, cité par le *Courrier international*. *« C'est en témoignant de notre volonté de soutien à ce peuple* (russe) *confronté à de telles difficultés pour mettre en place une économie libérale, que l'on pourra préparer la voie d'une solution au problème de ces Territoires »*, ajoutait-il. En clair, renversant l'équation du gouvernement nippon, le porte-parole du monde économique proposait d'aider d'abord l'URSS, pour obtenir en retour les îles convoitées.

PATRICE DE BEER

New-Delhi a été totalement pris au dépourvu

L'Inde, un des principaux partenaires diplomatiques et commerciaux de l'Union soviétique, a été prise au dépourvu par les récents événements en URSS. Au point d'avoir paru, au début du putsch, indifférente au sort de M. Gorbatchev. Quant aux communistes indiens, ils restent confiants dans l'avenir du marxisme : *« Nous sommes les grande survivants du communisme »*, a déclaré M. Jyoti Basu, dirigeant du CPI-M (marxiste) et premier ministre du Bengale-occidental depuis 1977. *Quoi qu'il arrive dans le reste du monde, nous sommes plus déterminés que jamais à appliquer le marxisme-léninisme au Bengale. »*

NEW-DELHI
correspondance

L'Inde a été prise totalement au dépourvu par les événements de Moscou et n'a pas fini de mesurer quelles en seront les conséquences sur ses relations avec son principal allié, premier fournisseur d'armement et second partenaire commercial. Après quelques propos hâtifs qui ont fait croire que le gouvernement de M. V. P. Narasimha Rao était indifférent au sort de M. Mikhaïl Gorbatchev, New-Delhi a maintenant choisi la plus grande prudence dans ses commentaires et attend de voir comment les choses vont tourner.

Quelques heures après l'annonce du coup d'Etat, le premier ministre avait déclaré que la chute de M. Gorbatchev montrait aux réformateurs qu'ils devaient procéder avec prudence, donnant l'impression qu'il n'était pas pleinement partisan de la démocratisation en URSS. Le secrétaire d'Etat aux relations extérieures, M. Eduardo Faleiro, avait ajouté que ce n'était pas les individus qui comptaient dans les relations entre Etats. Mais, après l'échec du putsch, M. Rao a aussitôt fait part de sa *« grande satisfaction »* : ce dénouement faisait la preuve de la maturité du peuple soviétique et de la validité de l'esprit de la perestroïka lancée par M. Gorbatchev, assurait-il.

L'opposition, mais aussi des députés du parti du Congrès au pouvoir, ont attaqué le gouvernement, l'accusant d'opportunisme, de timidité et d'inenhérence. M. Natwar Singh, qui fut ministre des relations extérieures du temps de Rajiv Gandhi, a écrit au premier ministre pour lui reprocher une politique au coup par coup face *« à des événements de grande ampleur »*, et il a mis en garde contre les dangers d'une telle approche.

Confusion

Le concert de critiques a été tel que, lorsque les Républiques baltes et d'autres ont commencé à proclamer leur indépendance, New-Delhi s'est refusé pendant plusieurs jours à tout commentaire, comme si le gouvernement craignait un nouveau faux pas. Finalement, New-Delhi a fait savoir que l'Inde était prête à développer ses échanges directs avec les Républiques. Mais un porte-parole a bien mis les points sur les « i », en indiquant qu'il n'était pas question de relations diplomatiques tant que les Républiques n'auraient pas réglé elles-mêmes avec Moscou la question de leur indépendance.

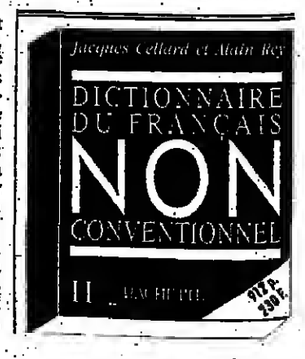
La confusion paraît d'autant plus grande que, le 9 août dernier, l'Inde et l'URSS avaient annoncé la reconduction pour vingt ans d'un traité d'amitié et de coopération conclu en 1971 au temps de la guerre froide, par Indira Gandhi et Brejnev. La nouvelle n'avait alors guère fait de bruit, mais la presse a commencé à s'interroger sur le sens de cet accord avec un pays en pleine décomposition.

Le gouvernement de M. Rao a répété au cours des derniers jours que les événements en URSS n'auraient pas d'effets sur les relations indo-soviétiques. En fait les intérêts des deux pays, plongés l'un et l'autre dans d'énormes problèmes économiques, sont désormais sont des voies divergentes. Même si New-Delhi fait officiellement comme s'il n'en était rien.

Un accord commercial sur le règlement des échanges bilatéraux en roupies risque d'être l'une des premières victimes des bouleversements en cours. Un protocole couvrant l'année 1991 prévoyait déjà des échanges très déséquilibrés au bénéfice de l'Inde. Le déficit des échanges va croissant du fait de la réticence de l'URSS à vendre en roupies ce qui pourrait lui rapporter des devises fortes : pétrole, papier, métaux non ferreux (...).

La désorganisation de l'économie soviétique, l'indépendance de plusieurs Républiques et la tendance de celles-ci à se tourner davantage vers l'Europe et les Etats-Unis vont rendre difficile l'application de l'accord actuel, qui doit faire prochainement l'objet d'un nouveau protocole pour l'année 1992. Certains Indiens préféreraient exporter vers des pays à monnaie forte les produits électroniques, chimiques et de consommation qu'ils envoient en URSS. C'est l'ensemble des relations qui devra être revu, cela à un moment où toute la politique étrangère de l'Inde – plongée dans ses crises politiques, économiques et sociales – a été mise en veilleuse.

MARIE DESCHAMPS



LES BOULEVERSE

le Monde

siasme

مكتبة من الأصل

EN UNION SOVIÉTIQUE

Les répercussions en France

Quelle stratégie pour le PS ?

Suite de la première page.

Lors de cette élection, M. Mitterrand, candidat commun de la gauche au premier tour, fut battu, de peu, par M. Giscard d'Estaing au second. Ils ont, de surcroît, manqué à cette époque l'évolution à l'italienne vers un communisme «autonomiste» et failli aux espoirs que l'on plaçait alors dans ce qu'il était convenu d'appeler l'«eurocommunisme».

M. Mitterrand, qui, à la Libération, était anticommuniste plus encore qu'antigaulliste, avait fait en 1965, lors de l'élection présidentielle qui lui permit de mettre le général de Gaulle en ballottage, un choix stratégique fondé sur l'analyse des institutions de la Ve République et du système mis en place en 1962 par la réforme prévoyant l'élection du président de la République au suffrage universel. Il n'y avait d'autre issue, de son point de vue, pour parvenir au pouvoir, que de rassembler la gauche, donc les communistes puissants et les socialistes malingres au sortir de la IVe République, mais dont il pensait qu'avec le temps et un peu d'entraînement il serait possible de leur rendre du muscle.

L'actuel chef de l'Etat a donc consacré à sa conquête du pouvoir neuf années de luttes politiques, sinon politiciennes, si l'on s'en tient à la signature du Programme commun. Seize si l'on remonte à son combat de 1965 contre de Gaulle. Ou bien, à condition de s'amuser beaucoup, treize ans ; on ferait alors référence à un dîner de 1951, au cours duquel il aurait dit à quelques-uns de ses amis de l'UDSR (Union démocratique et socialiste de la Résistance) : *«Nous avons trente-cinq ans. Quel peut être notre avenir? Dans ce régime, aucun, car la IVe mourra de son instabilité et de ses colonies. Lui succédera un régime fort; les factieux feront appel à de Gaulle, qui y est prêt. Nous, il nous reste à penser dès maintenant à l'après-de Gaulle, car de Gaulle ne durera pas.»*

Ce serait, malgré l'erreur du *«de Gaulle ne durera pas»*, verser dans le travers thuriféraire où est tombé M. Bérégovoy. Soucieux de défendre à tout prix son président bien aimé, le ministre de l'économie affirme sans la moindre trace d'humour que M. Mitterrand avait tout prévu, il y a au moins dix ans, de ce qui s'est passé à l'Est, et singulièrement à Moscou. Sans parler de M. Lang, jamais en retard d'un hommage à *«la lucidité, la sagesse»* et la prescience du chef de l'Etat.

«L'après-de Gaulle», en tout cas, n'était certainement pas clair en 1951. Il a fallu attendre une circonstance – 1958 et les institutions de la Ve République complétées en 1962 – pour que commence à s'élaborer une stratégie, l'union de la gauche. L'après-Mitterrand, que chacun de ses successeurs potentiels prépare depuis le jour de sa première élection, le 10 mai 1981, n'est pas non plus limpide. La décrépitude du Parti communiste français – M. Mitterrand a réussi à le dépouiller au-delà de ses espérances – livre aux socialistes, depuis dix ans, matière à réflexion sans que mal n'ait osé, jusqu'alors, en tirer de conclusion définitive. Sa mort annoncée depuis le coup d'Etat manqué de Moscou – il est menacé *«dans son existence même»*, estime M. Fiterman, tandis que M. Herzog, membre du bureau politique, évoquait, dans *l'Humanité* du 29 août, les conditions de sa *«survie»* – devrait pousser les socialistes à conclure vite, du moins ceux d'entre eux qui se pensent présidentiables. La circonstance existe, reste à définir la stratégie.

M. Mitterrand avait esquissé, en préparant sa réélection de 1988, une stratégie possible, «l'ouverture» vers le centre. Elle répondait à une obligation de résultat électoral, mais n'avait pas que des finalités tactiques, bien que le coup de frein donné quelques mois plus tard ait pu le faire croire. Certes, M. Mitterrand s'était refusé à toute idée de *«contrat de gouvernement»*, condition que certains dirigeants centristes mettaient à un ralliement massif. C'eût été un renversement d'alliance. Le Parti socialiste n'y était pas prêt, et la plupart de ses dirigeants ont constamment affirmé, avant et après, qu'ils y demeuraient hostiles.

La question est pourtant une nouvelle fois posée. Il faudra bien, en tout cas, que les socialistes à ambitions présidentielles y répondent, loin avant l'échéance, et sans doute avant les élections législatives de 1993. Ils ne pourront pas se contenter des manœuvres d'élargissement auxquelles se livre M. Jean-Pierre Soisson en s'appuyant sur quelques députés centristes dissidents, et qui sont pilotées directement par M. Mitterrand, au prix de quelques rencontres et déjeuners que l'on s'empresse de rendre publics (*le Monde* du 30 août). Après tout, M. Raymond Barre, entre autres, n'est guère éloigné des socialistes de gouvernement, et l'on voit mal pourquoi ces derniers, soulagés du poids de la critique communiste, continueraient de s'en défendre.

Annoncer, comme le disent certains socialistes, que le PS doit *«occuper le terrain»* est insuffisant. Affirmer la nécessité d'une *«refondation»* (M. Chevènement) ou d'une *«recomposition»* (M. Poperen) de la gauche est évident, mais suppose un travail de longue haleine, une réflexion idéologique aujourd'hui mal engagée si l'on en croit le peu de cas que la plupart des socialistes font du *«projet pour l'an 2000»* dont ils sont supposés débattre.

Compter sur une transformation rapide du Parti communiste, à laquelle M. Fiterman lui-même ne croit pas, n'est pas sérieux. Miser sur un succès de M. Fiterman et de ses amis à l'extérieur du PCF est aléatoire. Espérer que les électeurs ne prendront pas la fuite devant la reconduction, lors des prochaines échéances, de la «discipline républicaine» est risqué. Que reste-t-il? Comme le temps presse et que les candidats potentiels à l'Elysée sont gens impatients, il est probable que la tentation centriste reviendra en force.

La solution Delors

Il y a en tout cas un prétendant naturel à cette solution-là, M. Jacques Delors, dont la présence sur la scène intérieure et dans l'opinion publique ne devrait pas tarder à empêcher M. Michel Rocard de dormir. Il est curieux de constater que la vieille garde mitterrandiste l'a accueilli en son sein lors du dernier congrès du PS, à Rennes, et que l'un de ses plus éminents représentants, M. Pierre Joxe, a tracé récemment de M. Delors un portrait en pied de président de la République française. Or, il y a vingt ans, au congrès d'Epinay (1971), fondateur de l'actuel Parti socialiste, c'est elle qui avait organisé le combat qui, en passant par la stratégie d'union de la gauche, a conduit M. Mitterrand à l'Elysée.

JEAN-YVES LHOMEAU

POINT DE VUE

Est-il permis ?

par Jean-Denis Bredin, *de l'Académie française*

LE communisme est mort : le mot, la perti, l'Empira, la théologie, tout est mort, et tous se réjouissent. Ceux que le communisme a enfermés, ceux *qu'ils a empêchés de vivre, ils peu*vent se réjouir. Ceux qui, dans tous les pays du monde, se sont battus *pour la liberté des hommes*, contre tout despotisme, contre le despotisme communiste, ils peuvent se réjouir. Et comme ils se réjouissent aussi ceux qui ont craint, ici ou là, qu'un soir sinistre les opprimés ne prennent le pouvoir, ceux que le *communisme a fait trembler moins* par ses armes que par son idéologie.

Le communisme est mort. Et M. Gorbatchev, n'est-il pas un timoré qui s'est avancé, longtemps seul il est vrai, mais l'œil inquiet, en traînant les pieds, sur le chemin obligé de l'Histoire, où brillait, si haut, l'évident soleil de l'économie de marché ? Et les communistes, s'il en reste, ne sont-ils pas des aveugles, qui n'ont pas compris que le capitalisme avait maintenant pris en charge le destin de l'humanité, qu'il n'y aurait plus de Révolution, *mais une éternelle réforme qui* ferait les riches un peu moins riches, les pauvres un peu moins pauvres, pas de grand soir mais un patient travail dans la durée, qui annoncerait à chacun la liberté et le pain ?

Le communisme est mort. Qui peut s'en plaindre ? Ni les peuples de l'ancienne URSS, bien sûr, ni les peuples d'Europe de l'Est qu'il avait écrasés. Ni notre monde libre, auquel faisaient justement peur les années du mal. Ni les pays pauvres que le marxisme ne nourrissait que d'illusions. Toutes les nations peuvent donc se prendre par la main, et commencer la ronde ; c'en est fini des dictatures, de celles du moins qui leur idéologie rendait infréquentables. Le libéralisme peut préparer, en souriant, les fêtes du troisième millénaire : l'ordre paraît régner dans toutes les rues du monde. Il peut dormir tranquille. Personne ne promet plus de le déranger.

Est-il permis, tandis que montent les faux d'artifice, brûlent les dogmes, réchauffant les derniers inquiets, tandis que les pays riches invitent aimablement les pays pauvres à leur ressembler, est-il permis de regarder en arrière, juste un moment, avant que le communisme ne soit plus qu'un terrible souvenir, la dernière promesse universelle, et peut-être le pire, avant que vienne le regard froid des historiens, est-il possible de regarder en arrière, si ce n'est pas trop déplacé, non pas du côté des peuples que le communisme a tyrannisés, mais simplement chez nous, du côté de notre peuple ?

Est-il permis d'avancer timidement que le communisme, si détestable quand il a tenu le pouvoir, a utilement servi quelques démocraties, celles qui n'avancent guère sans être bousculées, la nôtre, où il ne fut qu'une force d'opposition ? Qu'en un siècle ou presque, le progrès social, dans notre vieux pays conservateur, lui a dû beaucoup ? Que les communistes français, les syndicats qu'ils ont animés, les interminables luttes qu'ils ont menées, ont beaucoup fait pour que soient distribués, sinon la fortune, du moins les revenus d'une société qui répugnait à tout partage ? Est-il permis d'avancer que les communistes français, parce qu'ils furent obstinément, souvent aveuglément, les promoteurs de lois, parfois simplettes, qui prenaient un peu d'argent aux riches pour le donner aux autres, parce qu'ils n'arrêtèrent pas, sous tous les gouvernements, de gauche de droite et du centre, de revendiquer, au profit des exploités, tout et n'importe quoi, arrachant souvent quelque chose, que ces communistes français ont rendu à notre démocratie quelques services?

Est-il possible d'avancer encore que le socialisme n'eût peut-être été, chez nous, qu'un radicalisme autrement dénommé, s'il n'y avait eu le communisme qui le surveillait, qui le talonnait, toujours prêt à lui prendre sa place, la communisme qui l'empêchait de dériver trop vite, ou trop fort ? Est-il permis d'avancer que tantôt dérangeant, tantôt épaulant la reste de la gauche, le communisme français, étrange gardien d'un catéchisme universel, porteur d'une terrible légitimité, a aidé la socialisme français à tenir son cap, que sans lui le Front populaire n'eût pas été un front populaire, que l'Union de la gauche n'eût sans doute été qu'une union des centres, ou un rêve, at que beaucoup de lois sociales seraient encore attendues ?

Est-il possible d'avancer que tous ces entêtés, ces sectaires, ces grévistes infatigables, ces envahisseurs de nos usines et de nos rues qui fichaient le désordre, ces obstinés qui ne cessaient de réclamer des réformes en rêvant de la Révolution, ces maniaques, à contre-courant de l'Histoire, qui empêchèrent le capitalisme de bien dormir, nous leur devons beaucoup ?

Que le communisme français devienne autre, ou choisissa de mourir aussi, ce n'est pas notre affaire. Mais ceux qui n'ont jamais aimé le communisme, et n'ont fait avec lui nul chemin, ceux-là peuvent-ils remarquer, peuvent-ils dire, sans importuner quiconque, que cette France libre, tranquille, dont les voitures rentrent de vacances, cette France qui soigne bien sa santé et ses repas, cette vaste classe moyenne qu'est devenue la France, si vaste, si tranquille qu'elle ne remarque plus, s'ils ne se rappellent à elle, ceux qu'elle a rejetés, que cette douce France doit beaucoup à ces gens qui, chez elle, crurent préparer l'avènement du prolétariat ?

Le communisme est mort et c'est la fête. Est-il permis, pensant aux communistes français, à ceux qui sont morts pour que nous soyons libres, à ceux qui se sont tant battus pour les déshérités de chez nous, est-il permis de dire qu'ils furent souvent plus désintéressés, plus ardents, et plus justes, c'est-à-dire meilleurs, que beaucoup d'entre nous ?

Après l'«appel» de l'ancien ministre

«L'Humanité» rend compte des propos de M. Fiterman

L'Humanité rend compte fidèlement et sans commentaire, vendredi 30 août, de la conférence de presse donnée, la veille, par M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du PCF, au cours de laquelle il a lancé un appel aux militants communistes (*le Monde* du 30 août). Le quotidien du PCF cite, notamment, les propos de l'ancien ministre des transports exprimant son *«appréhension»*, après la réunion du bureau politique, le 27 août, sur la tournure que pourraient prendre les débats au comité central, convoqué les 3 et 4 septembre. *«Quand un bateau est engagé dans un mauvais chenal et menace de couler, il faut essayer jusqu'au bout de l'en sortir, de sauver des vies, de sauver le patrimoine*, a déclaré aussi M. Fiterman. *J'en suis là.»* Ces propos sont également reproduits par *l'Humanité*.

Dans un éditorial, M. Roland Leroy, membre du bureau politique et directeur du quotidien communiste, reprend le thème de l'*«offensive»* menée par la droite contre le PCF et à laquelle le PS, écrit-il, *«serait bien inspiré de contribuer à faire face»*. Il invite les militants socialistes à la Fête de *l'Humanité*, les 13, 14 et 15 septembre à La Courneuve.

De leur côté, les refondateurs communistes organisent le 2 septembre à Aubervilliers, ville dont M. Jack Ralite est le maire, un débat avec un proche conseiller de M. Gorbatchev, M. Alexis Kojemiakov. M. Fiterman assistera à ce débat (1).

(1) A 20 heures, Espace Libertés, 119, rue des Cités.

Le «Financial Times» critique sévèrement l'attitude de M. Mitterrand

Le *Financial Times* consacre un éditorial, vendredi 30 août, aux réactions de M. Mitterrand devant les événements d'Union Soviétique. *«Il était, certes, loin d'être évident que le coup échouerait*, concède le quotidien des milieux d'affaires londoniens, *en tout cas à court terme, et les dirigeants occidentaux [...] avaient la responsabilité de préserver le mieux possible les fruits de l'ère Gorbatchev [...].*

Cependant, M. Mitterrand a, d'une certaine manière, fait davantage.» Rappelant les propos du chef de l'Etat, le 19 août, à la télévision, et la lecture qu'il avait faite d'une lettre de M. Ianaev, le quotidien observe : *« L'impression donnée, même involontairement, était qu'il s'attendait au succès du coup et qu'il définissait déjà les termes d'un* modus vivendi *avec ses auteurs.» «Deux jours plus tard*, continue le *Financial Times*, *le président était de retour à la télévision et expliquait qu'il avait toujours pensé que le coup échouerait.»* Citant les critiques de M. Mitterrand envers les dirigeants de l'opposition, qui avaient manqué, selon lui, de *«sang-froid»*, le quotidien commente : *«Il n'était que trop évident que c'était M. Mitterrand lui-même qui avait perdu son sang-froid, d'une manière troublante, ce dont on l'aurait cru incapable. Ce faux pas, en lui-même de peu d'importance, était néanmoins symptomatique d'un malaise plus profond qui l'affecte depuis la chute du mur de Berlin. Il y a deux ans. Il a éprouvé une grande difficulté à s'adapter au nouvel ordre des choses en Europe et donné l'impression qu'il préférait l'ancien.»* Selon le quotidien britannique, *«la triste conclusion tirée par de nombreux compatriotes* [de M. Mitterrand] *est qu'après dix ans d'exercice du pouvoir, il a plus que mérité sa retraite».*

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : en refusant d'amnistier trois activistes afrikaners

Le président De Klerk prend ses distances à l'égard de l'extrême droite

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le président Frederik De Klerk a donné, jeudi 29 août, un coup d'arrêt à la montée en puissance de l'extrême droite sud-africaine, en refusant toute mesure d'indulgence à l'égard de trois grévistes de la faim, extrémistes de droite, inculpés et détenus pour avoir perpétré des attentats à l'explosif. Le chef de l'Etat a ainsi démenti – une fois n'est pas coutume – sa réputation de faiblesse envers les activistes boers (afrikaners). Ces derniers battent la campagne depuis plusieurs semaines, n'hésitant pas, comme le 9 août à Ventersdorp, à l'ouest de Johannesburg, à attaquer, les armes à la main, des rassemblements du Parti national (NP) de M. De Klerk.

Ces raids, menés par les commandos de l'AWB (Mouvement de résistance afrikaner), dont les membres s'allient, sur le terrain, aux «cow-boys» du Parti conservateur (CP, extrême droite parlementaire), ne sont pas sans effet. Le NP a dû, par crainte des incidents, annuler une réunion publique prévue en début de semaine et que devait animer un ministre, dans la petite ville de Parys, dans la région de Johannesburg. Cette reculade avait soulevé de vives critiques au sein du NP, de l'ANC et parmi les dirigeants libéraux blancs.

Le refus du président d'amnistier MM. Henri Martin, Adriaan Maritz et Lood Van Schalwyk, membres du minuscule Mouvement de l'ordre boer (OVB), a provoqué la fureur de la droite extrémiste blanche. Celle-ci s'est pourtant révélée incapable de mobiliser ses troupes, jeudi, à Pretoria, où elle n'a rassemblé qu'une dizaine de personnes. Les activistes blancs auront néanmoins reçu le soutien inattendu de l'ANC, qui justifie ce curieux geste de solidarité par des raisons *«purement humanitaires»*.

Scissions successives dans la famille nationaliste

La fermeté du chef de l'Etat s'explique. Son parti et l'extrême droite – dont le gros des troupes provient des scissions successives au sein de la famille nationaliste blanche, longtemps incarnée par le seul NP – «chassent» sur les mêmes terres politiques. Notamment dans les zones rurales, où l'électorat blanc vit généralement mal la remise en cause du système d'apartheid par l'équipe de M. De Klerk.

Le Parti conservateur, qui avait refusé, en 1982, l'introduction d'un Parlement tricaméral (blanc, indien, métis), s'est radicalisé. La publication, dans la presse locale, de certains des projets constitutionnels – qui prévoient, notamment, des élections générales multiraciales d'ici à 1994 – a encore attisé l'hostilité des activistes blancs. Le CP ne craint plus de qualifier M. De Klerk de «traître» et de «bradeur», se rapprochant de plus en plus du mouvement paramilitaire néonazi de M. Eugène Terreblanche. – *(Intérim.)*

ALGÉRIE : à la suite des émeutes de mai et juin derniers

166 islamistes sont encore en détention

ALGER
de notre correspondant

442 personnes ont été déférées devant la justice militaire, à la suite des manifestations islamistes, en mai et juin, a annoncé, mercredi 28 août, à Alger, l'autorité militaire chargée de l'état de siège, en précisant que 166 d'entre elles sont actuellement en détention et 62 en liberté provisoire.

Par ailleurs, 120 personnes ont été déférées devant une juridiction civile, à la suite d'un désaisissement du tribunal ou d'une décision d'incompétence du juge d'instruction militaire. *«Le cours de la justice ne peut être arrêté que par la mise en œuvre du pouvoir d'amnistie, qui n'appartient qu'au pouvoir législatif. Le droit de grâce, privilège exclusif du chef de l'Etat, ne peut s'exercer que sur les affaires définitivement jugées»*, indique l'autorité militaire. Cette précision est une manière de répondre au collectif des avocats de la défense des dirigeants islamistes emprisonnés – dont MM. Abassi Madani et Ali Benhadj –, qui ont réclamé la libération de leurs clients, estimant que *«les motifs de leur incarcération sont politiques»*.

La veille, l'autorité militaire avait annoncé l'élargissement, dans les quarante-huit heures, des détenus islamistes non inculpés et la fermeture des centres de sûreté, installés dans chacune des régions militaires, au lendemain de la proclamation de l'état de siège, le 5 juin. Cette mesure devrait concerner quelque 70 militants islamistes, a affirmé le ministre délégué aux droits de l'homme, M. Ali Haroun.

La détention dans ces centres *«ne présente plus un caractère d'urgence et une nécessité impérative pour la restauration de l'ordre et de la sécurité publique»*, ont expliqué les militaires. Le 18 août, 329 militants islamistes qui y étaient détenus avaient déjà été libérés. Seules, les personnes inculpées et déférées devant les juridictions militaire ou civile demeurent en prison. Officiellement, leur nombre s'élèverait à 781. – *(Intérim.)*

□ **TOGO : Me Cresson apporte son soutien au nouveau premier ministre.** – Le premier ministre français, Me Edith Cresson, a adressé un message de soutien à son homologue togolais, Me Kokou Koffigoh, pour l'assurer *«de la disponibilité des autorités françaises à entretenir avec le Togo une étroite et féconde coopération»*, a-t-on appris, jeudi 29 août, à Lomé. S'affirmant convaincue que *«le dialogue et la modération prévaudront»*, Me Cresson a salué *«le processus démocratique»* dans lequel le Togo *«s'est engagé»*. Me Koffigoh vient d'être désigné par la Conférence nationale qui a limité considérablement les pouvoirs du président Eyadéma. – *(AFP.)*

□ **MAROC : six étudiants islamistes condamnés.** – Pour avoir participé à des manifestations violentes à la faculté de médecine, en juillet, six étudiants islamistes ont été condamnés à trois mois de prison, à Casablanca, ont rapporté, mercredi 28 août, des avocats marocains. Selon le verdict, rendu mardi 27 août, neuf autres étudiants ont été acquittés. Tous étaient, notamment, accusés d'avoir agressé des responsables de l'université de Casablanca. – *(Reuter.)*

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 45-79-41-66 - 45-55-92-94 - 45-78-75-80

B.P. 225.07 – 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

L'isolement croissant du régime de Cuba et

Miami - La Havane : le difficile dialogue entre ennemis

MIAMI
de notre envoyée spéciale

Pour se moquer d'eux, à Cuba, on les appelle les *«tuberos»*, littéralement ceux qui arrivent dans des tubes, agrippés à leurs embarcations de fortune : deux chambres à air, trois planches et *un morceau* de plastique pour colmater le tout. Entre Cuba et la Floride, il n'y a qu'un gros bras de mer. Autrefois, du temps de Batista, quand La Havane était le tripot et le paradis touristique de l'Amérique, les yachts le franchissaient en quelques heures.

Aujourd'hui, ceux qui fuient la forteresse idéologique cubaine et sa constante dégradation économique dérivent des journées entières sur la mer. Il y a trois mois, le bateau de la reine d'Angleterre, en visite aux Etats-Unis, s'est recueilli un de ces bout people à demi mort d'épuisement. Beaucoup n'ont pas cette chance. D'après les statistiques, *un tubero sur* deux n'arrive jamais *au* terme *du* voyage ; les tempêtes et les requins s'en chargent.

Après avoir dérivé trois jours, Amado Agete et ses deux neveux ont été secourus, vendredi 14 juin, par les gardes-côtes américains au large d'Islamorada. Trop tard pour Amado, qui n'a survécu que quelques heures à une crise d'hallucinations, assez longtemps toutefois pour figurer dans les statistiques alarmantes des gardes-côtes.

Le rythme des départs s'emballe

Car c'est ce jour-là précisément que M. Joe Dye, un de leurs porte-parole, a annoncé, un peu effaré, que la barre symbolique du millier de boat people cubains depuis le début de l'année venait d'être franchie, soit deux fois et demie plus que l'année précédente. La veille, les élus de Floride s'étaient rendus en délégation à Washington pour tenter de faire déclarer l'état d'urgence à Miami et obtenir ainsi de substantiels subsides financiers du Congrès. Requête rejetée.

Le problème n'en reste pas moins entier, d'autant que le rythme des départs s'est emballé depuis qu'ont été aggravées les privations imposées aux Cubains en raison de la diminution de l'aide soviétique notamment *(voir l'article de Jean-Michel Caroit)*. En mars, le pilote cubain d'un Mig-21 fait défection en se posant avec son appareil à Key-West. En avril, un groupe de onze Cubains ont détourné un yacht en direction de Miami. Depuis le début de l'été, c'est par familles entières que les boat people accostent en Floride.

Les autorités américaines craignent à présent que, fidèle à son habitude, le régime castriste n'organise, pour désamorcer la pression, un de ces exodes «autorisés» comme celui de Mariel en 1980, où cent vingt-cinq mille Cubains s'embarquèrent pour Key-West. Les signes avant-coureurs sont là : début août, La Havane a abaissé l'âge minimum pour les Cubains souhaitant voyager à l'étranger (trente-cinq ans pour les hommes, trente pour les femmes, au lieu de soixante-cinq et soixante ans). La barre sera même prochainement fixée à vingt ans seulement.

Débordée, la section des intérêts américains à La Havane a suspendu l'acceptation des demandes de visa de tourisme des Cubains. Près de soixante-dix mille demandes avaient été déposées ; là aussi, plus du double de l'année dernière. Un chiffre préoccupant lorsque l'on sait que 30 % de ces touristes en profitent pour rester définitivement sur le territoire américain.

Fait significatif : parmi les derniers arrivants se trouvent de plus en plus de bureaucrates, de ces petits nantis du régime que la verve populaire désigne sous le nom de *pinchos* (les «galants»). *«Vu le point où on en est rendu à Cuba dans l'immobilisme et les privations*, dit Carlos Luis, un de ces nouveaux *tuberos*, dont le père occupe un poste important dans un ministère, *qui peut encore faire la distinction entre réfugiés économiques et politiques ? A Cuba, il n'y a plus qu'un problème : survivre.»*

Une intégration réussie

Pour survivre, il faut bien souvent d'abord gagner Miami, mégalopole de Floride où, cas unique, le bilinguisme espagnol-anglais est officiel. Car Miami, c'est avant tout l'histoire d'une intégration réussie. Plus de 80 % du million d'émigrés cubains que comptent les Etats-Unis se trouvent ici, dans le comté de Dade.

Les mêmes gardes-côtes qui remorquent les Haïtiens tentant de fuir la misère de leur pays jusqu'à la limite des eaux territoriales américaines sont accueillants pour les Cubains. Ces derniers savent, il est vrai, renvoyer l'ascenseur : d'après les statistiques officielles, la très grande majorité vote républicain, y compris ces *marielitos* à qui le démocrate Jimmy Carter avait ouvert les bras en 1980, lors du plus grand exode.

Souvent d'un niveau culturel bien supérieur aux autres *Latinos* venus chercher refuge à Miami, ils s'en sortent étonnamment bien : un tiers des plus grandes firmes hispano-américaines se trouvent dans le sud de la Floride, et il y a longtemps que les Cubains américains de Miami ont déserté, sinon pour une promenade nostalgique, les fastes «ethniques» décadents du Versailles et des autres restaurants historiques de la *calle Ocho*, au cœur de Little Havana, pour les villas au design tropical chic de Coral-Gables et autres banlieues huppées.

Cubano-Américain ? Le mot sonne mal, même pour les mieux intégrés ; et s'ils sont les premiers à parler de la Floride comme de la *«septième province de Cuba»*, nombreux sont ceux qui se considèrent toujours comme des exilés. Dans son élégante maison de verre cernée par les fougères, M. Raul Rodriguez, architecte à succès, petit-fils d'un riche planteur chassé par Fidel Castro, reçoit Pepe et sa femme, deux cousins éloignés venus de Cuba.

Raul, lui, va tous les six mois à La Havane. *«Ici, à Miami, c'est une belle parenthèse*, dit-il simplement. *Là-bas, le régime, si l'on n'est pas de son côté, nous propose seulement deux clés pour s'en sortir : la prison ou l'exil. Nous sommes tous des exilés.»* Son rêve : rénover un bâtiment dans le quartier historique de La Havane. *«Je retournerai vivre à Cuba*, dit-il, *après le départ de Fidel. Et si je n'arrive à rien, alors je reviendrai à Miami, mais cette fois seulement en immigrant.»*

Simple rêverie romantique ? Selon un récent sondage du *Miami Herald*, seul un Cubain américain sur cinq désirerait revivre à Cuba. *«Le problème*, explique le Père Santana, qui a quitté l'île en 1961 et se consacre à l'accueil des réfugiés, *c'est que le modèle américain est plus vivace qu'on ne l'admet dans la mentalité cubaine. A Miami, les Cubains sont plus américanisés qu'ils ne le pensent.»*

«En fait, Miami est le reflet fidèle de La Havane, affirme de son côté M. Lissandro Perez, sociologue à l'université de Miami. *En trente ans, rien n'a changé là-bas et presque rien ici. A l'isolation répond l'hostilité. La communauté en exil ne s'est pas projetée dans une situation post-révolutionnaire. Beaucoup rêvent d'abolir l'épisode castriste pour revenir tout simplement au point de départ. Là encore, c'est un réflexe à l'américaine. Ils veulent «intervenir», ne serait-ce que par un raid à la façon de Wall Street, pour récupérer l'île après le départ de Castro.»*

La «batalla de Washington»

Photos de M. Ronald Reagan, bannières étoilées et bureaux aseptisés de bon aloi : la Fondation nationale cubaine américaine (Cuban American National Foundation), de loin la plus importante organisation cubaine de Miami, est la machine de guerre anti-Castro la mieux huilée. Née en 1981 à l'initiative de M. Richard Allen, le premier conseiller pour les affaires de sécurité nationale du président Reagan, à l'époque où la jeune administration républicaine traquait *«l'empire du mal»* soviétique et ses satellites dans les Caraïbes, l'organisation compte aujourd'hui cinquante mille membres et contributeurs, deux cent huit hommes d'affaires dans son organigramme et un budget annuel de 3 millions de dollars.

En égrenant ces chiffres, M. Francisco «Pepe» Hernandez, l'un des directeurs, explique avec une satisfaction évidente que son organisation a calqué celle du lobby juif américain à Washington. Avec un succès presque embarrassant, y compris auprès des autorités américaines, qui se voient à l'occasion accusées par les libéraux d'avoir non pas une politique cubaine, mais *«une politique floridienne»*. Les liens étroits entre M. Jeb Bush, le propre fils du président, devenu l'un des magnats de l'immobilier de Miami, et la fondation y seraient, dit-on, pour beaucoup.

Quoi qu'il en soit, il y a longtemps que Pepe Hernandez et M. Jorge Mas Canosa, le fondateur – tous deux richissimes «self made millionnaires» et, comme beaucoup dans l'organisation, anciens du fiasco de la «baie des Cochons», – ont gagné, selon leur propre expression, la *«batalla de Washington»*. Aussi s'apprêtent-ils à livrer la bataille de La Havane, une joute plus économique celle-là, d'autant que la construction, principale source de revenus des entreprises cubaines locales, marque le pas. De nouveaux marchés seraient les bienvenus.

«Nous avons créé, au mois de mai, une commission pour la reconstruction de Cuba, explique Pepe Hernandez, en citant pêle-mêle parmi les membres M. Jay Pritzker, le directeur des hôtels de luxe Hyatt, M. Malcolm Forbes, plus une demi-douzaine de sénateurs ; Mme Jeane Kirkpatrick, l'ancien ambassadeur aux Nations unies, et... M. Ronald Reagan bien sûr. *«Nous comptons sur 5 milliards de dollars d'investissements de la communauté cubaine exilée dans les deux ans qui suivront la chute de Castro*, ajoute-t-il, *et sur 5 autres milliards en investissements étrangers.»*

Le mot d'ordre de cette *reconquista* : *«Cuba, de prolétaire à propriétaire.»* Quant au dédommagement des anciens planteurs dépossédés par M. Castro, une liste de noms circule déjà. L'avenir ? Il sera délibérément sans le commandante. *«Je vois un gouvernement provisoire et des élections dans l'avenir»*, nous confiera M. Mas Canosa. Se présentera-t-il lui-même ? Il ne sait pas encore, mais les chances sont bonnes : *«Castro, comme Hitler et Mussolini, a empêché toute opposition sérieuse. Il n'y a personne pour prendre la relève à l'intérieur»*, laisse-t-il entendre. Bref, tout est

La grande déprime

Suite de la première page

Victoire des athlètes, mais aussi des autorités qui, malgré les difficultés économiques, ont relevé le défi de l'organisation des Jeux. *«Sans luxe ni ostentation, mais à la satisfaction générale»*, se félicitait un officiel cubain en feuilletant le cahier où les journalistes étrangers étaient invités à consigner leurs remarques. Victoire enfin du Lider maximo, qui, en dépit des oracles prédisant sa chute imminente depuis l'effondrement du mur de Berlin, a montré, selon le même officiel, qu'*«il dispose encore d'une bonne réserve de popularité»*.

Ancien joueur de base-ball et grand amateur de sport, M. Fidel Castro s'est fait applaudir dans les stades. Engoncé dans son uniforme vert olive, il a posé pour les caméras en compagnie des champions américains et reçu l'actrice Jane Fonda, qui a visité La Havane en compagnie de M. Ted Turner, le patron de CNN.

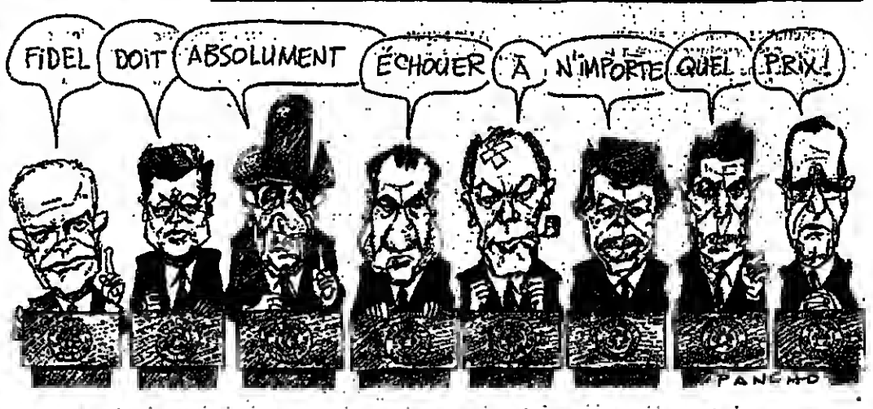
«Ponomericanos no, pan americano si» (Panaméricains non, pain américain oui) : cette plaisanterie qui circulait avant les Jeux témoigne de l'état d'esprit d'une partie de la population, qui ne comprenait pas qu'on investisse des millions de dollars (entre 50 et 100 selon les sources) pour la grande fête sportive, alors que la ration quotidienne de pain avait été réduite à 80 grammes et que même la *libreta*, le carnet de rationnement, ne garantit plus le lait et les œufs.

La plupart des critiques se sont tues dès les premières compétitions. Juché sur une Flying Pigeon, l'une de ces lourdes bicyclettes chinoises que le pouvoir répartit pour économiser le pétrole, Lazaro, un jeune Noir, est fier des champions cubains. Mais, ajoute-t-il, *«il faut régler les problèmes de nourriture. Vite. Sinon, les gens peuvent se révolter»*.

Dans le monde des ambassades, gagné par la fièvre des rumeurs, on raconte qu'il y a deux mois on a frôlé une émeute de la faim à Santiago. Le dirigé des responsables locaux du parti et l'arrivée opportune de vivres ont calmé les manifestants. Les officiels répètent que la brutale aggravation de la crise économique s'explique par l'interruption quasi totale des fournitures soviétiques au premier semestre. S'il manque des œufs, c'est parce qu'il a fallu tuer des volailles. S'il y a pénurie de cigarettes, s'il faut fermer les maisons d'édition et réduire la pagination des journaux, c'est que pas une rame de papier n'est arrivée depuis le début de l'année.

Le manque de pièces et de matières premières touche tous les secteurs de l'économie. Seul le pétrole, désormais facturé aux cours internationaux, est arrivé sans retard. Les défaillances soviétiques, ajoutées aux effets du blocus américain, vieux de plus de trente ans, et à la rupture des relations commerciales avec les pays d'Europe de l'Est, ont transformé la *«période spéciale en temps de paix»*, décrétée par Fidel Castro en septembre 1990, en cauchemar pour nombre de Cubains.

Une grande déprime s'est abattue sur La Havane, où les gens, le samedi soir, se bousculent autour des bidons de rhum, vendu sans rationnement. *«Je bois pour oublier»*, avoue Juan Carlos, un jeune docker. Plus encore que d'assiettes bien garnies, il rêve de jeans à la mode et de tennis, comme dans les films américains. *«Difficile de sortir des filles si t'es pas bien habillé.»* Il tente sa chance auprès des étrangers, plus nombreux grâce aux Jeux, propose d'échanger les pesos qu'il n'arrive à dépenser ou la boîte de cigares qu'il a gagnée au travail contre des dollars, seule monnaie acceptée dans les boutiques bien fournies réservées aux touristes.



Priorité du régime à l'affût de devises, *«le tourisme accentue le stress social et les frustrations»*, reconnaît M. Dario Machado, qui dirige le Centre d'études socio-politiques du comité central du PCC. *«Nous expliquons à la population qu'il s'agit d'une tâche révolutionnaire permettant de défendre nos acquis sociaux.»* Le marché noir s'est considérablement développé depuis la suppression du «marché parallèle» où les Cubains pouvaient acheter, avant la «période spéciale», des produits non rationnés.

«J'ai dû arrêter de fumer, et ce n'est pourtant pas l'envie qui me manque», grogne Camilo, un dessinateur industriel qui a l'âge de la révolution. *«Officiellement, le paquet de Popular vaut toujours 60 centimes, mais le seul endroit où l'en en trouve, c'est dans la rue, à 4 ou 5 pesos le paquet.»*

«Il faut rester, les choses vont changer»

Un marché noir alimenté par les colis qu'envoie la communauté de Miami, mais aussi par les vols dans les entreprises et les multiples combines que génère un système totalement étatisé. *«Ici, il n'y a rien, mais on trouve tout»*, affirme un autre jeune devant les rayons désespérément vides du grand magasin La Fin du siècle, au cœur de la capitale. Aucun économiste n'est capable de chiffrer le temps que passent les Cubains à faire la queue devant les *bodegas* (épiceries), à attendre les *guaguas* (autobus) essoufflés, à travailler au noir. Une chose est sûre : l'absentéisme augmente, la productivité baisse, et le «secteur informel» se développe.

«C'est vrai que la vie est de plus en plus dure. Mais nous n'avons pas le choix, il faut suivre notre commandant en chef.» Nelsida, une femme à l'allure distinguée, lève son verre de bière tiède à la santé de Fidel, qui fête ce jour-là ses soixante-cinq ans. Des tables ont été dressées dans les rues de Playa, un quartier paisible de la capitale, les militants des Comités de défense de la révolution servent la *caldoza*, la soupe de poule, à la louche, et quelques couples dansent entre les Lada rouillées et les vieilles américaines increvables. Une fête bon enfant, familiale, en l'honneur des athlètes cubains.

Nelsida, sexagénaire, défend le régime avec plus de conviction que ses petits-enfants. *«Tous mes enfants sont diplômés de l'université grâce à la révolution»*, affirme-t-elle avant d'accuser les pays de l'Est d'être responsables des difficultés du moment. Exemple de la «double morale», consistant à dire tout haut le contraire de ce qu'on pense tout bas ? Ou confirmation des sondages de M. Machado, qui affirme qu'en dépit des récriminations *«le peuple cubain reste largement fidèle à la révolution et à sa direction historique»* ?

«Les gens portent un masque. Ils craignent de perdre leur emploi et leurs avantages sociaux s'ils s'expriment», répond M. Gustavo Arcos, secrétaire général du Comité pour les droits de l'homme. Cet ancien compagnon des premières heures de la révolution, aujourd'hui l'un des principaux dirigeants de l'opposition interne, soutient que *«le gouvernant Castro n'a plus de crédibilité»*. Sans tribune et sans reconnaissance légale, il s'efforce, sous la seule protection des ambassades, de convaincre les jeunes de ne pas abandonner le pays. *«Le régime incite les mécontents à partir. Il faut rester. Les choses vont changer»*, répète-t-il.

Pour beaucoup de jeunes, même parmi les plus critiques, ceux qui n'hésitent pas à traiter Fidel de *«vieux rabâcheur»* à voix basse, en s'assurant qu'un uniforme gris de la police nationale révolutionnaire n'est pas en vue, le remède proposé par les exilés de Miami est souvent pire que le mal. *«Entre Mas Canosa* (l'un des principaux opposants de l'extérieur) *et Fidel, je préfère encore Fidel. Nous ne voulons pas redevenir une petite étoile sur le drapeau des Etats-Unis»*, affirme Camilo, qui n'est pas prêt à *«renoncer aux acquis de la révolution, comme la santé ou l'éducation»*.

Le grand espoir de changement né de la convocation du quatrième congrès du PCC, dont l'ouverture, après avoir été plusieurs fois repoussée, est prévue pour le 10 octobre prochain, est retombé. Après plusieurs mois de débats à la base, marqués par une avalanche de critiques et de propositions de réforme, le commandant en chef s'est nettement indiqué que l'heure n'était pas aux grands changements de cap. Contre ceux qui proposaient la réintroduction des marchés libres paysans ou la privatisation des services, M. Fidel Castro fait appel au travail volontaire pour le «Plan alimentaire», qui vise à l'autosuffisance de l'île, et demande aux Cubains toujours plus d'héroïsme et de patriotisme.

A l'extérieur, pour tenter de desserrer l'étau, Cuba multiplie les appels du pied en direction des frères latino-américains. *«Le sommet de Guadalajara est très important car il marque la réintégration de Cuba dans le concert latino-américain»*, affirme M. Aurelio Alonso, responsable du Centre d'études sur les Amériques. Le Chili, la Colombie et le Paraguay ont annoncé le rétablissement de leurs relations avec La Havane. Le Mexique demeure un partenaire solide. *«Mais*, reconnaît M. Alonso, *en dépit de quelques gestes d'audace, les pressions des Etats-Unis, plus hostiles que jamais, ont jusqu'à présent empêché que ce succès politique ne se transforme en offres de coopération concrètes.»*

JEAN-MICHEL CAROIT

Une aide soviétique de plus en plus chichement comptée

Quatre-vingts grammes de pain par jour et par personne, 250 grammes de viande tous les cinquante-six jours, pénurie de beurre et de lait en poudre autrefois importés de la défunte RDA : telles sont les conséquences tangibles de la diminution de l'aide des pays de l'Est – URSS en tête – à Cuba, dont les échanges dépendaient à 70 % du COMECON.

M. Fidel Castro n'avait pas attendu que soit signé avec l'URSS, en décembre 1990, un accord commercial bien moins généreux que les précédents pour imposer à la population des restrictions de plus en plus sévères, étant donnés les *«retards»* dans les livraisons de blé et autres produits en provenance de l'Est. En vertu de cet accord, la plupart des échanges sont facturés, depuis janvier dernier, en devises fortes, y compris le pétrole soviétique, dont Cuba dépend presque entièrement. Une diminution de 20 % des livraisons d'or noir était prévue en 1991, et l'URSS tarde à remplir ses engagements. D'où l'accélération de l'assemblage de bicyclettes chinoises et le remplacement des tracteurs par des bœufs.

Moscou avait consenti, en avril dernier, un répit à son fidèle allié, en maintenant des tarifs préférentiels pour le sucre cubain, dont 4 millions de tonnes doivent être livrées cette année, à un prix double des cours mondiaux. Si cet accord n'était pas remis en question, Cuba devrait ainsi percevoir 2,2 milliards de dollars, soit 80 % de ses recettes en devises, à condition de pouvoir produire les quantités promises. La Havane avait dû acheter en 1989 et en 1990 quelques milliers de tonnes de sucre sur les marchés mondiaux pour respecter ses engagements.

Il est d'ores et déjà prévu qu'à partir de 1995 La Havane devra rembourser en dollars sa dette envers l'URSS, évaluée à 15,5 milliards de roubles (9,5 milliards de dollars) pour 1989 par l'Académie des sciences de Moscou. Selon cette même source, l'URSS a fourni plus de 4 milliards de roubles (2,5 milliards de dollars) d'aide militaire et technique à Cuba chaque année.

La Havane, sous le coup d'un embargo commercial décrété par les Etats-Unis en 1961, tente par tous les moyens de trouver d'autres clients et fournisseurs, en Amérique latine notamment. Ces démarches n'ont véritablement porté de fruits qu'avec la Chine, l'un des derniers partenaires bien disposés, avec laquelle les échanges commerciaux ont plus que doublé au cours des trois dernières années.

M. J.

AMÉRIQUES

le difficile dialogue

La situation des exilés

frères ennemis

Moscou. » A l'évidence, cette nouvelle attitude dérange : le 26 janvier à Miami, près de cent mille personnes ont défilé dans Little-Havana contre toute idée de dialogue. Cependant, elle a aussi le mérite de faire avancer les choses. Et, depuis que le Congrès à Washington s'intéresse de plus près aux *dialogueros*, notamment à la Plate-forme démocratique, (un groupe de modérés créé il y a un an autour d'une idée d'union nationaliste et démocratique), la fondation s'est crue obligée, elle aussi, de se montrer moins rigide, quitte à prendre quelques initiatives spectaculaires pour mieux se placer sur la scène internationale.

C'est que l'on a vu des représentants de l'organisation radicalement anticommuniste se rendre à Moscou où ils ont rencontré, disent-ils, M. Eltsine, le président de Russie, tandis qu'une délégation, officielle celle-là, de Soviétiques était reçue ensuite à Miami. M. Mas Canosa a lui-même évoqué un possible dialogue, mais *« sans les frères Castro »*. Quant à M. Armando Valladares, l'ancien ambassadeur américain pour les droits de l'homme à l'ONU, qui avait crié à la trahison lors de l'appel de M. Arcos, il lui a écrit depuis pour faire amende honorable.

Crédo conservateur

L'idée a-t-elle fait son chemin aussi à la Maison Blanche? C'est encore peu probable, même si certains analystes au département d'Etat y sont ouvertement favorables. Le credo conservateur selon lequel ce sont les *« combattants de la liberté »* (les contras) qui ont eu raison des sandinistes au Nicaragua est encore souverain. Cependant, le 25 mai, à l'occasion de la fête de l'indépendance cubaine, M. George Bush a lancé un défi au président Fidel Castro pour qu'il organise des élections libres, promettant dans ce cas une *« amélioration significative »* des relations américano-cubaines.

Le message a été perçu à Miami comme un timide premier pas, impression favorable confirmée par M. Michael Kozac, le *« numéro deux »* du département d'Etat pour l'Amérique centrale : *« Le message est le même*, dit-il, *mais il est vrai qu'il est formulé pour la première fois d'une façon positive. »*

Il en faudrait plus pour rassurer les *dialogueros*, qui craignent encore un second Panama. *« Le pire serait une invasion, suivie d'un quasi-abandon du pays, comme cela s'est produit au Panama »*, explique un homme d'affaires, M. Ramon Cernuda, qui gère aussi le Musée d'art cubain de la ville, où deux bombes ont éclaté pour protester contre l'exposition de peintres qui n'avaient pas rompu avec le régime.

Et M. Cernuda de conclure : *« Plus les Etats-Unis joueront le rôle de Goliath, plus ils pousseront Castro à jouer David. Le problème, c'est qu'il n'y a de moins en moins de pierres à jeter. Il n'y a qu'à attendre. Mais peut-on laisser tout un peuple mourir de faim lorsque l'on est la seule super-puissance mondiale qui reste et que l'on s'amuse à jouer les gendarmes de la moralité dans le monde entier? »*

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

...prévu, y compris un *« procès pour Fidel »* le jour venu.

Pourtant, à l'ombre de l'omniprésente fondation, quelque chose est en train de changer. Timides, inquiétées à l'occasion mais plus souvent réprimées, les voix qui, à Cuba, se font entendre contre le régime trouvent un écho à Miami. On se passionne pour les soubresauts visibles, en dépit du silence officiel, qui agitent le PC cubain. Et même s'il s'agit, à l'évidence, d'une opération de séduction de la part de La Havane, nombre d'intellectuels ici ont accepté de se rendre aux colloques et séminaires auxquels ils ont été récemment conviés.

De plus, les liens familiaux se sont resserrés et, fait impensable il y a pas si longtemps, des vols charters amènent directement les familles de l'île sur le continent et vice-versa *(voir encadré ci-dessous)*. Du coup, l'invasion de Cuba ne paraît plus la solution inéluctable. Petit à petit, l'idée d'un dialogue entre Cubains pour combler trente ans de méfiance a fait son chemin. L'exemple des révolutions pacifiques de l'Europe de l'Est a été, à cet égard, déterminant.

« Il n'y a pas longtemps, on nous appelait par dérision les dialogueros, dit Mme Maria-Christina Herrera, professeur à l'université, qui, du fond de son fauteuil d'infirme, écrit des pamphlets virulents sur l'aveuglement de certains. Pour s'être écartée de la ligne majoritaire, Maria-Christina a failli mourir, il y a trois ans. Une bombe a explosé dans son garage.

« C'est vrai qu'à Cuba, il n'y a pas eu de perestroïka, affirme-t-elle, *mais il existe une forme de glasnost. Les gens parlent à présent, et c'est important. Nous devons briser le mur de part et d'autre de la mer. Eux doivent comprendre qu'il n'y a pas que des revanchards et que démocratie n'est pas synonyme du retour des Etats-Unis dans l'île. Nous, nous devons admettre qu'ils ne sont pas tous des communistes obtus. Autant travailler ensemble à une solution à la tchécoslovaque si l'on ne veut pas se faire imposer une solution à la roumaine. La situation est dramatique, et si, à Cuba, ils se sentent abandonnés, je crains le pire : ce sera le bain de sang à la Tiananmen. »*

A sa manière abrupte, le commandant Hubert Matos ne dit rien d'autre : solidarité ; le peuple cubain d'abord. *« Castro ne se préoccupe pas de chercher une sortie sans violence. Il sait que, de toute façon, il passera à l'Histoire. L'homme a l'esprit vif mais un ego maladif. »* Dans le petit pavillon qui lui sert de QG, celui qui fut l'un des plus charismatiques compagnons de Fidel dans la Sierra-Maestra prépare lui aussi l'avenir, depuis onze ans à la tête de son groupe paramilitaire, le CID (Cuba Independiente y Democratica).

« Nous sommes des résistants, dit-il, *pas des exilés. »* Pour avoir dénoncé en octobre 1959, quelques mois avant qu'il ne se produise, le virage communiste de Castro, M. Matos a purgé vingt ans de prison. *« La vengeance, à quoi bon? Il vaut mieux aider ceux qui sont là-bas et qui cherchent à ouvrir une brèche en faveur de la démocratie. Fidel nous a volé la révolution une première fois; ne nous la laissons pas voler une seconde fois en raison des préjugés préhistoriques d'une majorité d'exilés à Miami. »*

Messages sur papier roulé

Trouver un terrain d'entente commun : depuis trois ans, c'est l'obsession de Mme Tete Machado et de M. Ariel Hidalgo. Dans leur minuscule studio, cette ancienne star du show-business et son compagnon, professeur de philosophie emprisonné pendant huit ans pour avoir dénoncé la classe dirigeante castriste, font et refont à l'infini sur leur téléphone l'indicatif de La Havane. Les Etats-Unis, pour mieux isoler l'île, n'ont mis en service qu'un seul standard vétuste. Tete et Ariel, les deux activistes des droits de l'homme, sont en quelque sorte le fragile cordon ombilical de l'opposition intérieure. Entre leurs mains aboutissent les minces feuilles de papier roulé qui portent témoignage des gênes du régime.

Ce sont eux aussi qui, en juillet 1990, ont relayé le fameux appel au *« dialogue national »* lancé par M. Gustavo Arcos, le président du comité des droits de l'homme à Cuba. Eux encore qui, il y a un mois, ont fait circuler la lettre ouverte à M. Fidel Castro écrite par dix intellectuels cubains. *« Il y a tant à faire*, dit modestement Tete; *ce sont eux, là-bas, qui prennent tous les risques; c'est à eux qu'il appartiendra de gérer l'avenir du pays, non à ceux de Floride, encore moins à Washington ou à*

BRÉSIL : pour faciliter sa politique économique

Le président Collor a engagé un délicat processus de réforme de la Constitution

Clarifier la répartition des compétences au sein de la Fédération brésilienne et favoriser ainsi l'application des mesures économiques (anti-inflationnistes notamment) décidées à Brasilia : tels sont les grands objectifs de la réforme constitutionnelle que le président Fernando Collor de Mello tente de faire accepter par le Congrès. Une tâche qui s'annonce difficile.

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

Les derniers chiffres de l'inflation ont donné au président Collor, qui a déjà adopté deux plans économiques depuis son arrivée au pouvoir en mars 1990, une raison supplémentaire de promouvoir une réforme de la Constitution. L'indice des prix à la consommation a de nouveau franchi, au mois de juillet, la barre psychologique des 10 % (13,22 % contre 8,48 % le mois précédent, selon la Fondation Getulio Vargas). *« Aucun nouveau plan de choc n'est envisagé »*, a affirmé le nouveau ministre de l'économie, M. Marques Moreira, sans écarter l'adoption de *« mesures adéquates quand elles seront nécessaires »*.

Le début de libération des fonds bloqués en mars 1990, lors du premier plan Collor, devrait en effet accroître la dérive inflationniste. L'augmentation imminente et inévitable du salaire minimum, dont le triplement sera vraisemblablement décidé le mois prochain, après une longue période de déclin du pouvoir d'achat, aura un effet identique. D'autant qu'une partie des acteurs socio-économiques sont rompus à la pratique de l'indexation.

Devant ces perspectives plutôt sombres, les autorités brésiliennes ont décidé d'accélérer la mise en chantier de la réforme constitutionnelle, afin de fixer de manière définitive la répartition des compétences financières entre les Etats et l'Union, l'actuelle structure fédérale du pays limitant fortement la portée des efforts de rigueur du pouvoir central.

L'échec – au moins en ce qui concerne le contrôle de l'inflation – du premier plan Collor avait déjà résulté de cette situation : les différents Etats, à la veille des élections des gouverneurs en novembre dernier, avaient fait financer les campagnes électorales par les banques nationales, qui s'étaient ensuite automatiquement refinancées auprès de la Banque centrale. Les autorités monétaires, pour éviter des banqueroutes en cascade, avaient, dès le mois de décembre, fait fonctionner la planche à billets au point d'accroître considérablement la masse monétaire.

Lors du deuxième plan, en février 1991, Brasilia était parvenue à négocier un accord avec les quatre Etats les plus dépensiers (Minas Gerais, Rio-Grande-do-Sul, Rio-de-Janeiro et Sao-Paulo) pour les amener à une gestion plus rigoureuse, sans pour autant disposer des moyens de les contraindre à respecter leurs propres engagements. Depuis, le gouvernement brésilien multiplie les consultations avec les gouverneurs afin de mettre un terme à une situation devenue dangereuse : l'Union a vu en dix ans (1980-1990) ses recettes disponibles diminuer de moitié, en raison de transferts plus importants vers les Etats et de rentrées moindres.

Lignes politiques changeantes

Pour parvenir à ses fins, le président Collor devra convaincre le Congrès, qui doit ratifier, à la majorité des trois cinquièmes, toute réforme constitutionnelle. Ce ne sera pas une mince affaire dans un pays où les partis – et plus encore leurs dirigeants – défendent des lignes politiques changeantes, et où le président ne dispose d'aucune majorité stable. Le gouvernement tente, dans un premier temps, de convaincre les vingt-sept gouverneurs de la nécessité de cette révision. A l'issue de leur dernière réunion, le 26 août à Brasilia, ils n'étaient d'accord que sur deux points : la date de leur prochaine rencontre, les 2 et 3 septembre, et la nécessité de revoir tous les amendements proposés.

Parmi la quarantaine de modifications envisagées, certaines, comme la fin de la sécurité d'emploi pour les fonctionnaires ou la retraite à un âge fixe, n'ont pratiquement aucune chance d'être acceptées. Les syndicats s'y opposent et le député Ulysses Guimaraes, ancien président de l'Assemblée, a donné le ton en estimant qu'il s'agissait *« de terrorisme économique »*.

Brasilia manifeste pourtant à l'heure actuelle une volonté d'ouverture et de concertation tous azimuts. C'était d'ailleurs ce qui avait été demandé à M. Moreira – l'ancien ambassadeur à Washington, réputé pour son pragmatisme – lorsqu'il a été nommé ministre de l'économie au mois de juin. C'est aussi l'une des raisons du rapprochement avec le gouverneur de Rio, M. Leonel Brizola, qui, d'opposant farouche qu'il était il y a peu, est devenu un partenaire enthousiaste – jusqu'à présent – et ménagé. Mais il est peu probable que M. Collor ait réussi à convaincre, lors de son allocution télévisée du 25 août, en demandant *« à chaque Brésilien de fournir sa part de sacrifice »*.

Le président a aussi multiplié les consultations à l'extérieur du pays. En moins de deux semaines, trois chefs d'Etat latino-américains – les présidents argentin, paraguayen et colombien – ont été invités à Brasilia, et un ministre extraordinaire de l'intégration, M. Carlos Chiarelli, a même été désigné pour s'occuper spécialement des projets de marché commun en Amérique latine. Il n'en demeure pas moins que le dossier de renégociation de la dette brésilienne – 122 milliards de dollars, la plus élevée du monde – s'enlise, et il n'est pas certain que Brasilia obtienne au début de septembre le prêt stand-by souhaité de 2 milliards de dollars.

« D'une manière générale, note un observateur, *la montée des difficultés intérieures risque fort d'accentuer la tentation d'isolement et la recherche de boucs émissaires extérieurs. »* De portée et de nature différentes, deux exemples récents illustrent ce danger : l'incident diplomatique provoqué par la vive réaction du président Collor aux déclarations du chef de la délégation du FMI, aux yeux duquel *« les réformes constitutionnelles »* étaient nécessaires, ainsi que l'engouement récent et public du chef de l'Etat pour le livre de Jean-Christophe Rufin (1) sur l'affrontement Nord-Sud. Le président Collor avait affirmé, lors de sa prise de fonction, qu'il voulait *« ajouter le Brésil sur la liste des pays riches, fût-ce en dernière place »*.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) *L'Empire et les nouveaux barbares*, aux éditions Jean-Claude Lattès.

EN BREF

□ **AFGHANISTAN** : une partie de la résistance est prête à ouvrir le dialogue avec Moscou. – Les responsables de plusieurs mouvements de résistance afghans, réunis depuis mercredi 28 août à Téhéran en présence de représentants des gouvernements iranien et pakistanais (*le Monde* du 30 août), ont accepté d'ouvrir *« un dialogue substantiel »* avec Moscou en vue de trouver une solution politique à la guerre civile. Des missions seront envoyées auprès de MM. Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine, ont indiqué les participants à la conférence. Une nouvelle réunion devrait se tenir prochainement à Islamabad. – *(AFP, UPI.)*

□ **COLOMBIE** : arrestation d'un des fondateurs de la guérilla. – L'armée colombienne a annoncé, jeudi 29 août, la capture de M. Esmeragdo Betancourth, alias Balin, l'un des fondateurs des Forces armées révolutionnaires (FARC), le mouvement le plus important de la guérilla colombienne. Balin avait également participé à la création de l'Armée de libération nationale, organisation guévariste, qui s'était engagée avec la FARC et l'EPL, autre groupe de guérilla, dans des pourparlers de paix avec le gouvernement en juin dernier. Ces pourparlers doivent reprendre le 4 septembre à Caracas (Venezuela). – *(AFP.)*

□ **ÉTATS-UNIS** : M. Richard Kerr, directeur par intérim de la CIA. – Le directeur adjoint de la CIA, M. Richard Kerr, occupera à partir du 2 septembre les fonctions de directeur par intérim de l'agence de renseignement, en remplacement de M. William Webster, qui part à la retraite. Les auditions au Sénat en vue de la confirmation à la tête de la CIA de M. Robert Gates, nommé par le président Bush, ont été reportées au 16 septembre. Le Sénat souhaite interroger M. Gates sur son rôle, ce tant qu'ancien numéro deux de l'agence, dans les scandales de l'Irangate et de la BCCI. – *(AFP, AP.)*

□ **SALVADOR** : le FMLN accepte la médiation de M. Perez de Cuellar. – Les guérilleros du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) ont accepté, jeudi 29 août, de rencontrer le secrétaire général des Nations unies et le président salvadorien Alfredo Cristiani à New-York, les 16 et 17 septembre, comme l'avait proposé M. Javier Perez de Cuellar, dans l'espoir de débloquer les négociations de paix dans ce pays, qui achoppent depuis quinze mois sur la question de l'avenir des forces armées du Salvador. – *(AFP, AP.)*

La « business connection »

MIAMI
de notre envoyée spéciale

Sur lui, on entend tout et son contraire à Miami : agent cubain, agent de la CIA, agent double. Ce qui est certain, c'est que M. Francisco Arruca, ancien élève des jésuites, ancien évadé des prisons castristes, ancien économiste du département du travail à Washington et homme d'affaires des plus insolites, sait prendre des risques. Il y a deux ans, le siège d'une de ses compagnies, Marazul, a été dynamité sur la South Dixie Highway.

Il est vrai que Marazul, la compagnie de charters qu'il a créée en 1978 à New-York d'abord, à Miami ensuite, avec l'assentiment du gouvernement cubain et du Trésor américain (double tour de force), est des plus spéciales. Pour 425 dollars, plus le prix du visa, elle emmène quatre-vingt-dix Cubains américains par semaine rendre visite à leurs familles à Cuba. *« Mais parler d'aller à Cuba ici, c'est encore un peu comme encourager le gouvernement castriste*, ironise M. Arruca. *Alors, le faire et créer une compagnie de charters là où il n'y avait rien, c'était carrément de la provocation. »*

A peine la communauté locale était-elle remise de cette commotion que M. Arruca récidivait, ouvrant une radio cette fois, Radio Progresso, pour contrer, dit-il, la multitude de radios de propagende anticastriste. On peut y entendre de la musique et même – du jamais vu – certains programmes enregistrés directement sur l'île ou pris à la radio cubaine, Juventud Rebelde. Pas de Fidel Castro n'y est pas le bouc émissaire permanent.

Une ligne de téléphone, ouverte en permanence, permet les échanges. Même si *« 50 % des appels sont des critiques »*, M. Arruca préfère s'appuyer sur une étude de marché qu'il a fait faire et dont il ressort que 64 % des Cubains américains désirent une radio modérée et crédible. *« Il fallait en finir avec ce terrorisme radiophonique »*, dit-il encore.

Ses motivations? M. Arruca ne cache pas que la période Carter et le léger dégel qui s'ensuivit l'ont marqué au premier chef. Il reste cependant assez discret sur ses motivations idéologiques, préférant se retrancher derrière une attitude plus confortable d'homme d'affaires : *« Faire des affaires avec Cuba, c'est aussi une façon de maintenir une ligne ouverte avec eux. L'embargo, il n'y a pas meilleur moyen de perdre de l'argent »*, estime-t-il, certain qu'il existe à l'heure actuelle un marché *« ethnique »* de cigares et de tabac, qu'il se proposerait bien de développer en servant une nouvelle fois d'intermédiaire entre les Etats-Unis et Cuba. Affaire à suivre. La *« business connection »* est ouverte.

M.-C. D.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne et l'Europe de l'Est
Livres russes
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Ile, PARIS-4e
Tél. : 43-26-51-09

8 F
Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS
Septembre 1991
Premier dossier
LE YEN ET LE SYSTÈME JAPONAIS
Second dossier
L'HÔPITAL EN CRISE
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

PROCHE-ORIENT

L'exil en France de l'ancien dirigeant chrétien

Le général Aoun est arrivé à Marseille

Amnistié au Liban et bénéficient de l'asile politique en France, le général Michel Aoun et trois de ses collaborateurs sont arrivés, vendredi matin 30 août, dans une villa de Marseille où sa famille résidait depuis jeudi soir.

Plus de vingt-quatre heures. C'est le temps que le général Aoun aura mis pour rallier la France depuis Beyrouth *via* Chypre. Un voyage mystérieux dont on ne savait que bien peu de choses, vendredi en fin de matinée, tant les autorités françaises, qui ont assuré l'« exfiltration » de l'ancien homme fort du Liban, auront pris soin de l'entourer de leurres afin d'assurer à leur hôte une sécurité maximum.

En marge d'une mise en scène aéro-maritime assortie de fausses nouvelles, la seule indication officielle fournie à Paris tout au long de ces vingt-quatre heures est « tombée », tôt vendredi, sous forme d'un bref communiqué du Quai d'Orsay annonçant que le général Michel Aoun ainsi que trois de ses collaborateurs – dont les généraux Edgar Meelouf et Issam Aboujamra, qui ont partagé ses dix mois de réclusion à l'ambassade de France à Beyrouth – étaient *« en route pour la France, où ils bénéficieront de l'asile politique, avec les droits et les devoirs qui s'y attachent »*. Paris *« se réjouit de l'heureux aboutissement des efforts déployés à cette fin »*, ajoutait simplement le communiqué du Quai en forme de conclusion à une affaire qui a lourdement pesé pendant des mois sur les relations entre Paris, d'une part, Beyrouth et Damas, d'autre part (*le Monde* du 30 août).

En fait, le général Aoun et ses trois compagnons étaient *« en route »* depuis les premières heures de jeudi, peu après avoir été gracié par le pouvoir libanais. C'est à 4 h 30 qu'une nuée de véhicules aux vitres opaques a surgi de l'ambassade de France pour s'égailler dans plusieurs directions. Dans le même temps, un avion français stationnait, réacteurs allumés, à l'aéroport de Beyrouth. Le change était donc, jusqu'à ce que l'on apprenne que les quatre proscrits s'étaient finalement embarqués à bord d'un navire français à partir d'une petite rade proche de la capitale. Direction Chypre, où un dispositif de sécurité impressionnant était déployé à Larnaca.

Rumeurs diverses et disparition

Puis, plus rien. Des informations en provenance de Nicosie annonçaient l'arrivée d'un aviso-escorteur, le *Quartier-Maître-Anquetil*, à Larnaca. Mais, d'aviso point. On avait perdu le général Aoun, tandis qu'un Falcon blanc aux couleurs françaises se livrait à un étrange ballet entre Beyrouth, Larnaca et Paphos (dans l'ouest de Chypre), où il a passé la nuit de jeudi à vendredi. A bord, se trouvait la mission française qui avait réglé les derniers détails du voyage de Michel Aoun. Mais, du général lui-même, toujours aucune nouvelle. Dans la soirée, les Chypriotes finissaient par lever leur dispositif, laissant le champ libre aux rumeurs les plus diverses pour tenter d'expliquer la « disparition » du général, que l'on aurait même localisé... dans un sous-marin.

Pendant ce temps, à Paris, alors que l'ancien dirigeant libanais se trouvait en mer, entre les côtes libanaises et chypriotes, M. Roland Dumas se réjouissait de *« l'arrivée en France du général Aoun »*. M. Dumas annonçait aussi qu'il pourrait lui-même se rendre au Liban dans *« un délai raisonnable »* et que Paris entendait participer à la reconstruction du « Pays des cèdres ». Toujours dans le même temps, publicité était largement donnée à l'arrivée à Marseille de la famille du général déchu, suscitant de nouvelles spéculations sur sa prochaine arrivée dans le Midi, où il pourrait résider – alors qu'on avait, dans un premier temps, cité la frontière franco-suisse. Le général Aoun étant soumis à une obligation de réserve très stricte de par les conditions de son amnistie, les autorités françaises ont refusé d'indiquer le lieu précis de son exil français.

C'est donc vendredi à l'aube que les quatre exilés ont, enfin, débarqué près de l'aéroport de Larnaca, d'où, à 5 h 11 (heure de Paris), le fameux Falcon blanc décollait. Une heure plus tard, le Quai annonçait que le général Aoun était *« en route »* pour la France, où il est arrivé dans la matinée.

Y. H.

Dans la communauté libanaise de Paris

« Attendre, pour voir »

« Le général est déjà à Paris, me le confirme pour des raisons de sécurité » ... Le jeune traiteur libanais veut *« y croire »*. Depuis deux jours, il trompe l'attente dans son échoppe déserte en écoutant inlassablement les nouvelles diffusées par Radio-Orient, une station en langue arabe émettant dans la capitale. *« Quand donc va arriver le général Aoun ? »* Devant sa vitrine de *« metze »*, l'impatient traiteur en est réduit aux hypothèses, vaguement *« humilié »* par *« ces préperetifs de dernière minute »* qui se noueraient sur le sol syrien *« où le président du Liban a été convoqué par le président de la Syrie »*.

Mais l'événement attendu n'en garde pas moins sa force de symbole : *« Le général va enfin quitter son refuge-prison de l'ambassade de France à Beyrouth. En Aoun vit l'unique espoir nationaliste »*, que le jeune traiteur, comme beaucoup d'autres de sa génération installés à Paris, affiche avec vigueur. Ce jeune homme vient de rentrer de vacances à Beyrouth, après huit ans d'absence : *« Le calme relatif qui y règne nous a enfin autorisés à aller revoir nos familles »*, explique-t-il. Et d'évoquer avec passion *« ces signaux de klaxon, en l'honneur du général, entendus partout à Beyrouth en dépit de l'interdiction officielle qui les rend passibles d'un emprisonnement de six mois. Des chrétiens et des musulmans prennent ce risque, ici aussi, à Paris, certains de mes copains musulmans attendent Aoun »*.

Au Foyer franco-libanais, résidence universitaire située rue d'Ulm, règne en ce temps de suspense un calme surprenant. Le hall d'entrée reste vide. Dans les chambres, Japonais et Américains ont remplacé pour l'été les étudiants libanais repartis, eux aussi, pour la plupart, en vacances à Beyrouth. Est-ce la seule raison de cet épais silence ? Quelques Libanais n'ont pas quitté la résidence, comme ce jeune universitaire qui finit de rédiger sa thèse de maîtrise. Lui-même ne cache pas son amertume. *« Les congés estivaux n'expliquent pas tout... L'arrivée en France du général Aoun ne peut être ressentie comme un succès pour notre pays occupé à 99 % par une puissance étrangère. Ce n'est qu'une défaite après tant d'autres. Que pourra faire le général Aoun, coincé par les sévères restrictions imposées à son séjour ici ? Ma seule consolation est d'espérer que la France, libérée de son encombrant pensionnaire dans son ambassade de Beyrouth, pourra reprendre une diplomatie plus offensive... »*

Tout aussi déserte reste l'église maronite de Paris, voisine du foyer. Selon un prêtre de passage, *« l'arrivée du général Aoun est un événement considérable. La mobilisation sera forte »*. Mais quand ? De fait, la question reste sans réponse.

L'homme reste un pôle

Certes, au cours de ces deux jours d'attente, il y eut bien quelques activistes pour suggérer un rassemblement devant l'ambassade du Liban à Paris en signe d'accueil. Mais l'idée fut vite abandonnée. A coup sûr, la communauté se tint passionnément branchée sur les radios, les écrans de télévision et les nouvelles téléphoniques venues de Beyrouth ou de Nicosie. La trentaine d'associations ayant pignon sur rue déploya une intense, quoique discrète, activité. De Montpellier, des musulmans au passé nassérien – des anciens d'hier – consultaient par téléphone des chrétiens parisiens : devaient-ils organiser un accueil à l'aéroport du Midi où était censé atterrir le général ? Là encore, le choix fut d'attendre...

En bref, ces consultations et discussions en forme de palabres conduisirent à un consensus : *« Attendre, pour voir »*. Le doute s'installait. *« Le général n'était-il pas contraint à l'exil ? »* Certaines sources insistaient : lui-même n'avait pas demandé l'asile politique. Autre sujet commun de préoccupation : quelle serait sa marge de manœuvre ? Pourrait-il recevoir des visiteurs ? Cer de divers bords, en ces dernières quarante-huit heures, l'on confirmait nettement *« se tenir prêt à rencontrer Aoun pour discuter »*. L'homme à l'évidence reste un pôle, du moins dans l'immédiat. Les plus critiques précisaient : *« Le général devra dire s'il accepte ou non de se défaire de ses anciens conseillers qui le conduisirent à sa perte. »* Pour ces notables, l'attentisme apparent de la communauté prenait ainsi un sens...

DANIELLE ROUARD

Les réactions françaises

□ **M. Léotard (PR) : « Il incarne la résistance ».** – Dans un communiqué, M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, déclare que le général Aoun, *« comme le général de Gaulle en 1940, incarne une volonté politique intacte de résistance à l'occupation de son territoire et à l'oppression de son peuple (...) Le gouvernement français ne peut faire oublier aujourd'hui l'erreur fatale qu'il a commise en acceptant les pseudo-accords de Taef et en s'inclinant devant la volonté du dictateur Syrien »*.

□ **Mme Alliot-Marie (RPR) : « les problèmes restent entiers ».** – Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire général adjoint du RPR chargé des affaires étrangères, souligne dans un communiqué que l'accueil du général Aoun en France *« met un terme à une période peu glorieuse des relations entre Paris et Beyrouth »*, mais ajoute que cela *« ne doit cependant pas faire oublier que les problèmes du Liban restent entiers et que seuls le rétablissement complet de sa souveraineté et l'évacuation des troupes étrangères qui l'occupent permettront à ce malheureux pays de retrouver une paix durable pour l'ensemble de ses communautés »*.

□ **M. Bapt (PS) : « Un succès pour M. Mitterrand ».** – M. Gérard Bapt, député socialiste de la Haute-Garonne et président du groupe d'amitié France-Liban à l'Assemblée nationale, écrit dans un communiqué que *« l'arrivée dans l'Hexagone du général Aoun est un succès pour le président Mitterrand dont la fermeté a fini par l'emporter »*. Il ajoute : *« Le général Aoun avait eu le mérite de révéler des sentiments populaires nationaux étonnamment forts après quinze ans de guerre, mais son entêtement dans une guerre de libération sans espoir, et une guerre interchrétienne meurtrière et destructrice, ont abouti à un désastre politique et militaire pour le réduit chrétien de Beyrouth-Est »*.

EUROPE

YOUGOSLAVIE : après la visite de M. Milosevic à Paris

La Serbie va « étudier » le plan de paix européen

A l'issue d'un entretien, jeudi soir 29 août à Paris, avec le président serbe, M. Slobodan Milosevic, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a fait état sur Antenna 2 de *« quelques progrès timides »* vers une solution pacifique de la crise yougoslave, mais a rappelé que *« le temps presse »*.

M. Milosevic, qui avait également rencontré, dans la matinée, le président François Mitterrand pendant une heure et demie, a de son côté affirmé que les dirigeants français et serbes étaient *« complètement d'accord sur les principes sur lesquels doit s'appuyer une solution »* de cette crise. Le plan de paix des Douze est un *« plan de bonne volonté »*, a-t-il dit à sa sortie de l'Elysée : *« Cependant, nous devons encore l'étudier. »* Rappelant que ce plan avait été *« immédiatement accepté »* mercredi par le président croate, M. Franjo Tudjman, en visite à Paris la veille, M. Dumas a indiqué que M. Milosevic lui avait *« demandé de réfléchir »* avant de donner sa réponse. *« J'ai l'impression que l'on fait quelques progrès »*, a-t-il dit, en précisant que ces progrès étaient *« timides car les choses sur le terrain s'aggravent »*, et donc que *« le temps presse »*. De son côté, le président serbe a salué *« les efforts considérables faits par la France pour résoudre de façon juste »* la crise, et affirmé l'existence d'une *« identité essentielle »* de vues entre dirigeants français et dirigeants serbes sur la nécessité de concilier *« l'existence de la Yougoslavie et le respect de l'autodétermination des peuples »*.

Lors d'une conférence de presse, il a déclaré que la Serbie répondrait *« avant dimanche »* – date-limite fixée par la CEE pour l'arrêt de tous les combats – et dans un esprit *« constructif »* au plan de paix européen, qui comprend notamment la mise en place d'une commission chargée d'arbitrer le conflit *« à partir des principes de droit qui régissent les sociétés démocratiques »*.

Mais, alors que les Douze ont clairement désigné la Serbie et l'armée fédérale comme responsables des violences actuelles, M. Milosevic a affirmé à plusieurs reprises que *« la seule raison »* à la guerre était *« la terreur croate »* contre les populations serbes de Croatie. *« Le cessez-le-feu sera obtenu quand les autorités croates cesseront d'appliquer la terreur de l'Etat contre les Serbes, contre les villages et les villes serbes en Croatie. A ce moment-là, il n'y aura aucune raison de tirer une seule balle (...) Un cessez-le-feu dépend entièrement des dirigeants croates. »* Il a également rappelé que la Serbie s'opposait à l'envoi d'une éventuelle force d'interposition européenne pour séparer les belligérants en Croatie.

Atrocités en Croatie

Par ailleurs, M. Henri Wijnaendts, ambassadeur des Pays-Bas à Paris et émissaire de la Communauté européenne en Yougoslavie, a déclaré, jeudi soir, à Zagreb avoir été témoin d'atrocités, et il a imputé en grande partie à l'armée fédérale, contrôlée par les Serbes, les effusions de sang dans la République sécessionniste de Croatie. *« Nous sommes atterrés par l'ampleur des violences que nous avons vues et dans lesquelles étaient impliquées des armes lourdes – artillerie, lance-roquettes, aviation. »* Ni les forces croates, ni les francs-tireurs serbes ne disposent de pièces d'artillerie ou d'avions.

L'émissaire des Douze a rejeté les déclarations officielles selon lesquelles l'armée fédérale n'est intervenue que pour séparer Croates et Serbes de la région. Il a dit que ce qu'il avait vu, mercredi, dans la ville croate de Vukovar, proche de la frontière serbe et assiégée depuis le week-end dernier, l'avait convaincu que des unités militaires avaient directement attaqué les forces croates. *« Nous ne pouvons rester passifs devant cela. Tel est mon message. »* a-t-il dit au cours d'une conférence de presse, après s'être rendu dans une zone de combats *« Ici, c'est la guerre. »*

L'émissaire de la CEE a condamné le meurtre d'un cameraman de la télévision croate, tué mercredi alors qu'il filmait des mouvements de troupes, et dont il a vu le corps sur la route de Vukovar : *« Il avait été tué d'une balle à la tête. Sa blessure était déjà couverte de mouches. C'était une vision d'horreur. »* Il a déclaré avoir vu retirer trois autres corps des débris d'un bâtiment dévasté de Vukovar et s'être réfugié dans un abri antiaérien qui lui avait rappelé de sombres moments de sa jeunesse durant la seconde guerre mondiale.

« S'il doit y avoir une conclusion (à ma visite), *c'est qu'un cessez-le-feu n'aura pas d'efficacité sans présence étrangère impartiale »*, a ajouté Henri Wijnaendts après un entretien avec le président croate Franjo Tudjman.

Les Etats-Unis ont demandé, jeudi, un cessez-le-feu immédiat en Yougoslavie et averti la Serbie qu'elle risquait d'isoler son peuple du reste de l'Europe si elle ne cessait pas ses attaques contre la Croatie.

« Nous appelons toutes les parties à respecter immédiatement et sans conditions un cessez-le-feu en Croatie » et à coopérer avec la tentative de médiation de la Communauté européenne, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher. Les dirigeants de la République de Serbie et l'armée fédérale yougoslave, a-t-il ajouté, *« portent une responsabilité particulière et croissante dans la tragique descente du pays vers la guerre civile »*.

ASIE

CAMBODGE : la conférence de paix à Pattaya

Un différend sur le mode de scrutin a empêché la conclusion d'un accord entre les quatre parties khmères

La négociation du conflit cambodgien a pris un petit temps de retard. Les douze membres du Conseil national suprême khmer (CNS), réunis à Pattaya du lundi 26 au jeudi 29 août, ne sont pas parvenus à s'entendre sur le type de scrutin pour l'élection d'une Assemblée constituante. Du coup, ils ont décidé de se revoir une nouvelle fois, non pas à New-York en septembre, comme l'avait annoncé le prince Sihanouk, mais le 21 octobre à Pattaya. Le prince a cependant affirmé que ce nouveau délai ne changerait en rien la date de son retour à Phnom-Penh, fixé au 14 novembre. Entre-temps, M. Roland Dumas a annoncé que l'ancien souverain était *« attendu à Paris »* prochainement.

PATTAYA

de notre envoyé spécial

La mariée était-elle trop belle ? Il est vrai que les Cambodgiens se sont entendus, dans la station balnéaire thaïlandaise, sur les points essentiels. Des compromis sont intervenus sur les principaux aspects militaires et politiques du conflit : démobilisation de 70 % des forces militaires en présence, rôle prédominant de Norodom Sihanouk, intervention massive des Nations unies.

Il est également exact que le prince avait prévenu qu'un accord sur un mode de scrutin ne se ferait pas à Pattaya. *« C'est l'Himalaya »*, avait-il même dit. *Mais il faut croire que ce « détail » – et le diable est dans les détails »*, avait averti, dès lundi, l'un des acteurs de la négociation – n'est que la partie apparente d'un iceberg puisque, faute d'un revirement encore possible vendredi, le calendrier de la négociation en a été un peu bousculé.

Jeudi, c'est le FNLPK (Front national de libération du peuple khmer) de M. Son Sann, la plus faible des quatre factions, qui est monté au créneau pour défendre la proportionnelle sur des listes nationales présentées par les partis. M. Hun Sen, le premier ministre de Phnom-Penh, a refusé de céder, s'accrochant à la logique d'un scrutin uninominal à un tour, qui a également les préférences du prince Sihanouk.

Une solution à « 90 % »

M. Hun Sen a également rejeté un compromis avancé par le représentant de l'ONU : la proportionnelle sur listes provinciales et non nationales, une solution à laquelle, dans la volonté d'aboutir, se sont ralliés les Français. Les Khmers rouges, qui entendent ne pas présenter leurs propres candidats mais appeler à voter pour ceux qui leur conviennent le mieux, ont été silencieux. Quant au FUNCINPEC – le mouvement que dirige Norodom Ranariddh, fils du prince Sihanouk – il affirme n'avoir pas de religion en la matière.

Pourquoi donc une impasse sur un sujet apparemment secondaire ? La proportionnelle, il est vrai, est la seule chance du FNLPK de figurer en sein de la Constituante. Certains s'en supputent pas moins que M. Son Sann a été encouragé – par les Américains, pensent-ils – à tenir tête à M. Hun Sen. D'autres estiment que le premier ministre de Phnom-Penh a déjà été très loin dans les concessions, surtout en acceptant un taux de démobilisation de 70 %, et qu'il ne pouvait pas céder une fois de plus sans risquer de se retrouver dans une position délicate au sein de son propre clan. Quoi qu'il en soit, les choses ont été un peu trop vite à Pattaya, et un temps supplémentaire de maturation paraît nécessaire avant d'aboutir à un accord complet et susceptible – ce qui est indispensable – de recevoir l'aval des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

Ces derniers, qui se sont déjà réunis à Pattaya jeudi et qui devaient y rencontrer vendredi le CNS, ont accepté, moyennant des précisions, les solutions déjà adoptées par les Cambodgiens, et qui couvrent, selon le prince Sihanouk, *« 90 % »* des aspects du conflit. Il reste que le nouvel échéancier laisse peu de place à l'éventuelle réunion de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge (CIPC), chargée de ratifier tout accord, avant le retour du prince Sihanouk à Phnom-Penh.

Or la France, dont le ministre des affaires étrangères doit se rendre à Phnom-Penh le 22 novembre, souhaite que la ratification, qui permettrait le déclenchement officiel de l'intervention de l'ONU, soit acquise *« avant l'installation du CNS à Phnom-Penh »*. Les Français font donc pression pour que la délégation du CNS qui se rendra à New-York pour l'Assemblée générale de l'ONU, à la mi-septembre, donne alors une réponse sur le mode de scrutin. Ce qui permettrait à Paris de convoquer la CIPC avant le retour du prince à Phnom-Penh.

Signe que les choses vont tout de même plutôt bien : le ministre vietnamien des affaires étrangères se rendra à Pékin le 9 septembre pour y préparer un sommet sino-vietnamien annoncé pour début novembre dans la capitale chinoise. En outre, le prince Sihanouk a été, vendredi, officiellement invité à Hanoï, où il devrait se rendre fin novembre.

JEAN-CLAUDE POMONTI

POLITIQUE

Les universités d'été

Les rocardiens veulent être à la charnière du futur projet socialiste

Plus d'un millier de partisans de M. Michel Rocard sont réunis, depuis jeudi 29 août, à Chambéry, en Savoie, pour leur rencontre annuelle. Au programme de ces journées de réflexion, la notion de «projet socialiste», qui doit faire l'objet d'un congrès extraordinaire du PS à le fin de l'année. L'ancien premier ministre doit conclure ces rencontres en prononçant, samedi 31, son premier discours depuis qu'il a quitté Matignon.

CHAMBÉRY

de notre bureau régional

Les rocardiens sont sereins. A leurs yeux, leur chef de file a accompli sans faute note le périlleux passage à Matignon. L'effondrement du système soviétique et ses conséquences pour la gauche française, notamment le Parti communiste, qui n'a plus d'*«échappatoire»*, les persuadent qu'ils sont en bonne position pour peser dans la définition dn projet socialiste, objet d'un congrès extraordinaire en décembre prochain. Comme le dit, avec un large sourire, M. Robert Chapuis, ancien secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, *«il n'est pas mauvais de rappeler que nous avions raison il y a vingt ans»*.

En attendant l'intervention de M. Rocard, les participants ont entendu, jeudi, deux discours qui ont «cadré» l'état d'esprit de la galaxie rocardienne. M. Gérard-Lindeperg s'est chargé de tirer un rapide bilan de l'action de leur chef de file à la tête du gouvernement. Il a rappelé qu'elle avait été menée *«sous l'autorité de M. François Mitterrand»* et l'a située dans *«l'œuvre accomplie depuis 1981»*, en précisant que M. Rocard avait *«cherché, avec abstination, à responsabiliser les acteurs et l'opinion»*. Le coordinateur du courant rocardien a relevé, cependant, des *«défaillances»* : le poids des corporatismes dans la société française, les faiblesses du syndicalisme et l'attitude du PS, en *«état de choc»* entre *«la stratégie de rupture»* de 1981 et celle de *«l'ouverture»* en 1988.

«Toute la politique de réforme est fondée, comme la social-démocratie nous l'a montré, sur le compromis», a-t-il dit. Or, pour M. Lindeperg, *«nos structures mentales sont inadaptées à la rapidité des mutations, nous sommes encore empêtrés dans les vieilles idéologies»*. Considérant que *«le socialisme termine un long cycle de son histoire»*, que ses piliers *«ont basculé»*, le coordinateur du courant a appelé de ses vœux une *«nouvelle cohérence»*.

Pour M. Alain Bergounioux, ancien membre du cabinet de M. Rocard, le PS, après le *«repli en bon ordre nécessaire»* des années 1983-1986, a été confronté à quatre tentatives de *«nouvelle cohérence»*. Selon lui, celle du courant Socialisme et république de M. Jean-Pierre Chevènement – *«restaurer l'Etat républicain et maintenir l'indépendance nationale»* – a été *«la plus démentie par les faits»*. *«L'évolution réellement social-démocrate»*, proposée par M. Jean Paperen, ainsi que la *«modernité»* prônée par M. Laurent Fabius, lui paraissent beaucoup plus intéressantes, mais *«inégalement abouties»*.

La volonté de M. Mitterrand

Il penche, bien entendu, vers celle incarnée par M. Rocard : *«un Etat qui gère»*, *«des structures de dialogue»* et *«la relation d'autonomie entre les citoyens et les appareils d'encadrement»*. M. Bergounioux ne nie pas que le parti ait évolué, mais *«sans aucune logique globale»*. Cela tient, selon lui, à *«la force d'inertie que passède toute doctrine»*, mais *«ensuite, sans doute, à la volonté de M. Mitterrand de ne pas favoriser une révision d'ensemble»*.

Cette révision, les rocardiens aspirent à en être à la charnière. *«Notre passé et notre action font que nous ne sommes pas les plus mal placés pour apporter des réponses adéquates»*, estime M. Bergounioux. Ils ont le sentiment que les dernières scories d'une certaine conception du socialisme sont en voie de disparition, qu'avec *«l'effacement des grandes croyances»*, ils vont finir par avoir raison dans *«cette nouvelle donne politique»*. La sérénité qui se dégage de ces rencontres est cependant atténuée par la complexité de la tâche à accomplir. Un militant le reconnaît : *«La conjoncture nous porte. Dommage que la gauche aille si mal.»*

BRUNO CAUSSÉ

M. Dominique Baudis se porte candidat au secrétariat national du CDS

Menacé sur se gauche par France unie, le mouvement de M. Jeen-Pierre Soisson, et contraint à une certaine vigilance vis-à-vis de l'UDF, le CDS s'epprête, aussi, à affronter quelques turbulences internes. Plusieurs candidats se présentent aux postes de président du groupe de l'Assemblée nationale et de secrétaire général du mouvement. M. Dominique Baudis, meire de Toulouse, e, notamment, annoncé, lors de l'université d'été des jeunes centristes, qu'il avait décidé de se lancer dans la course aux responsabilités nationales.

RISOUL (Hautes-Alpes)

de notre envoyé spécial

En bon démocrate-chrétien et sachant, surtout, que son parti oe peut guère se permettre le luxe de la division, M. Pierre Méhaignerie voudrait que les procbaines semaines se passent, pour ses amis, *«sans heurts»*. Pour la première fois depuis son élection à la présidence du CDS, en 1982, son parti risque d'être secoué par de vraies rivalités de personnes, au moment où, paradoxalement, chacun semble enfin, en cette rentrée, se retrouver sur la même ligne politique, distinguant l'indépendance centriste dans l'interdépendance UDF. En annonçant prématurément, voici un an, son intention de se délester de la présidence du groupe UDC pour ne plus garder que son siège de président dn CDS, M. Méhaignerie avait cherché à étouffer une certaine contestation parmi les jeunes de son mouvement, et aussi chez les députés, mais il avait fait naître, avant l'heure, des ambitions qui ne demandent plus, les échéanees s'approcbant, qu'à se concrétiser.

Les journées parlementaires de l'UDC, les 17 et 18 septembre, à Epernay, et le congrès du CDS, les 12 et 13 octobre, à Angoulême, seront les deux moments forts du calendrier centriste. Apparemment, même si, dans l'ombre, beaucoup continuent de se plaindre de son indigence médiatique, chacun semble s'être résigné à une reconduction de M. Méhaignerie à la présidenee du parti. Cela devrait l'amener, en 1993, à tenter, comme M. Valéry Giscard d'Estaing l'y a plus ou moins franchement engagé, sa-petite-cbance pour Matignon. Dès lors, des candidats se sont manifestés pour la présidence du groupe UDC et le poste de secrétaire général du CDS.

Adhésion récente

Détenteur de ee seeond poste depuis 1982, M. Jacques Barrot désire aujourd'hui prendre eo charge le groupe parlementaire. Ses rapports avec M. Méhaignerie ont été parfois tendus, mais son dévouement à la cause du parti, ses saerifices personnels durant la période de cohabitation, sa grande connaissance des rouages parlementaires semblent en faire le favori, devant l'autre candidat déclaré à ce poste, M. Edmond Alphandery.

L'élection au secrétariat général du CDS risque, donc, de devenir l'enjeu essentiel, dans la mesure où elle pourrait s'apparenter à la désignation du successeur de M. Méhaignerie et correspondre sans attendre à un renouveau de l'image du CDS. Pour les centristes, un petit événement s'est produit, jeudi 29 août, lorsque, devant les jeunes réunis en université d'été, M. Dominique Baudis a annoncé qu'il est *«à la disposition»* du CDS. Président des jeunes démocrates dans la période 1965-1966, fils spirituel de M. Jean Lecaouet et fils... de son père, Pierre Baudis, auquel il a succédé dans le fauteuil de maire, le premier magistrat «apolitique» de Toulouse n'a adhéré au CDS... que la semaine dernière. Lors du printemps des rénovateurs de 1988, les centristes l'avaient pressé en vain de prendre la tête de leur combat des élections européennes.

Rien n'a pu changer la programmation de sa carrière. Si M. Baudis se résout, enfin, à s'engager dans les instances nationales des centristes, ce n'est certainement pas sans ambition. Son engagement se fait en même temps que l'élection, à la tête des jeunes du CDS, de M. Jean-Luc Moudenc, conseiller municipal de Toulouse et directeur du cabinet du maire de Lourdes, M. Philippe Dnuste-Blazy. Fort d'une bonne image dans l'opinion, soutenu par les jeunes centristes, maire d'une grande ville, symbolisant à la fois la rénovation et l'expérience, doté de réelles qualités de commuoicatioo, qui risquent de renvoyer M. Méhaignerie dans l'ère tertiaire, M. Baudis peut devenir le nouvel homme fort du CDS. Dans l'immédiat, il vient, déjà, de prendre de court un autre ex-rénovateur, l'ancien ministre des affaires européennes, Bernard Bosson, qui, pour avoir trop tergiversé, ne peut plus que donner l'impressinn de courir derrière.

DANIEL CARTON

Au Front national : «Halte à l'immigration, au béton, à la corruption»

BEAUNE

de notre envoyée spéciale

M. Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique dn Front national et président de snn groupe au conseil réginal d'Ile-de-France, a exposé, jeudi 29 août, devant les militants réunis pour la septième université d'été du Front national, les objectifs et les thèmes de campagne du parti de Jean-Marie Le Pen pour les élections cantonales et régionales de mars 1992. Il a déclaré que ces élections doivent *«servir de tremplin»* au Front national et de *«répétitian générale»* pour les échéances législatives et présidentielle qui doivent *«porter Jean-Marie Le Pen à l'Elysée»*. Le premier objectif du Front national est de *«franchir la barre des 20 %, car, alors, taut deviendra possible»*, a ajouté M. Le Gallou. Selon lui, il est également nécessaire *«de faire passer le Parti communiste français en dessaus des 5 % dans quatre-vingt-dix ou quatre-vingt-quinze des départements car* [le Front national] *est le mieux à même d'éradiquer le PCF et d'en recueillir les dépouilles»*.

Ambitieux, M. Le Gallou a même fixé pour tâche nux futurs candidats du Front natinnal de *«dépasser le PS si possible sur l'ensemble du territoire au, tout du moins, sur l'axe Paris-Lyon-Marseille»*. Il a ajouté que le Parti socialiste connaîtrait *«les douceurs du scrutin majoritaire quand, dans des centaines et des centaines de cantons, il sera éliminé dès le premier taur»* et qu'alors il fandra *«mettre Pierre Mauroy à la même place que Georges Marchais (...), au Museum»* (*«Au musée des harreurs !»*, a lancé un militant).

Enfin, le Front national doit *«gagner la région Provence-Alpes-Côte d'Azur»*, où it compte bien présider *«les commissions de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des affaires sociales»*. M. Le Gallou prévient par ailleurs lea futurs candidats que *«les thèmes locaux doivent être étroitement liés aux thèmes nationaux»* et que *«le slogan pour la campagne doit être partout : halte à l'immigration, halte au béton, halte à la corruptian»*, trois mots qu'il qualifie de *«triangle de l'oppression française»*. L'immigration reste, selon lui, *«un sujet essentiel sur lequel il ne faut pas craindre de se répéter»*. Et il ajoute qu'il faut *«montrer que seul le Front natianal peut apporter des réponses»* à ce problème.

A propos de l'environnement, *«qui est en fait un thème de droite»*, M. Le Gallou a noté que *«le bétonnage est souvent importé, car c'est la conséquence de l'importation de personnes du tiers-monde et de capitaux étrangers (...), même de pays amis»*. Il fustige ainsi *«l'incohérence complète* [des écologistes] *quand M. Waechter fait un bécot à Harlem Désir, car la poursuite de l'immigration entraîne des constructians urbaines supplémentaires»*.

«Une conception cosmopolitique de l'art»

En ce qui concerne la eorruption, il a déclaré que *«le RPR, de ce point de vue, n'est pas en retard sur le Parti socialiste»*, prenant pour exemple les *«500 millions de fausses factures de la COGEDIM»*. Mais le Front national a l'intention de ne laisser de côté aucun thème de campagne, et s'attaque désormais à celui de la culture. Après M. Carl Lang, secrétaire général, qui condamnait mardi 27 août *«le débilisme profond et le cosmopolitisme certain»* de la télévision, M. Le Gallou s'en est pris, jeudi 29 août, *«au jacobinisme culturel qui veut imposer partout une conception cosmopolitique de l'art»*. M. Bernard Antony, membre du bureau politique et député européen, a ajouté qu'il fallait dire *«Halte à la culture du Rap-Tag-Lang»* et a dénoncé *«les symboles maçonniques, le triangle, l'équerre et le compas»* dont sont remplies, dit-il, les nouvelles constructions architecturales de la région Midi-Pyrénées et *«la dictature des frangins en tablier de peau de porc»* dans ce domaine, précisant : *«Nous avons appelé un chat un chat, un franc-mac un franc-mac.»*

V. S.

Les Verts diffèrent leur décision sur la demande d'adhésion de M. Juquin

Le collège exécutif des Verts, réuni jeudi 29 août à Saumur, lors des journées d'été du mouvement, a décidé que la demende d'adhéaion de M. Pierre Juquin, ancien membre du bureau politique du PCF, ne sere soumise eu vote du conaeil nationel qu'au mois d'octobre prochain.

SAUMUR

de notre envoyé spécial

Quelques militants «de base» ont menacé, jeudi, dans la matinée, de quitter les Verts si la demande d'adhésion de M. Juquin (*le Monde* du 29 août) était acceptée, en affirmant que ceux-ci ne sauraient être *«un centre de retraitement pour les «huiles» contaminées de la période stalinienne»*. Devant l'opposition de certains de ses plus proches amis, M. Antoine Waechter, qui avait été l'un des principaux artisans de cette tentative de rapprochement, a dû lui-même concéder que le mnment choisi n'est peut-être pas opportun et qu'il ne faut pas *«donner l'impression que les Verts veulent copter la mouvance communiste»*. La décision a été renvoyée au conseil national du mouvement, qui doit se réunir au mois d'octobre. M. Juquin, arrivé à Saumur mercredi soir, a déclaré que les Verts commettraient *«une faute politique»* s'ils repoussaieot sa demande.

En attendant, l'ancien dirigeant communiste pouvait prendre le temps de découvrir les habitudes de la nouvelle famille dans laquelle il aspire à entrer. Ici, pas de faux-semblants. Si l'on vient sans cravate aux journées d'été des Verts, c'est que, le plus souvent, on n'en porte pas le reste de l'année. Et s'il ne tombe pas la veste, complaisamment, devant les adhérents de son mouvement, c'est que le responsable écologiste est habillé d'un tee-shirt et d'un bermuda. Même parmi les touristes, encore nombreux à Saumur, il est aisé, pour un œil expérimenté, de reconnaître de loin les militants les plus typiques de la planète verte : inexpliquablement, ils ont toujours l'air un peu plus en' vacances que les autres. Pour *«vivre la politique autrement»*, ils sont souvent venus en train plutôi qu'en R25 et ont tôt fait de se procurer un vélo pour leurs déplacements dans la ville.

«La sociologie du mouvement est en train de changer. Elle se rapproche davantage de celle du PSU des années 60. Il y a bien moins de «babas» qu'auparavant», cnnstate pourtant M. François Lalande, responsable de la commission «transports» au sein des Verts. C'est vrai : les hommes portent moins facilement la queue de cheval que dans le passé, les femmes abandonnent progressivement les larges robes à fleurs, mais la culture demeure.

Artisanat, bénévolat, bonne volonté et, toujours, cette incorrigible naïveté : *«Je me demande, taut de même, ce qui peut bien pousser les municipalités de droite – le CDS, l'an dernier, à Lourdes, le RPR, cette année, à Saumur – à nous accueillir gratuitement dans leurs villes»*, s'interroge ainsi une élue du sud de la France. La petite sous-préfecture de Maine-et-Loire a même fait si bien les choses, cet été – au grand dam de l'association locale des parents d'élèves, qui a dénoncé un détournement de la laïcité, – qu'elle a prêté l'une de ses écoles pour abriter une crèche parentale. La plus célèbre des écologistes en layette, Camille Waechter, y fait ainsi de durables séjours, pendant que son papa s'emporte, de plus en plus souvent, devant les micros qui lui sont tendus, contre le fait que son mouvement *«ne compte que cinq mille adhérents»*, alors qu'il *«peut recueillir plusieurs millions de voix»*, dans quelques mois, aux élections régionales.

JEAN-LOUIS SAUX

□ **M. Lalonde candidat aux régionales dans l'Indre-et-Loire.** – Dans une interview publiée vendredi 30 août par *la Nouvelle République*, M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, indique qu'il sera candidat aux élections régionales en Indre-et-Loire. M. Lalonde ajnute qu'il a proposé aux Verts une liste d'union mais, affirme-t-il, ils *«sont un peu bloqués et les querelles politiciennes nous font oublier l'essentiel, c'est-à-dire la bagarre pour sauver la planète»*.

Si le mode de scrutin n'est pas modifié

M. Tapie menace de ne pas être candidat aux élections régionales

Dens plusieurs déclarations faites, jeudi 29 août, à la presse marseillaise et à Radio-Monte-Carlo, M. Bernard Tepie, député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône et candidat aux élections réglonales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, a menacé de se retirer de la compétition si le mode de scrutin n'éteit pas modifié. M. Tapie réagissait eux propos tenus, le 27 août, par Mme Edith Cresson, qui eveit exclu le recours à l'engagement de la responsabilité du gouvernement (article 49, alinéa 3, de la Constitution) pour faire adopter une nouvelle loi électorale.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

«Si la gauche n'a pas le courage de changer le made de scrutin, c'est qu'elle est vraiment «masa» et elle ira seide au poiceau. J'aime disputer des matches, mais à égalité de chances», a déclaré au *Soir* M. Tapie, qui avait pourtant confirmé sa candidature, le 27 juin dernier, deux mois après l'anmance dn retrait du projet de réforme du mode de scrutin des éleetinns régionales par M. Michel Rocard. Or, selon le député des Bouches-du-Rhâne, le mnde de scrutin actuel aux élections régionales et cantonales est *«pervers et délirant»*. *«Si la gauche préfère céder aux suppliques de la droite (...)*, a-t-il averti, *il ne faudra pas compter sur moi.»*

«Je change d'entraîneur»

Sur Radio-Mnnte-Carln, M. Tapic a observé que le gouvernement *«trouve que la loi n'est pas bonne»*. *«Moi*, a-t-il dit, *quand je pense que l'entraîneur n'est pas bon, je le change. Je sais que ce n'est pas populaire, que c'est emmerdant, que ça se fait pas, mais je le change (...). Si j'étais le premier ministre, j'irais au «49-3». Et si mon gouvernement se faisait renverser là-dessus, eh! bien je me ferais renverser, mais je ne paurrais pas accepter d'avoir une France gérée par des régions entièrement à droite.»* Enfin, dans une interview au *Pravençal*, publiée vendredi, M. Tapie explique que *«c'est aux électeurs de choisir leur président de région»*. *«Il faut que les gens*, explique-t-il, *le sachent : le président de la région est désigné [...] après des marchandages incrayables ! C'est cambine et compagnie. [...] Avec ce système, an ne peut pas avoir de majorité.»*

M. Jesn-Claude Gaudin, président (UDF-PR) de la réginn, a ironisé sur ce *«nauvel épisode dans le feuilleton rocambolesque d'une candidature annoncée et taujours différée»*. *«M. Tapie*, a-t-il déclaré, *fait du chantage au gouvernement [...]. En fait, il nous dit : «Si mes copains de gauche ne font pas une loi trafiquée sur mesure pour servir mes ambitions politiques de petit soldat de la majorité présidentielle, je préfère retourner faire du business.»* M. Hervé Fabrc-Aubrespy, secrétaire natinnal aux élections du RPR, s'est déelaré *«scandalisé»* par les propos de M. Tapic, en ajoutant : *«Je dois avaner que je ne suis pas étonné. Jusqu'à présent, en effet, M. Tapie a fait semblant de s'intéresser aux problèmes de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur en évoquant sa possible candidature au scrutin de mars prochain.»*

GUY PORTE

Effondrement du communisme
Nouveaux nationalismes
Montée des intolérances

"POPULISME OU DÉMOCRATIE ?"
à LORIENT, les 7 et 8 septembre 1991,
DÉMOCRATIE 2000 vous invite à débattre

Quelle Démocratie pour demain ?
Quelle Gauche reconstruire ?
Quelle Europe inventer ?

Avec Jacques Delors, Michel Delebarre
et les signataires du Manifeste des 21.

Informations et inscriptions au (1) 43-06-99-61
ou à Lorient au 16-97-02-22-00

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

A la demande du garde des sceaux

Une enquête est ouverte sur le document faisant état de fonds panaméens destinés au PS

Le garde des sceaux, M. Henri Nallet, a donné jeudi soir 29 août l'instruction au parquet de Paris *«d'ouvrir une enquête afin de faire toute la lumière»* sur les informations parues dans *le Monde* faisant état de deux lettres soulevant le problème d'un éventuel financement du Parti socialiste par le régime de l'ancien dictateur du Panama, Manuel Noriega (*le Monde* du 27 et du 30 août). L'un de ces documents évoquait la remise au PS d'une commission de 3 % sur des contrats signés par les pouvoirs publics français avec le Panama. Une information qui avait été démentie par le trésorier du PS, M. Henri Emmanuelli, par le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, et par le ministre délégué au budget, M. Charasse.

«Le Monde *en date du 27 août 1991 a fait état d'une lettre du 18 mai 1987, à en-tête de l'ambassade de France au Panama et qui serait signée de M. Patrick Siman, ancien agent contractuel au service commercial de cette ambassade*, a indiqué la chancellerie. *Par ailleurs, l'ancien représentant de la firme Hosptex au Panama a remis à notre ambassadeur une autre copie de la lettre citée par* le Monde.» (Il s'agit de M. Virgilio Correa, homme d'affaires panaméen, qui avait remis à notre envoyé spécial Edwy Plenel les deux documents.) Or, ajoute la chancellerie, *« l'enquête interne menée par le ministère des affaires étrangères n'a pas permis de retrouver la trace d'un tel document dans les archives de l'ambassade».*

« Dans ces conditions, conclut-elle, *à la demande du ministre des affaires étrangères et du ministre de l'économie, des finances et du budget, le garde des sceaux a donné instruction au parquet de Paris d'ouvrir une enquête afin de faire toute la lumière sur cette affaire et notamment d'examiner l'authenticité de ce document, de recueillir l'audition de son signataire supposé, ainsi que le témoignage de l'ambassadeur de France en poste au Panama à cette époque»*, M. Robert Cantoni.

POLICE

Clôturant une opération en faveur des jeunes Parisiens

M. Philippe Marchand se félicite de l'absence d'incidents en été

Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, s'est félicité de *«l'absence d'incidents dans les banlieues pendant les mois d'été»* après avoir assisté, jeudi 29 août à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), à la fin de l'opération en faveur de jeunes Parisiens organisée par l'association sportive de la police de Paris (ASPP). *«Plus de trois mille policiers supplémentaires sont venus en renfort*, a commenté M. Marchand, accompagné de M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat chargé de l'intégration, et de M. Pierre Verbrugghe, préfet de police de Paris. *Parmi eux, plus de sept cents policiers se sont consacrés à des actions en direction des jeunes. Et plus de huit mille jeunes ont été accueillis quotidiennement dans quarante et un centres de loisirs.»*

Insistant sur son attachement à l'îlotage, le ministre a souligné que les jeunes venus pratiquer des activités sportives avaient été repérés par les îlotiers. Cent quarante jeunes de la capitale, âgés de neuf à dix-sept ans, ont ainsi été pris en charge par les moniteurs de l'ASPP qui les ont initiés au football, à l'athlétisme, au tennis ou au rugby.

« Des accusations très graves »

Le garde des sceaux a déclaré vendredi 30 août à l'AFP : *« Ce qui me paraît essentiel à établir, c'est l'authenticité du document. Il s'agit de savoir si on peut porter des accusations aussi graves que celles qui ont été portées à partir d'un simple document dont on ne sait pas s'il est authentique.»*

M. Nallet a ajouté : *« Cette affaire apparaît par le mains bizarre. En effet, à partir d'un document assez suspect, au, en tout cas, dont l'authenticité n'est pas établie, on porte des accusations, des insinuations très graves sur le financement d'un parti politique. On met aussi en doute la gestion du gouvernement de l'époque et on porte atteinte à l'honorabilité d'un ambassadeur. Je trouve que ça fait beaucoup à partir d'un document qui a certains aspects troublants.»*

ENVIRONNEMENT

Deux piranhas pêchés dans la Garonne

Deux piranhas auraient été pêchés à quelques jours d'intervalle dans la Garonne, le premier à Monheurt, le second au Mas-d'Agennais, c'est-à-dire dans la partie du cours du fleuve qui traverse le Lot-et-Garonne. Ces pêches «miraculeuses» auraient été faites il y a plus d'un mois, mais la nouvelle ne s'est répandue que le 29 août.

Le piranha est un petit poisson des cours d'eau d'Amazonie. Doté de dents fort pointues, il est un camassier d'autant plus redoutable que, dans son milieu naturel, il vit en troupes capables de dévorer très rapidement un grand animal... ou un être humain.

Pour expliquer sa présence surprenante dans la Garonne, on pense à un aquariophile amateur d'espèces exotiques qui, amateur de mauvaises plaisanteries ou lassé de la voracité de ses pensionnaires, aurait jeté ceux-ci dans le cours d'eau la plus proche. Un tel acte est formellement interdit par la loi et peut être passible d'une amende de 2 000 F à 60 000 F... si son auteur est retrouvé. Originaire d'eaux naturellement chaudes, les piranhas auraient d'autant mieux survécu dans la Garonne que celle-ci, est anormalement chauffée à quelque 26°C par les effets combinés de la canicule et de la sécheresse.

DÉFENSE

M. Joxe crée une délégation aux restructurations militaires et industrielles

Par arrêté au *Journal officiel* du vendredi 30 août est créé, au sein du ministère de la défense, un comité des restructurations militaires et industrielles dont le secrétariat sera confié à un délégué aux restructurations, M. Gérard Wolf, ancien directeur du cabinet du secrétariat d'Etat à la défense lorsque M. Gérard Renon a occupé ces fonctions.

Selon le ministère de la défense, cette décision répond à la nécessité de préparer et de coordonner les restructurations qui s'annoncent tant dans les forces armées (régiments et établissements de soutien) qu'au niveau des entreprises industrielles dans le secteur de l'armement. Tous les aspects : conséquences industrielles, considérations sociales, implications sur l'aménagement du territoire, etc. relèveront de ce comité. Sous la forme d'une délégation, un secrétariat permanent, confié à M. Gérard Wolf, travaillera en coopération avec les instances nationales, chargées des reconversions et de l'aménagement du territoire et avec les partenaires locaux (élus, préfets, syndicats, chambres de commerce, etc.).

[Né le 4 juillet 1954 à Genève (Suisse), M. Gérard Wolf, ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris et ingénieur agronome de formation, est aujourd'hui sous-préfet. Il a notamment dirigé les cabinets de M. Georges Lemoine (secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, en 1984), puis de M. Edgar Pisani (ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, en 1985). Après plusieurs postes dans la « préfectorale », dans le Gard et les Hautes-Pyrénées, il dirige les cabinets de M. Gérard Renon, successivement secrétaire d'Etat à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs (1988) et secrétaire d'Etat à la défense (1989). A la désignation de M. Pierre Joxe au ministère de la défense, M. Gérard Wolf avait été nommé conseiller technique à son cabinet.]

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
46-62-72-24 et 46-62-72-97

A Albertville

Panoplie nazie par correspondance

Catalogue illustré à l'appui, un «collectionneur» propose à la vente par correspondance la panoplie du parfait petit SS : casquettes, insignes et dagues compris. Ce discret fournisseur en frusques et quincaillerie nazies est basé à Albertville (Savoie), capitale olympique d'hiver.

LYON

de notre bureau régional

Trouver un *« grand insigne émaillé des Jeux olympiques, de 75 millimètres »*, n'a, *a priori*, rien de déplacé dans une ville qui, d'ici cinq mois, accueillera les Jeux d'hiver. Rien, sauf peut-être le prix de 400 francs, prohibitif en regard de celui des pin's, mascottes «officielles» et autres gadgets pré-olympiques, dont le négoce effréné témoigne de l'imminence des Jeux d'hiver 1992. Il faut lire jusqu'au bout le descriptif de cette médaille pour comprendre qu'elle concerne... les – trop fameux – JO de Berlin de 1936.

Cet article commémoratif est toutefois l'un des plus innocents de ceux qui figurent dans le catalogue de vente par correspondance de trente-deux pages – réalisé, sur papier glacé et en couleurs, par l'imprimerie Borlet d'Albertville – diffusé, contre 20 francs, par M. Jean-Marc Fournier.

Objets militaires de collection

On trouve ainsi dans cette brochure de quoi constituer une panoplie nazie : *« Rare casquette modèle 43 camouflée de la Waffen-SS, réversible printemps automne, 1 500 F »; «Insigne de béret de la Milice française, 1 000 F »; «Médaille de quatre ans de service dans la SS, très bon état, 1 600 F »; «Médaille à l'effigie de Hermen Goering, 1 500 F »; «Cassette «Les Waffen-SS», vol. 1, 2 et 3, 90 F»...*

Inscrit au registre du commerce de la ville depuis 1981 – sous l'appellation *JMF Militaria* – avec, pour but, *«la vente par correspondance d'insignes publicitaires et d'objets et d'insignes militaires de collection»* –, la détaillant exerce son activité dans un appartement «banalisé» d'un immeuble cossu du centre, rue Claude-Ganoux. Selon son répondeur téléphonique, il est en congé, mais, depuis la parution d'un article dans *le Dauphiné libéré*, ce commerçant de trente ans, qui se présente comme un simple collectionneur, atteint de «militaria» aigu, bien qu'il ait été réformé, adopte un profil plus que bas : transparent. Aucune plaque ne signale ainsi la porte palière ni la boîte à lettres de JMF Militaria.

L'avertissement imprimé en gras en tête de son catalogue – *«Notre établissement n'a aucune relation avec n'importe quel parti nazi, fasciste ou autres partie néopolitiques (sic) ou militaire passé ou présent. Par conséquent tous les articles présentés à la vente le sont seulement dans un but historique et de collection. Rien d'autre»* – donne une idée de son argumentation. Est-ce sa faute si, parmi le millier de clients qui figureraient dans son fichier, il se trouve quelques nostalgiques du «Grand Reich»? Ou si la jubilation de certains devant une croix gammée sur un brassard rouge, blanc et noir est plus trouble que la sienne? *« Toutes autres considérations mises à part*, question apparaît, *l'armée du IIIe Reich, c'est le top »*, souligne-t-il pour justifier sa spécialisation progressive sur ce créneau porteur, malgré un chiffre d'affaires annoncé relativement modeste : 60 000 francs.

Pour s'approvisionner, M. Fournier déclare se rendre quatre fois par an à Los Angeles, mine de reliques nazies, paraît-il, tout en envisageant de prospecter plus intensément dans les pays de l'Est, où le filon des uniformes et de la bimbeloterie confisqués serait impressionnant. *« Là-bas, on tourne des films avec des uniformes authentiques.»*

Plainte sans suite

La révélation de l'existence d'une plate-forme de la «nazimania» dans ses murs a provoqué quelque émotion parmi la population de la cité olympique. Les responsables des associations d'anciens combattants, de résistants ou de déportés se sont émus et ont rédigé, en commun ou individuellement, des communiqués plus ou moins virulents.

M. François Woehrlé, quatre-vingt-huit ans, héros de la Résistance, ancien commandant de la compagnie de gendarmerie d'Albertville (de 1945 à 1953), toujours président de l'Union régionale des anciens de l'armée des Alpes, avait eu vent de l'affaire voilà déjà *« quelques années »*. *« Indigné »*, il avait aussitôt écrit au procureur de la République d'alors. En vain. Plus récemment, une plainte a été déposée au parquet du tribunal d'Albertville.

En l'absence du procureur, un substitut se souvient seulement qu'aucune suite n'a pu lui être donné, *« à défaut de délit caractérisé pouvant inspirer une qualification pénale »*. La vente par correspondance constitue, si l'on ose dire, la meilleure des parades pour éviter de tomber sous le coup de la loi. En se faisant confectionner des costumes d'officiers SS à leurs mesures, certains clients fortunés de JMF Militaria songent-ils seulement à les conserver dans une vitrine naphtalinée?

ROBERT BELLERET

MÉDECINE

En Franche-Comté

Annulation du diplôme des infirmiers de la session de juin

Les deux cent cinquante-deux infirmiers et infirmières qui avaient obtenu leur diplôme en Franche-Comté, à la session de juin, ont appris, jeudi 29 août, que ce diplôme n'avait plus aucune valeur. Cette décision leur a été signifiée dans un courrier émanant de la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS), qui invoque comme motif d'annulation *«un vice de procédure commis dans le choix du sujet de l'épreuve écrite»*. Contrairement à la règle, stricte et absolue, la réunion du jury chargée de choisir le sujet d'examen n'avait pas eu lieu et le sujet de l'épreuve écrite proposé aux candidats de juin avait déjà fait l'objet d'un examen blanc à l'école de Lons-le-Saunier (Jura), signale le ministère de la santé.

Infirmiers et infirmières «déchus» de Franche-Comté devront donc repasser leur diplôme en octobre. L'ancienneté de ceux qui ont exercé leur profession entre l'obtention du diplôme en juin et son annulation sera prise en compte par les établissements publics, précise le ministère de la santé.

Le congrès international des bibliothécaires à Moscou

Aider le tiers-monde à lire

Le coup d'Etat manqué en URSS n'a pas empêché la tenue du cinquante-septième congrès de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires (IFLA), à Moscou, du 19 au 23 août. Consacrés à la place des bibliothèques dans la culture universelle, les travaux des congressistes venus de cent trente pays ont notamment concerné l'aide à la lecture dans le tiers-monde et la protection des livres contre les catastrophes.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Les chars des putschistes n'ont pas découragé les quinze cents bibliothécaires venus participer, à Moscou, au congrès annuel de leur fédération internationale. Le bureau exécutif de l'IFLA a multiplié les réunions avant de conclure que la tenue du congrès s'imposait par respect pour les hôtes soviétiques, qui avaient pris la peine de louer – et non de réquisitionner – les locaux de travail, le centre des congrès et même les salles de réception du Kremlin. Ce faisant, l'IFLA est restée fidèle à sa tradition de dialogue qui l'a toujours portée à réunir et à conseiller plutôt qu'à exclure et à rompre, y compris lorsqu'elle a été confrontée, comme d'autres organisations internationales, à la délicate question de l'apartheid.

Dès avant le coup d'Etat, les participants avaient noté la grande liberté de ton de leurs collègues soviétiques. Une brochure sur les bibliothèques d'URSS ne comportait-elle pas de vigoureuses critiques sur l'état des stocks de celles-ci? Du jamais vu dans un pays qui envoyait aux précédents congrès de l'IFLA des délégations n'émettant que des vérités soigneusement pesées. Dans certains ateliers, tel orateur russe n'hésita pas à se féliciter que les bibliothèques d'URSS puissent enfin acheter autre chose que les ouvrages des auteurs patentés du régime!

Parmi les «programmes fondamentaux» que s'est fixés l'IFLA pour la période 1992-1997, on notera qu'une place importante est consacrée, par exemple, à l'aide au tiers-monde. Pour la première fois, cette mission est dotée d'un budget et d'un responsable basé à Upsala (Suède). Ces programmes devront faire aboutir des projets concrets, par exemple des bibliothèques de lecture publiques dans les communautés rurales, variantes du bibliobus pour les pays en voie de développement.

Les bibliothécaires ont également insisté sur la question du patrimoine qu'il convient de conserver et de protéger contre les désastres naturels. Des plans d'urgence ont été élaborés pour prévenir ou pour réparer les dégâts commis parmi les livres et les revues par des catastrophes, comme l'incendie de la Bibliothèque Lénine, en 1988, et le tremblement de terre de San-Francisco, en 1987.

Un président américain

Pour la première fois depuis sa fondation, en 1927, l'IFLA a élu, à Moscou, un président qui n'est pas originaire d'Europe. C'est M. Robert Wedgeworth, patron de la bibliothèque de l'université Columbia (New-York) et ancien président de l'association des bibliothécaires américains, qui l'a emporté sur Mme Stephney Fergusson, directrice de la bibliothèque nationale de la Jamaïque.

Tous deux sont noirs et ont défendu la même thèse, à laquelle souscrivent les bibliothécaires du monde entier et selon laquelle la place faite au livre, instrument de culture, de liberté et de démocratisation, et aux bibliothèques qui le conservent et le diffusent, est tout à fait insuffisante quel que soit le pays concerné.

Pourtant, l'insistance de Mme Fergusson à rappeler l'émergence du tiers-monde dans ce domaine culturel annonce l'élection pas si lointaine d'un président de l'IFLA issu d'un pays en voie de développement, car, sur les cent trente pays représentés au sein de la fédération, quarante-cinq seulement se classent parmi les pays industrialisés. La mémoire de l'humanité ne peut être réduite aux ordinateurs et aux microfiches des riches bibliothèques de l'Occident.

ALAIN FAUJAS

EN BREF

□ **Création de l'Institut universitaire de France.** – Le décret de création de l'Institut universitaire de France vient de paraître au *Journal officiel* du 29 août. Institut «sans murs», à l'image du Collège de France, il est destiné à *« développer la recherche de haut niveau dans les universités »*. Il accueillera, pour une période de cinq ans, les meilleurs enseignants-chercheurs des universités qui seront sélectionnés par une commission de spécialistes présidée par le mathématicien M. Laurent Schwartz. Les élus pourront, sans quitter leur établissement d'origine mais en étant remplacés dans leurs tâches d'enseignement, se consacrer à leurs travaux de recherche ainsi qu'à la seule formation des étudiants de doctorat. A terme, l'institut devrait accueillir deux cents à deux cent cinquante chercheurs.

□ **Identification du cadavre amputé découvert dans la Seine.** – Le corps repêché, mardi 27 août, par les pompiers dans la Seine à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), a été identifié par la brigade criminelle de Paris. Il s'agit de Djamel Ziani, vingt-huit ans, connu des services de police. Il avait été retrouvé amputé de la tête et des jambes, enveloppé dans deux sacs en plastique lestés par un parpaing.

□ **Un jeune homme égorgé et son amie lardée de coups de couteau dans les Pyrénées-Orientales.** – Un jeune auto-stoppeur, Laurent Theliez, vingt-deux ans, a été égorgé et son amie, Aline Cordelois, dix-neuf ans, lardée de coups de couteau, à Saint-Paul-de-Fenouillet (Pyrénées-Orientales), dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 août. Leur agresseur présumé, Enrique Buono, quarante-quatre ans, artiste-peintre, devait être présenté au parquet de Perpignan, vendredi 31. L'homme, qui hébergeait les deux jeunes gens, aurait tenté de violer Aline Cordelois. La jeune femme, grièvement blessée, avait réussi à s'échapper, alertant un commerçant du village. Les gendarmes de Perpignan ont retrouvé le corps de Laurent Theliez au domicile de Enrique Buono.

□ **Vingt chasseurs à la tourterelle condamnés à un an de retrait de permis de chasse.** – Vingt chasseurs de Gironde, surpris en train de chasser la tourterelle en période prohibée dans le Médoc, ont été condamnés le 28 août par la cour d'appel de Bordeaux, à 1 200 F d'amende chacun et à un an de retrait du permis de chasse, ce qui les contraindra à repasser l'examen. M. Georges Riboulet, premier vice-président de l'Union nationale de défense des chasses traditionnelles, a estimé que ce jugement pouvait entraîner *« des réactions de plus en plus dures »* des chasseurs.

SCIENCES

□ **Espace : un satellite indien lancé par une fusée soviétique.** – Un satellite de télédétection indien a été lancé jeudi 29 août à partir de la base de Baïkonour (Kazakhstan), par une fusée de type *Vostok*. Baptisé IRS 1-B, cet engin fournira régulièrement des prévisions météorologiques et scrutera les quelque 7 000 kilomètres de littoral. Il pourra notamment, a indiqué le ministre des sciences M. Chandra Chekhar, avertir des inondations et des sécheresses, aider les pêcheurs à localiser les bancs de poissons et surveiller la multiplication des moustiques. IRS 1-B est le second satellite indien de ce type lancé par l'URSS, après IRS 1-A, mis sur orbite en mars 1988. – (*AP, Tass.*)

Le Monde

SANS • VISA

GASTON BERGERET

Cinq cent mille volumes reposent ici à l'ombre de l'Institut, livres anciens, pour la plupart du seizième au dix-huitième siècle. Bibliothèque douairière, la Mazarine aime à raconter l'histoire de ses pères fondateurs, précurseurs sur bien des points de la modernité de lecture. Les grands déménagements du futur ne la concernent pas, mais elle en suit le cours avec attention. Lieu rayonnant, aristocratique et aimable, elle ouvre ses portes avec simplicité à qui aurait la curiosité de venir la visiter.

Le cardinal et sa Mazarine

C'EST un paradoxe : les écrivains redouteraient la fréquentatinn des bibliothèques. Crainte d'un ensevelissement, angoisse dans les raynnnages, c'est-à-dire à l'idée que tout a été déjà pensé et qu'il n'y a plus rien à écrire. Georges Bataille, dit-on, avait fait le vide dans son bureau de conservateur. Les bibliothèques sont davantage des lieux pour les érudits, où l'on vient presque sans risque et dans le confort du silence que requièrent les grandes prières laïques s'emparer de l'imagination des autres. Une visite à la Mazarine fait partie de ces plaisirs gracieux que l'on peut encore s'offrir à Paris.

On laisse l'Institut sur sa droite. L'escalier néoclassique a tout de l'antichambre du baron de Nucingen. Une baie de bustes antiques prend en charge le lecteur. Elle ne le quittera plus jusqu'à son siège. Stimulante garde d'honneur chargée de veiller sur ses travaux et d'en élever l'esprit. Mèche en virgule, Cicéron, inquiet, fixe le plancher, insensible aux œillades d'une Aphrodite au nez ébréché tandis qu'Aristote observe la Seine et que Saphn lance un étrange regard à Richelieu égaré au milieu de cet aréopage antique.

Honneur d'abord au vrai fondateur de la Mazarine, non pas le Cardinal, qui la voulut et ouvrit largement sa bnnrse, friand de beaux livres, capable de déclamer de longues pages de Sénèque, mais son bibliotbécaire, son « grand ramassier de livres », Gabriel Naudé (1600-1657). Un tantinet austère – il estime que le mariage est incompatible avec l'état de savant; – Naudé appartient, dans nn siècle qu'on imagine trop linéaire, à un courant de pensée « progressiste », le « libertinage érudit » qui s'oppose aux dévots. Naudé sait un peu tout faire, il est médecin, biblinthécaire, philosophe, polémiste, à une époque où la direction du savoir est confiée à des généralistes, en principe mieux armés pour faire le tour des connaissances.

Comment lit-on au dix-septième siècle ? Les couvents on les monastères ne sont plus les seuls à posséder des bibliothèques nù rentrent désormais des imprimés. Fait nouveau, les grands personnages s'en dntent. *« Avnir une bibliothèque fait partie du statut d'un homme d'Etat »*, explique Pierre Gasnault, conservateur en chef de la Mazarine. Richelieu possède la sienne avec peut-être trois mille à quatre mille vnlumes. Mais ce sont surtout les grands robins (gens de justice ou de finance) comme le président De Tbou, qui, avec six mille onvrages, a sans donte la plus belle collection de l'époque, le chancelier Séguier, ou un autre président du Parlement de Paris, Henri de Mesme, à qui Naudé va dédier en 1627, c'est-à-dire à l'âge de vingt-sept ans, son *Advis pour dresser une bibliothèque*.

Il s'agit du premier livre de bibliothéconnmie, vénéré pieusement encore aujourd'hui. On y trouve d'abord des conseils pratiques, dans une langue inimitable. Il faut par exemple conserver les livres à l'étage *« afin que la fraîcheur de la terre n'engendre point le remugle »* ou prévoir des ouvertures *« vers l'Orient, à cause des vents qui soufflent de ce côté, lesquels étant chauds et secs de leur nature rendent l'air grandement tempéré, fortifient les sens, subtilisent les humeurs, espurent les esprits... »*.

Mais « l'advis » va beaucoup plus loin. Il énonce les grands principes de la lecture publiqne. Naudé recommande *« la communicatinn au moindre des hommes qui pourra en avoir besnin »*, suggère qu'on permette *« aux personnes de connaissance d'emporter à leur logis des livres »* sous certaines condîtinns. Bref, c'est le prêt avant la lettre. Certes, par au *« moindre des hommes »*, il faut entendre au plus modeste des érudits, car le peuple illettré ne peut y avoir accès.

Mais Naudé se défend d'être un biblinpbile (le eulte des beaux livres est encore très timide), sa bibliothèque idéale est avant tout un instrument d'érudition, où l'on ne doit pas craindre de *« mettre à côté des Anciens, Copernic, Kepler, et Galilée »*, ce qui est faire preuve d'une courageuse ouverture d'esprit quand on sait que Galilée sera condamné six ans après la publicatinn de « l'advis ». Alnrs que Descartes reconstruit Dieu et l'univers suivant l'ordre de ses raisons, Naudé propose une autre modernité, celle du libre arbitre, lequel n'est accessible qu'à partir d'une *« accumulation bibliographique »*, c'est-à-dire des cnnnaissances, qui annonce sans doute les Lumières.

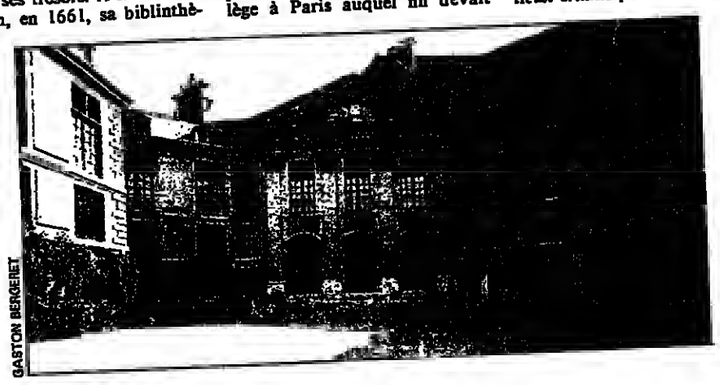
A la veille de la Fronde, Naudé a amassé pour Mazarin près de quarante mille volumes ou manuscrits, après avnir parcouru l'Enrope, ce qui en fait *« la plus belle et la mieux fournie de tnutes les bibliothèques qui aient jamais esté au monde »*. Tont est stocké à l'hôtel Tubeuf, sur la rive droite, et Mazarin, qui traverse chaque jnur la galerie pour aller à l'office, caresse les reliures de sa main gantée.

La Fronde qui éclate va mettre tout cela en pièces. Mazarin en fuite, le Parlement ordonne la vente à l'encan de ses collections. Le montant obtenu doit servir à « payer » la tête du cardinal. Mazarin essaie de racheter en sous-main. Naudé lui-même se ruine presque pour sauver les livres de médecine. Brisé, il accepte une offre de travail de Christine de Suède, qui a acquis une partie de la bibliothèque (des historiens diront qu'elle a servi de prête-nom aussi à Mazarin).

Il mnnrut sur le cbemin dn retour, alors que le cardinal, brusquement réapparu en pleine gloire, entreprenait la récupération de ses trésors. A la mort de Mazarin, en 1661, sa biblinthèque, plus importante que celle du roi, comptait à nouveau près de vingt-cinq mille volumes, avec en plus une bnune poignée de « mazarinades » (ces pampblets publiés contre sa politique et sa persnnne au mnment de la Fronde) que le cardinal, paraît-il, aimait à collectionner, et qui figurent aujnurd'bui parmi les pièces curieuses de l'établissement.

La bibliothèque Mazarine n'est pas encore dans ses meubles définitifs. Le testament de Mazarin prévoyait la fnndation d'un collège à Paris auquel nn devait adjoindre *« une bibliothèque publique pour la commodité et la satisfaction des gens de lettres »*, dont la direction serait confiée à la Sorbonne. Face au Louvre, à l'emplacement de la tour de Nesle, sous la conduite de Le Vau, s'élevèrent rapidement les bâtiments du collège des Quatre-Nations et les deux galeries en forme de L pour recevoir la bibliothèque. On déménagea les décors sculptés aux armes du cardinal et les portes furent ouvertes au public en 1689. Ce « publie » de la Mazarine jusqu'à la Révnlution, nn l'aperçoit de temps à autre à travers des témoignages.

En 1715, un Danois de passage à Paris voit un attroupement aux portes de la Mazarine : les gens se battent pour pouvoir aller consulter le dictionnaire de Bayle. Le modèle naudéen n'est plus de mise. Au dix-buitième siècle, les biblinthèques *« cessent d'être des lieux érudits pour devenir le plus souvent des espaces mondains »*, explique Claude Jolly, historien du livre. A l'exceptinn peut-être de la fabuleuse collection du marquis de Paulmy, forte au moins de soixante mille titres, qui relève à la fois *« du modèle érudit, du modèle choisi et de la biblinphilie »*, dit encore Claude Jolly.



GASTON BERGERET

A la mort de Mazarin la bibliothèque comptait à nouveau près de vingt cinq mille volumes, avec en plus une bonne poignée de « mazarinades ».

Régis Guyotat

Lire la suite page 15.

هكذا من الأصل

SANS ◆ VISA

COUP D'ŒIL

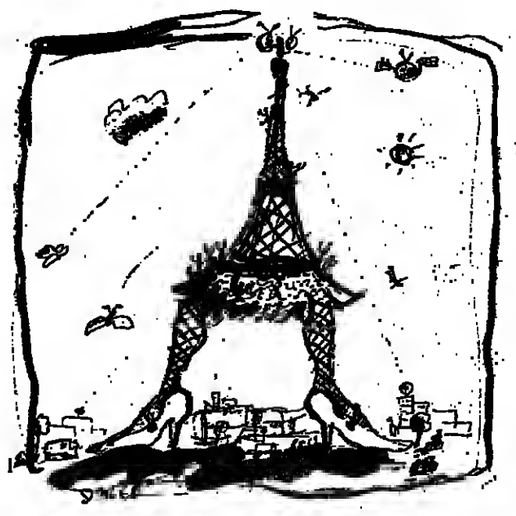
La Eiffel

LA tour Eiffel ? Une coquette de 1900 qui fait toujours recette au bastringue du tourisme et qui, peinturlurée tous les sept ans, veut encore séduire Paris. Sur ses longues jambes, elle trotte de quartier en quartier. Ici, pâlotte à cause des brumes dans les lointains, là, toute gaillarde soudain pardessus les toits des maisons voisines. Le monde entier court sous sa jupe, mais Paris détourne la tête. C'est une ancienne connaissance qu'il voit venir de loin et qu'il ne veut plus saluer. Encore la tour Eiffel ! Cette radoteuse avec son album sous le bras, les sépias du vieux Gustave, de l'ingénieur prenant la pose pour inaugurer, en baut-de-forme, l'ère des technologies modernes et ouvrant le joyeux bazar de la Belle Epoque ! Cette centenaire en bas résille qu'il faudra, si on s'arrête, complimenter pour ses exploits, ses collerettes empesées, ses balcons surannés, son maintien droit comme un I, malgré les tavelures de rouille !

On voudrait l'oublier, la laisser dans son coin à remâcher ses souvenirs, toute seule, pour ne pas perturber les enfants. Car elle pourrait leur dire : *« Je suis née folle de l'imagination d'un fou ! »*, et continuer à la veillée, dans le ciel étoilé de Paris : *« Voyez ce dont je suis le témoin et la preuve avec mes milliers de fers, mes millions de rivets : je suis l'orgueil et l'espérance de l'industrie, la Babel profane, je suis l'exposition universelle de l'Inutile ! »* Non ! mieux vaut passer sans la voir...

Mais, si par le basard d'une imprudente dérive, d'une promenade trop naïve, vous tombez à ses pieds, l'altesse vous écrasera de sa hauteur. Vous l'aviez, en imagination, par indifférence, comme un emblème sur un revers de veston, vous l'aviez mise dans des boules de verre sous la neige, la voilà cambrée sur ses quatre fers ! Vous levez la tête ? Elle tournoie dans les nnages et vous donne le vertige des girafes. Vous succombez ? Elle vous aspire comme une colonne d'air... et vous vous retrouvez là-baut sur ses genoux, à 100 mètres. Et vous montez encore à son cou de dentelles, jusque dans sa tête, pour voir de ses bons yeux, la ville aplatie comme une pâte à tarte. Vous vous êtes laissé prendre. Vous voilà bien avancé !

Vous défiez le vide à présent, 300 cents mètres de poutrelles ajourées, de forces légères en équilibre... Vous vous sentez comme un roitelet sur un château de cartes. D'ici même, près de quatre cents désespérés



ont plongé dans l'azur (des volontaires, car il faut prendre son élan). La tour, au moins, sert aux suicides, à l'élégance des bonds qui allongent le passage en donnant à la chute son temps, à la tragédie sa durée. Ses entrecroises de fer gris n'arrêtent pas les corps rapides qui rentrent au soL On frémit encore devant l'image, saccadée et tremblée, du pauvre piaf Treicbelt lissant ses ailes en toile d'avion, et qu'on voit hésiter, hésiter encore... et sauter pour l'bonneur dans la mort.

D'AUTRES services, là-haut, masqnent ces funestes fonctions de tremplin idéal. La tour est une spécialiste des transmissions sans fil (elle est coiffée d'épingles et d'un curieux bibi de paraboles), une ancieune combattante de la guerre de 14, une oreille finaude qui, écoutant l'ennemi, fit arrêter Mata-Hari. Anjourd'hui, TDF, l'Intérieur et la Défense, occupent son faîte *interdit au public*. Cet honneur la rend utile tout en lui évitant l'oisiveté d'une retraite où elle n'aurait plns qu'à distraire ses arrière-petits-enfants. Ah, non ! Ce n'est pas qu'un manège, un grand trapèze pour les sants périlleux ! Elle travaille encore à son âge : elle a ses petits secrets militaires et diffuse pour FR 3 !

Eiffel d'ailleurs, homme pratique et homme d'affaires, n'aurait pas accepté qu'elle se pavane comme une éternelle prouesse, qu'elle fît seulement la borne milliaire du vingtième siècle, belle certes, mais belle comme un rêve de fer. Il lui accrocha un laboratoire d'aérodynamique, comme un fanion, une excuse pour tant d'audace et tant d'argent dépensé à ce projet de Cocagne, une véhémente façon de protester à la barbe des grincheux. Car sa tour n'était pas qu'un mât pour les grimpeurs...

Mais ici, dans l'air des cimes, vous ne croyez guère à cet effort de respectabilité. Vous êtes dans l'état de ces contemporains candides qui s'essoufflaient sur la géante, et qui, transportés par l'ivresse de l'ascension, ne se demandaient plus à quoi pouvait servir un mécano pareil. Vons lâcbez prise, comme les « utilitaristes » qui finirent par ranger leurs clés à molette et par ne plus songer à la déboulonner. Vous ressemblez, dans ses croisées de fer barrant Paris et le vertige, aux enthousiastes qui, sortant d'applaudir Cyrano, déclamaient en altitude : *« Non, non c'est bien plus beau lorsque c'est inutile ! »*

ICI juchés, ô tour Eiffel, nous redevenons des enfants sur les épaules d'une jeune fille aux grandes enjambées. Vue du sol, tu jacasses un peu trop sur les vertus de la révolution industrielle, et tu es bien altière, en pince-nez, pour célébrer le triomphe des sciences d'Occident. Mais d'ici, on te sent fine et légère comme l'obsessinn d'une idée. Tu es vraiment la belle de la Belle Epoque du frencb cancan débridé, des pionniers de l'aviation ou des films oniriques de Méliès. Tu es, à la verticale du regard, la vérité toute droite sortie d'un monde confiant, la démesure que pent atteindre la foi des hommes dans la femme et, bien sûr... dans le progrès.

Christian Colombani

TELEX

Première flotte européenne de catamarans de croisière, Catana Locallon (golfe de Saint-Tropez, ZAC, route de Collobrières, 83310 Cogolin, tél. : 94-54-11-37) propose de découvrir la Côte d'Azur, la Corse, la Sardaigne ou les Baléares à partir de Saint-Tropez ou d'Ajaccio. Atouts des catamarans loués : la grande surface du pont, l'absence de roulis et la facilité des manœuvres. La version la plus luxueuse (10 passagers) revient à 3 360 F par personne pour une semaine. Pour un skipper : 700 F par jour.

Né dans les montagnes d'Angola, le fleuve Okavango vient mourir dans les sables du Kalahari, au Botswana. Du 9 au 21 septembre, le magazine *Géo* présentera à l'Espace Kronenbourg Aventure (30, avenue George-V, 75008 Paris), le reportage réalisé par le photographe Frans Lanting dans cet exceptionnel paradis animalier. En prime, des films et des conférences sur la faune, le pare et les techniques de photographie.

Filières pyrénéennes à pied ou à cheval, à vélo tout terrain, à ski de fond ou en canoë-kayak, les Pyrénées sont désormais accessibles à tous les amateurs de balade aventureuse quelle que soit leur capacité sportive.
L'association Randonnées pyrénéennes – fondée en 1975 et dont les vingt permanents ont pignon sur rue à Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées (BP 742, 65007 Tarbes Cedex, tél. : 62-93-57-57), et à Saint-Girons, dans l'Ariège (BP 88, 09200 Saint-Girons, tél. : 61-66-40-10) – fournit par téléphone, par correspondance ou sur place toutes les informations utiles pour parcourir le massif, aussi bien du côté français que du côté espagnol. On y répond, bon an mal an, à vingt mille questions, en prodiguant informations générales, conseils d'équipement, itinéraires (éventuellement sur mesure), circuits de randonnées avec accompagnateurs, cartes, topo-guides, dépliants, listes d'hébergements d'altitude, etc. L'association gère, par exemple, cent cinquante gîtes d'étape. De son côté, l'Institut géographique national (IGN), qui fête son cinquantenaire cette année, ne se contente plus seulement de dresser la cartographie officielle du territoire pour le compte des militaires et des administrations civiles. Ses deux mille techniciens et vendeurs se lancent en effet sur le marché du tourisme de nature. Ainsi viennent-ils de publier la première carte d'une « Séric bleue » au 1/25 000 (1 cm pour 250 m) qui, d'ici à la fin de l'année, couvrira l'ensemble du massif pyrénéen. Le découpage des feuilles est fait en fonction des sites et chacune fournit, en plus des indications topographiques habituelles, des informations utiles aux vacanciers : sentiers balisés, itinéraires de ski de fond, remontées mécaniques, hébergements, baignades, curiosités, etc. L'IGN publie également le premier de cordée d'une collection de guides touristiques régionaux. Consacré aux Pyrénées, il offre, outre un atlas du massif, une foule de renseignements permettant, en 143 pages et pour 85 francs, de *« tout faire et tout voir »* depuis la côte basque jusqu'au Roussillon.

La Nouvelle-Calédonie, île du bout du monde, désormais à portée de la main avec le nouveau guide Visa (Hachette) de Michel Delenne qui, en sept chapitres, traite de la géographie, de l'histoire, de la vie quotidienne, de la culture, des traditions mélanésiennes et des centres d'intérêt de cette destination dépaysante et française, sans oublier de nombreuses adresses pratiques. 79 F. Dans la même collection, sortie d'un guide sur la Tunisie.

Hôtels de charme en Espagne. Après la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, un guide présente 200 établissements (bôtels, *paradores*, auberges) situés à l'écart des grandes routes et sélectionnés par des journalistes anglais pour la qualité de leur cadre, la chaleur de l'accueil, leur confort, leur table et leurs prix. Hachette, 85 F.

Poutets et chapons de Saint-Sever en vedette cet été à l'écomusée de Marquèze, situé au cœur du parc régional naturel des Landes de Gascogne, à 40 kilomètres de Mimizan-Plage. C'est en petit train (au départ de la gare de Sabres) que l'on accède à ce site, véritable témoignage de la vie quotidienne des babitants de la lande dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Renseignements au 58-07-52-70.

TABLE

Croissant décroissant !

ETYMOLOGIQUEMENT, venant du verbe « croître », le terme a désigné d'abord la période où la lune croît, puis la figure de celle-ci durant cette période. Un aimable lecteur vivant au Maroc me précise que ledit croissant, symbole de l'Empire turc, est devenu celui de l'année musulmane parce que celle-ci est une année lunaire (la vision du premier croissant de lune apparaissant dans le ciel est nécessaire pour déterminer le premier jour du mois du ramadan !).

Que cela nous conduise au croissant accompagnant le café crème du Français mérite explication. C'est là où la vérité et la légende s'entrecroisent. Peut-être même faudrait-il dire « les » légendes ! Le Petit Robert nous dit qu'en 1689, lorsque Sobieski eut battu les Turcs sous les murs de Vienne, les boulangers fabriquèrent leurs petits pains en forme de croissant (traduction de Horncben, petite lune). Mais le Larousse gastronomique donne la date, plus valable, de 1683, et il ajoute même que les boulangers viennois travaillant de nuit en leurs fournils entendirent les bruits de sape de l'ennemi creusant sous les remparts, donnèrent l'alerte et sauvèrent ainsi la ville. L'ennemi définitivement vaincu, Jean III Sobieski leur donna ce privilège de travailler leurs petits pains classiques en forme de croissant. Mais Christian Guy place l'événement à Budapest et donne même le nom du boutanger, un certain Cornelius Möserpit. L'ennni est qne, en 1683, la ville de Budapest ne pouvait être assiégée puisque depuis plus d'un siècle elle était occupée par les Turcs !

Il semble que la version boulangers viennois et 1683 soit la véritable. Bien que, Vienne étant la ville natale des « viennoiseries », l'album sur sa cuisine (Time Life éditeur) assure que le fameux pâtissier Demel a « emprunté » à la France ses brioches, madeleines et croissants. Mais, en ce qui concerne ces derniers, cela me paraît invraisemblable.

On notera toutefois que, à l'origine, il s'agissait probablement d'un simple petit pain et que ce n'est qu'ensuite qu'on utilisa la

pâte feuilletée. C'est peut-être Marie-Antoinette qui introduisit la forme « croissant » du petit pain en France. C'est peut-être aussi des pâtissiers français qui imaginèrent de le fabriquer en feuilletage, sous sa forme actuelle.

Enfin... sous la forme qu'il devrait avoir...

Hélas !

D'abord les boulangers osent préparer des croissants à la margarine et, plus insolemment encore, ils leur donnent cette forme, alors que si l'on demande un croissant au beurre, un véritable croissant, celui-ci est droit !

Et, plus triste encore qu'avoir à demander à la vendeuse un « croissant droit » (son regard alors est bien consolant à voir !), ce dernier n'est jamais, ou presque jamais, d'un feuilletage aérien, mais toujours gras et pâteux. Au prix où il est vendu, on pourrait exiger que la pâte, bien équilibrée, soit fermentée une bonne heure à l'air ambiant, puis laissée à l'air froid une demi-journée. Ensuite que, travaillée, elle bénéficie d'une heure et demie de repos avant d'être enduité d'œuf battu puis enfournée rapidement.

Ainsi les croissants « frais » vont-ils décroissant. On en trouve de précmballés et même de surgelés. De quoi vous dégoûter du café crème !

Pourrait-on demander aux hôteliers se prétendant « de luxe » de veiller aux croissants du petit déjeuner, qu'ils soient « maison » ou du boulanger du coin ?

Je vieus de recevoir un ebarmant petit bouquin, *Bouquet de Provence* (Solar éditeur), signé de Jean-André Cbarial-Thullier, pseudonyme regroupant grand-père et petit-fils maîtres du célèbre *Oustau de Baumanière*. Cela m'a mis l'eau à la boucbe, bien sûr. Mais m'a fait sonvenir aussi des croissants « maison » des petits déjeuners de l'*Oustau*. Eux seuls mériteraient le voyage des Baux !

La Reynière

Miettes

Tête de veau... Ce fut le tbème d'nn récent papier, dans lequel je demandais aux chefs d'apporter un peu d'imagination dans l'art de la cuisiner. J'oubliais Pierre Gagnaire (53, rue G.-Teissier, 42000 Saint-Etienne. Tél. 77-17-57-93), qui propose à sa carte de la tête et des ris de veau grillotés aux poivrons rouges au bouillon de réglisse, dans lequel il cuit une tête de veau, servie avec pommes grenailles et ail nouveau, cinq on six propositions savoureuses.

Découvertes des lecteurs. *Le Bistro de la bohème* (7, avenue de Gaulle, 33510 Andernos. Tél. 56-82-30-16) et *Le Jardin de Jade* (17410 Saint-Martin-de-Ré. Tél. 46-09-11-09) qui semblent inconnus de tous les guides. Quant à cette lectrice parisienne qui s'indigne (avec raison) de voir citées, dans les articles ici et là sur Biarritz, nombre de médiocrités alors que l'on oublie *Les Platanes*, je ne puis que redire avec elle que la cuisine d'Arnaud Daguin et l'accueil de son épouse Véronique sont excellents (32, avenue Beausoleil, 64200 Biarritz. Tél. 59-23-13-68).

Les FRERES LAYRAC
Nouvelle adresse :
AU CŒUR DE
SAINT-GERMAIN DES PRES
Face à l'Eglise
et 11, rue Saint-Benoit
LE MUNICHE
Tél. : 46.33.62.09
LE PETIT ZINC
Tél. : 46.33.51.66
HUITRES, FRUITS DE MER
TOUTE L'ANNÉE
TOUS LES JOURS SERVICE CONTINU
de MIDI à 2 heures du MATIN

Le cardinal et sa Mazarine

Suite de la page 13

Le dix-huitième siècle invente le plaisir de lire, la lecture loisir. Les cabinets de curiosités, où Plutarque côtoie animaux empaillés et tuoiques d'Iroqoois, se multiplient, comme les cabinets de lecture, dont Arthur Young se plaint de l'indigence. Il faodra atteodre la Révolotion pour que l'on mette un peu d'ordre dans tout cela, que les livres ne soient plus mélangés avec les objets, bref, que musées et bibliotbèques fasseot eofio salon à part.

En attendant, problèmes pratiqoes à la Mazarine. On se plaint déjà de trop longues fermetures. Dans ses *Tableaux de Paris*, (1782) Louis-Sébastieo Mercier (il a publié en 1771 un curieux roman d'anticipation, *L'an 2440*, où il se montre obsédé par la poussière des livres et des morts) s'énerve : *« Cette bibliothèque o trois mois et demi de vacances et n'ouvre ses portes que lorsque la saison devenue rigoureuse rend l'étude impraticable dans un bâtiment où le feu est interdit. Tous les livres philosophiques en sont proscrits. On donne à lire Lucrèce tant qu'on veut; on prête volontiers Rabelais; mais qui demanderait* l'Emile *de Rousseau seroit fort mal reçu. Voilà comment on est venu à bout de la seule bonne œuvre que le cardinal Mazarin ait faite de sa vie ».*

La Révolution est une période faste pour la Mazarine. Grâce à un autre bomme, l'abbé Gaspard Michel, dit « Leblond », considéré comme le second foodateur de la maison, qui n'a pas la stature intellectuelle de Naudé, mais qui va considérablement accroître ses collections. Acquis aux idées révolutionnaires, Leblond est employé à la Mazarioe depuis 1771 ; il réussit à évincer le directeur, l'abbé Hooke, un théologien irlandais, et prend sa place en 1791.

La confiscation des biens de la noblesse et du clergé a entraîné une situatioo iooofe. L'Etat se trouve possesseur d'environ buit millions de volumes (1,8 million à Paris, 6 millions eo provioce), et l'on a commencé le catalogage sur d'aoeieooes cartes à jouer. A Paris, tout est entassé dans des « dépôts littéraires ». Ceux-ci débordent. Les commissions de sauvegarde de tout ce patrimoioe, dont Leblond est un membre influent, ont bien du mal à éviter les destructions ou les pillages.

La mise sur fiches s'avérant sans fin, décision est prise de redistribuer cette manne livresque dans les trois graodes bibliotbèques qui n'oot pas été mises sous scellés, la Bibliotbèqoe du roi, devenoe Nationale, la Mazarioe, rebaptisée Quatre Nations, Sainte-Geoeviève, appelée désormais bibliothèque dn Panthéoo, ainsi qu'à la toute nouvelle de l'Arsenal, créée à partir du fonds du marquis de Paulmy.

Superbe aubaine pour la Mazarine. Leblond, qui « fait ses courses » dans les dépôts, en revient au moins avec cioquante mille volumes, récupérant au passage quatre mille manuscrits de la période oaudéenne, subtilisés par Colbert pour la Bilbiothèque dn roi. Ao même moment, la Bibliothèqne nationale s'enrichira ainsi de trois cent mille ouvrages. *« Il a plus enlevé de livres que sa bibliothèque n'en possédait »*, écrit un de ses confrères moins cheoceux. Leblond est partout : il troque, fait le plein de bustes – ceux que l'on voit aujoord'hui, – de tableaux on de lustres; il tente des ineorsions en proviooe ou aux armées. Les caves de la Mazarine sont pleines à ras bord. Son habileté est redoutable. Mais c'est un vrai professionnel, et un défenseur do patrimoine, comme l'abbé Grégoire, pourfendeur du vandalisme révolutionnaire. Les deux hommes se sont sûrement rencontrés.

La Mazarine a besoin de digérer. Sous la Restauratioo, il y a une catégorie de personnels qo'on appelle « les gardiens frotteurs ». Ils possèdent un habit à faire pâlir d'envie les membres voisins de l'Institut, *« une longue capote en drap bleu de roi avec des parements et un collet de velours cramoisi et des galons d'argent, et un chopeou à trois cornes »*. Les conservateurs, eux, ont droit à *« une épée à poignée de nacre »*. Peu après 1830, les heures d'ouverture sont allongées josqu'à 15 beores. Protestatioos des employés. La presse ne les soutient guère, accusant les bibliothècaires de jouir de *« canonicats littéraires »*.

En 1847, un visiteur satisfait parle de la Mazarine comme d'une bibliothèqoe « modèle ». *« Il y règne un ordre, une propreté qui ont quelque chose de merveilleux. Les parquets sont cirés avec soin, les tables sont couvertes de tapis, les salles ont toutes un nom historique. Voilà un établissement digne d'être montré aux étrangers! »* Uo an plus tard, en 1848, Sainte-Benve, qui est conservateur et occupe un logement de fonction, démissionne. Les raisons sont toujours restées obscures. Certains le soupçonneot de toucber des secours sur la cassette du roi.

Alerte en 1860. Haussmann projette d'abattre les deux pavillons carrés de l'Institut afin de dégager la rue de Seine. C'est la Mazarine qui est menacée de disparition. Béni-oui-oui, le conseil de Paris a approové à l'unanimité. Mais des protestations s'élèvent et l'affaire est portée devant Napoléon III qui décide une visite à la Mazarine. Flanqué de Mérimée, il se promène dans les travées, l'air distrait. Sa réponse est sans ambigufté : c'est noo au projet d'Haussmann, et il envoie son buste à la Mazarine. Ingrats, les conservateurs lni foot prendre la direction de la cave.

Le grand vaisseau de livres somnole ao rythme de ses calorifères tout neufs. Tandis qne le persoooel lance des échelles à l'assaut des parois pour atteindre les stratifications supérieures. Véritables « machines de guerre » que l'oo pousse avec fracas d'une salle à l'autre, comme à Amieos : *« Le vénérable et regretté M. Cloudin qui poursuivait ses savantes recherches bibliographiques s'était installé sur la plate-forme et se faisait voiturer noblement, le long des rayons, à droite, à gauche, en ovant, en arrière, n'interrompant son travail qu'aux tournants dangereux, quand il fallait, d'en haut, surveiller et diriger lo manœuvre. »* Et dans les magasins, gare aux courants d'air qui soufflent en « ouragan » : *« Il y o des casquettes d'automobiles qui conviendraient parfaitement oux bibliothécaires élégants »*, note un observateur de la vie quotidienne des bibliothèques au début de ce siècle.

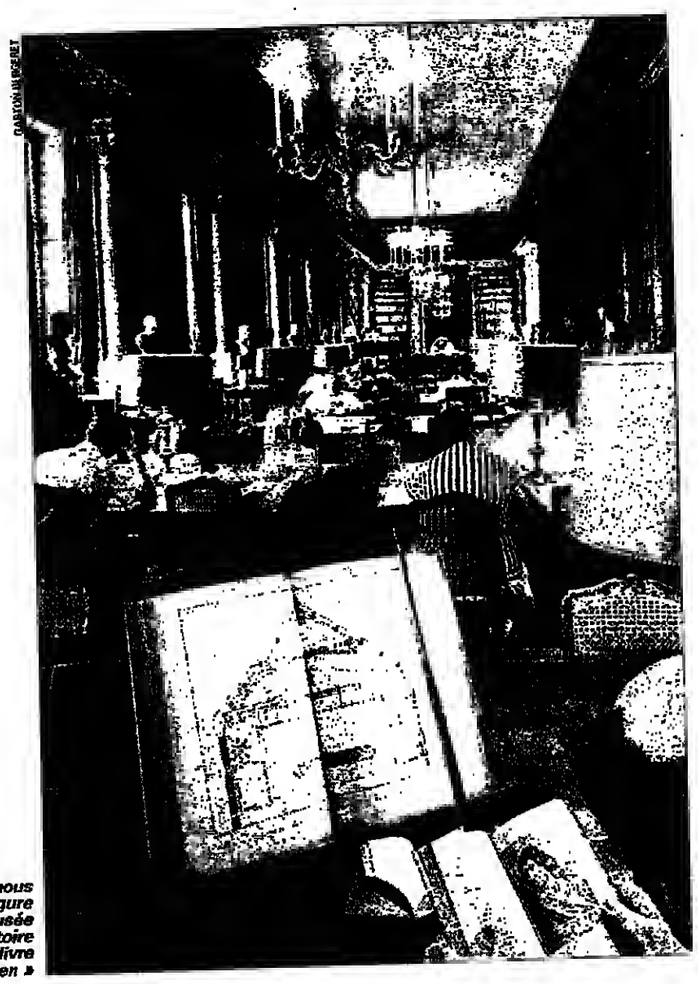
« La Mazarine dort le long de la Seine. On la conserve, voilà tout », écrit un peu méchamment Eugène Morel, vers 1900. Conservateur à la BN, oon chartiste, Eugène Morel est un formidable brasseur d'idées, qui a pris pour modèles les bibliothèques anglo-saxoones et déplore le retard de la lecture publique en France. *« Le problème des bibliothèques* dit-il, *c'est celui de l'instruction après l'école, la plus importante. »*

Il est le premier à suggérer de recourir à l'eide des collectivités locales, et ooo plus seulemeot à celles de l'Etat. Il veut aussi que, pour les coostructions, les architectes associent les bibliothécaires. Désabusé, Morel regarde à la BN tomber la poussière comme la pluie ou l'oubli : *« Une fois l'an, on balaie. La poussière qui se trouvait bien dans les greniers et qui, blanche, se posait tout doucement sur les romans, tout là haut, sous les toits, pays de l'Imaginaire, se relève, s'agite, tombe sur le sol, étourdie. Les gardiens, un mouchoir sur la bouche, les cheveux enveloppés comme les Touaregs, la chassent à grands coups de plumeaux; elle s'en va visiter l'Histoire d'Allemagne, l'électricité, les beaux arts, et l'histoire naturelle. On la chasse; elle descend sur la critique, les philosophes, devient grise, retombe sur lo médecine, puis sur lo poésie, croit enfin trouver le sol sur notre Histoire nationale... Mais on l'en repousse durement, on l'enfonce au sous-sol. La voici noire, la voici dans l'ombre, dans lo cave. Ici, il n'y o plus rien que la théologie. On l'enlève par brouettes, elle y forme une pâte noire, écclèsiastique, et qui sent le roussi. »*

Comment éviter de nouvelles « catacombes de la pensée » ? Morel prévient : *« Une bibliothèque ne suffit pas à un pays et alors même qu'on aurait, rue de Richelieu, tous les livres qui paraissent dans l'univers, les ressources scientifiques de lo France seraient médiocres, car un tel entassement serait inutilisable. »* Propos peut-être à méditer aujourd'hui du côté de Tolbiac.

La Mazarine, la douairière, assiste aux débats du futur, un peu hautaine et sur la défensive. *« Ici, nous faisons figure de musée de l'histoire du livre ancien »*, dit Pierre Gasoault, qui la dirige. La pendule de la salle de lecture fait entendre son tintement aristoeratique. *« La remonter foit aussi partie de mes attributions »*, ajoute en souriant Pierre Gasnault.

Régis Guyotat



« Ici, nous faisons figure de musée de l'histoire du livre ancien »

Guide

● La bibliothèqua Mazarina, 23, quai da Conti, compta 500 000 volumes (dont 180 000 livres anciens du selzième au dix-huitième siècle). Elle est ouverte au public du lundi au vendredi de 10 heures à 18 heures, sur simple présentation d'una carte d'identité.

Pour en savoir plus sur l'histoire da la Mazarine, at les bibliothèques en général, on peut consulter :

– *Histoira da la bibliothèqua Mazarine*, par Alfred Frankline, disponibla en usuel dans le salle de lecture.

– *Les Bibliothèques sous l'Ancien Régime*, sous la direction de Claude Jolly, édition Promodis, 1988. Le chaptre consacié à la Mazarina aat l'œuvra da Pierre Gasnault, son conservateur.

– *Bibliothèquas*, par Eugèna Moral, éditions du Mareura de France, 1908.

– *Le Bibliothèque*, numéro spécial de la revue *Autremant*, aviil 1991, avec un entretien avec l'historien du livre Henri Jean Martin.

– Enfin la célèbre *Advis pour dresser une bibliothèque*, de Pierre Naudé, fondateur de la Mazarine, vient d'être réédité aux Amateurs de livres, Paris, 1990. ●

Semaine gourmande

La Cote d'amour

Uo petit restauraot qoi a la cote ! Francis Mathieu est un cuisinier sage et habile, son épouse une hôtesse de charme, et sa carte plcioe d'attraits. On s'étonne alors que tant le Guide Michelin que le Bottio gourmand veuillent l'ignorer, et que Gault-Millau ne lui donnent qué 12/20. Sans doute les portions sont-elles trop franches et la cuisine pas assez nouvelle ! Passons...

La galette de pommes de terre aux langoustines, le tartare aux deux saumons, la fondue de poireaux accompagnant les filets de sole, le steak de lotte aux fèves erème de bacon, témoignent de l'iovention « piscivore » du chef-patron. Mais les noisettes de veau de lait, le carpaccio de canard pâtes fraîches, le sauté minute de selle d'agneau au basilic sont également de qualité. Outre un excelleot fromage blanc, le brie de Meaux avec son pain aux noix est, avant les desserts (gratin de fruits rouges, petits babas, giboulée de cerises), une fio de faim apothéose. Bonne petite cave. Compter 250 F-350 F.

Et puis une oouvelle, car dès ce début de septembre, jouxtant la petite salle en longueur, vous trouverez à l'enseigne *Du côté de la mer*, une version plns maritime encore de *La Cote d'amour* : banc d'écailler (avec un maître écailler qui fut, près de quinze ans, la chanee de Pétrus), buîtres à emporter ou à déguster avant les rillettes de maqnereaux, les harengs pommes à l'buile et le poissoo dn jonr. Vins ao verre. Mais j'en reparlerais.

► **La Cote d'amour, 44, rue des Acacias, 75017 Paris. Tél. : 42-67-15-40. Farmé aamedi midi et dimenche. Parking : 43, rue des Acacias. CB.**

Il Ristorante

C'était le restaurant *Epicure*. C'est désormais Epicure à la table latine. Mais non point la cuisine italienne que l'on trouve partout dans les pizzerias, non plus que celle « novellisée » à la mode. Une cuisine solide, siocère, signée de Rocco Anfuso, Sicilien d'origine et amoureux de son folklore. C'est pourquoi la mozzarella, par exemple, est ici de lait de bufflone, ce qui est de plus en plus rare; le carpaccio est merveilleusement aromatisé, les pâtes (ravioli, rigatoni, spaghetti, lasagne, tagliolini, penne, fettuccine, etc.) juste cuites « al dente » et somptueusement apprêtées.

Oo o'aurait presque plus faim (et cc serait dommage) pour les scampi « alla griglia » ou la saltimbocca de lotte, le foie de veau « alla veoeziana » (avec ses croûtons de polenta), et j'en passe. Le tiramisu est ici le roi des desserts. Accueil charmant de la blonde patronne et service parfait du maître d'hôtel Rioaldo, Vénitien lui. Vios italiens de qualité, dont certains vous seront découverte. Uo meno « déjeuoer » à 158 F ; à la carte, compter 300 F.

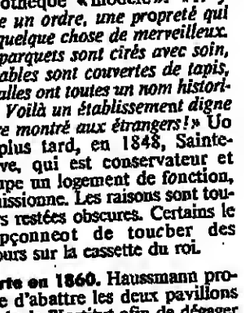
► **Il Ristorante, 22, rue Fourcroy, 75017 Paris. Tél. : 47-63-34-00. Fermé dimanche. Parking : 30, rue Rennequin. AE-DC.**

Aux Vieux Métiers de France

Oo (et « je ») o'en parle pas assez souvent. Michel Moisan est pourtant non seulement bon cuisinier, mais aussi chef siocère, honnête et sage. Et dans son décor d'exception évoquant le compagnonnage de jadis, vous vous régalerez, aux belles tables rondes de ses salles, d'une terrine de colvert à la confiture d'oignons, d'uoe joue de bœuf braisée à l'ancienne, avant les desserts choisis dans le menu à 190 F.

Un antre menu, à 290 F, vous proposera la dégustation de quatre ou cinq grands plats. A la carte, compter 350 F-400 F en faisant appel à une cave richissime (avec le fameux vio de Suresnes !). A noter une oreille de porc aux langoustioes, l'épaule d'agneau aux épices semoule d'orge, le pavé de turbot au Noilly, etc.

► **Aux Vieux Métiers de France, 13, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris. Tél. : 45-88-90-03. Fermé dimanche et lundi. Salon : 18 couverts. CB-AE-DC.**



PROMENADE DU WEEK-END

LE PRIEURÉ SAINT-MICHEL EN NORMANDIE

◇◇◇◇

Au cœur du pays d'Auge, un trésor caché au creux d'un vallon : le Prieuré Saint-Michel

Huit bâtiments du XIIIe au XVIIIe siècle s'ordonnancent autour d'une cour jardin traversée par l'eau pure d'une source.

Redécouvrez le charme des jardins d'antan : potagers, herbes médicinales, jardin de roses qui servent d'écrin à des expositions d'arts plastiquea : sculptures, gravures, photographies.

Jusqu'au 15 septembre, deux grandes expositions :
***Nicolas ALQUIN* (sculptures) ;**
***Olivier MERIEL* (photographies).**

Le Prieuré Saint-Michel en Pays d'Auge 61120 CROUTTES. Tél. : (16) 33-39-15-15.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES

HÔTEL LIGURE* NN**
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11. - Télex 970275
FAX 93-39-19-48.
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages. Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.-c.
Tél. direct. TV couleur. De 280 F à 420 F
FAX : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Afrique

BURKINA-FASO

HÔTEL EDEN PARK***
100 chambres – 10 suites – bars – 4 restaurants – night-club – boutiques
Antenne télévision parabolique. Hôtel situé à 5 minutes de l'aéroport
01 BP 2070 OUAGADOUGOU 01.
Tél. : 31-14-86 – 31-14-87.
Télex. : 5224 – Fax : 31-14-88.

TOURISME

CARAÏBES

CET ÉTÉ VOYAGEZ A SAINT-BARTHELEMY
avec son eau propre et claire
Les plus belles plages
200 MAISONS SUPERBES
Cuisine française raffinée
Voile, sports nautiques et équestres
Appelez aujourd'hui à WIMCO/SIBARTH
Pour vos réservations ou tout renseignement :
PARIS : tél./fax 43-25-95-tt
SAINT-BARTHELEMY : tél. (590) 27-62-38/fax 27-60-52
NEWPORT, RI USA : tél. (401) 849-8012/fax 847-6290

هكذا من الأصل

Bridge

nº 1449

CHAMPIONNAT JUNIORS

Au moment où se termine aux Etats-Unis le Championnat du monde juniors, voici la meilleure donne du précédent championnat. Ouest avait fait une ouverture conventionnelle de « 2 Carreaux » qui correspondait à un Deux faible à... Pique ou à Cœur

	♠ R 9 7 2 ♡ A 6 4 ◇ A D V ♣ R 10 3	
♠ O V 10 8 5 3 ♡ D 9 ◇ 6 2 ♣ D 8 5	N O E S	♠ A ♡ V 8 7 ◇ 10 9 8 5 ♣ A V 9 6 2
	♠ 6 4 ♡ R 10 5 3 2 ◇ R 7 4 3 ♣ 7 4	

Ann. : S. don. N-S vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
Passe	2 ◇	2 SA	passe
3 ♡	passe	4 ♡	passe...

Ouest ayant entamé la Dame de Pique, *comment Arne Flaat en Sud a-t-il gagné* QUATRE CŒURS contre toute défense ?

Réponse :

L'entame de la Dame de Pique permettait de supposer que l'As était sec en Est ; d'autre part il était probable que l'As de Trèfle était également mal placé car l'ouverture de 2 Carreaux non vulnérable pouvait être très faible. Dès lors le problème était le suivant : comment ne pas perdre l'As de Pique, deux Trèfles et un atout (sauf si D V de Cœur étaient secs) ?

La façon technique était de faire un jen d'élimination, puis *un placement de main sur Est à Cœur* (dans le cas probable où il aurait un honneur troisième à l'atout). Le déclarant a donc commencé par fournir un petit Pique du mort pris par l'As d'Est qui a contre-attaqué Carreau. Flaat a fait l'As de Carreau, puis il a tiré l'As et le Roi de Cœur. Il restait maintenant à éliminer les Carreaux sans toucher au Roi de Pique (qui serait coupé). Flaat résolut ce problème de communication en prenant le troisième Carreau avec le Roi et *en coupant le quatrième Carreau !* Ensuite il joua le Roi de Pique que Est refusa de couper pour ne pas être obligé de jouer Trèfle. Alors Sud coupa un Pique, et il donna la main à Est en jouant atout. Est dut prendre avec le Valet de Cœur et livrer le Roi de Trèfle, la dixième levée (un Trèfle, un Pique, quatre Cœurs et quatre Carreaux).

On voit notamment que, si le déclarant avait joué Pique avant d'éliminer les Carreaux, Est aurait fait chuter le contrat en coupant le Roi de Pique et en jouant Carreau...

PRÉCIEUSE LOCALISATION

Il est toujours difficile de déclarer un chelem quand l'adversaire a fait une ouverture normale. En revanche, si on est arrivé au palier de six, la conduite du coup est facilitée parce qu'il est possible de bien reconstituer les mains adverses comme dans cette donne du précédent Championnat d'Europe des dames, à Turku.

	♠ 2 ♡ V 8 7 5 ◇ D V 9 8 6 4 ♣ A D	
♠ D V 8 7 6 4 ♡ R D ◇ R 7 2 ♣ 9 6	N O E S	♠ 10 5 3 ♡ 9 6 ◇ 10 3 ♣ 10 8 7 5 4 2
	♠ A R 9 ♡ A 10 4 3 2 ◇ A 5 ♣ R V 3	

Ann. : O. don. E-O vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
X...	Moeller	Y...	B. Kalk.
1 ♣	2 ◇	passe	2 ♡
passe	4 ♡	passe	4 SA
passe	5 ◇	passe	6 ♡...

Ouest ayant entamé la Dame de Pique, *comment Bettina Kalkerup en Sud a-t-elle gagné* ce PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

L'enchère de « 2 Cœurs » était forcing dans le système des Danoises, et, sur le saut courageux à « 4 Cœurs », Sud est allée au chelem après avoir vérifié, grâce au Blackwood, que Nord avait un As.

COURRIER DES LECTEURS

Le joueur de l'année
(nº 1439)

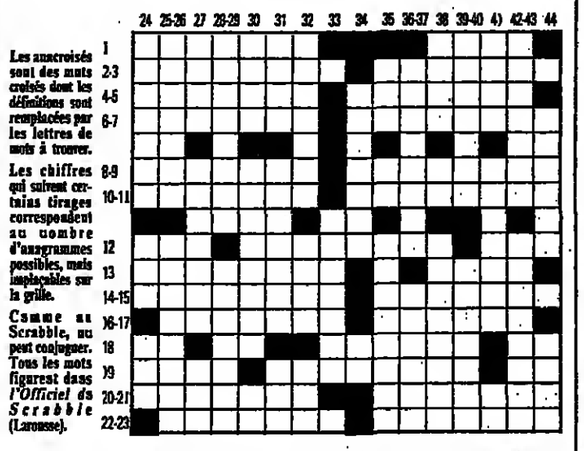
« J'ai constaté, écrit A. Pasquet, *que même si Ouest avait fourni le Valet de Trèfle (comme l'indique votre remarque) le contrat pourrait encore gagner si Est a conservé son Valet de Pique, car le déclarant peut alors le mettre en main à Pique... »*

Ce serait à cartes ouvertes un joli problème que l'on pourrait intituler « Le sacrifice des Valets noirs » !

Philippe Brugnon

Anacroisés (R)

nº 680



Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais impiacables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).

HORIZONTALEMENT

I. ABNRSTU (+ 1). – 2. AEMORUUX. – 3. AEPRSTU (+ 6). – 4. LLNOSUU. – 5. AAIIRRS (+ 1). – 6. AEILLRS (+ 2). – 7. AEIQSSSU. – 8. AEIRTTT. – 9. AEILRSSU (+ 2). – 10. EEIRSUZ (+ 1). – 11. AEIMQSUU. – 12. EEIILORT (+ 1). – 13. EGILNOTU. – 14. EEEGLSUU (+ 1). – 15. EEINUVX (+ 1). – 16. EEILMPS (+ 2). – 17. OEEOSX. – 18. AEINNR. – 19. AEHILNTX. – 20. CEHIINT. – 21. AAELNST (+ 1). – 22. EEEELPS. – 23. OEEEISS.

VERTICALEMENT

24. AAERTUU. – 25. ALMSTUU. – 26. ACEGHILN. – 27. EEGITUZ (+ 1). – 28. ABEILLRU (+ 2). – 29. EEILOPT (+ 2). – 30. IINNOTTU. – 31. OELORSU (+ 3). – 32. EISSSUZ. – 33. EEILNST. – 34. EEEFNRR (+ 1). – 35. DEEENRRV (+ 1). – 36. IIIQQRUU. – 37. AEIILX. – 38. BEEIINOT. – 39. AEIIPSS (+ 1). – 40. ADEINSX. – 41. AEEELMP. – 42. AOELOSS (+ 3). – 43. AEELMOSU. – 44. AACELU.

SOLUTION DU Nº 679

I. PALIKARE. – 2. RAMAGEE (EMARGEA). – 3. ANALYSAT. – 4. EGARANT (ARGENTA...). – 5. CALFATER (FRACTALE). – 6. OBSEDAIT (OEBOISAT OEBOITAS). – 7. ETONNIEZ. – 8. AGRESSAS (GARASSES SARGASSE). – 9. NOUVEAU. – 10. EGERIES (EGRISEE ERIGEES). – 11. EPIAIRES (EPIERAIS PAIERIES). – 12. SAMOANE. – 13. VELLAVES. – 14. ICARIEN (RICAINE). – 15. VACATION. – 16. ETAIERA. – 17. RENFLAS. – 18. ADORERAL. – 19. TOSSENT (TESTONS). – 20. NEPALAIS (APLANIES PENALISA)... – 21. PAOQUANE. – 22. SIOERAT (TRIAOES...). – 23. PLACOTE, vl, bavarde (québ) (PACTOLE CLAPOTE PECLOTA). – 24. LASSERAI (RESALAIS...). – 25. MANANTS. – 26. ABORTIF. – 27. KYUDOS, tir à l'arc japonais. – 28. ANSERINE (ARIENNES ENRENAIS RENNAISE). – 29. RACINAGE. – 30. ENVASAT (EVASANT SAVANTE). – 31. ETATISES (SAIETTES...). – 32. EVECTION. – 33. REFUZNIK. – 34. EPAUFRE. – 35. OEILLET. – 36. MATHEUSE. – 37. ASOCIAL (COALISA). – 38. GARDIEN (OEGARNI...). – 39. VAURIEN. – 40. ETIREUSE. – 41. SENSASS.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Dames

nº 413

CENTRE-DROIT BOOMERANG

Championnat des Pays-Bas juniors, 1990.
Blancs : D. De Jager.
Noirs : R. Mooser.
Ouverture : Raphael.
Réplique : Barteling.

1. 32-28	18-23	11. 44-40	16-21
2. 34-29	23x32	12. 31-26	11-16
3. 37x28	12-18	13. 47-41	7-11
4. 40-34 (a)	7-12 (b)	14. 37-31 (g)	14-20
5. 41-37 (c)	19-23	15. 42-37 (h)	21-27 i
6. 28x19	14x23	16. 31x22	17x28 k(i)
7. 45-40	18-14 (d)	17. 33x22	18x27
8. 50-45	1-7	18. 29x7 (j)	27-31 (k)
9. 35-30	20-25 (e)	19. 36x27	8-12
10. 40-35	5-10 (f)	20. 7x18	13x44 (l)
		Abandon (m)	

NOTES

a) Dans les tendances actuelles on retient aussi la continuation 4. 41-37 (16-21) ; 5. 31-26 (19-23) ; 6. 28x19 (14x34) ; 7. 39x30 (21-27) ; 8. 44-39 (7-12) ; 9. 50-44 (1-7) ; 10. 46-41 (11-16) [LAZDINSI-SIZOW, championat d'URSS, juniors, 1987].

b) Ou 4. ... (19-23) ; 5. 28x19 (14x23) ; puis une suite d'un silence absolu ; 6. 45-40 (10-14) ; 7. 35-30 (20-25) ; 8. 40-35 (7-12) ; 9. 41-37 (1-7) ; 10. 46-41 (14-20) ; 11. 37-32 (9-14) ; 12. 41-37 (5-10) ; 13. 44-40 (3-9) ; 14. 50-45 (16-21) ; 15. 30-24 (21-26) [SWIZINSKI-LETSJINSKI, championat d'URSS, 1990].

c) Autre variante de début pratiquée par de grands maîtres actuels : 5. 45-40 (19-23) ; 6. 28x19 (14x23) ; 7. 31-27 (1-7) ; 8. 35-30 (10-14) ; 9. 30-24 (5-10) ; 10. 41-37 (20-25) ; 11. 24-20 (15x24) ; 12. 29x20 (14-19) ; 13. 20-15 (10-14) [BORST-SUBRANAS, championnat des Pays-Bas, 1988].

d) Marche conduisant à une position favorable aux Noirs ou à N+1 : 7. ... (1-7) ; 8. 31-26 (20-25) ; 9. 46-41 est incorrect car 9. ... (25-30) ! ; 10. 35x24, d1 (13-19) ; 11. 24x22 (17x46) [dame] ; 12. 29x18 (12x23) ; 13. 38-32 (46x28) ; 14. 33x22, dame prise, mais le pion blanc à 22 apparaît quelque peu excentré.

d1) 10. 34x25 (23x45) ; N+1.

e) Ou 9. ... (16-21) ; 10. 30-24 (21-26) ; 11. 47-41.

Interdit 11. ... (4-10) ; 12. 24-19 (13x24) ; 13. 37-32 (26x28) ; 14. 33x4 [dame] (24x33) ; 15. 39x19, etc., B +.

f) Interdit 11. 30-24, les Noirs dament : 11. ... (25-30) ; 12. 34x25 (23x34) ; 13. 39x30 (13-19) ; 14. 24x22 (17x50) !, +.

g) Un coup de position pour interdire durablement l'accès à la case 27.

h) Les Blancs semblent redouter un affaiblissement de leur aile gauche et écartent 15. 30-24 qui clouerait leur aile droite, ou encore 15. 29-24 (20x29) ; 16. 33x24 qui permet 16. ... (23-28).

En fait, le coup juste semble être 15. 41-37, si l'on songe que sur 15. 42-37 les Noirs exécutent une belle combinaison en six temps, au terme de laquelle le pion 13, bondissant de case en case, atteindra la case 44.

i) Il faut ouvrir le passage vers la case 44.

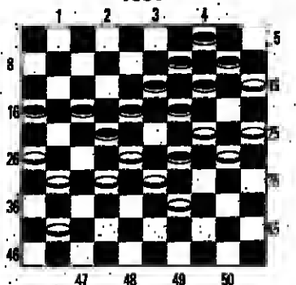
j) Les Blancs paient très cher l'enchaînement par leur centre-droit.

k) Pour apporter le dernier jalon à la rafle.

l) Ou l'art d'avoir su transformer en boomerang le centre-droit adverse.

m) Si 43-39 (44x33), N+2 et +.

PROBLÈME
P. GARLOPEAU (Rochefort)
1991



Les Blancs jouent et gagnent.

Ce nonveau problème composé par ce maître problémiste pour les lecteurs du *Monde* apparaît, dès le premier temps, comme un exercice de haute voltige basé, pour l'essentiel, sur la priorité à donner à la prise majoritaire, sur la création de temps de repos et sur l'arme du collage.

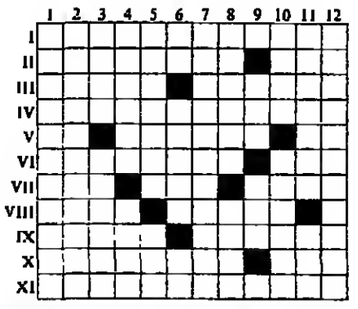
● SOLUTION : 25-20 !! [l'élément de surprise dès le premier temps] (29x47) ; 39-33 ! [temps de repos] (14x34) [prise majoritaire prioritaire] ; 26-21 ! [collage] (47x20) ; 21x3 [dame] (22x33) ; 3x91 [la dame rafle quatre pièces, dont la dame à 20] (4x13) ; 15x4 [les Blancs dament à nouveau] (13-19) ; 4-27 ! (19-24, *a*) ; 27-38 (24-30) ; 38-43 (30-35) ; 43-49, etc., B +.

a) (19-23) ; 27-38 (23-28) ; 38-49 (28-33) ; 48-43, etc., +.

Jean Chaze

Mots croisés

nº 678



HORIZONTALEMENT

I. Ne comptez pas sur lui pour vous faire la conversation. – II. Terme politiquement désuet. Le pratiquer est une grâce donnée. – III. Sert. A servir. – IV. Dépollue l'atmosphère. – V. Patrie d'Abraham. Vieux titre. Dans le vent. – VI. Nos princes la réclament. Ne lâche jamais prise. – VII. Va apporter la solution. Favorisa la promotion. A perdu ses poils nu n'en a jamais eu. – VIII. Sous le navire. Pour un mot composé. – IX. Bien compacte en un sens. Sert d'abord pour l'accueil. – X. Ont servi. Sert peut-être moins souvent que son contraire. – XI. Reprirent en mains.

VERTICALEMENT

I. Il n'a pas son pareil pour les chinoiseries. – 2. Il peut cependant être idéaliste à ses heures. – 3. Richesse, puissance, il a tout pour plaire. A ses stars. – 4. Savoure d'avance. On les a dits anglais. – 5. Etiré. Pour dire comme un charretier. – 6. C'est d'un rieur, surtout s'il est doublé. Ne fait pas rire. Note. – 7. Régnaient sur Saint-Cyr. – 8. Pour une huile. A pris couleur. – 9. En hâte. Mesure. – 10. Qualifie le petit enfant et le vieillard. Toujours stérile. – 11. Vous ôteront les fardeaux. Dépend de l'air qu'on peut avoir. – 12. On peut dire qu'il est tout à fait involontaire.

SOLUTION DU Nº 677

Horizontalement

I. Apprentissage. – II. Louera. Violon. – III. Transite. Lobe. – IV. Etna. Vu. Désir. – V. Retiré. Prie. – VI. Na. Ta. Oeil. Hé. – VII. Affriandé. Fer. – VIII. Naïade. Augure. – IX. Cus. Egal. Ilon. – X. Excursionnent.

Verticalement

I. Alternance. – 2. Porte à faux. – 3. Puant. Fisc. – 4. Renaître. – 5. Ers. Raider. – 6. Naïve. Aegs. – 7. Tu. On. Ai. – 8. Ive. Pédalo. – 9. Si. Dieu. – 10. Soleil. Gin. – 11. Alose. Futé. – 12. Gobi. Héron. – 13. Enervèrent.

François Dorlet

Echecs

nº 1451

Tournoi des grands maîtres de Bienne, 1991.
Blancs : A. Shirov.
Noirs : Z. Kozul.
Défense Grünfeld.

1. d4	Cg6	18. hxg6	hxg6
2. c4	g6	19. Dé1 ! (l)	Tç8 (m)
3. Cç3	d5	20. Fg5 ! (n)	Cé6
4. cxd5	Cxd5	21. Fxé7	g5 (o)
5. é4	Cxç3	22. d5	Cd4
6. bxç3	Fg7	23. Fxg5	b4 (p)
7. Fç4	c5	24. Fé3 ! (q)	Da6
8. Cè2	0-0 (a)	25. Fxd4	Fxd4
9. Fé3 (b)	Cç6 (c)	26. Dd2	Fg7 (r)
10. Tç1	çxd4 (d)	27. dé!	Fb5 (s)
11. çxd4	Da5+	28. Fxf7+ ! (t)	Rf8
12. Rf1	Fd7 (é)	29. Fé6 !	Tç1+ (u)
13. b4 !	Tf-c8 (f)	30. Dxç1	Fxé2+
14. b5	Cd8 (g)	31. Rf2	Fd4+
15. Cf! (h)	b5 (i)	32. Rg3	Dxd6+
16. Fb3	Txç1 (j)	33. Df4+	Ré7 (v)
17. Fxç1	Dé6 (k)	34. Th7+ abandon (w)	

NOTES

a) La branche principale de la « variante d'échange » se retrouve après 8. ... çxd4 ; 9. çxd4 ; Cç6 ; 10. Fé3, 0-0 ; 11. 0-0, Fg4 ; 12. f3, Ca5.

b) Au lieu d'entrer dans la suite classique 9. 0-0, Cç6 ; 10. Fé3, les Blancs choisissent une continuation à la mode expérimentée depuis quelques années, une arme assez dangereuse qui les prive sans doute du roque mais au profit d'une puissante offensive sur le R ennemi.

c) Ou 9. ..., çxd4 ; 10. çxd4, Cç6 ; 11. Dd2, Da5 ; 12. Td1, Dxd2+ ; 13. Txd2, Ca5 ; 14. Fd3, é6 ; 15. 0-0, Fd3 avec égalité (Ljubojevic-Korchnoi, Tilburg, 1989).

d) On a aussi essayé 10. ..., Ca5 ; 11. Fd3, é5 et 10. ..., Dç7 ; 11. h4 comme 10. ..., Fd7.

e) Si 12. ..., Fg4 ; 13. f3 ! Après 12. ..., Td8 ; 13. h4, h5 ; 14. Db3, é6 ; 15. d5, Cé5 ; 16. dxé6, Cxç4 ; 17. éxf7+, Rh7 ; 18. Dxç4, Fg4 ; 19. f3, Ta-ç8 ; 20. Ob3, Txç1+ ; 21. Fxç1, Fé6 ; 22. Dxé6 !, Td1+ ; 23. Rf2, Txh1 ; 24. Dd6 !, Oxa2 ; 25. Dé7 ! Les Blancs sont mieux. Cependant, les Noirs ont à leur disposition la curieuse défense 12. ... Da3 ! ; 13. Db3 (si 13. h4, Fg4 ! ; 14. Tç3, Dd6 !), Dxb3 ; 14. Fxb3, Td8.

f) 13. ..., Tf-d8 suivi de Fé8 est aussi à envisager. Dans la partie Polugaievsky-Kudrin (New-York, 1989), la suite 13. ..., Ta-c8 ; 14. h5, é5 ; 15. hxg6, hxg6 ; 16. d5, Cd4 ; 17. Cxd4, Txç4 ; 18. Txç4, Da6 ; 19. Dd3, éxd4 ; 20. Fxd4, Fb5 se retourna contre les Noirs après 21. Dh3, Fxç4 ; 22. Rg1, f6 ; 23. Dh7+, Rf7 ; 24. Thé ! L'amélioration des Noirs par 17. ..., éxd4 ! ne fut cependant pas suffisante dans la partie Shirov-Resina (Daugavpils 1990) après 18. Fd2 ! (et non 18. Fxd4, Txç4 !), Db6 ; 19. Rg1 !

g) Cette défense, assez populaire, laisse aujourd'hui de côté la continuation 14. ... é5 ! ; 15. hxg6, hxg6 ; 16. d5, Cd4 ; 17. Cxd4, éxd4 ; 18. Fxd4 (18. Fd2 peut-être), Txç4 ! ; 19. Txç4 (si 19. Fxg7, Da6), Da6 ; 20. Dd3, Fb5.

h) Meilleur que 15. hxg6, hxg6 ; 16. Fd2, Da4 ! ; 17. Fb3, Da6 ; 18. Rg1, Dd3 (Nogueiras-Ljubojevic, Barcelone 1989) et que 15. hxg6, hxg6 ; 16. Dd3 (menaçant Fd2 et Dg3) b5 (Marin-Fette, Berlin 1989). Shirov a déjà mis à l'épreuve cette idée de donner au R blanc la case f2 dans sa partie contre Gurevitch (Santiago, 1990).

i) Gurevitch joua mieux : 15. ..., Fb5. Après 16. Fxb5, Dxb5 ; 17. Rf2, Txç1 ! ; 18. Dxç1, Cç6 les Noirs ont une position équilibrée. Le coup du texte est faible mais il est probable qu'il avait préparé quelque chose sur l'échange 15. ..., Fb5.

j) Après 16. ..., b4, les Blancs poursuivent par Rf2-Dg1-Dh2.

k) Une erreur dictée par la suppuration 18. hxg6, hxg6 ; 19. Fh6, Fxh6 ; 20. Dxh6, Dé6.

l) Menace 20. Dh4.

m) Si 19. ..., Dé8 ? ; 20. é5 et 21. Dh4.

n) Et non 20. Dh4 à cause de 20. ..., Txç1+ ! ; 21. Cxç1, Dxd4 avec une certaine compensation pour la qualité (si 22. Dxé7, Cé6).

o) Forcé. Si 21. ..., Cxd4 ; 22. Dh4.

p) Au prix de deux pions, les Noirs contre-attaquent et menacent 24. ... Fb5.

q) Jolie parade : si 24. ..., Fb5 ; 25. Rf2 !

r) 26. ..., Fb5 est aussi à examiner : 27. Dxd4, Tç1+ ; 28. Rf2, Txh1 ; 29. Cg3, Th7 ; 30. Cf5, Db6 ; 31. d6 ! ou 32. Dxb6.

s) Un clouage qui paraît fort.

t) Mais la réfutation est superbe : si 28. ..., Rxf7 ; 29. Dd5+, Rf8 ; 30. Of5+, Rg8 ; 31. Dé6+, Rf8 ; 32. Tf3, Fxé2+ ; 33. Rf2, Fd4+ ; 34. Rg3 !, Dh7 ; 35. Tf5+, Rg7 ; 36. Tg5+, Rh8 ; 37. Dh3+.

u) Si 29. ..., Fxé2+ ; 30. Rf2. Avec mat.

v) La finale est perdue pour les Noirs après 33. ..., Dxd4+ ; 34. Rxd4.

w) Si 34. ..., Rxé6 ; 35. Th6+.

SOLUTION DE L'ÉTUDE Nº 1450
J. GUNST (1922)

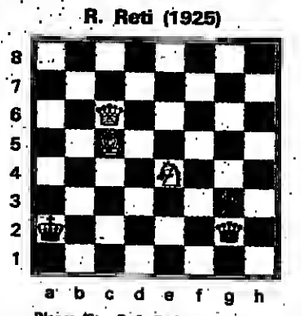
(Blancs : Rd5, Fç8, Cb8. Noirs : Rd8, Pa7 et d7.)

Si 1. Fxd7 ? Rç7 nulle. Si 1. Fa6 ?, Rç7 nulle. Et si 1. Fb7, Rç7 attaquant deux pièces. Alors ?

1. Fb7, Rç7 ; 2. Fa6 !, Rxb8 ; 3. Rd6, Ra8 ; 4. Rç7 et 5. Fb7 mat.

Claude Lemoine

ÉTUDE. Nº 1451
R. Reti (1925)



Blancs (3) : Rç5, Dç6, Cé4.
Noirs (3) : Ra2, Dg2, Pg3.

Les Blancs jouent et gagnent.

POUR VOS DÉJEUNERS D'AFFAIRES

DIEP à l'Opéra

Une clientèle française, qui connaisse l'Asie... et aime s'y retrouver lors d'un repas, choisissez sans hésiter « DIEP ». Le plus grand des restaurants avec trois cent cinquante places, dans un décor somptueux de marbre et laque. Le choix est vaste, comme le restaurant ! Vous opterez soit pour la cuisine à la vapeur servie sur chariot, soit pour des plats plus subtils, thaïlandais ou vietnamiens. Pour les plus pressés, un « MENU EXPRESS », 72 F et 88 F à déjeuner, dans un cadre splendide, vous fera voyager. Connaître « DIEP », pour les Parisiens, n'est pas un secret, puisque sa famille est doublement installée dans le huitième arrondissement depuis plus de dix ans. Déjà l'ambiance de vos vacances, en découvrant « DIEP », et vous ne le regretterez pas.

28, rue Louis-le-Grand (2e). Tél. : 47-42-31-58 et 94-47.
DIEP, 55, rue Pierre-Charron (8e). Tél. : 45-62-52-76.
DIEP, 22, rue de Ponthieu (8e). Tél. : 42-56-23-96.
Service assuré jusqu'à minuit.

Ces trois restaurants sont ouverts tous les jours.

SPORTS

TENNIS : Internationaux des Etats-Unis

Quatre Français qualifiés pour le troisième tour

L'Allemand Boris Becker, les Américains Pete Sampras, Jim Courier et David Wheaton, l'Espagnol Emilio Sanchez et même le Tchécoslovaque Karel Novaeek : toutes les têtes de série engagées, jeudi 29 août, dans le deuxième tour de l'Open des Etats-Unis de tennis ont franchi l'obstacle.

Du côté français, quatre joueurs ou joueuses se sont qualifiés pour le troisième tour. Chez les hommes, Arnaud Boetsch a battu Christian Bergstrom. Mais la surprise est venue de Stephane Simian (deux cinquante-septième mondial), accepté dans le tableau final après qualifications : il est venu à bout de l'ancien finaliste de Wimbledon Kevin Curren en quatre sets.

Dans le simple dames, l'ancienne championne de France Nathalie Herreman a réalisé un exploit similaire. Repêchée des qualifications, elle a battu la Soviétique Elena Brioukhovets, perdant le premier set avant de remporter les deux autres et le match au jeu décisif. La Française Mary Pierce s'est également qualifiée. – *(AFP.)*

Résultats du 29 août

SIMPLE MESSIEURS

(Deuxième tour)

J. Connors (USA) b. M. Schapers (Hol), 6-2, 6-3, 6-2; S. Simian (Fra) b. K. Curren (E-U), 6-3, 6-7 (4/7), 7-6 (7/4), 6-4; B. Becker (All, 1) b. A. Volkov (URS) 6-0, 7-7 (7/4), 6-1; K. Novacek (Tch, 10) b. N. Marques (Por), 6-7 (1/7), 7-6 (7/5), 6-4, 3-6, 6-3; E. Sanchez (Esp, 14) b. A. Castle (G-B), 6-3, 6-2, 6-2; A. Jarryd (Suè) b. T. Champion (Fra), 7-5, 6-2, 1-1, abandon; P. Sampras (E-U, 6) b. W. Ferreira (AfS), 6-1, 6-2, 2-2, abandon; J. Courier (E-U, 4) b. J. Arias (E-U), 6-3, 6-2, 6-0; A. Boetsch (Fra) b. C. Bergstrom (Suè), 6-2, 6-3, 2-1, abandon; F. Clavet (Esp) b. G. Raoux (Fra) 6-1, 6-1, 6-4; D. Wheaton (E-U, 11) b. H. Skoff (Aut), 6-1, 6-2, 6-2.

SIMPLE DAMES

(Deuxième tour)

A. Sanchez (Esp, 4) b. K. Godridge (Aus), 6-1, 6-1; N. Zvereva (URS) b. A. Huber (All, 16) 6-2, 6-4; N. Herreman (Fra) b. H. Brioukhovets (URS), 3-6, 7-6 (7/4), 7-6 (7/5); B. Rittner (All) b. J. Halard (Fra), 6-2, 6-0; S. Graf (All, 1) b. C. Mothes (Fra) 6-0, 6-0; C. Martinez (Esp, 8) bat Y. Basuki (INS) 6-3, 6-4; M. Pierce (Fra) b. L. McNeil (E-U), 6-3, 3-6, 7-6 (8/6); M. Navratilova (E-U, 6) b. D. Graham (E-U), 6-1, 6-4; M. Maleeva-Fragniere (Sui, 10) b. A. Strnadova (Tch), 7-5, 6-2; Z. Garrison (E-U, 12) b. S. Cecchini (Ita) 6-1, 6-1.

ATHLÉTISME : les championnats du monde à Tokyo

Bubka en service minimum

Comme à Helsinki (1983) et à Rome (1987), l'Américain Greg Foster, trente-troie ane, et le Soviétique Serguei Bubka, vingt-huit ens, se eont impoeée à Tokyo dans leurs disciplines reapectives, le 110 mètres haies et le eeut à le perche, jeudi 29 août, à l'occasion de la cinquième journée des championnets du monde d'athlétisme. Deux champions d'une classe et d'une longévité exceptionnelles.

TOKYO

de notre envoyé spécial

D'un pas hésitant, l'homme le plus haut du monde est redescendu sur terre. Il a ôté ses «pointes», retiré ses chaussettes et s'est dirigé, pieds nus, vers les tribunes du stade olympique de Tokyo. Il a posé son pied gauche sur la rambarde séparant la piste des gradins. Puis il s'est adressé à sa femme et à ses deux enfants, assis dans la foule. Seuls les spectateurs des premiers rangs ont pu entendre ce qu'il disait. A en croire ses mimiques, cela devait être quelque chose comme : *« Regarde mon talon, j'ai trop mal ! »* et : *« Désolé, fiston, mais je battrai un record la proehaine fois ! »*

Le Soviétique Serguei Buhka s'en est allé alors ranger sa perche, un troisième titre de champion du monde en poche (1983, 1987, 1991). Au troisième essai, il avait franchi 5,95 mètres, soit cinq centimètres de plus que son dauphin, le Hongrois Istvan Bagyula, mais quinze de moins que son dernier record en plein air (6,10 mètres, le 5 août en Suède). C'était bien suffisant pour une médaille d'or. Les cinquante-trois mille spectateurs japonais qui s'étaient déplacés pour assister aux exploits de l'homme aux vingt-huit records du monde ne lui ont pss ménagé leurs applaudissements.

Par la suite, le Soviétique expliquera qu'il souffrait du talon gauche et que deux injections successives n'y avail rien changé. Il s'agissait donc pour lui de ne pas hypothéquer la fin de la saison, voire de sa carrière. Pourtant, à tort ou à raison, ses détracteurs mettront sans doute ce forfait sur le eompte d'un sens aigu des affaires. En effet, s'il avait établi un nouvean record à Tokyo, le plus grand perchiste de tous les temps n'aurait guère arrondi ses revenus, puisqu'aucune prime n'est prévue pour les vainqueurs. Mieux vaut done assurer un « service minimum » au Japon, et pour mieux s'aligner dans les réunions richement dotées...

Rien ne prouve que le forfait de Serguei Bubka s'explique sinsi, mais le champion soviétique est hien devenu nn « businessman » aussi redoutable que l'Américain Carl Lewis. Chaque participation à un meeting lui rapporte su moins l'équivalent de 180 000 F (prime d'engagement), et une « enveloppe » supplémentaire de 240 000 F est prévue en cas de record du monde. Cet athlète dont on dit qu'il serait capahle de sauter 6,30 mètres s'il le voulait vraiment a donc tout intérêt à franchir un psr nn les centimétres supplémentaires.

Quel maillot à Barcelone ?

Depuis le début de l'snnée, il a sinsi amélioré par buit fois les records du monde de la spécialité, quatre fois en plein air et quatre fois en salle (record sctuel : 6,12 mètres). A mesure que ses performances prensient de l'altitude, il est devenu, à vingt-huit ans, l'sthlète le mieux payé du «circuit» après Lewis. Ses revenus mensuels sont évalués à 600 000 F.

Le plus capitaliste des sportifs soviétiqnes s beau rouler en Mazda ou en Volkswagen (offertes par des organisateurs de meetings), avoir un compte en banque en Suisse et un autre à San-Francisco, il vit toujours à Donetsk, une ville du bassin houiller ukrainien. Président du club d'athlétisme local, il possède également une salle de jeu, équipée de machines à sous et de flippers. En 1990, il faillit pourtant s'installer à Berlin. Un club allemand lui proposait un contrat en deutschmarks. Aussitôt, Serguei Bubka exigea de pouvoir faire venir sa femme et ses enfants, son frère (Vassily, également perchiste) et sa famille, son « kiné », son entraîneur et sa famille. Les négociations n'ont pas abouti. En juin dernier, il s été contacté par le club de Nice.

L'évolution de la situation politique en Union soviétique pourrait l'inciter à s'exiler plus tôt que prévu. La présence de sa femme et de ses enfants à Tokyo trahit sutant un besoin de confort affectif à l'approche d'une compétition, qu'une volonté de tenir les siens à l'écart d'un pays en voie de dislocation.

Dans un entretien publié par l'hebdomadsire *le Sport* (édition du 29 août), il déclare sinsi, su sujet de l'indépendance de l'Ukraine : *« Que voulez-vous qu'elle fasse seule ? L'Ukraine n'a ni pétrole ni gaz. Alors que l'Europe est en train de réaliser son unité, l'URSS se divise. C'est revenir cent ans en arrière ! Que chaque république puisse s'autogérer, d'accord, mais dans l'Union... »* Dans le même entretien, Serguei Bubka se félicite de la voie empruntée par M. Mikhaïl Gorbatchev, qui mènera, selon lui, le psys vers une *« vie normale »*. Mais nul ne sait trop si l'homme le plus haut du monde portera un maillot soviétique ou ukrainien lors des Jeux olympiques de Barcelone...

PHILIPPE BROUSSARD

Finales messieurs

Losgueur : 1. M. Powsll (E.-U.), 8,95 m (nouvsau rscord du monds) ; 2. C. Lewis (E.-U.), 8,91 m ; 3. L. Myricks (E.-U.), 8,42 m.

Décathlon : 1. D. O'Brien (E.-U.), 8812 pts ; 2. M. Smith (Can.), 8549 pts ; 3. C. Schsnk (All.), 8 394 pts ; ...9. C. Plaziat (Fra.), 8122 pts.

Le record de Bob Beamon battn à Tokyo

Le bond de géant (8,95 m) de Mike Powell

TOKYO

de notre envoyé spécial

La « record du siècle » n's donc pas attendu l'an 2000 pour être battu. Vingt-trois ans après le saut « historique » de l'Américain Bob Beamon (8,90 m) aux Jeux olympiques de Mexico, son compatriote Mike Powell a établi un nouveau record du monde du saut en longueur avec un bond de 8,95 m, vendredi 30 août à Tokyo, à l'occasion des championnats du monde d'athlétisme.

Les 80 000 spectatsurs qui avaient pris place sur les gradins du stade olympique de la capitale japonsise étsisnt pourtant persuadés qu'un tel exploit viendrait de Carl Lewis, la star des stars, déjà sacré champion du monde en 1983 à Helsinki et en 1987 à Rome. Lui seul, invaincu sur un eautoir depuis 1981, semblait pouvoir un jour sauter plus loin que Bob Beamon. Il ne cessait d'ailleurs de répéter qu'il y parviendrait avant la fin de sa carrière. Dès le début du conecours il prouvait qu'il était dana une forme exceptionnslle an franchissant notsmmant 8,83 m, puis 8,91 m. Ce dernier saut ne pouvait être homologué comme un nouveau record en raison d'un vent trop favorable, mais il suffisait pour enlever un troisième titre de champion du monde.

Quand srriva la cinquième essai de Mike Powell, rien ne laissait prévoir le nouveau bond «historique» de cet étudiant de l'université californianne UCLA. Certes, il aveit pris l'habitude depuis quelques mois de concurrencer le «maître» Lewis (il a sauté 8,83 m lors des derniers championneta dss Etats-Unis contre 8,64 m à Lewis), mais, s'il semblait en mesure de battre un jour ou l'autre Carl Lewis, il ns peraissait pss assez talentueux pour effacer des tablettes le bond de géant de Beamon. Sa meilleure performance, lors des quatre premiers essais, n'était que de 8,54 m.

A l'issus d'uns courss parfaite, il s'envolait pourtant en un bond prodigieux qui l'emmenait à 8,95 m de la planche de départ. Le jeune homme pouvait alors entamer uns sarabande triomphale sous les yeux d'un Lewis dépité et songeur. Ce dernier allait tenter en vain de combler son retard. Malgré deux derniers sauts impressionnants (8,87 m et 8,84 m), il allait pour une fois laisser la vsdstts à un autre champion de légende.

Ph. Br.

Résultats du 30 août

Finales dames

100 m haies : 1. L. Narochilsnkn (URS), 12 s 59 ; 2. G. Devers-Roberts (E.-U.), 12 s 63 ; 3. N. Grigoryeva (URS), 12 s 69 ; 4. M. Ewanje-Epée (Fra.), 12 s 84 ; ... 6. F. Colle (Fra.), 13 s 01.

200 m : 1. K. Krabbe (All.), 22 s 09 ; 2. G. Torrences (E.-U.), 22 s 16 ; 3. M. Otsey (Jamr.), 22 s 21.

10 000 m : 1. L. McColgsn (G.-B.) 31 min 14 s 34 ; 2. Z. Huandi (Chn.), 31 m 35 s 08 ; 3. Wang Xiuting (Chn.), 31 min 35 s 99 ; ...19. A. Sargent-Pallay (Fra.), 33 min 01 s 92.

Bilan provisoire des médailles : après six jours de compétions, l'équipe des Etats-Unis est en tête du classement des médsilles (8 d'or, 6 d'argent, 8 de bronze) devant l'URSS (7, 5, 7) et l'Allemagne (4, 2, 3).

France Inter vous montre en 8 jours
ce que la télé
veut vous montrer en un an.

SEPTEMBRE

Lundi 2 Hervé BOURGES
Mardi 3 Étienne MOUGEOTTE
Mercredi 4 Éric GIUILY
Jeudi 5 Dominique ALDUY
Vendredi 6 Pierre LESCURE
Lundi 9 Pascal JOSÈPHE
Mardi 10 Jean DRUKER
Mercredi 11 Jérôme CLÉMENT

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

هكذا من الأصل

SPECTACLES

CINÉMAS

VENDREDI 30 AOUT

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

La Peau (1981, v.o. s.t.f.), de Liliana Cavani, 16 h ; Christ interdit (v.I.), de Curzio Malaparte, 19 h ; le Mépris (1963), de Jean-Luc Godard, 21 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)

Les Quarante Ans des *Cahiers du cinéma* : l'Enfant secret (1979-82), de Philippe Garrel, 18 h ; les Amants terribles (1984), de Danièle Dubroux, 20 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Paris la nuit : Marginalités : Paris des négritudes (1970) de Jean Schmidt, les Clowns de Dieu (1986) de Jean Schmidt, 14 h 30 ; Paris by night : la Nuit des cabarets (1961) de R. Alexandre, Vous avez dit Pigalle ? (1979) de J. Martinengo, Girls of Paris (1984) d'André Halimi, 16 h 30 ; Nuits noires : Bande annonce : Bob le flambeur (1956) de Jean-Pierre Melville, le Doulos (1962) de Jean-Pierre Melville, 18 h 30 ; Nuits blanches : Spot Saint Laurent Rive gauche (1983), Edouard et Caroline (1950) de Jacques Becker, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
ALICE (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).
ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).
AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20e (46-36-10-96).
LA BANDE A PICSOU (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (iranien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
LA CHAIR (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
CHEB (Fr.-Alg.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
CHEROKEE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).
CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).
LE CRI DU PAPILLON (Brit.-Fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).
DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).
DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).
DIEU VOMIT LES TIÈDES (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LA DISCRÈTE (Fr.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).
DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).
LES DOORS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
LE FER ET LA SOIE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).
FOOLS OF FORTUNE (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
FRANKENHOOKER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).
LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIOLEUR (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20e (46-36-10-96).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
LA LISTE NOIRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
LUNE FROIDE (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).
MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
LA MANIÈRE FORTE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).
MARTHA ET MOI (All., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
MERCI LA VIE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
MISERY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
NAVY SEALS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
NEW JACK CITY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).
NIKITA (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LE PORTEUR DE SERVIETTE (It.-Fr., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LA REINE BLANCHE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).
RETOUR AU LAGON BLEU (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20e (46-36-10-96).
SAILOR ET LULA (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71).
SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
LE SILENCE DES AGNEAUX (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).
THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).
LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).
UN DIEU REBELLE (Fr.-All.-Suis.-Sov.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).
LA VALSE DES PIGEONS (Fr.) : Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LA VIE DES MORTS (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LES VIES DE LOULOU (Esp., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).
WARLOCK (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LES FILMS NOUVEAUX

LES COMMITMENTS. Film irlandais d'Alan Parker, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
DANS LA SOIRÉE. Film italien de Francesca Archibugi, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).
L'EMBROUILLE EST DANS LE SAC. Film américain de John Landis, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
HIDDEN AGENDA. Film britannique de Ken Loach, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).
HOMICIDE. Film américain de David Mamet, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
POINT BREAK. (*) Film américain de Kathryn Bigelow, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
RIO NEGRO. Film franco-vénézuélien d'Atahualpa Lichy, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86).
SIMPLE MORTEL. Film français de Pierre Jolivet : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
STRADA BLUES. Film italien de Gabriele Salvatores, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).
UN TYPE BIEN. Film franco-belge de Laurent Bénégui : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES GRANDES REPRISES

ARIANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
FANTASIA (A.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
GLORIA (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).
LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).
MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).
PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY ALLEN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
QUAI DES ORFÈVRES (Fr.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
RAINING IN THE MOUNTAIN (Hong Kong, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.
AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) 14 h.
LE BALLON ROUGE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h.
BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h.
LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 18 h.
LE CRIMINEL (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) 14 h 10, 18 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10.
CRIN BLANC (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (*) (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).
LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) 12 h.
DOUZE HOMMES EN COLÈRE (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h.
DUNE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h 45.
L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-80-00) 11 h, 13 h.
EDWARD AUX MAINS D'ARGENT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 13 h 45.
EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 17 h 20.
L'EXPÉRIENCE INTERDITE (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h.
FANTASIA (A.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.
LA FLUTE A SIX SCHTROUMPFS (Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 30.
LES FOURMIS TISSERANDES (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-80-00) 11 h, 13 h.
LES FRÈRES KRAYS (*) (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) 22 h.
GHOSTS OF THE CIVIL DEAD (**) (Austr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 10 h 45.
LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 14 h.
HOT SPOT (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) 22 h 15.
IN BED WITH MADONNA (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h 30.
INDIA SONG (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 19 h.
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-80-00) 10 h, 12 h.
JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.
LA LECTRICE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h 20.
LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 18 h.
LISTEN UP THE LIVES OF QUINCY JONES (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 18 h.

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

UN COUPLE AU SPLENDID. Splendid Saint-Martin (42-08-21-93) (dim., lun.) 20 h 30 (28).
JEAN-MARIE BIGARD. Palais des Glaces. Grande Salle (42-02-27-17) (dim., lun.) 20 h 30 (28).
MAMAN N'EST PAS CONTENTE. Théâtre Moderne (48-74-10-75) (dim.) 20 h 45 (28).
SALADE SISSOISE. Le Grenier (43-80-68-01) mer., jeu., ven., sam. à 22 h (28).
LA VOIX HUMAINE. Le Funambule-Restaurant (42-23-88-83) (dim. soir. lun.) 20 h 30 ; dim. 18 heures (30).
CLAUDIE. Pré-Catelan. Jardin Shakespeare (42-78-45-09) samedi et dimanche à 16 h (31).
HISTOIRE D'OUVREUSES. Marie-Stuart (45-08-17-80) (dim., lun.) 20 h 30 (3).
LES JUMEAUX. Nouveautés (47-70-52-76) (dim., lun.) 20 h 30 ; samedi à 18 h 30 et 21 h 30 (3).
N'ÉCOUTEZ PAS MESDAMES. Madeleine (42-65-07-09) (dim. soir, lun.) 21 h ; sam. 15 h ; dim. 15 h 30 (30).
PEDRO ET LE CAPITAINE. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim.) 20 h 20 (3).
REMUE-MÉNAGE. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim.) 19 h (3).
SANS TITRE. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim.) 22 h 15 (3).

THÉATRES

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Humour Violet et son Coulis de vitriol : 20 h 15. Thé à la menthe ou T'es citron : 22 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h.
CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Rahab : 18 h 30. Le Tartuffe : 20 h 30.
EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : 20 h 15. Les Babas cadres : 22 h.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage de Figaro : 18 h 45. La Mouette : 21 h.
GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Grand-père Schlomo : 20 h 15.
HALLE SAINT-PIERRE (42-58-74-12). Les Origines de l'homme : 16 h.
HÉBERTOT (43-87-23-23). La Contrebasse : 21 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 18 h 30. La Leçon : 20 h 30.
LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAURANT (42-23-88-83). La Voix humaine : 20 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Petite salle. Poèmes voyous : 20 h 15. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Les Egarements du cœur et de l'esprit : 20 h 30. Huis clos : 21 h 45. Théâtre rouge. Duende : 18 h 30. La Ronde : 20 h. Oncle Vania : 21 h 30.
MICHODIÈRE (47-42-95-23). Tromper n'est pas jouer : 21 h.
ŒUVRE (48-74-42-52). Les Sept Grains de beauté : 20 h 45.
PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Jean-Marie Bigard : 20 h 30.
ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Quand on n'a que l'amour : 20 h 30.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Un couple au Splendid : 20 h 30.
THÉATRE DE DIX-HEURES (49-06-10-17). 1885, guerres privées : 20 h 30. J'accuse le choc : 22 h.
THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Sur la grand-route : 21 h. Robert et Clara Schumann, les chants de l'aube : 21 h.
THÉATRE MODERNE (48-74-10-75). Maman n'est pas contente : 20 h 45.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Charité bien ordonnée : 21 h.
VARIÉTÉS (42-33-09-92). Trois partout : 20 h 30.

LES CAFÉS-THÉATRES

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Salade de nuit : 20 h 15. Costa-Vagnon : 21 h 30. J'dois pas être normal : 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Finissez les melons je vais chercher le rôti : 21 h 30.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Fallait dans son premier fatma-show : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h 30.
LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache : 20 h 30, 22 h et 24 h.
LE GRENIER (43-80-68-01). Salade Sissoise : 22 h.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Ça passe ou ça casse : 20 h. Le Nouveau Spectacle de Valardy : 21 h 15. Muriel Montossey.
SUNSET (40-26-46-60). Cinémaniac 2, le retour du come-back : 20 h.

RÉGION PARISIENNE

EXPOSITION-SPECTACLE SUR PLAN D'EAU (05-00-92-00). Universeine : 18 h 40 et 20 h 20.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 31 AOUT

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Le Palais de Justice, histoire et fonctionnement », 11 heures, 14 h 15 et 18 h 30, métro Cité, sortie marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'abbaye cistercienne de Maubuisson » (inscription au 42-26-80-52), 13 h 45, gare du Nord, guichets banlieue (D. Bouchard).

« La Conciergerie, du palais des rois à la prison révolutionnaire », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (E. Romann).

« Les appartements royaux du Louvre et la vie quotidienne de la cour », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« En route pour Chinatown. Histoire d'une communauté bien implantée et d'un urbanisme raté, accompagnée d'une tasse de thé », 14 h 30, métro Porte-de-Choisy (M.-C. Lasnier).

« L'Opéra de Garnier « cathédrale mondaine » du Second Empire », 14 h 30, dans l'entrée (C. Merle).

« Rénovations architecturales dans le 13e arrondissement : les Olympiades », 15 heures, sortie métro Porte-de-Choisy, côté boulevard Masséna.

« Une ville vieille de trente ans : La Défense, passé et avenir de l'Ouest parisien », 15 heurs, hall du RER La Défense, sortie K, devant la pharmacie (Monuments historiques)

« Le quartier chinois », 15 heures, métro porte de Choisy, sortie Masséna, côté pair (Tourisme culturel).

« Notre-Dame de Paris. Le chantier des cathédrales. Nicolas Flamel. Le voyage à Compostelle », 15 heures, sortie métro Cité (I. Hauller).

« L'étrange quartier de Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice » (Résurrection du passé).

« Promenade au Marais : dix fontaines oubliées », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Paris et son histoire).

« Promenade de la place des Vosges à la maison de Jacques Cœur », 15 heures, métro Saint-Paul-le Marais.

« Hôtels, églises et ruelles du Marais Sud », 17 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce-Visites).

« Saint-Denis : la maison d'éducation de la Légion d'honneur », 18 heures, à l'entrée (Office de tourisme).

DIMANCHE 1er SEPTEMBRE

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 10 h 30, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris Autrefois).

« L'île Saint-Louis : de l'hôtel Lauzun à l'hôtel Chenizot en passant par des jardins mystérieux », 11 heures et 14 h 30, métro Pont-Marie (C. Merle).

« Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse », 11 heures, 15 heures et 17 heures, métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Promenade historique dans l'île de la Cité et l'île Saint-Louis », 14 h 30, sur le Pont-Neuf, à côté de la statue d'Henri IV (Connaissance de Paris).

« Cités d'artistes et ruelles du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Sauvegarde du Paris historique).

« La basilique de Saint-Denis », 14 h 30, à l'entrée (Office de tourisme).

« Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque », 15 heures, sommet du funiculaire, au fanion Paris Autrefois.

« Sous la coupole de l'Académie française », 15 heures, 23, quai de Conti (D. Bouchard).

« Promenade dans l'île de la Cité, berceau de la civilisation parisienne », 15 heures, sortie métro Cité.

« Le château de Maisons-Laffitte », 15 heures, hall d'entrée du château, RER ligne A (Monuments historiques).

« Beaux hôtels du Marais, de la place des Vosges à l'hôtel d'Angoulême-Lamoignon », 15 heures, 1, place des Vosges (E. Romann).

« L'Opéra Garnier », 15 heures, en haut des marches, à gauche (Tourisme culturel).

« Du côté de chez Swann » à la recherche de Proust et des célébrités de la plaine Monceau », 15 heures, devant l'église Saint-Augustin (M. Hager).

« Moulin, parc et cité ouvrière de la chocolaterie Menier », 15 heures, hall RER A, Noisiel (Art et Histoire).

« Mathématiques sacrées à Notre-Dame. Etude du ballet des planètes et la porte des Anges », 15 heures, sortie métro Cité (I. Hauller).

« Le quartier de l'Yvette avec visite de l'atelier du sculpteur Henri Bouchard, spécialement ouvert », 15 heures, métro Jasmin (V. de Langlade).

« Les grandes heures de la place des Vosges, de Richelieu à Victor Hugo », 15 heures, 8, place des Vosges (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 1er SEPTEMBRE

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Que nous réserve l'An 2000 ? », par Natya ; En seconde partie : Expériences de voyance, par F. Gallice (Conférences Natya).

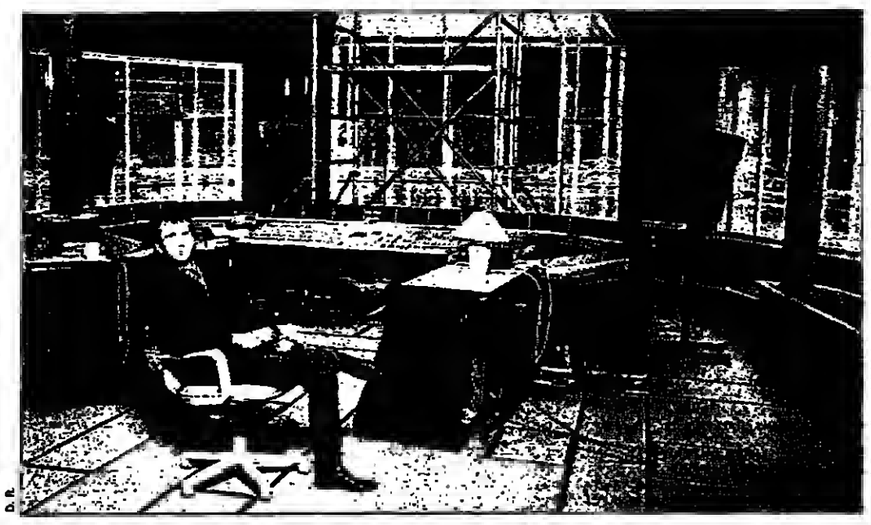
CULTURE

MUSIQUES

Les tours du monde de Peter Gabriel

Fin d'été dans l'Angleterre verte, dans les studios d'un rocker éclectique ouvert aux musiques venues d'ailleurs

BATH
de notre envoyée spéciale



Par une belle journée d'août 1991, sur les marches d'un moulin du XVIIe siècle, l'imposant Ghulam Farid Sabri, les yeux abusivement passés au khôl, les cheveux roux et longs teints au henné, boit du thé avec un Van Morrison rondelet, en lunettes noires et débardeur. Drôle de mariage que celui de l'aîné des Sabri Brothers, idole du chant qawali pakistanais, et de «Van The Man», pionnier irlandais du rock. L'Angleterre est douce sous le soleil, et ici, aux environs de Bath, à une bonne centaine de kilomètres de Londres, elle arbore avec fierté ses vallons verdoyants, ses moutons, ses vestiges romains, ses bâtisses de pierre et sa politesse sans accroc. Le marieur, Peter Gabriel, chevalier du mélange trans-mondial, y vit, y travaille, y rêve.

Les pelouses du *moulin de Box*, une grande bâtisse rectangulaire flanquée de trois *cottages* élégants, sont bien sûr taillées au carré. De quoi insuffler un respect bucolique au Tanzanien Remmy Ongala, guitariste déménageur de rythmes en Afrique de l'Est, installé avec femme et enfant sur l'herbe grasse *et persuadé qu'« ici, c'est aussi beau que chez moi»*. Remmy, Ghulam et Van n'étaient pas seuls. Peter, prince débonnaire, en avait convié quelques autres. Au hasard : une jeune chanteuse blonde, Mari Boine Persen, Laponne semi de Norvège; un Ougandais en exil et en dread-locks, Geoffrey Oryema; un Irlandais en jeans râpés, Pol Brennan, en trio avec le flûtiste Guo Yue (de Chine) et le percussionniste Juji Hirota (du Japon); un très vieux roi du calypso de Trinidad, Roar Lion, canne, chapeau de paille et costume trois pièces; trois jeunes rappers londoniens en baskets américaines délacées, les Massive Attack. La *«recording week»*, une semaine d'enregistrements en studio destinée à approvisionner pour l'année à venir le catalogue du label Real World, s'achevait. Au bord de la rivière, où une tente digne d'un tournoi de golf huppé avait été dressée, l'incongru patchwork, du plus traditionnel au plus électrique, clôturait cette *world party* par dix heures de concert privé.

Si le maître de cérémonie, Peter Gabriel, s'est hissé au rang d'idéologue incontesté de la *world-music* (à ne pas prendre ici dans son sens restrictif : sorte de sauce où pourraient être mangées les identités culturelles), c'est que, plus que Sting, Paul Simon ou David Byrne, il a opté pour une stratégie à long terme. L'édifice Gabriel, construit au fil du hasard et des rencontres, prend racine dans le WOMAD (World Of Music Arts And Dance), une organisation qu'il a fondée en 1981 avec une poignée d'amis, dont Michael Brooman, l'actuel directeur. Aujourd'hui, le WOMAD gère une kyrielle d'activités, dont huit festivals d'été (*trois en Angleterre*, un au Canada, en Finlande, en Allemagne, au Japon, en Espagne pour 1991). Logée à deux pas du moulin dans des hangars réhabilités, l'équipe prépare aujourd'hui un grand show pour 1992 à Barcelone, avec tous ceux qui participèrent de son essor, et d'abord son fétiche, le chanteur sénégalais Youssou N'Dour.

Deuxième pierre angulaire, les studios Real World, construits par Peter Gabriel grâce aux royalties de *So*, son dernier album, sorti en 1986 et vendu à plusieurs millions d'exemplaires. D'un mini – mais performant – studio d'enregistrement imaginé pour son usage personnel, Peter Gabriel a tiré un modèle de rêve technologique, construit au-dessus et à fleur d'eau. Dans ces studios fort courus aujourd'hui, un soin extrême a été apporté à l'architecture, conçue pour le confort des musiciens, depuis l'aménagement de l'air conditionné, habituellement tueur de virus, jusqu'aux matériaux employés. Tout en bois, le *wooden studio*, réservé aux musiciens traditionnels, combine un agréable plancher de Plexiglas à travers lequel on voit couler l'eau de la rivière, des mezzanines propices à la promenade et des conduits d'évacuation d'air en terre cuite. La technique et son bataillon d'appareillages, trop *violente* pour des artistes peu habitués à tant de sophistication, est réservée à la *«Big Control Room»*, sorte de bunker high-tech couleur ardoise qui a pris la place de la grande roue du moulin pour mieux brasser les cultures.

Créé en 1989 (*le Monde* du 29 mai 1989), le label Real World fait le pont entre le WOMAD et Peter Gabriel. Il sème des petits cailloux – vingt disques en deux ans, – preuves tangibles de leurs actions respectives. Une immense promenade qui va de la chaleur mozambicaine (Eyuphuro) au chant russe (*Dmitri Pokrovsky*) en passant par le recueillement égyptien (les Musiciens du Nil) et la ferveur pakistanaise (les Sabri Brothers, Nusrat Fateh Ali Khan). Les ventes, autour de dix mille exemplaires par album, plus qu'honorables pour le genre, ont besoin de croître. Peter Gabriel voudrait faire partager son attachement à la musique populaire – qu'elle soit rock en Angleterre, cumbia en Colombie ou rumba au Zaïre – au public jeune, consommateur de rock. Le premier essai sorti des studios en 1989, *Passion*, la musique de *la Dernière Tentation du Christ* de Martin Scorsese, pour laquelle Peter Gabriel était allé fouiller chez les musiciens africains et arabes, donnera le ton : l'âge de la pierre ramené à celui de l'ordinateur. Une idéologie vivifiante, mais en vertu de laquelle Real World a frisé le dérapage à plusieurs reprises. Aux albums sans défauts (*Luxor Th Isna, les Musiciens du Nil, Exile*, de Geoffrey Oryema), succèdent des portes enfoncées (*Babeli Soukous* du Zaïrois Tabu Ley Seigneur Rochereau, *La Explosion del Momento* des Cubains Oquestra Reve), sans compter les écarts de Nusrat Fateh Ali Khan, le meilleur vendeur de l'écurie, dont les trois albums «gabrielins», plus occidentalisés, ne résistent pas à la confrontation avec les enregistrements réalisés en France auparavant par Ocora.

De plus, l'obligation quasi idéologique de puiser dans le vivier du WOMAD limite les choix. Une bête de scène n'est pas forcément bon sur disque (Remmy Ongala). A cela s'ajoutent les obligations contractuelles des artistes et les impératifs économiques. Car, au-delà de l'utopie, Real World doit aussi composer avec le monde réel. Les studios ont coûté cher, leur rentabilité n'est pas encore assurée, et Peter Gabriel ne peut guère se permettre d'autres écarts philanthropiques que les invitations au moulin et la location de ses studios pour une misère. Le WOMAD se maintient sur la corde raide, et le distributeur, Virgin, investit sur l'image mondialiste de Gabriel sans autre largesse. Les musiciens viennent donc à Bath pour enregistrer vite (un album en une journée), dans l'esprit du *live*, dont Peter Gabriel ne s'est jamais départi pour sa collection.

Une «jam-session» polyglotte

Peter Gabriel avait voulu faire de cette semaine de pause dans les tournées de l'été 91 une *jam-session* polyglotte et expérimentale. L'hôte, les cheveux noués en catogan, l'œil bleu et l'air ravi, en avait d'ailleurs profité pour travailler à son prochain album, attrapant au passage Massive Attack, le Malgache Rossy ou l'Irlandaise Sinead O'Connor pour les *back-voices*. Aux côtés des novices (*la reine de la cumbia* colombienne Toto La Momposina, les bluesmen américains Holmes Brothers, le nostalgique Roar Lion...) venus pour leur premier album anglais, il avait convié d'autres membres de la caravane WOMAD pour que les musiques se mélangent au hasard des vagabondages et des promenades nocturnes. L'expérience fut, disent les musiciens, fascinante. Ils ont produit derrière les vitres épaisses du moulin plusieurs heures de bande que des producteurs cooptés – Bob Clearmountain (Simple Minds), Phil Ramone (John Lennon, Julien Clerc) – vont maintenant écouter, couper, passer au filtre des synthétiseurs afin d'en tirer un ou plusieurs albums. Qu'en sortira-t-il ? Une musique forte, originale, comme celle de Mari Boine Persen, ou juste le souvenir fou d'une semaine dans un moulin anglais?

VÉRONIQUE MORTAIGNE

CINÉMA

La grosse vague

Un polar-poursuite chez les surfeurs californiens Violence et mystique

EXTRÊME LIMITE
de Kathryn Bigelow

Des braqueurs portant les masques de carnaval d'anciens présidents des États-Unis exécutent un casse brutal mais sans faute, rapide autant que spectaculaire, ironique autant que frénétique dans une banque. Clic-clac des fusils qu'on arme, précision des gestes secs : les agents du FBI s'en vont à la chasse aux voleurs. Kathryn Bigelow éprouve une évidente jubilation à chorégraphier la violence, et son cérémonial. Son précédent film, *Blue Steel*, commençait par l'habillage d'un flic, dont on ne s'apercevait pas tout de suite qu'il s'agissait d'une femme – Jamie Lee Curtis. Auparavant, il y avait eu *Near Dark*, raudonnée d'une bande de vampires punks, où les femmes étaient les plus cruelles.

Il n'y a pas de cruauté dans *Point break (Extrême limite)*, mais une sorte de dureté, celle des fanatiques. En effet : d'une série d'indices, le FBI déduit que les braqueurs sont des surfeurs, qui, comme les vampires punks, se déplacent en bande. Un jeune agent – Keanu Reeves – drague une de leurs copines – Lori Petty – et les infiltre. Il se laisse gagner par la mystique du surf, la recherche du point limite, de la décharge maximale d'adrénaline, comme un orgasme religieux. Il se laisse gagner par la conviction et l'exemple de Patrick Swayze, le chef de la bande.

Et naturellement il y aura entre eux un jeu pervers du chat et de la souris, comme dans *Blue Steel* entre la femme-flic et le criminel névrosé, mais non directement sexuel. De plus, ici, le criminel apparaît tel un dieu lumineux, et la traque sert de prétexte à un hymne tonitruant aux grosses vagues, au risque – le bonheur étant de se lancer d'avion en chute libre et d'ouvrir le parachute à la toute dernière minute, – à l'excitation physique qui annihile la raison. C'est le côté désagréable de l'idéologie new-age.

Kathryn Bigelow filme grandiose, frénétique et virtuose. C'est impressionnant, mais moins intéressant que ses deux précédents films. *Extrême limite* n'est pas son histoire à elle.

COLETTE GODARD

Kathryn Bigelow la violence au féminin

Ridley Scott, après avoir mis *Point Break* en chantier, en avait déjà abandonné le projet lorsque Kathryn Bigelow, en plein tournage de *Blue Steel*, en prend connaissance. Pour la première fois, elle mettra en scène un scénario qu'elle n'a pas écrit.

En jargon de surfeur, un «point break» est un type particulier de brisant, préférable à la «vague de rivage» qui vient trop vite s'écraser sur la sable. Du nautique au psychologique, la métaphore sur la trajectoire du héros (Keanu Reeves) devient évidente. Il y a un lien de parenté entre ce personnage et celui de Jamie Lee Curtis dans *Blue Steel*. Tous deux sont des novices qui cherchent à s'imposer, face à une intelligence fascinante, perverse, mégalomane.

«La transformation de Johnny Utah est plus profonde que celle de la femme-flic, dont les motivations sont obscures. C'est d'un drame familial qu'elle tire son besoin de justice, tandis que lui – qui voit le monde en termes binaires : Bon-Méchant – est seulement poussé par un enthousiasme juvénile vers une forme de pouvoir, vers la décharge d'adrénaline. Il découvre le plaisir de se lancer un défi, l'excitation de dissoudre la ligne ténue qui sépare la vie et la mort car à ce moment-là seulement, on prend pleine conscience de sa propre humanité. J'ai toujours été attirée par les mouvances psychologiques qui sous-tendent la complexité des relations, à l'intérieur d'un contexte cinématographique.»

Oui, Kathryn Bigelow emploie, avec un naturel parfait, ce type de formules issue des grandes écoles, fascinée dès les Beaux-Arts de New-York par *«l'iconographie du pouvoir»*, elle se destinait à une carrière de peintre. D'où les peaux trop blanches et les blousons trop noirs de *Loveless* (1981), le sang trop rouge de *Near Dark*, le bleu trop acier de *Blue Steel*. A la faveur d'un projet multimédias, elle tourna son premier court-métrage, *The Set-Up*.

«En 1977, j'étais plongée dans la sémiotique et très intéressée par la notion d'un cinéma déconstruit. Je voulais raconter un acte de violence et l'analyser en même temps, essayer de comprendre pourquoi la violence est si séduisante dans le contexte cinématographique.»

La violence signée Bigelow séduit les cinéastes les plus machos. Après *Loveless*, Walter Hill offre de produire son prochain film, Oliver Stone produira *Blue Steel* et au génétique de *Point Break* figura le James Cameron de *Terminator* – et dont Kathryn Bigelow est l'épouse.

«Et j'aimerais bien ne plus être objet de curiosité. Je ne vois pas pourquoi une forme de cinéma serait mâle ou femelle, pourquoi les femmes devraient se cantonner aux films «fragiles» et «intimistes». Je ne vois pas en quoi le sexe du réalisateur devrait avoir une incidence sur la réalisation d'un film, et sa maîtrise technologique.»

Propos recueillis par HENRI BEHAR

Le crime était presque partout

Un portrait vertigineux de l'Amérique en miettes

HOMICIDE
de David Mamet

L'actualité a rattrapé la fiction. Jusqu'à présent les nombreux films qui montraient les États-Unis, et singulièrement New-York, comme un champ d'affrontements irréconciliables entre communautés ethniques ou sociales, concernaient de préférence les groupes les plus défavorisés, noirs et latinos. Or les récentes émeutes qui ont opposé à Brooklyn les Noirs aux juifs traditionalistes s'inscrivent, exactement dans le cadre choisi pour *Homicide*. C'est l'une des ramifications imprévues de ce scénario.

Au début, pourtant, tout paraît clair. Pour l'inspecteur Gold, nommé sur une traque de truands comme il en a l'habitude. Pour le spectateur, qui repère aisément les poncifs du film d'action policière. Fausse piste pour tout le monde. Gold, qui est juif, est dévié par ses supérieurs vers une autre enquête concernant les membres de «sa» communauté, que le policier ne considère pourtant pas comme devant relever de soins spécifiques. Malgré lui, il est embringué dans une sombre histoire d'organisation secrète, tandis qu'il tente en douce de poursuivre la première enquête, celle à laquelle il tient. Poursuites, coups de feu, bagarres, les ingrédients sont là. Et pourtant, suivant en cela la suite de Gold (l'impavide et impeccable Joe Mantegna), il devient peu à peu évident que David Mamet – dont on sait depuis *Engrenages* les vues retorses – entremêle des fils qui ne mènent à rien. Autour, c'est la folie, «une histoire racontée par un idiot et ne signifiant rien». Mamet n'est certes pas un idiot, mais un téméraire qui prend le risque de distordre les règles d'un genre balisé. Pour dire que les justes se sont fourvoyés comme les autres, qu'il n'y a plus d'innocents, que la raison a fui devant la peur, le racisme et la paranoïa.

Words, words, words — Shakespeare encore, David Mamet ne vient pas pour rien du théâtre. De l'*argot black* à la *glose du Talmud* recyclée au service de leur fanatisme par des ultras sionistes; du délire nauséeux néo-nazi à la langue de bois des «communautés» crispées sur elles-mêmes, et à la tchatche manipulatrice du flic qui n'a pas d'autre arme pour continuer son enquête, c'est une Babel au bord de l'explosion que décrit le cinéaste. Et c'est exactement terrifiant.

JEAN-MICHEL FRODON

Pas de plein air pour Pavarotti

COPENHAGUE
de notre correspondante

Ce devait être le clou de la saison... On en parlait depuis des mois. Le grand Luciano *Pavarotti avait accepté de* donner un concert de plein air à Copenhague, le 28 août, dans les jardins du château de Rosenborg. On s'était arraché les seize mille places longtemps à l'avance et les organisateurs, pour compenser la déception de tous ceux qui n'avaient pu obtenir de billet, avaient eu l'idée de retransmettre ces moments uniques en direct par satellite sur trois écrans géants, installés respectivement dans la mairie de la capitale et dans les deux principales villes du royaume, Aarhus, et Odense, où l'on attendait cent cinquante mille spectateurs. Et voici que ce mercredi à 18 heures, on apprenait que le ténor, malade, ne pourrait chanter... Il fallait donc annuler et rembourser.

Pavarotti n'est pas coutumier du fait. Son impresario a immédiatement fait savoir qu'une telle «catastrophe» ne s'était produite que deux fois au cours de sa carrière. Lors d'une conférence de presse, les deux médecins danois, qui l'ont soigné à son hôtel, ont témoigné que le ténor avait la fièvre et qu'il souffrait d'une grave infection des cordes vocales.

Pavarotti a juré ses grands dieux que ça n'était que partie remise. Mais quand? Le climat du Danemark ne permet guère de chanter l'opéra dehors, même l'été. Par chance, le ciel était sans nuages, mercredi 28 août...

CAMILLE OLSEN

V.O. : PATHÉ MARIGNAN CONCORDE – GEORGE V – PATHÉ HAUTEFEUILLE
14 JUILLET ODÉON – FORUM HORIZON – ESCURIAL
14 JUILLET BEAUGRENELLE – 14 JUILLET BASTILLE – LES 7 PARNASSIENS
V.F. : PATHÉ FRANÇAIS – REX – MONTPARNASSE PATHÉ – MISTRAL
FAUVETTES – UGC CONVENTION – PATHÉ CLICHY – LES NATIONS

"Les Commitments" est un film tout feu tout flamme, dont on sort regonflé. Une vraie cure de vitamines.
STUDIO (C. Wimphen)

"Les Commitments" est un film en état de grâce.
PREMIERE (J.P. Chaillet)

UN FILM DE ALAN PARKER
LES COMMITMENTS

ÉCONOMIE

BILLET

Des privatisations sans stratégie

Le budget de 1992 est trop serré. MM. Bérégovoy et Charasse ont beau *«gratter»* des économies partout, il manque des milliards pour tenir les promesses de n'augmenter ni les impôts ni le déficit budgétaire. Et ce *«ni-ni»* budgétaire force à en abandonner un autre concernant les privatisations. La promesse faite dans la *Lettre à tous les Français* par le candidat François Mitterrand *«d'arrêter le ballet»* entre les nationalisations (1982) et les privatisations (1986 à 1988), est oubliée par celui-là même qui s'était fait le gardien du dogme : M. Pierre Bérégovoy.

Interrogé sur une éventuelle privatisation partielle des entreprises publiques le 29 août sur *Europe 1*, le ministre des finances a rompu la glace. Il ne les exclut pas, a-t-il dit. *«Nous pouvons prendre des initiatives sur ce point*, a précisé le ministre des finances. *C'est au premier ministre et au président de la République d'en délibérer collectivement avec le gouvernement. Pour ma part, il ne me choquerait pas que dans les entreprises aujourd'hui publiques, à condition que le capital public reste majoritaire, une ouverture soit faite aux capitaux privés.»*

En réalité, la gestion du *«ni privatisation ni nationalisation»* depuis la réélection de 1988 n'a été qu'une partie de cache-cache, de concessions ou si l'on veut de reniements. Par trois fois, comme dans l'Evangile. D'abord, lors du rachat d'American Can, Pechiney a dû filialiser des activités majeures pour ensuite ouvrir le capital de cette filiale ainsi créée. On privatisait par la bande. Ensuite, lors du mariage de Renault avec Volvo : il a fallu céder 25 % du capital de la Régie, saint des saints, au groupe suédois. On privatisait *«exceptionnellement»*. Enfin, au début d'août, en plaçant sur le marché 20 % du Crédit local de France. Cette dernière opération était une rupture, car il s'agissait d'une vente directe sur le marché. Elle doit intervenir concrètement à l'automne et rapportera 1,5 à 2 milliards de francs.

Faut-il tenir les mauvaises promesses ? On peut en discuter à l'infini. Mais il était évident à tous, y compris au PS, que le ni-ni en était une. Habile politiquement pour positionner le candidat Mitterrand au centre, elle était impossible à tenir économiquement. L'Etat n'a pas assez d'argent pour financer à lui seul le redéploiement international que les groupes désirent. Figer le paysage est néfaste. Les privatisations sont donc indispensables pour la bien même des firmes. Tout le monde s'en réjouira y compris les syndicats CFDT, CGC et CFTC. Mais on regrette que la raison invoquée de l'ultime concession soit budgétaire. Privatiser par augmentation de capital semblait la bonne politique. Désormais, on va vendre des parts minoritaires de capital sur le marché pour toucher l'argent qui manque au budget. Sans doute est-ce différent de la méthode de la droite (vente de 100 % des actions) mais cela y ressemble. On va y procéder au jour le jour, sans logique stratégique industrielle apparente.

ERIC LE BOUCHER

Un entretien avec le ministre de la ville

« Mon rôle est d'être la mauvaise conscience géographique du gouvernement » nous déclare M. Michel Delebarre

M. Michel Delebarre, ministre d'Etat, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, juge que son rôle au sein du gouvernement est d'en être la «mauvaise conscience géographique». Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il explique ses intentions et ses priorités.

«L'aménagement du territoire rattaché à un ministre d'Etat, est-ce le signe que cette politique, qui dépendait dans le gouvernement Rocard d'un ministre délégué, M. Chérèque, va redevenir prioritaire ?

– Je ferai tout pour ! Ce qui ne veut pas dire que l'aménagement n'était pas pris en compte auparavant. Remarquez que l'aménagement est couplé avec la ville. Le président de la République et le premier ministre l'ont voulu ainsi. J'y vois une signification essentielle. C'est la marque d'une volonté politique de renforcer la cohérence entre l'aménagement strictement urbain des villes, leur rôle d'entraînement économique et la modernisation de l'ensemble du territoire.

» Personne ne peut prétendre travailler sur les enjeux économiques, sociaux ou culturels des villes sans se préoccuper de l'aménagement de l'ensemble du territoire. Souvenez-vous aussi que, lors des débats au Parlement sur la dotation de solidarité urbaine, avant donc le remaniement, sur tous les bancs les orateurs abordaient ce thème. Une tonalité qui avait d'ailleurs frappé Jacques Chérèque. Ce besoin de cohérence est ressenti par tous les responsables, politiques ou économiques, sur le terrain.

Une grande ambition nationale

– Cela ne vous donne pas l'assurance qu'il s'agira désormais d'une priorité gouvernementale...

– J'ai la ferme conviction, pour m'en être entretenu avec elle, que Mme Cresson fera de l'aménagement un élément phare de sa politique. Elle aura l'occasion de le confirmer à la fin septembre, quand elle installera le Conseil national de l'aménagement du territoire (CNAT), une chambre de réflexion et une instance de proposition dont la création avait été souhaitée par mon prédécesseur. J'ai d'ailleurs demandé à Jacques Chérèque de bien vouloir en faire partie. Il faut que l'aménagement du territoire, qui est en rapport direct avec la géopolitique et la solidarité entre Français, prenne place dans les vrais grands débats nationaux de société. Ce débat d'intérêt général peut donner lieu à des confrontations politiques ou interrégionales ardues entre les riches et les pauvres, entre milieu rural et zones urbaines, mais aussi, sur d'autres points, dépasser les clivages politiques traditionnels. Villes et aménagement sont deux thèmes sur lesquels les Français peuvent se passionner et se mobiliser, car il s'agit d'enjeux concrets, quotidiens.

– Vous passez sous silence tout le monde rural, soit 80 % du territoire...

– Bien sûr que non ! Cette dimension est partie prenante de l'ensemble. D'ailleurs, nous préparons un certain nombre de mesures dans ce sens pour l'automne. J'ai demandé à André Laignel, secrétaire d'Etat auprès de moi, de prendre la responsabilité directe de l'aménagement rural, du littoral, de la montagne – donc des espaces «fragiles» – ainsi que des problèmes éducatifs. Elu de l'Indre, il a une parfaite connaissance de ces questions et j'apprécie sa sensibilité. Il est capable de faire bouger les choses. Par ailleurs, chacun sait bien que la distinction entre l'urbain et le rural ne signifie pas grand-chose, alors que l'avenir du milieu rural dépend en grande partie du rôle et des moyens des petites villes et des villes moyennes.

– Etes-vous favorable, comme le propose le sénateur de Lot-et Garonne Jean François-Poncet, à une loi-cadre sur l'espace rural ?

– Peu importe le cadre. Ce qui est essentiel, c'est de pouvoir afficher une grande ambition nationale collective pour notre territoire rural et de donner corps à cette ambition, ce qui prendra plusieurs années assurément. Ambition qu'il faut évidemment conjuguer avec ce que seront les nouvelles carte et politique agricoles, le rôle attribué au monde agricole dans notre économie. Ce problème est bien entendu examiné en liaison avec Louis Mermaz.

– Restera-t-il d'ailleurs des paysans, de vrais ruraux, dans vingt ans ?

– Il en restera si l'on est capable de répondre au moins à deux questions. Puisqu'on tient tant en France, avec raison, à la qualité de nos paysages, donnons-nous donc les moyens, et disons clairement que, dans certains cas, les paysans seront les premiers responsables de l'entretien des espaces, en plus de leur activité agricole. Voilà une ambition collective pour le pays et le gouvernement.

» Second point : si tous les services publics de proximité ferment dans les cantons reculés, à cause du déclin démographique, il n'y aura plus aucun type d'aménagement possible. Permettez-moi un parallèle, peut-être audacieux mais vrai, entre ces cantons et les quartiers défavorisés de banlieue. Ici comme là, les services élémentaires à la population manquent souvent cruellement. Eh bien, de même que je cherche à développer la polyvalence de certains services publics dans les quartiers difficiles, de même il faut réfléchir à des formules de polyvalence généralisée dans les villages reculés entre la Poste, le Trésor, l'éducation nationale et les autres ministères. Dans certains cas, cela suppose une nouvelle conception du service public et des pratiques de la fonction publique dans le Massif central, le Morvan, les Pyrénées...

» Derrière tout cela surgit la question redoutable : comment concilier les nécessaires modernisation et professionnalisation de la fonction publique (qui peuvent paraissent conduire à la concentration) et l'exigence de l'intérêt général, qui, elle, implique la présence des services publics sur l'ensemble du territoire ? La polyvalence peut être une réponse à ce risque de divorce.

– Education nationale, fonction publique, finances, agriculture... Vous marchez sur les pistes-bandes de beaucoup de vos collègues...

– Mon rôle, je le sais, est de jouer la mauvaise conscience géographique du gouvernement, de

proposer des remises en cause d'habitudes ou de procédures. Inévitablement, cela bouscule le train-train de chaque ministère.

Des responsabilités clairement définies

– Etes-vous partisan de nouvelles avancées dans la décentralisation ?

– Oui, car tout cela va dans le sens de l'Histoire. Je pense notamment, et dans certaines conditions, aux ports, aux hôpitaux, au logement, aux premiers cycles universitaires par exemple. Ce qui est essentiel, c'est que les responsabilités soient clairement définies. Lorsque l'intérêt général est en jeu sur des dossiers importants, le pouvoir d'arbitrage ou d'initiative de l'Etat doit s'exercer sans mollesse, après bien entendu les confrontations, consultations et expertises préalables à toute décision.

– Comment limiter la croissance de l'Ile-de-France ?

– Cela demeure notre problème numéro un, et le premier ministre y est sensible. Avant son approbation, le futur schéma de l'Ile-de-France devra être confronté à la réflexion que mènent, en ce moment, les régions situées à la périphérie de la région parisienne. Je souhaite que d'ici à la fin de l'année ces réunions fassent connaître leurs objectifs et leurs priorités par référence au schéma d'Ile-de-France.

» Allons plus loin : il serait logique aussi de le confronter aux perspectives de l'ensemble du territoire. Tout se tient. J'ai parfois l'impression que certains voudraient aménager l'Ile-de-France sans prendre en compte la France, c'est-à-dire la métropole et, je ne les oublie pas, les DOM-TOM. C'est une vision «nombriliste» et dangereuse des choses conduisant à des inégalités de développement. Tout ce qui peut relancer le conflit entre Paris et la province est néfaste. Il faut que les réflexions et les décisions soient concomitantes.

– Pensez-vous qu'il faille supprimer totalement l'agrément, cette autorisation administrative délivrée aux utilisateurs de bureaux en Ile-de-France ?

– Surtout pas ! Cette procédure permet de négocier pied à pied avec les grands groupes leurs implantations en Ile-de-France et en province. Le supprimer serait un suicide pour l'action de l'Etat. Autant supprimer mon poste ministériel, si l'on fait disparaître les moyens d'agir !

– Dans la décentralisation, ne faudrait-il pas d'abord que l'Etat donne l'exemple ?

– Eh bien, je souhaite qu'il le donne, et très rapidement. Si l'Etat ne manifeste pas une volonté politique farouche, entêtée même, pour délocaliser hors de Paris certaines de ses administrations ou des services publics, il ne sera plus crédible et il n'y aura aucune raison pour que l'hypertrophie francilienne ne continue pas de plus belle. Dès septembre, je proposerai au premier ministre des délocalisations significatives, par entités administratives complètes et pas par petits bouts, à réaliser sur trois ou quatre ans. Je ferai une nouvelle série de propositions en décembre. Elles toucheront l'ensemble des ministères, encore qu'ayant *a priori* de privilèges. Si je prends les affaires étrangères, je note que les fonctionnaires des services qui ont été décentralisés à Nantes, il y a quelques années, semblent tout à fait satisfaits. Le Quai d'Orsay est d'ailleurs un ministère particulièrement coopératif. Un compte d'affectation spéciale accompagnera l'effort des ministères.

La réforme de la carte des aides

– A propos de votre budget, êtes-vous optimiste pour l'enveloppe 1992 ?

– Je pense disposer, au terme du débat budgétaire, d'une capacité d'intervention comparable, voire accrue par rapport à cette année. Mais en cette matière – ville et aménagement du territoire – l'importance de l'action d'un ministre ne se mesure pas à la seule aune de son budget. Tous les ministres doivent avoir la préoccupation de l'aménagement territorial : la défense, et MM. Joxe et Mellick peuvent en donner une excellente illustration dans le cadre de la mise en œuvre du plan Armées 2000 avec les conséquences des restructurations en termes de production et d'effectifs dans plusieurs agglomérations. Quant à M. Jospin, son plan universitaire pouvait ou bien condamner toute tentative d'aménagement rationnel ou bien – et tel sera le cas – jouer le rôle d'un formidable levier de développement. Même chose évidemment pour les autoroutes ou les TGV en fonction de leurs tracés dans l'Hexagone et de leur jonction avec les réseaux des autres pays européens.

– Vous êtes engagé dans un bras de fer avec la Commission européenne, et plus particulièrement avec M. Brittan...

– Il est vrai que M. Brittan veut que la France diminue la part de la population du pays (donc la superficie du territoire) qui bénéficie des primes d'aménagement du territoire. Il faudrait, selon lui, que nous supprimions de notre carte des aides onze départements comme la Vienne, l'Indre... Vous voyez l'étendue du problème ! Je m'en suis longuement entretenu avec lui. Par ailleurs, à l'intérieur même de la Commission, un vif débat est en cours sur l'opportunité d'engager tout de suite une réforme de la carte des aides. Certains des commissaires, et non des moindres, proposent d'attendre 1993 avant de tout remettre en cause. J'attends donc sereinement de voir comment la Commission va gérer son calendrier.

– Quels seront les thèmes à l'ordre du jour de la réunion des douze ministres européens de l'aménagement, à La Haye, en novembre ?

– D'abord, l'Europe 2000, une réflexion sur l'avenir de l'aménagement du territoire européen et de l'évolution des fonds structurels. Les grands schémas européens d'infrastructures, TGV et autoroutes aussi. Il est essentiel que l'Europe adopte les modalités de financement de ce que l'on appelle les «chaînons manquants» pour raccorder les pays entre eux. Autres questions : quelle civilisation urbaine l'Europe est-elle capable de se donner et de proposer aux autres continents ? A propos des risques de désertification rurale, l'Europe montrera-t-elle sa détermination pour collectivement enrayer le phénomène ?

– La Délégation à l'aménagement du territoire, la DATAR, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, vous donne-t-elle satisfaction ?

– Elle doit être l'outil d'une politique de longue durée, organiser de larges débats de prospective, mais aussi apparaître comme une administration technique interministérielle très pointue, fiable, rigoureuse, dans tous les débats gouvernementaux, toujours sur la brèche, harceler les ministères, avoir des scénarios et des réponses prêtes à tout moment.

– Quelle est votre attitude vis-à-vis des investissements étrangers, notamment japonais ?

– Sachons que la France a besoin d'investissements étrangers, d'une manière générale ; on a pu noter, en 1990, un déséquilibre entre ceux-ci et les investissements français à l'étranger. Et si demain une firme automobile japonaise, respectant les normes et les quotas prévus dans l'accord récemment conclu entre la CEE et Tokyo, demande à créer une usine en France, moi, ministre, j'applaudirai des deux mains et, comme maire de Dunkerque, je dirai «je prends». J'ai en bordure du port plusieurs centaines d'hectares disponibles... Je dois à l'honnêteté de dire que je connais bien d'autres agglomérations françaises qui partagent cet état d'esprit et qui ont également un besoin urgent d'investissements industriels.»

Propos recueillis par
FRANÇOIS GROSRICHARD

Alors qu'ils se stabilisent en Allemagne

Les prix ont augmenté en France de 0,4 % en juillet

L'INSEE a confirmé sa première estimation : les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % en juillet en France, contre 0,3 % en juillet 1990, après une hausse de 0,2 % en juin. La hausse des prix s'établit à 3,4 % sur les douze derniers mois et à 1,9 % depuis le début de l'année.

Fin juillet, on relevait un écart d'inflation d'un point en faveur de la France avec la partie ouest de l'Allemagne, contre 0,2 point fin juin, à la suite de l'augmentation de la fiscalité sur les produits pétroliers et les assurances outre-Rhin pour financer l'unification allemande.

Mais cette tendance pourrait ne pas durer. En Allemagne de l'Ouest, les prix ont été stables en août, selon l'indice provisoire publié le 28 août par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. La hausse est ramenée sur un an de 4,4 % à 4,1 %.

Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, *gérant*.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUIS.-BELG. LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Localité :
Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

111 MON.03 PP.Paris RP

Le Monde
HEURES LOCALES
Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions
Chaque samedi - date dimanche-lundi

ÉCONOMIE

Conséquence du ralentissement des ventes de XM et BX

La direction des usines Citroën de Rennes confirme la suppression de 1 800 emplois

La direction des deux usines Citroën de Rennes, qui emploient 14 200 salariés, a confirmé, jeudi 29 août, qu'elle présentersit un plan de 1 800 suppressions d'emploi à l'occasion de la prochaine réunion du comité central d'entreprise, le 9 septembre (*le Monde* du 29 août).

La direction s précisé, d'une part, qu'elle espérait obtenir du ministère do travail le départ en préretraite de 600 à 800 salariés âgés de plus de cinquante-six ans et deux mois, et qu'elle proposerait, d'sutre part, des mesures d'incitetion au départ volontsire afin d'éviter tout licenciement sec. Ce plan est, selon la direction, la conséquence du ralentissement des ventes, notamment de XM et de BX, ralentissement qui avait déjà entraîné, en décembre dernier, le mise eu chômsge partiel d'une grande partie du personnel de ces établissements.

La décision des dirigeasts de Citroën a *« surpris »* la CSL, le syndicat majoritaire dans l'entreprise, qoi s toutefois estimé que le personnel concerné par les départs en ·préretraite y souserira sans doute volnstiers. Tandis que la CGT ·a affirmé qu' *« il y avait urgence à mettre un coup d'arrêt oux orientations du groupe PSA et du gouvernement »*, la fédération CFDT de ls métallurgie s'est déclarée favorable à la mise en place d'une *« convention sociale automobile concernant les constructeurs, les équipementiers et les sous-traitants »*.

M. Iseques Guysrd, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement techsique, e vivemest réagi, en estimsnt qne ces suppressions d'emploi *« n'étaient motivées ni par la concurrence japonaise ni par lo pénurie de main-d'œuvre »*. Et M. Guyard de rappeler qu'un sn suparavant, M. Jacqnes Calvet, président de PSA, *« s'étoit ploint de ne pas trouver les nombreux ouvriers qualifiés dont il avait besoin »*.

TÉMOIGNAGE

La mort de Pierre Guillaumat

Un homme rare

par Raymond Lévy

Les obsèques de Pierre Guillaumat, ancien ministre, et premier président d'Elf-Aquitaine, qui est décédé le 28 août (*le Monde* du 30 août) seront célébrées le lundi 2 septembre en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris. M. Raymond Lévy, qui fut un de ses collaborateurs, apporte ici son témoignage.

« TOUTE ma vie, *je me suis fait une certaine idée de la France* » : cette phrase, la première des Mémoires du général de Gaulle, Pierre Guillaumat aurait pu la faire sienne, étant ds cetta classe d'hommes rsres pour lesquels le sens de la vie est fait d'ebord du service de leure concitoyens et de leur pays.

La guerre lui avait fait rencontrer le général de Gaulle dans un même souci de construire l'indépendance de le France. Cette indépendance passait par l'indépendance énergétique : ingénieur, il devait en faire son ambition et son projet.

D'autres ont dit et diront mieux que moi les résultats obtenus sous son impulsion ou sa direction. Arrêtons-nous plutôt sur les traits da sa personnalité euxquels cee résultats doivent tout.

Homme de l'Etat, homme des grandes politiques netionales, il était d'ebord l'homme d'une vision. La «bottom line», obsession naturelle des dirigeants d'entreprises *modernes, passait sans doute pour* lui après le résultat, attendu à dix ou vingt ans. Et ce résultat est là, qui a payé, et au-delà, tous les efforts financiers consentis dans le passé pour l'atteindre. Utile rappel, pour ceux pour lesquels compte seule l'efficacité immédiate : Elf-Aquitaine, dont on connaît le rang aujourd'hui en France et dans le monde, doit tout, ses ressources *pétrolières, sa place* dens nos industries ou sur nos routes, sa chimie, sa pharmacie, aux années passées à l'ombre de son influence ou sous sa direction personnelle.

Une direction dure, sévère, exigeante envers ses collaborateurs comme il était exigeant envers lui-même; une gestion rigoureuse de see *moysns et de son tamps* – arriver une minute en retard à un rendez-vous était un crime – qu'il expliquait par le respect de l'autre et qui n'était qu'un des traits de cette rigueur dont nous redécouvrons la nécessité quand nous parlons de « Quelité Totsle ». Mels aussi une gestion d'équipe : l'spéritif hebdomadaire du samedi auxquels étaient régulièrement conviés ses plus anciens et fidèles collaborateurs, comme le soin mis à tirer le meilleur parti des aptitudes de tous autour de lui, et particulièrement dans son corps des Mines, en témoignent.

Une gestion discrète. Sensible aux honneurs, il ne l'était pas à la vanité des déploiements médiatiques : peu de présence publique, nul bettage d'estrade. On dirait aujourd'hui que Pierre Guillaumat communiquait peu; mais la réalité, le savoir-faire, le profondeur, ne valent-ils pas mieux que l'apparence, le faire-sevoir et le clinquant?

On a dit enfin tout l'intérêt qu'il portait à la formation de nos techniciens et de nos élites, et à l'avenir de la recherche. Sa présidence de l'Ecole polytechnique, son ectivité su CNRS, son souci de vocations scientifiques parmi lee meilleurs de nos ingénieurs des Mines, témoignent de l'intérêt porté à un domaine dont on reconnaît aujourd'hui publiquement l'importance sans toujours lui accorder le soutien, et d'abord moral, qu'il mériterait.

Je l'ai dit plus haut, un homme rare, étrange peut-être aussi, dans un monde où les médias aiment à nous faire miroiter les succès financiers personnels de tel ou tel, mais un homme que notre pays gagnerait à donner en leçon et en exemple à ses cadres d'aujourd'hui et de demain.

► Raymond Lévy est président de Renault.

PUBLICATION JUDICIAIRE

JUGEMENT DE LA 17e CHAMBRE DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS DU 14 DÉCEMBRE 1990.

Dans un article nº 664, daté du 23 au 30 mai 1990, le journal *V.S.D.* affirmait que la ville d'Evian distribuait à ses abonnés de l'eau classée comme *non potable et impropre à la consommation.*

Des mesures immédiates de vérifications étaient entreprises avec le concours de l'Institut Pasteur et de la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.), infirmant l'enquête de *V.S.D.*

Saisi par la ville d'Evian, le tribunal *correctionnel* de Paris :

– déclare François SIEGEL coupable de *diffamation publique* envers une administration publique, et François MAROT et Isabel ENCINIAS coupables de complicité du même délit en raison des passages, précisions et chiffres concernant la ville d'Evian-les-Bains figurant dans l'enquête intitulée « L'EAU DU ROBINET EST-ELLE POTABLE ? », parue dans le journal *V.S.D.* daté du 23 au 30 mai 1990;

– condamne François SIEGEL, François MAROT et Isabel ENCINIAS, chacun à 5 000 Fd'amende;

– les condamne à verser à la ville d'Évian-les-Bains 20 000 F à titre de dommages et intérêts et 3 000 F au titre de l'article 475-1 du C.P.P.;

– ordonne la publication du jugement dans *V.S.D.* et deux autres journaux aux frais des prévenus.

COMMUNICATION

L'université d'été de la communication

La chanson française veut sa place à la radio

Le tumulte ne s'est guère apaisé, et le « serpent de mer » des quotas de chanson française fait plus de vagues que jamais. Même si M. Jack Lang s'était bien gardé de prononcer le mot « quota » en souhaitant das pourcentagas minimeux de musique francophone sur las radios (*le Monde* du 27 août), sa prudence n'a guère été récompensée. Dans la réaction immédiate et virulente de M. Rigaud, le patron de RTL (*le Monde* du 28 août), M. Lang ne veut voir qu'un effet de la canicule, et réaffirme son devoir de *« ne pas laisser la France et l'Europe submergées par la musique industrialisée internationale »*.

CARCANS-MAUBUISSON

de notre envoyée spéciale

Une préoccupation d'autant plus vive que, depuis le début de cette annéc, SACEM et CSA ost constaté, chacun de son côté, un effondrement de la diffusion francophone. Les « qsotas » spécifiques auxquels nombre de radios avaient volontairement consenti au moment de leur autorisation ne sont sppsremment pas respectés, aussi faibles aient-ils été fixés (20 % pour NRJ, 8 % pour Fun, 5 % pour Skyrock !).

Au printemps dernier, le ministre avait donc confié à la Commission cosssltative pour le rock et les variétés, créée en 1989 et présidée par Yves Bigot, une mission :

1° établir une définition de la *« production musicale française »*;

2° réfléchir à l'opportunité d'établir des quotas de diffusion. Son rapport, remis le 25 juin, suggère une définition de la *« production musicale française »* incluant, d'une part, *« toute création d'un citoyen français »* et, d'autre part, *« toute création dans l'une des langues de l'espace francophone »* (laogues régionales françaises, cajun, créole, dislectes d'Afrique francophose, etc.). Il recommsnde également l'adoptios de *« minimas »* impossibles désormais *« à écarter »* sauf *« à remeture gravement en cause l'avenir de l'expression musicale francophone »*. Une distinction est faite cependant entre *« radios périphériques »* et *« radios FM »*. Les premières se verraient imposer un *minimum* de 50 % de production freseise eotre 5 heures et 20 hemes. *« Un pourcentage largement respecté, voire dépassé par les trois radios concernées, libres d'ailleurs de diffuser le soir des émissions de rock ou de jazz »*, affirme aujourd'hui Yves Bigot.

Les secondes se verraient fixer un objectif de 40 %, avec une transition à 30 % la première année – toujnurs estre 5 heures et 20 heures, – la Commission n'écartant pas *« l'hypothèse qu'exception soit faite pour les formats « artistiques »* (et non par tranche d'âge) *trouvant des créneaux d'audience auprès d'un public particulier »*: Cela concernerait par exemple les formats *dance*, rock, ou jazz... *« La contrainte n'est pas si forte*, déclare Yves Bigot. *La définition de l'œuvre est, vous le voyez, très extensive et la notion de formation est prise en compte. Mais c'est au fond au CSA – et pas à la loi – de fixer ces quotas au moment de l'octroi des autorisations. C'est lui le grand responsable de la diffusion et il ne saurait être indifférent à la baisse dramotique de la production francophone sur le morché national. »*

M. Rausch : les satellites « se fichent » des frontières

Le village de Carcans continue en tout cas de commenter âprement la proposition de M. Lang. Soit pour railler l'archaïsme et l'inadéquation des quotas. Soit pour contester le fondement même de la démarche. *« Ce n'est pas aux radios de résoudre le problème de la production musicale*, déclare le représentant d'un réseau. *C'est aux maisons de disques de se montrer plus courageuses, de souenir et de promouvoir les artistes français. Les radios n'interviennent qu'en bout de chaine. Elles s'alignent sur la production. Elles n'ont pas à lo susciter. Ne confondons pas les rôles, mais interrogeons-nous plutôt sur l'attitude des filiales de groupes multinationaux qui préfèrent miser et investir sur les stars anglo-saxonnes ! »*

M. Jean-Marie Rausch, lui, s'a pas poussé si loin le raisonnement. Les quotas? C'est dépassé, a déclaré en substance le ministre des postes et télécommunications, de passage jeudi à Carcass, balayant d'sn revers de main la question et exprimant à son tour son désaccord avec son ami Jack Lang. *« Le satellite o depuis longtemps rendu vaine toute réglementation en matière de programmes télé ou radio (...). Le satellite allemand TV-SAT diffuse déjà de nombreuses radios musicales en Europe, y compris sur notre territoire. Sans quota, et en se fichant bien des frontières: Alors.... »*

ANNICK COJEAN

TV 5, « chouchou » de la francophonie

C'est dit en peu de mots : *« TV 5 est notre chouchou ! »* mais c'est dit tout de même. Et, en une phrase, Mme Catherine Tasca enterre brutalement, jeudi 29 août, la politique de son prédécesseur, M. Alain Decaux. Profitant d'une visite éclair à l'Université d'été de la communication, le nouveau ministre de la francophonie non seulement réhabilite, mais élève au rang de priorité la chaine francophone par satellite que M. Deceux avait envisagé de supprimer.

CARCANS-MAUBUISSON

de notre envoyé spécial

Les responsables des télévisions belge et suisse présents à Carcans, MM. Rnbert Stéphsne et Jean-Claude Cbeucl, oe s'y trompest pas, qui se félicitest immédiatement *d'un retour en grâce* pour lequel ils ont beaucoup milité. Mme Tasca lui donne immédiatement un contenu coscrct es ansnnçast la relance du projet *TV 5 Afrique que* l'os croyait enterré depuis le faisceement su printemps 1989 de Canal France International (CFI), cette banque d'images dans laquelle puisent gratuitement les télévisions africaines. *« Pas de concurrence franco-française »*, disait-on alors à Paris (*le Monde* du 20 mai 1989).

Aujourd'hui l'argument a perdu de sa force face à la *multiplication* des chaînes privées ou par satellite aur tnut le enstinent noir : la nécessité d'une présence accrue se fait sentir. Le ministre de la francophonie plaidera donc le 13 septembre procbais à Ottawa la relance du projet africain devant ses homologues belge, suisse, québécois et canadien – dont les télévisions *nationales sont partenaires* de TV5. Une relance qui devrait s'effectuer sous le double sigse, selon Mme Tasca, de *« l'échange et du partenariat »* : la circulation des *images ne* doit plus être à sens unique. *« Non seulement nous devons aider les pays du Sud à produire*, précise le ministre à Carcans, *mais nous devons aussi les aider à les diffuser. »* TV5 devra donc ouvrir son antenne aux programmes africains.

Rationaliser la politique audiovisuelle extérieure

Reste à trouver les 10 à 12 millions de francs nécessaires au finaocement du projet – ce ne devrait pas être le plus difficile – et à choisir le mode de diffusion approprié – le dossier s'annonce compliqué. *« Il n'y a plus de satellites panafricain de qualité »*, explique le président de TV 5, M. Patrick Imhaus, *tous les répéteurs d'Intelsat VI sont loués. »* C'est pourquoi le rapport soumis au ministre le 13 septembre étudie deux solutions de remplacement. L'insertion de quelques hreures quotidiennes de TV5 Afrique au sein des programmes de CFI en faciliterait la réception puisque les antennes nécessaires sont installées. Mais l'hypothèse s'annonce conflictuelle, comme en témoigne la réserve du président de CFI, M. Fouad Beohalla : *« Celo se ferait au détriment des rediffusions et des retransmissions sportives que nous donnons aux heures creuses »*.

La seconde bypothèse privilégie la location de répéteurs sur des satellites *« en bout de vie »*. Solution qui permettrait une diffusion quotidienne de TV5 Afrique beaucoup plus longue mais réclamerait l'installatios d'antennes au sol mobiles (pouvast psaser d'us satellite à l'autre).

La relance évestuelle de TV 5 Afrique, qui pourrait faire l'objet d'une décision ferme ao sommet des pays francophones de novembre prochain, contraindra en tout cas à ratiooaliser la politiqse audiovisuelle extérieure. La mauvaise humeur de CFI, qui craist pour sos budget, s'ajoute en effet à la colère de la société de radio-télévision pour l'outre-mer, RFO, et de son agence d'images AITV. *« Des atouts laissés en jachère »*, s'indigne son PDG François Giquel. Avec ses vingt heures de programme par jour sur satellite, ses centres de productioo dans les Caraïbes, l'océan Indien et le Pacifique, ses accords de coopération régionale, RFO s'*entend pas* se laisser distancer.

PIERRE-ANGEL GAY

Le câble en quête de relance

CARCANS

de notre envoyé spécial

Pas question d'abandonner le câble. Pas question de le laisser stagner autour de son taux da pénétratinn ectuel (15 %). Le nouveau ministre de la poste et des télécommunications, M. Jean-Marie Rsusch, e été sans ambiguïté, jeudi 29 août, devant les participants de l'université d'été. *« Il faut que le prix de l'abonnement baisse et que la qualité des services augmente. »*

150 milliards en quatre ans

Maie le ministre a estimé qu'on ne pouvait demander à Franca Télécom, qui e déjà investi 15 milliards de francs dens le construction de réseaux câblés, de faire plus d'efforts. France Télécom, a-t-il annoncé, devra investir par ailleurs 150 milliards de francs au cours des quatre prochsinea ennées, aalon son contrat de plan en négociation avec l'Etat, tout en réduisent d'ici à 1994 de 11 % à 7 % le poids des frais financiers dens sas dépenses.

Aussi le ministre a-t-il suggéré, pour relancer le câble, l'abandon provisoira dee télévisions loceies, la révision de la politique fiscale en ce domaine, le *« financement croisé »* (municipelités, conseils généraux et conseils réglonaux) da certeinas chelnes thémetiquaa. Se démerquent nettement du ministre de la culture et de la communicetion, M. Jack Lang, M. Rauech e pleidé pour un coup d'srrêt eu développement de la télévision hertzienne et un allégement de la réglamantetion, cinémetnographique notsmment.

P.-A. G.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes

4e arrdt
ILE SAINT-LOUIS
Dc pas cour XVIIe. Soleil, charme donnant sur arbres, env. 150 m². Entr., gd living + 3/4 chambres, cuis. à aménager, 3e ét. ss sec. Trav. à prévoir. Tél. : 46-22-03-80. 43-59-58-04.

5e arrdt
RARE
Près MAUBERT, neuf, jamais habité, anc. imm. XVIIe réhabilité. Appt ht de gamme, env. 115 m², living 50 m² + 2 chbres, s.d.b., s. d'eau. 46-22-03-80 43-59-58-04, poste 22.

6e arrdt
JARDIN DU LUXEMBOURG
● Vue imprenable. Loft 170 m², dble, terrasse, park.
● 270 m², grand standing, serv., cave, park. Sacrifié. PPTAIRE 43-25-70-70

16e arrdt
FOCH/POINCARÉ
Imm. gd luxe, idéal hab. ou p.-à-terre, couple ou pers. seule, studio entrée living + kitchenette + salle de bains indépendante. 46-22-03-80 43-59-58-04

TROCADÉRO (pche)
Superbe appt env. 180 m², Vue dégagée, soleil, ét. élevé, galerie d'entrée + 3 p. de réception + 3 chbres + 2 s. de b. + chambre ser + parking. Tél. : 46-22-03-80 43-59-58-04

17e arrdt
PTE MAILLOT (pche)
Ensoleillé et séré, env. 130 m², gd living 45 m² + 2 chbres, s. de bns, chbre serv. Etage élevé. Travaux à prévoir. 46-22-03-80 - 43-59-58-04

NEUILLY - 17e
Conviendrait couple ou pers. seule. Duplex vue dégagée, env. 140 m² + 85 m² terrasse. Luxueusement aménagé. R.C. : entrée + gd living + 1 chbre, s. de bns + cuis. + terrasse. 1er ét. : gde pièce bureau entourée terrasse. Park. immeuble. 46-22-03-80. 43-58-58-04.

appartements achats

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 8e
Recherche de toute urgence
BEAUX APPTS DE STANDING
petites et grandes surfaces
ÉVALUATION GRATUITE
sur demande
46-22-03-80
43-59-58-04 poste 22

villas

MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE
Villa 7 PIÈCES sur 900 m² terrain, rez-de-ch. : séjour dble cathédrale, cheminée, 2 chbres, salle de bns, cuis. équipée, w.c., buanderie. 1er ét. : 2 chbres, s. de bns, dressing, garage 2 voitures, terrasse 200 m², quartier résident., proche commerces, écoles, lycée, équip. sportifs, golf, tennis, centre équestre. Prix : 1 600 000 F. Après 19 h : 45-98-12-78

locations non meublées demandes

Région parisienne
J.F. sérieuse recherche pour la rentrée
F2 sur 78 et proche banl.
Garanties sérieuses. Tél. 42-50-09-85 (rép. ou après 18 h)

maisons individuelles

12 KM PTE DE BERCY
Proximité golf, commerces, écoles. Part. vend maison (1987) sur terrain 300 m². Séjour cathédrale avec cheminée, 3 chambres, 2 salles de bains, grande cuisine équipée. Garage. Terrasse. 1 450 MF. T. 45-76-51-78 (ap. 19 h).

La Route, près Fevrières 45 de Paris, mais. ancien. 110 m² 4 P., cuis., s.d.b., grenier, terrain 850 m² dont 400 clos. 880 000 F. 42-64-52-72

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés, et ts services. 43-55-17-50

ASSOCIATIONS

Appel
JAPONAIS
par le suggestopédie. 7 oct. au 9 décembre, soir. T. 42-23-33-58/45-45-03-58

« The English Experience ». Améliorez votre Anglais parlé. Nouvelle formule 5 jours (lundi-vend.). Cours culturels et de langue en Angleterre. £ 300 tout compris. Pour plus de détails contacter : T.F. English Study Breaks, 31, Devigdor Road, Hove, East Sussex, Angleterre BN 3 1 RA. Tél. : 18 44 273 777010. Fax : 18 44 273 486160.

Sessions et stages
LE CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION EUROPÉENNE
organise un stage pour étudiants à MARLY-LE-ROI (Ile-de-France) sur le thème DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE A L'UNION POLITIQUE, du 8-14 9-91. Droit d'inscript. 440 F. Séjour gratuit. Rembours. 70 % voyage. Renseign. : CIFE, 4, bd Carabacel, NICE Tél. : 93-85-85-57

● Prix de la ligne 48 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
● Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
● Chèque libellé à l'ordre du *Monde Publicité*, adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parution du vendredi daté samedi au *Monde Publicité*, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75502 Paris Cedex 15.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.

L'AGENDA
Jeune fille au pair
Urgent, cherche J.F. au pair Fr. pour nord de l'All. ouest. T. 48-02-92-74/48-47-98-85

Le Monde des Cadres
Sté d'édition culturelle, siège en province, recherche COMMERCIAUX H. ou F. Pour contact collectivité locale. Toutes régions. Profil : battant, dynamique. Possédant voiture. T. (16) 22-83-96-40 45-68-61-59

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

Pour créer le premier groupe allemand d'équipement automobile

Mannesmann est candidat au rachat de Boge

Après la firme américaine Gabriel, le groupe allemand Mannesmann vient, à son tour, de poser sa candidature pour racheter Boge, le fabricant allemand d'amortisseurs pour véhicules automobiles, au groupe d'actionnaires qui contrôle l'affaire à 50,1 %. L'objectif de Mannesmann est de marier Boge avec Fichtel und Sachs, autre fabricant allemand d'amortisseurs devenu sa filiale, pour créer un nouvel ensemble, qui se situerait parmi les premiers mondiaux dans sa spécialité. Mannesmann est toutefois resté discret sur le montant de l'investissement qu'il entend consacrer à ce rachat. Le groupe germanique va devoir obtenir l'autorisation du puissant Bundeskartelamt (Office des cartels) pour passer à l'acte. Car en réunissant Boge et Fichtel, Mannesmann exercerait un véritable monopole en Allemagne. En fait, le but de ce projet de fusion est de faire pièce à la concurrence de plus en plus sévère des deux américains, – Monroe, numéro un mondial, avec plus de 70 millions d'amortisseurs produits par an, et Gabriel – mais aussi aux ambitions pressantes des deux japonais Tokiko et Kayaba. Ensemble, Boge et Fichtel devraient produire 30 millions d'amortisseurs par an et réaliser un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs, pour se classer au cinquième ou sixième rang mondial.

A. D.

Daimler-Benz accroît son bénéfice de 4,7 %

Le groupe industriel allemand Daimler-Benz (automobile, aéronautique, électronique) a annoncé, le 29 août, qu'il a enregistré pour les six premiers mois de l'année une hausse de 4,7 % de son bénéfice net consolidé avant impôts, qui s'est établi à 880 millions de deutschemarks (près de 3 milliards de francs), contre 840 millions au premier semestre l'an dernier. Pour le premier semestre 1991, le chiffre d'affaires du groupe a été en hausse de près de 9 %, atteignant 43,84 milliards de deutschemarks (149,6 milliards de francs). Sur l'ensemble du volume d'affaires, le secteur automobile (Mercedes-Benz) a représenté 71 %, AEG (électrotechnique) 15 %, Deutsche Aerospace (aéronautique et armement) 10 % et Daimler-Benz Interservices-Debis (services informatiques) 4 %. La faible progression des ventes constatée sur la CEE et le recul sur les Etats-Unis ont été largement imputables au niveau du dollar et à la faible conjoncture. En revanche, le chiffre d'affaires réalisé sur le marché intérieur allemand a représenté l'essentiel de la croissance du groupe, avec 20,75 milliards de deutschemarks contre seulement 16,45 milliards en 1990. – *(AFP.)*

Deux anciens dirigeants de maisons de titres japonaises nient avoir financé la pègre

Les anciens responsables des deux grandes maisons de titres japonaises, Nomura et Nikko, ont démenti avoir participé à des manipulations boursières pour le compte d'un chef de la pègre, jeudi 29 août, devant le Parlement nippon. *« Je suis sûr qu'il n'y a pas eu manipulation »*, a déclaré M. Setsuya Tabuchi, l'ancien président du conseil d'administration de Nomura, qui témoignait sous serment lors d'une réunion spéciale de la Chambre des représentants, organisée pour évoquer les récents scandales financiers.

Il a en revanche reconnu qu'une des filiales de Nomura avait accordé un prêt de 16 milliards de yens (708 millions de francs) à M. Susumu Ishii alors que celui-ci dirigeait encore le gang Inagawa-kai, le second syndicat du crime japonais, mais il a ajouté que c'était, au départ, sans connaître son identité et, par la suite, à travers un intermédiaire. M. Takuya Iwasaki, l'ancien président de Nikko Securities, a lui aussi démenti toute implication dans des manipulations boursières au profit de M. Susumu Ishii, tout en reconnaissant que ce dernier avait obtenu un prêt de 20 milliards de yens d'une filiale de Nikko.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MISE AU POINT DU G.P.G. (GROUPEMENT PRIVÉ DE GESTION) RELATIVE A SON AUGMENTATION DE PARTICIPATION DANS LA C.S.E.E.

Hier, 28 août 1991, nous avons dépassé les 20 % des droits de vote de la C.S.E.E. (COMPAGNIE DES SIGNAUX ET ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES) sans participer, par ailleurs, à l'augmentation de capital, et nous envisageons de continuer à augmenter notre participation en fonction de l'évolution du marché.

Nous pouvons être conduits à demander des places d'administrateur correspondant à notre participation, mais nous n'avons pas l'intention de chercher à acquérir le contrôle de la C.S.E.E.

Nous agissons actuellement de façon totalement indépendante, mais n'excluons pas à l'avenir soit d'agir en alliance avec d'autres actionnaires, soit la possibilité de céder nos actions.

Au premier semestre

Les trois géants allemands de la chimie ont enregistré une baisse de leurs profits

Après une année 1990 difficile, l'exercice en cours s'annonce plutôt morose pour la chimie allemande. Les résultats des trois géants Bayer, Hoechst et BASF pour le premier semestre en témoignent. Malgré l'amélioration constatée durant le second trimestre, tous enregistrent, au 30 juin, une diminution de leurs profits.

Hoechst est le plus pénalisé : son bénéfice avant impôts baisse encore de 22,3 % à 1,41 milliard de DM. BASF vient en second (– 10,6 % à 1,55 milliard de DM). Bayer ferme la marche (– 3,2 % à 1,95 milliard de DM).

La situation n'est pas meilleure pour les chiffres d'affaires qui progressent mais moins qu'au premier trimestre. L'augmentation est de 3,5 % pour Hoechst (+ 5,2 % au 31 mars), de 0,6 % (+ 4,9 %) pour BASF et de 2 % (+ 6 %) pour Bayer. Les trois grands avouent avoir souffert de la récession sur les marchés de grande exportation.

Les pronostics pour l'année entière sont partagés. Bayer espère dégager légèrement plus de profits, BASF se satisfera de résultats au niveau de 1990. Hoechst redoute une nouvelle érosion.

A. D.

EN BREF

□ **La guerre des tarifs sur l'Atlantique nord se poursuit au départ de Londres.** – L'arrivée des grandes compagnies américaines United et American Airlines sur l'aéroport de Londres-Heathrow au début de l'été n'a pas tardé à déclencher une guerre tarifaire pour l'automne et l'hiver prochains (*le Monde* du 24 août). C'est British Airways qui avait ouvert le feu, il y a deux semaines, en baissant le prix du billet aller-retour Londres-New York de 15 %, suivie par son concurrent britannique Virgin Atlantic et par les compagnies américaines qui le proposaient, à certaines conditions, aux environs de 2 800 francs. C'est aujourd'hui le tour d'Air Canada de lancer un tarif promotionnel de 2 600 francs entre Londres et Montréal.

□ **Les producteurs de foie gras en colère.** – Les producteurs français de foie gras ont annoncé, jeudi 29 août, qu'ils allaient *« engager des opérations sur le terrain »* afin de protester contre le refus de la Commission européenne d'accorder une clause de sauvegarde sur les importations de foie gras de canard, celui-ci représentant 90 % de la production française de foie gras. En novembre 1990, la France avait demandé à la CEE de suspendre les importations provenant de Hongrie qui avaient augmenté de 65 % pour les sept premiers mois de l'année. Dans un communiqué, la Fédération nationale des syndicats de producteurs de palmipèdes à foie gras assure que les prix restent *« à des niveaux critiques »*.

□ **M. Philippe Essig quitte la présidence de TML.** – M. Philippe Essig, ancien président de la SNCF, sera remplacé, à la présidence du consortium Trans Manche Link (TML), le consortium des dix entreprises de travaux publics françaises et britanniques chargées de percer et d'équiper le tunnel sous la Manche, par M. Pierre Parisot, directeur général délégué de la Société générale d'entreprise (SGE). M. Essig demeurera consultant spécial de TML en matière de problèmes de transports. C'est sous sa présidence que les trois tunnels de l'ouvrage ont été construits, le percement du dernier ayant été terminé le 28 juin de cette année.

NEW-YORK, 29 août ↓

Irrégulier

Après avoir établi jeudi de nouveaux records d'altitude, non homologués car réalisés en séance, la grande Bourse new-yorkaise a fait machine arrière. Elle a reperdu tout le terrain initialement gagné, et même au-delà. Finalement, l'indice Dow Jones des industrielles, un instant parvenu à la cote 3 068,65, s'établissait en clôture à 3 049,64, en légère baisse de 5,59 points (– 0,18 %). Le bilan de la journée a été équilibré. Sur 2 094 valeurs traitées, 785 ont monté, 783 ont baissé et 526 n'ont pas varié.

Manifestement, les investisseurs ne savent trop que penser de l'état de santé de l'économie. Les dernières statistiques pour juillet témoignent, une fois de plus, des difficultés de la reprise à s'affirmer. Pour la première fois depuis janvier, les revenus personnels ont légèrement baissé (– 0,1 %), les ventes de maisons individuelles ont diminué de 8,5 %. En revanche, les dépenses des consommateurs ont augmenté de 0,4 % et le chômage a paru reculer avec un moins grand nombre (9 000) de demandes d'indemnités.

Seul élément positif : les taux à long terme ont continué à se détendre par anticipation d'un assouplissement de la politique de crédit menée par la Réserve fédérale. La Banque centrale se résoudra-t-elle à faire un geste pour stimuler un peu la reprise d'activité ? Beaucoup le croient autour du « Big Board », la raison pour laquelle le marché dans l'immédiat a relativement bien résisté. L'activité a diminué et 150,18 millions de titres ont changé de mains contre 171,95 millions la veille.

VALEURS	Cours du 28 août	Cours du 29 août
Alcoa	69 5/8	69
ATT	38 5/8	38 5/8
Boeing	50 1/8	50 1/8
Chase Manhattan Bank	20 7/8	20 5/8
Du Pont de Nemours	48 3/4	48 5/8
Eastman Kodak	41 1/4	43 5/8
Exxon	58 1/2	58 7/8
Ford	31 3/8	31 3/4
General Electric	74 7/8	75 1/8
General Motors	38 3/8	38 3/4
Goodyear	38 3/4	38 3/8
IBM	94 1/2	95 1/4
ITT	60 1/8	60
Mobil Oil	68 1/8	68 1/8
Pfizer	66 1/8	66 1/2
Schlumberger	73 1/8	73 1/8
Texaco	63 3/4	64 1/8
UAL Corp. ex-Allegis	139 1/2	139 1/2
Union Carbide	21 5/8	21 5/8
United Tech.	48 1/4	48 1/8
Westinghouse	23 7/8	23 3/4
Xerox Corp.	58 7/8	58 3/4

LONDRES, 29 août ↑

Confiant

Les valeurs ont faiblement fluctué jeudi au Stock Exchange, sur un marché confiant dans la reprise économique en Grande-Bretagne, mais abandonnent quelques points en fin de séance avec l'ouverture dans le rouge de Wall Street. A la clôture, après avoir frôlé son record historique établi mardi à 2 648,2 points, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 14 points (0,5 %) à 2 638,2. Le volume des transactions s'est contracté à 428,8 millions de titres contre 507,3 millions mercredi.

Un sondage paru dans la presse indiquant que les travaillistes n'ont plus que quelques points d'avance sur les conservateurs dans les intentions de vote et une enquête de conjoncture de l'OCDE estimant que l'économie britannique a sans doute touché le fond au deuxième trimestre ont également soutenu le marché.

PARIS, 30 août ↓

Nouvelle consolidation

Après avoir tenté deux jours durant de se redresser, la Bourse de Paris a fait vendredi quelques pas en arrière. Mais jusque dans le milieu de l'après-midi, il fut impossible d'apprécier l'importance de sa baisse, littéralement à ressort. En repli de 0,16 % à l'ouverture, l'indice CAC-40 se retrouvait une heure après à 0,29 % au-dessous de son niveau précédent. Il devait par la suite réduire l'écart (– 0,32 %) avant de le creuser à nouveau (– 0,47 %). Vers 15 heures, son retard était de 0,45 %.

Derechef, la plus grande hésitation a régné sous les lambris. La fête est finie et le marché se retrouve confronté aux mêmes problèmes qui l'embarrassaient avant le putsch raté en URSS. *Quid* de la reprise économique ? S'il apparaît que la croissance au deuxième trimestre a été un peu plus forte que prévu, nul n'ose se prononcer pour le troisième et le quatrième trimestres. Les mesures de soutien à l'industrie tardent et les chances d'une baisse des taux se réduisent comme une peau de chagrin. D'autre part, les nouvelles en provenance des Etats-Unis sont toujours aussi contradictoires. A nouveau, des rumeurs circulent à New-York sur un prochain assouplissement des conditions de crédit, auquel la Réserve fédérale se résoudrait pour relancer l'activité. Reste à savoir quand. Le week-end financier va être long avec la fermeture de Wall Street, lundi 2 septembre, pour la célébration du Labor Day. Alors, par prudence, les investisseurs se réfugient dans l'expectative. Vendredi après-midi, ils attendaient avec curiosité la publication aux Etats-Unis des dernières statistiques économiques, à savoir les indices avancés, qui constituent le baromètre de la conjoncture pour les mois à venir. En attendant, les échanges, redevenus assez étoffés la veille, se sont à nouveau sérieusement réduits.

TOKYO, 30 août ↑

Nette reprise

Timidement amorcé quelques heures auparavant, le mouvement de reprise s'est nettement accéléré vendredi au Kabuto-cho. La prudence inspirée par les veilles de week-end a néanmoins empêché le marché de finir au plus haut de la journée. A la clôture, l'indice Nikkei s'inscrivait à la cote 22 335,87 avec un gain de 333,70 points (+ 1,52 %).

Si Wall Street n'avait pas dû chômer lundi prochain (Labor Day), le marché japonais aurait certainement réalisé une meilleure performance. Les professionnels étaient catégoriques à cet égard. Ici comme ailleurs, les investisseurs, à tort ou à raison, commencent à jouer une baisse des taux américains. La spéculation a toutefois pris un peu ses distances à mesure que la fin de séance approchait. Signe que la Bourse tokyoïte est plus optimiste : l'activité a augmenté et 300 millions de titres ont changé de mains contre 220 millions la veille.

VALEURS	Cours du 29 août	Cours du 30 août
Akai	1 080	1 070
Bridgestone	919	947
Canon	1 470	1 480
Fuji Bank	2 560	2 570
Honda Motors	1 470	1 500
Matsushita Electric	1 570	1 640
Mitsubishi Heavy	679	699
Sony Corp	5 640	5 650
Toyota Motors	1 520	1 510

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Faillite de la compagnie immobilière japonaise Maruko.** – La compagnie Maruko, spécialisée dans l'immobilier, s'est déclarée en faillite jeudi 29 août avec un passif total de 277,7 milliards de yens (environ 12 milliards de francs), après que son plan de restructuration financière a été repoussé par ses banques créancières. Il s'agit de la deuxième plus grosse faillite au Japon après celle de Nanatomi, en janvier dernier, dont les dettes atteignaient 407 milliards de yens. Maruko s'est spécialisée dans la vente d'appartements d'une pièce lors du boom immobilier des années 80. Mais le marché s'est retourné l'an passé à la suite de la hausse des taux d'intérêt et de l'imposition de contrôles.

□ **Scandale des caisses d'épargne : ouverture du procès de M. Charles Keating.** – Le procès pour fraude de M. Charles Keating, soixante-sept ans, l'une des figures les plus en vue dans le scandale financier des caisses d'épargne américaines, s'est ouvert mercredi 28 août à Los Angeles. Il est notamment accusé d'avoir trompé les clients de sa caisse d'épargne sur la sécurité de placements en *junk bonds* émis par une autre société sous son contrôle, American Continental Corp. La faillite de plus de 200 caisses d'épargne américaines est liée à l'effondrement du marché des *junk bonds*, des obligations à risques élevés et haut rendement qui ont symbolisé la forte spéculation des années 80 sur les marchés américains. Celle de la caisse d'épargne dirigée par M. Charles Keating a coûté le plus cher aux contribuables américains : 2,6 milliards de dollars.

□ **Le Groupement privé de gestion (GPG) détient plus de 20 % de la CSEE.** – Le Groupement privé de gestion, filiale de GLP, un groupe spécialisé dans le négoce de vins, a franchi la barre des 20 % dans le capital de la CSEE, Compagnie des signaux et d'équipements électroniques, devenant ainsi le deuxième porteur de parts. Dans un communiqué, cette société a affirmé agir *« actuellement de façon totalement indépendante mais n'exclut pas à l'avenir soit d'agir en alliance avec d'autres actionnaires »*, soit d'avoir *« la possibilité de céder ses titres »*.

□ **Whyte et MacKay prolonge l'OPA sur le producteur de whisky Invergordon.** – Whyte and MacKay (WM) a annoncé mercredi 28 août, avoir prolongé son offre publique d'achat (OPA) inamicale de 286 millions de livres (2,2 milliards de francs) sur le groupe Invergordon Distillers après avoir reçu, de la part des actionnaires, des promesses de vente représentant seulement 0,4 % du capital. WM, une filiale du groupe américain American Brands (alcools et tabacs), a indiqué que l'offre de 225 pence par action sera étendue jusqu'au 17 septembre. Invergordon, un des rares producteurs de scotch whisky encore indépendants, s'est âprement défendue contre l'OPA de W M. L'action Invergordon (183 pence avant l'offre de WM, lancée le 6 août dernier) a encore gagné un penny à 254 pence, en réaction à l'annonce de WM.

□ **Coca-Cola étend ses opérations en Union soviétique.** – Coca-Cola, premier fabricant américain de boissons gazeuses, a annoncé jeudi 29 août qu'il allait ouvrir, en septembre, un bureau à Kiev, capitale de l'Ukraine, dans le cadre d'un programme d'expansion de ses activités en Union soviétique. Coca-Cola, dont le siège se trouve à Atlanta (Georgie), a également indiqué qu'il transférera la responsabilité de ses opérations dans les républiques baltes à sa direction nordique, qui coiffe les activités du groupe en Finlande, en Suède et en Norvège. Coca-Cola a expliqué ce changement en raison des relations traditionnelles existant entre ces deux régions.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	3710	3750	Immob. Hôtelière	835	826
Arnault Associés	290	289 80	Inforrnt. Computer	158	158
B.A.C.	139	139	I.P.B.M.	80	....
Bque Vernes	806	805	Loca Investis.	245 10	250
Boiron (Ly)	361	360	Locamic	70 20	72 30
Boisset (Lyon)	218	218	Marin Comm.	116 90	112 30
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	990	988	Molex	190	....
Calberson	384	....	Publ.Filipacchi	390	400
Cardif	690	706	Razel	710	682 o
C.E.G.E.P.	133 90	136 10	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	312	320
C.F.P.I.	280	280	S.H.M.	189	188
C.N.I.M.	901	890	Select Invest (Ly)	100	98 50 o
Codetour	272	274	Serbo	390	397
Conforama	659	....	S.M.T. Goupil	130	....
Creeks	199	....	Sopra	270	276
Dauphin	405	406	TF1	343	344
Delmas	1250	1200 o	Thermador H. (Ly)	275	....
Demachy Worms Cie	305	....	Unilog	198	197
Deveriey	880	894	Viel et Cie	90	90
Deville	340	336	Y. St-Laurent Groupe	765	767
Dollfus	133	131			
Editions Belfond	205	230			
Europ. Propulsion	271	....			
Finacor	118	119			
Frankoparis	133 90	131 10			
GFF (group.fon.f.)	183	180			
Grand Livre	415	419			
Gravograph	195	187 20			
Groupe Origny	706	711			
Guintoli	970	970			
I.C.C.	204	210			
Idianova	124 90	124 90			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 29 août 1991
Nombre de contrats : 104 395

COURS	ÉCHÉANCES Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	106,28	106,40	106,34
Précédent	106,82	106,14	105,88

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 91	Déc. 91	OPTIONS DE VENTE Sept. 91	Déc. 91
106	0,28	1,14	0,01	0,80

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 11 465

COURS	Août	Septembre	Octobre
Dernier	1 857	1 871,50	1 889
Précédent	1 851,50	1 867,50	1 876,50
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

CHANGES

Dollar : 5,9155 F ↑

Le dollar a terminé à 136,88 yens vendredi 30 août à Tokyo, en hausse de 0,15 yen par rapport à jeudi. A Paris, le billet vert a enregistré une légère progression à 5,9155 F vendredi au fixing, contre 5,8990 F à la clôture des échanges interbancaires de jeudi et 5,8950 F à la cotation officielle.

FRANCFORT	29 août	30 août
Dollar (en DM)	1,7361	1,7408
TOKYO	**29 août**	**30 août**
Dollar (en yens)	136,73	136,88

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (30 août)	8 7/8 9 %
New-York (29 août)	5 3/8 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 28-12-90)*

	28 août	29 août
Valeurs françaises	119,4	120,1
Valeurs étrangères	117,7	120,6
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	483,71	487,78
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 851,83	1 857,74

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	28 août	29 août
Industrielles	3 055,23	3 049,60

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	28 août	29 août
100 valeurs	2 624,2	2 638,2
30 valeurs	2 053,9	2 066,2
Mines d'or	158,1	157,6
Fonds d'Etat	85,80	85,98

FRANCFORT

	28 août	29 août
Dax	1 647,50	1 655,50

TOKYO

	29 août	30 août
Nikkei Dow Jones	22 002,17	22 335,87
Indice général	1 706,60	1 732,10

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. +	ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	ou dép. –
$ E.-U.	5,9050	5,9080	+ 167	+ 177	+ 355	+ 375	+ 1030	+ 1090
$ can.	5,1735	5,1784	+ 19	+ 37	+ 57	+ 83	+ 179	+ 253
Yen (100)	4,3172	4,3209	+ 56	+ 65	+ 135	+ 152	+ 493	+ 540
DM	3,3943	3,3974	– 11	+ 4	– 9	+ 12	– 28	+ 25
Florin	3,0135	3,0166	– 7	+ 1	– 9	+ 5	– 27	+ 14
FB (100)	16,4810	16,4940	–	+ 50	–	+ 100	– 50	+ 250
FS	3,8828	3,8874	+ 26	+ 40	+ 70	+ 93	+ 246	+ 305
L (1 000)	4,5483	4,5523	– 99	– 77	– 187	– 158	– 551	– 491
£	9,9647	9,9757	– 150	– 122	– 274	– 229	– 605	– 476

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	5 3/8	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 5/8	5 3/4
Yen	7 7/16	7 9/16	7 1/2	7 5/8	7 3/8	7 5/8	6 15/16	7 1/4
DM	8 3/4	9	9	9 1/8	9 1/16	9 3/16	9 1/4	9 3/8
Florin	8 3/4	9 1/4	9 1/16	9 3/16	9 1/8	9 1/4	9 1/4	9 3/8
FB (100)	8 3/4	9 1/8	8 15/16	9 3/16	9 1/16	9 5/16	9 1/4	9 1/2
FS	7 5/8	7 7/8	8	8 1/8	7 15/16	8 1/16	7 7/8	8
L (1 000)	10 7/8	11 1/2	11 1/4	11 5/8	11 3/8	11 3/4	11 1/2	11 7/8
£	11	11 7/8	10 7/8	11 1/8	10 7/8	11 1/8	10 1/2	10 3/4
Franc	8 15/16	9 1/16	9 1/16	9 3/16	9 3/16	9 5/16	9 5/16	9 7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Lundi 2 septembre
Guy Nahiyan,
PDG du groupe Kaufman & Broad.

Mardi 3 septembre
Serge Vallemont,
directeur du personnel du ministère de l'équipement et conseiller du ministre.
Le Monde du 4 septembre publie dans son supplément « Initiatives » une enquête sur la modernisation de l'administration de l'équipement.

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 30 AOUT

Cours relevés à 13 h 48

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
990	C.N.E 3%.....	4000	3992	3992	- 0 20
335	B.N.P. T.P.....	880	801	810	+ 1 25
880	Cr Lyon. T.P.....	831	849	831	.....
265	Renault T.P.....	1312	1321	1316	+ 0 23
907	Rhone Poul. T.P....	1593	1580	1588	+ 1 03
048	Saint Gobain T.P..	1046	1080	1080	+ 3 25
990	Thomson T.P.....	858	845	845	- 1 62
745	ACCOR.....	786	792	790	- 0 63
880	Air Liquide.....	693	693	686	- 1 01
576	Alcatel-Alsthom....	593	590	592	- 0 17
850	Ale.Sapeco.....	1695	1695	1695	.....
380	ALSPI.....	382	395	384	- 2 04
290	Aquitaine, Prioret..	2298	2298	2310	+ 0 52
495	AGF Sall Centrale..	497 90	494 90	493	- 0 98
000	Ass. Entrepr.....	1015	1010	1000	- 1 48
270	Avenir H. Média....	211 50	210	210	- 0 71
960	Axa (ex Cie Midi)..	947	947	943	- 0 42
235	Axa Midi Ass.....	266	265	264 30	- 0 64
165	Belin.....	160 20	160 10	150 10	- 0 06
113	Bail-Equipem.....	121 50	122	120	- 1 23
780	Bail Investim.....	770	765	766	- 0 52
515	Bancaire.....	512	514	512	.....
675	Basse H.-V.....	696	696	690	- 0 72
575	Baylin-Say.....	606	615	610	+ 0 66
040	Berger (M).....	1057	1065	1030	- 2 55
330	Bernard Fonts.....	335	343 80	343 50	+ 2 63
720	Bic.....	770	770	768	- 0 26
950	B.I.P.....	980	979	979	- 0 10
320	BIS.....	357 80	356	348	- 2 74
265	B N P (C).....	262	261 60	276 50	+ 5 53
795	Bollore Tech.....	806	829	820	+ 1 74
300	Bongrain.....	2436	2444	2360	- 3 28
810	Bon-Marché.....	839	838	838	.....
540	Bouygues.....	574	576	573	- 0 17
113	BP France.....	112 50	112 50	112	- 0 53
905	B S N.....	922	921	920	- 0 22
080	Canal Plus.....	1087	1087	1088	- 0 09
350	Cap Gem.S.....	353	353 90	348	- 1 42
060	Carrefour.....	2088	2081	2081	+ 0 14
138	Casino.....	141 30	142	140 50	- 0 85
60	Casino ADP.....	86 20	87	87	+ 0 93
1290	Castorama D.I.....	1348	1349	1351	+ 0 15
165	C.C.F.....	169 80	168	168 80	- 1 18
58	CCMC Ly.....	58	60	58	.....
270	C.D.M.E.....	308	305	312	+ 0 97
220	C.E.G.I.D.....	225	228 50	225	.....
290	Centrest (My).....	220 10	220	220	- 0 05
435	C.E.P. Comm.....	453 60	454	453	- 0 13
121	Cerus.....	126 10	127	128 50	+ 0 58
720	Cerelen.....	786	800	802	+ 2 04
320	CF Ind.....	327 40	325	327 80	+ 0 12
300	CGI Info.....	318 10	315 60	316	- 0 66
1030	CGIP.....	1096	1080	1096	+ 0 27
625	CGP.....	646	643	640	- 0 73
780	Chargeurs S A.....	809	786	615	+ 0 74
475	CICA (M).....	510	610	496	- 2 75
300	Cloeanor franc.....	316	313 10	306	- 3 16
815	Clarins.....	859	850	858	- 0 12
435	Club Mediter.....	442 10	440	438	- 0 70
147	CMB Packa.....	158 40	157 50	158 80	+ 1 60
525	Colas.....	570	569	566	- 0 70
335	Cpt. Europ.....	227	228	225 90	- 0 53
130	Comp. Med.....	1020	1121	1122	+ 0 18
108	Concept S.A.....	121 50	122 10	122 10	+ 0 48
245	CPR (Paris Rés.)..	265	265	263	- 0 75
1110	Créd. Foncier.....	1140	1136	1140	.....
485	Cr Lyon.(Cl).....	482 50	480	485	+ 0 46
1150	Credit Nat.....	1188	1189	1180	- 0 76
150	CSEE.....	176 10	175	169 50	- 2 97
1970	Damart.....	1980	1985	1985	+ 0 25
2310	Dassault Aviation..	405 20	410	404	- 0 30
366	Dassault Electr....	161	190	180	- 0 52
3300	De Dietrich.....	1420	1415	1425	+ 0 35
121	Dév.P.d.C.B.S.....	122	121	121	- 0 82
213	Dév.R.Sud-Est.....	244 50	244 90	244 90	+ 0 16
325	D M C.....	325	325	330	+ 1 54
380	Docks France.....	385	389 90	391	+ 7 56
....	Dynaction.....	546	546	546	.....
2420	Eaux (Cie).....	2509	2510	2507	- 0 08
740	E.B.F.....	765	....	....	.....
345	Ecco.....	370	373 90	378	+ 2 16
108	Ell Aquitaine.....	382 20	382 90	382 50	- 0 18
215	Emp-Elf (Cerp)....	230 80	236	242	+ 4 94
325	Essilor.....	329	328	340	+ 3 34
215	Essilor (DP).....	164 50	164 80	164 60	+ 0 18
610	Eram.....	560	564	559	- 0 18
405	Eurafrance.....	1577	1545	1570	- 0 44
153	Europcan.....	822	820	826	- 0 24
305	Eurotunnel/paid....	138	138 90	139 80	+ 1 16
450	Euromarché.....	4330	.....	.....	.....
1200	Europe 1.....	1053	1089	1070	+ 1 51
620	Eurotunnel.....	50 40	50 10	48 50	- 0 88
1350	Evox.....	1325	1330	1310	- 1 13
430	Facom.....	1275	1278	1280	+ 0 39
475	Fimotel.....	115 20	115 10	116 20	.....
220	Finro Lille.....	243 10	242	248	+ 2 43
2280	Fromagr. Bel.....	2425	2448	2450	+ 1 03
1540	Gal Lafayette.....	1480	1520	1490	.....
1900	G.A.N.....	1900	1905	1915	+ 0 78
475	Gascogne (B).....	485	488	488	- 1 41
1380	Gaz et Eaux.....	1382	1390	1351	+ 1 43
730	Satrybalgon.....	750	750	750	.....
525	Garland Ly.....	540	541	540	.....
625	Groupe Clat.....	525	525	522	- 0 57
430	GTM-Entrep.....	412	405	391 10	- 5 07
1300	Guyenne-Ger.....	1360	1350	1340	- 1 47
170	Hachette.....	193	195	200 20	+ 3 73
505	Hénes.....	530	529	528	- 0 38
1310	Hutchinson.....	1390	1380	1470	+ 5 76
320	Ida.....	318	310 50	310 60	- 1 74
280	Ingtal.....	290 20	286	287 10	- 1 07
179	Immob. Phénix.....	171	170	170	- 0 38
76	Implosion.....	78	77	76	.....
3850	Inst. Mérieux.....	3871	3890	3960	+ 2 30
460	Interfood.....	465	460	465	+ 2 20
905	Intertechnique.....	1000	980	1015	+ 1 50
680	J. Lefebvre.....	695	696	696	+ 0 14
620	Klegiane.....	610	630	630	+ 3 28
740	Lafarge.....	716	729	735	+ 2 85
345	Lafarge.....	368	368 10	366 20	- 0 76
335	Lebon.....	336	334	335	- 0 30
3620	Legrand.....	3656	3650	3665	+ 0 25
515	Legrs Industriels..	543	541	535	- 0 74
720	Locindus.....	718	717	719	+ 0 42
4300	L.V.M.H.....	4460	4441	4420	- 0 90
535	Lyon.Eaux/Cuirsse	547	550	544	- 0 55
130	Maigrenie Ly.....	165	167 30	165	.....
295	Mar. Wendel.....	215	314	314 80	- 0 16
200	Matra.....	186 20	189	187	- 1 16
490	Merlin-Gerin.....	540	534	530	- 1 85
61	Metaleurop.....	50 50	52	50 70	+ 0 22
89	Métrologie Int....	75	75	77 80	- 1 60
113	Michelin.....	123 20	123 10	122 70	- 2 03
75	Midi. Bt Sp *.....	78 50	78 50	78 50	+ 2 61
210	Min. Saint-Gobain..	208 50	208 50	202 10	- 3 07
95	MMB.....	67	67 50	67 50	+ 0 52
157	Moulinex.....	160	158 70	160	.....
1150	Navig. Mixte.....	1165	1167	1165	- 0 09
108	Nord-Est.....	116	118	117 10	- 0 76
235	Nozzon (Ny).....	275	275	275	.....
516	Nsm Galeries.....	560	551	570	+ 3 39
215	Oligar.....	213	217	217	+ 1 88
610	Orbal.....	625	622	626	.....
405	Parfims.....	424 50	424	421 30	- 0 83
153	Pechiney Int.....	172	169	169 60	- 1 45
305	Pechiney (DP).....	320	321	320	.....
450	Pernod.....	452	452	446 10	- 1 31
1200	Pernod Ricard.....	1230	1225	1215	- 1 14
620	Peugeot.....	640	635	634	- 0 94
265	Pinault.....	285 80	284	282 50	- 1 05
432	Pinault-Print.....	438 90	433	438	- 0 21
290	Polet.....	415	420	417	+ 0 48
480	Primagaz.....	478	480	480	+ 0 42
698	Promodès.....	679	698	675	- 0 34
2200	Provendes.....	2355	2200	2235	- 0 85
475	Radiotechn.....	520	520	518	- 0 38
4150	Radoute (La).....	4250	4350	4662	+ 4 80
220	Remy at Associés..	239	239	236 50	- 1 05
380	R. Poulenc CP.....	398 90	400	417 10	+ 4 30
350	Robur Fonds.....	335	345	345	+ 2 99
72	Rochette (J).....	74	74	73 70	- 0 41
1710	Rossel Uclaf.....	1825	1850	1835	+ 0 55
3020	R. Sepd.Ly *.....	3171	3171	3171	.....
181	Sade (My).....	183	181	181	- 1 09
1650	Sagem.....	1570	1642	1642	- 1 88
460	Saint Gobain.....	470 10	468	468 70	- 0 30
1430	Saint Louis.....	1451	1459	1445	- 0 41
1580	Salomon Ly.....	1620	1650	1650	+ 1 85
345	Salvepar (My).....	352	355	355	+ 0 88
880	Sanofi.....	921	925	946	+ 2 71
1780	S A T.....	1725	....	....	.....
245	Saul, Chât.....	240	238 10	240	.....
1290	Saupiquet (Ns).....	1310	1240	1340	+ 2 28
695	Schneider.....	757	751	746	- 1 45
28	SCOA.....	28 10	28	28 55	+ 1 80
625	Scor s.a.....	640	630	645	+ 0 78
1650	S.E.B.....	1700	1720	1710	+ 0 59
420	Selimog.....	425	426 10	437	+ 2 82
....	Selectibanque.....	114 60	115	107 10	- 6 54
425	Sensit A.....	424 60	419 10	425	+ 0 05
1070	S F I M.....	1050	....	....	.....
225	S.G.E.....	248 50	245	245	- 1 41
460	Sinco.....	462	470	466	- 0 43
665	St. Raphaël.....	690	691	681	+ 0 14
445	Sagos.....	484	490	487	+ 0 62
440	Société Gén.....	454 30	451 80	454 10	- 0 13
170	Sodexho(B).....	116	116	118	+ 1 72
145	Sodexho(Nc).....	146	....	....	.....
730	Sodexho.....	753	741	757	+ 0 53
74	Sogeparl(My).....	70 50	70 40	70 30	- 0 28
340	Sogexp.....	350	345	342	- 2 28
1500	Som-Allo.....	1590	1570	1577	- 0 18
1360	Source Perrier....	1340	1344	1343	+ 0 22
680	Soval.....	885	885	896	+ 1 46
385	SPEP.....	420	410	415	- 1 16
440	Spe-Bongrain.....	523	524	514	- 1 72
850	Spador.....	886	819	900	+ 1 58
355	Suez.....	347 50	346 10	344	- 1 01
885	Synthelabo.....	883	854	816	+ 4 09
138	Thomson CSF.....	137 30	137 50	127 50	+ 0 15
845	Total.....	870	862	864	- 0 68
132	- (ogerat)(My).....	132	132 50	132 80	+ 0 45
255	Tr.Mas Fin.....	248	252	252 50	+ 1 61
535	U.A.P.....	538	541	532	- 1 12
295	U F B Locab.....	333	330	325	- 2 40
810	U I C.....	813	810	805	- 0 98
480	U I F.....	486	490	485	- 0 21
515	Usines.....	861	865	862	+ 0 15
310	Valeo.....	540	534	530	- 1 85
141	Vallourec.....	321	320	321 30	+ 0 09
345	Via Banque.....	363	364	357	- 1 85
165	Worms et Cie.....	374 50	374 50	372	- 0 77
1100	Zodiac.....	1138	1146	1145	+ 0 62
1160	Ell Gabon.....	1220	1216	1220	.....
124	Amec.....	133	130 50	130	- 2 26
141	Amer Barrick.....	133	121 60	130	- 2 36
155	Amer Express.....	160	168 50	158 80	- 0 88
215	A.T.T.....	228 20	..	....	.....
215	Anglo Amer.C.....	222	218	214 30	- 3 47
270	Amgold.....	395	373	361 80	- 8 48
840	Banco Santander....	283 60	283	283	- 0 28
810	B A S F.....	840	840	841	+ 0 12
840	Bayer.....	957	955	957	.....
123	Buffalostar.....	68 20	67 60	65 20	- 4 40
1580	Chevy Manh.....	122	122	120 60	- 1 15
355	De Beers.....	164	159 80	160 50	- 2 13
2200	Deutsche Bank.....	2240	2230	2213	- 1 21
1200	Dresdner Bank.....	1200	1198	1192	- 0 67
70	Drefonstein.....	83 50	53 70	83 30	- 0 94
290	Du Pont-Nem.....	288 20	290 10	288 30	+ 0 03
260	Eastman Kodak.....	264	261 70	260 20	- 1 44
18 50	East Rand.....	16 85	19 50	19 05	- 4 03
52	Echo Bay.....	47 80	47 20	46 50	- 1 88
250	Electrolux.....	257	262	264	+ 2 72
188	Ericsson.....	169 50	166 50	166 50	- 1 77
350	Exxon Corp.....	362 40	.....	.....	.....
188	Ford Motor.....	187	....	....	.....
435	Freegold.....	41 10	41	40	- 2 88
25	Gencor.....	23 70	22 50	22 20	- 6 33
435	Gén. Elect.....	444	444 20	442 60	- 0 32
225	Gén. Motors.....	230	230 70	231	+ 0 43
380	Gén. Belgique.....	380	376	378	- 1 32
81	Gd. Mésnipol.....	83	....	....	.....
99	Guinness.....	101 70	101	101 50	+ 0 70
22	Hanson Pl.C.....	22	22 40	22	.....
33	Harmony Gold.....	32 75	32 50	31 30	- 4 43
310	Hewlett Packard....	310 70	....	....	.....
47	Hoechs.....	46 60	46 50	46 40	+ 1 09
610	Honchst.....	838	825	825	- 1 56
86	Homestak.....	87 05	87 50	85	- 1 21
131	I.C.I.....	136	135 10	135 70	- 0 65
575	I.B.M.....	563	572	571	+ 1 42
355	I.T.T.....	358 20	360 20	365 50	- 0 20
195	Ito Yokado.....	194 80	183 60	195	+ 0 10
70	Matsushita.....	70 40	72 10	71 30	+ 1 28
16	Maxwell.....	18 70	....	....	.....
190	Mc Donald's.....	192 50	196 40	197 50	+ 2 60
755	Merck.....	758	762	763	+ 0 53
515	Minnesota M.....	525	527	527	+ 0 38
53	Mitsubishi.....	53 10	56	56 30	+ 6 03
405	Mobil corp.....	405	....	....	.....
325	Morgan J.P.....	330	....	....	.....
33420	Nestlé.....	33400	33220	33100	- 0 50
167	Norsk Hydro.....	169	162 50	167 50	- 0 89
107	OPSL.....	100	100	100	.....
1890	Pétrofina.....	1884	1881	1890	+ 0 32
440	Philip Morris.....	440	442 20	441 50	+ 0 34
109	Philips.....	108	108	108	.....
75	Placer Dome.....	87	85 50	85 20	- 2 88
480	Procter Gamble....	492	....	....	.....
225	Quilmès.....	230	220	223	- 3 04
25	Randfontein.....	24 20	23 50	23	- 4 95
280	Rhone Poul. Rorer	276	274 10	276	+ 0 18
480	Royal Dutch.....	475 20	479	477 30	+ 0 44
59	RTZ.....	58 50	86 80	58	+ 0 85
1 55	Sanl & Sanchi.....	1 61	1 60	1 63	+ 1 24
45	St Helena.....	44	42 85	40 80	- 7 27
415	Schlumberger.....	431 10	434 20	432 20	+ 0 26
52	Shell transp.....	52 30	52 25	52 50	+ 0 38
2230	Siemens.....	2280	2264	2262	- 0 78
825	Siemens Nixdorf....	801	798	798	- 0 37
255	Sony.....	247 10	247 30	248 60	+ 0 61
98	Sumitomo Bank.....	80 30	93 50	93 60	+ 0 21
240	T.D.K.....	237 50	240	240	+ 1 05
53	Telefonica.....	52 70	52	53 50	+ 1 52
28	Toshiba.....	28 55	28 40	28 40	- 0 53
480	Unilever.....	478 20	476 80	479	+ 0 17
285	Unit. Techn.....	277	284 30	283 20	+ 2 24
390	Veal Roels.....	360	348	343	- 2 00
1260	Volkswagen.....	1320	1330	1215	- 0 38
335	Volvo.....	327	320	320	- 2 14
1070	Wagons lits.....	1069	....	....	.....
200	West. Deep.....	177 30	177	173	- 2 43
325	Xerox Corp.....	352	....	....	.....
114	Yamanouchi.....	111 40	114	114	+ 2 33
1 65	Zambia Cop.....	1 73	1 76	1 60	- 2 89

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Obligations		
Emp.Etat 9,8%77.....	121 25	2 38
Emp.Etat 9,8%78.....	100 35	1 31
10,80% 79/94.....	102 40	10 65
Emp.Etat 13,45%83..	108 40	8 25
Emp.Etat 12,2% 84..	102 85	10 89
Emp.Etat 11% 85.....	108 60	5 72
10,20% mars 86.....	104 80	4 79
OAT 10% 5/2000.....	108 20	2 68
OAT 9,5% 12/1997..	104 80	7 05
OAT 9,8% 1/1998....	102 80	5 68
ORT 10,30% 1985..	1802	....
PTT 11,2% 85.....	105 20	7 67
CFF 10,30% 86.....	100 30	5 83
CFF 10,25% nov 30	104 20	4 70
CNA 70 % 1979.....	101 20	4 73
CNB Bques 5000F...	99 25	1 49
CNB Paribas 5000F..	98 20	1 49
CNB Suez 5000F.....	98	1 49
CNE 11,5% 85.....	101 40	2 48
CNI V/82 5000F.....	99 21	1 49
CNT 8 % 85.....	....	3 20
CNH 10,90% déc.85	107 40	8 53
CNAM FCE 3% 100	....	....
CNCA.....	876	....
Cless.....	2116	....
Alcatel 8 % janv. 89	586	....
Ly. Eaux ex 6,8%....	770	....
Thoms. cv 6,2% 88..	788	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions		
Agache (ex fin.).....	1100	1100
Applications Hydr....	1490	1485
Arbel.....	400	410
Bains C.Monaco.....	1270	1270
B.Hyprth.Europ.....	386	....
B.N.P. Intercont.....	270	275
Baylin-Say (C.I.).....	487 20	484 50
Bénédictine.....	3200	3200
Bidermann Interest..	500	....
Blazy Chaut.....	1865	2017 d
B T P.....	72 10	70 50
Cambodge.....	900	900
Carbone Lorraine.....	595	595
Cass Poulain.....	12 10	12 60d
C.E.G.F (Foncr.).....	358 20	367 10
Cenemare Blazy.....	470	470
Cenbrai.....	90	....
Champion Hy.....	112	118
CIC (Cir).....	234	238 90
C.I.M.....	1035	1020
C.I.T.R.A.M. (B).....	2800	....
Cofimag.....	256	....
Cogit.....	311	311
Comptoirs.....	518	516
Cie Industrielle.....	5000	4861
Cpt Lyon Allemand....	416 50	410
Concorde.....	785	800
Constr.Mét.Prov.....	31 10	35
Crédit Gde.Ind.....	247	254 30
Cr Universel (Cie)...	510	520
Créanel.....	108	105
Darbley.....	660	650
Degremont.....	1670	1690
Delalande.....	1716	1680
Delmas Vieljeux.....	3800	3800
Didot Bottin.....	1340	1340
Eaux Bassin Vichy....	2510	2509
Eaux Vittel.....	895	896
Ecia.....	260	257 10
Electro-Flam.....	774	....
Electro-Banque.....	300	....
Ent.Mag. Paris.....	4180	....
Eram (ex Eramé).....	1780	1830
Finalens.....	240	....
F.I.F.P.....	140	134 40d
F.N.A.C.....	1675	1700
Fonciére (Cie).....	516	....
Fonc.Lyonnaise.....	690	700
Foncina.....	475	484 d
Fonpenelle.....	685	682
France I.A.R.D.....	785	788
France SA (Le).....	1660	1650
From. Paul-Renard....	2500	....
Gaumont.....	770	770
Genelise.....	261	261
Génévet.....	500	....
G.F.C.....	360	359
G.F.I.I.....	252	257
Grds Moulins Paris....	1460	....
Groupe Victoire.....	1040	1000
G.T.I (Transport).....	420	....
Immobail.....	339	330
Immobanque.....	660	650
Im.Marseillaise.....	5900	5900
Imm. Plaine-Monceau..	335	335
Immobilux.....	416	417 90
Invest.(Ste Cie.).....	3210	3295
Lambert Frères.....	260 50	....
Lille Bonnières.....	1450	....
Loca-Expansion.....	370	....
Locafinancière.....	475	....
Locamd.....	150	196
Louis Voitzon.....	849	845
Louvre.....	3065	2993
Lucia.....	1571	1570
Machines Bull.....	36	35
Mag.Unipris.....	183 70	184 10
Magneti.....	750	750
Métal Déployé.....	600	580
Mors.....	100	99
Navigation (Nle).....	212	270 60
Optorg.....	318	325 40
Orbal (D).....	310	312
Odigny-Desvoyes.....	500	....
Palais Nouveauté.....	1226	1240
Pathé Marconi.....	805	805
Parfinance.....	174	174
Pénbos (CP).....	650	648
Paris France.....	265	254 40o
Paris Orléans.....	237 10	238 30
Parthenon Invest.....	375	379
Pathé Cinéma.....	691	663 o
Piper Heidsieck.....	1800	1860
Porcher.....	460	445
Promodès (D).....	1010	1010
Publicis.....	798	800
Rochefortaise.....	112 20	170
Rougier.....	265	270
Rougier.....	400 10	400
S.A.C.E.R.....	345	337
S.A.F.A.A.....	156	....
S.A.F.I.C Alcan.....	291	290
SAFT.....	1298	1301
Saga.....	365	365
Saint Dominique (F.)...	117 90	118 80
Salins du Midi.....	630	625
Skyvoisienne M.....	160	....
S.C.A.C.....	780	761
Société Marseloise.....	400	400
S.Paul.Part. (M).....	143	....
Stic.....	580	581
Slavin.....	234	239
S.I.P.H.....	255	255
S.M.C.I.....	160	160
Sofal.....	520	520
Soffo.....	374 20	385
Sofical.....	1280	1270
Sofimon (ex Sinard)...	73 50	..
Sofrag.....	1850	1870
Sophia-Bail.....	373	370
Sopegi.....	146	144
Sociétre Autoplas....	800	788
Sovabail.....	358	361
Spaco.....	788	..
Talalinger.....	3381	3438
Tassot-Aequitas.....	720	..
Tour Eiffel.....	228	..
Ufimer.....	1080	1080
U.T.A.....	2235	2300
Vicat.....	380	380
Viniprix.....	1752	..
Vitos.....	142 10	145
Maroc Sté Brasseria..	225	..

Etrangères

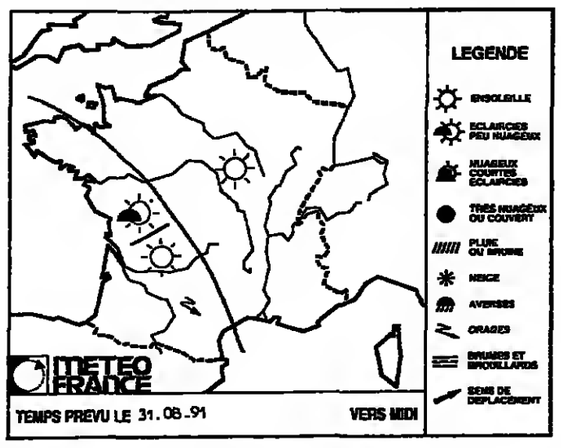
A.E.G.....	607	607
Alcoa Nv Stck.....	386	....
Alcan Aluminium.....	120	120
American Barrick.....	136 50	135 10
Amerada Hamda.....	266	..
Asbed.....	705	..
Asturienne Mines.....	150	..
Banco Popular Espa..	618	..
B.Rogiercomm Int....	24700	24500
Can.Pacifique.....	92	....
Chrysler Corp.....	85	..
C I R.....	12 60	..
Commerzbank.....	792	795
De Beers (port.).....	137	.
Dow Chemical.....	312	.
Fiat.....	25	..
GBL (Brux Lamb.).....	535	540
Gevaert.....	1005	.
Glaxo Holdings Ltd..	134 50	.
Goodyear Tire.....	222	.
Grace and Co (Wfl)..	223	.
Honeywell Inc.....	330	.
Johannesburg.....	81	.
Kubota.....	26	.
Lafarge.....	310	310
Midland Bank.....	24 75	.
Noranda Mines.....	89 10	.
Olivetti priv.....	10 35	.
Pakhoed hold.....	520	520
Pfizer Inc.....	381 50	.
Procter Gamble.....	472	469 90
Ricoh.....	26	27 85
Robeco.....	302 40	303 40
Rodamco NV.....	160	.
Rolinco.....	289	301
Saipem.....	5 60	.
Sanyo Group.....	26 50	.
SKF Aktiebolaget.....	88	94
Texaco Inc.....	241	.
Thorn Electrical.....	79	.
Tokay Ind.....	25	.
Vieille Montagne.....	3000	..
Wagons Lits.....	1089	1120
Wast Rand Cons.....	11 10	.

Hors-cote

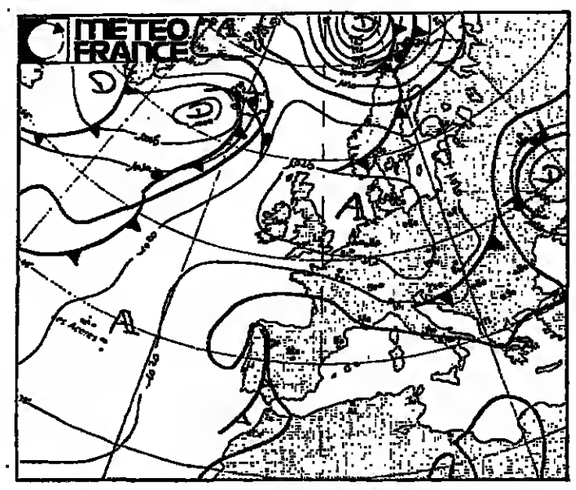
Aqua Hydro Energie..	290	.
Bureos.....	815	815
Calcaphos.....	112	..
C G H Cogenhor.....	35	..
C. Occid. Forestiere..	180	.
Chambourcy (M).....	678	.
Cochery Bourdin.....	360	..
Cosmez.....	564	581
Drouot Assurances..	415	425
Elf Aquitaine.....	1400	.
Europ. Accum.....	85	.
Europ Soufres Ind....	20	.
Gachot S.A.....	88 90	88
Groupe Expansion....	85	.
Guy Degrenne.....	510	.
Hamba Rodes Zan....	210	.
Hotgovens.....	297	.
IM2.....	300	.
Jaeger.....	125	..
Lecteurs du Monde...	331	.
Nicolas.....	781	.
Paternelle RD.....	1410	..
Partouche Pierrer....	390	.
Quadrac.....	240	.
Ronsse N.V.....	203	.
St-Gobain-Emballage	1600	1650
Sarnis Mines.....	205	.. s
S.E.F.R.....	1135	.
S.P.R. act. B.....	348	.
Télémécanique Elect.	3350	.
Ulines.....	380	.
Waterman.....	1500

METEOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 31 août 1991
Nuageux et orageux dans le Sud-Ouest



SITUATION LE 30 AOUT 1991 A 0 HEURE TU



Pour ces premiers jours de septembre, le temps sera chaud pour la saison. Des orages pourront éclater sur la partie ouest de la France ainsi que sur le massif alpin, mais ils resteront isolés.

Dimanche 1er et lundi 2

Quelques orages dans l'Ouest

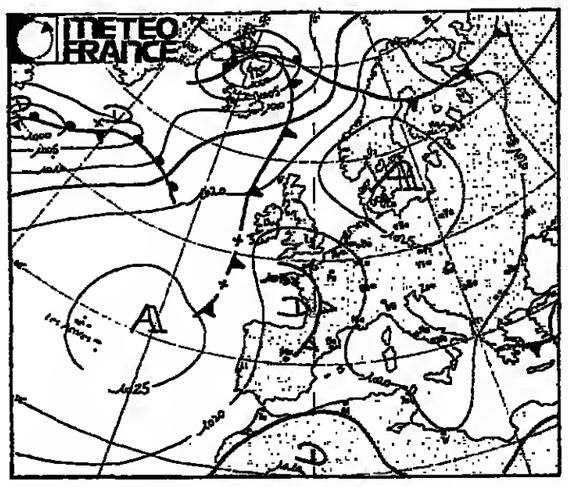
Sur la Bretagne, la Normandie, le Centre, les pays de Loire, Poitou-Charentes, le Limousin, l'Aquitaine et Midi-Pyrénées, nuages et soleil se partageront le ciel. Les nuages prendront par moments un aspect menaçant et donneront une ondée, voire un orage.

Sur le reste de la France, soit du Nord et du Pas-de-Calais à la Lorraine, l'Alsace, la Bourgogne, le Franche-Comté, l'Auvergne, *Rhône-Alpes* et les régions bordant la Méditerranée, il y aura des bancs de nuages élevés, mais le soleil dominera dans l'ensemble. C'est près des frontières belge, luxembourgeoise et allemande que le soleil sera le plus généreux. Par contre, sur les Alpes, un orage isolé est possible en soirée.

Les températures minimales seront de 11 à 14 degrés sur le Nord et le Nord-Est. Sur les autres régions, elles seront comprises entre 15 et 20 degrés.

L'après-midi, il fera de 28 à 33 degrés, à l'exception de la côte atlantique où un petit vent d'ouest apportera un peu de fraîcheur.

PRÉVISIONS POUR LE 1er SEPTEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 30-8-91

Valeurs extrêmes relevées entre le 29-8-1991 à 18 heures TU et le 30-8-1991 à 6 heures TU

FRANCE				ÉTRANGER							
AJACCIO	30	21	D	TOULOUSE	–	–	–	LOS ANGELES	23	17	D
BIARRITZ	25	21	C	TOURS	29	14	D	LUXEMBOURG	23	11	D
BORDEAUX	31	21	C	POINTE-A-PITRE	33	24	A	MADRID	34	16	D
BOURGES	29	14	D	ALGER	33	22	D	MARRAKECH	35	21	D
BREST	22	14	D	AMSTERDAM	22	9	D	MEXICO	21	11	B
CAEN	22	11	D	ATHÈNES	27	21	D	MILAN	29	12	D
CHERBOURG	20	15	D	BANGKOK	32	25	C	MONTRÉAL	29	16	N
CLERMONT-FER	30	10	D	BARCELONE	28	20	N	MOSCOU	13	14	C
DIJON	27	12	D	BELGRADE	21	13	N	NAIROBI	27	10	N
GRENOBLE	31	12	D	BERLIN	19	11	D	NEW-YORK	32	26	D
LILLE	22	10	D	BRUXELLES	23	9	D	OSLO	21	6	N
LIMOGES	30	17	D	LE CAIRE	32	21	D	PALMA-DE-MAJ	35	19	D
LYON	30	14	D	COPENHAGUE	21	10	N	PÉKIN	27	19	D
MARSEILLE	31	22	D	DAKAR	–	–	–	RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
NANCY	25	10	D	DELHI	32	25	D	ROME	29	19	N
NANTES	–	–	–	DJERBA	29	27	D	SINGAPOUR	–	–	–
NICE	29	22	C	GENÈVE	28	13	D	STOCKHOLM	19	10	N
PARIS-MONTS	26	15	D	HONGKONG	29	27	A	SYDNEY	19	10	D
PAU	34	20	C	ISTANBUL	24	15	D	TOKYO	26	26	C
PERPIGNAN	29	22	C	JÉRUSALEM	26	18	D	TUNIS	38	23	D
RENNES	23	16	D	LISBONNE	25	19	D	VARSOVIE	20	19	N
ST-ETIENNE	30	11	D	LONDRES	24	13	D	VENISE	26	14	D
STRASBOURG	25	10	D					VIENNE	21	12	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Un mois d'août très sec et très chaud

Le mois d'août qui s'achève devrait compter parmi les plus chauds et les plus secs dont Météo-France (la Météorologie nationale) garde le souvenir. Le bilan partiel et provisoire que cet organisme (quelque peu perturbé par le très prochain déménagement d'une partie de ses services à Toulouse) a bien voulu établir pour *le Monde* à la date du 28 août tôt le matin, le montre très clairement.

Les régions météorologiques Sud-Ouest et Nord-Est semblent devoir connaître leur record de chaleur pour un mois d'août depuis 1957. Du 1er au 28 août à 8 heures, la moyenne des températures a été dans le Sud-Ouest de 23,1 °C alors que la «normale» mensuelle est de 19 °C. Elle est donc supérieure aux moyennes d'août 1990 (22,4 °C) et d'août 1973 (21,9 °C). Rappelons que les mois d'août les plus froids depuis 1957 sont ceux de 1963 (17,5 °C) et de 1977 (17,9 °C).

Pour le Nord-Est, on en est pour ce mois d'août à 21 °C alors que la «normale» mensuelle est de 18 °C. Depuis 1957, les mois d'août les plus chauds avaient été ceux de 1983 (20,3 °C) et de 1990 (20,2 °C) et les plus froids ceux de 1978 et de 1979 (16,7 °C).

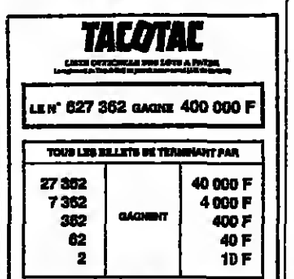
Pour les précipitations, toutes les régions météorologiques ont subi de très graves déficits de pluie.

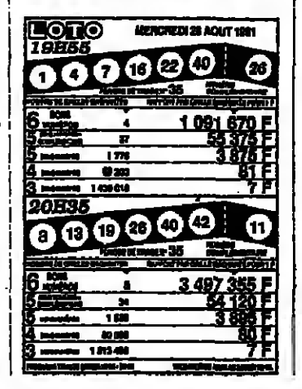
Le cumul moyen des pluies tombées du 1er au 28 août à 8 heures était dans les sept régions météorologiques :

- *Ouest* : 17 mm («normale» pour la même période : 48 mm ; «normale» du mois d'août entier : 56 mm).
- *Nord* : 20 mm (48 mm ; 56 mm).
- *Nord-Est* : 6 mm (74 mm ; 85 mm).
- *Centre-Est* : 28 mm (74 mm ; 84 mm).
- *Sud-Ouest* : 16 mm (57 mm ; 66 mm).
- *Sud-Est* : 8 mm (39 mm ; 44 mm).
- *Corse* : 3 mm (14 mm ; 16 mm).

Selon toute vraisemblance, la région Nord-Est va établir un record de sécheresse pour les trente-quatre dernières années. Elle a de bonnes chances, en effet, de ne pas atteindre les 20 mm d'août 1983. Faisons rêver les agriculteurs en rappelant les 131 mm d'août 1963 et 1968. Sans oublier que l'excès d'eau est souvent aussi préjudiciable aux cultures que son insuffisance...

Y. R.





CARNET DU Monde

Naissances

– *Monique* et Philippe COHEN

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Elisa,

à Paris, le 27 août 1991.

Mariages

– Florence VALDANT
et Jacques TAILLASSON

ont la joie d'annoncer leur mariage, le samedi 31 août 1991.

26, rue du Commandant-René-Mouchotte,
75014 Paris.

Décès

– Sa famille et ses amis
nous prient d'annoncer la mort subite de

Jean-Louis AUMONT,

survenue le 27 août 1991, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 2 septembre, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, 21 *bis*, rue de Châteaudun, Paris-9e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Michel Liphschutz,
8, rue Louis-Philippe,
92200 Neuilly-sur-Seine.
Elsa Knudsen,
71, rue Charlot,
75003 Paris.

– Murcl. Sétif. Millana. Maison-Carrée. Alger.

Les familles Bonnet,
Parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Albert BONNET,
née Emilie Gébluger,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,
proviseur honoraire
du lycée Pasteur d'Alger.

Ses obsèques ont eu lieu le 26 août à Murct.

Domaine Chaubet,
31600 Murct.

– Périgueux (Dordogne).

Mme Marc Brachet,
son épouse,
Le docteur et Mme Jean-François Brachet,
Paul et Antoine,
Catherine Brachet,
Le docteur Philippe Marmiesse,
Anna et Lucas,
Philippe Brachet,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Pierre Brachet,
sa mère,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc BRACHET,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
président de la Chambre de commerce
et d'industrie de Périgueux,
président du conseil d'administration
de la Caisse primaire
d'assurance maladie de la Dordogne,

survenu à Bayonne, le 28 août 1991, dans sa soixante-sixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 2 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Etienne-de-la-Cité, à Périgueux, où l'on se réunira.

2, rue Saint-Pierre-ès-Liens,
24000 Périgueux.

– En ce mois d'août 1991,

Henri DAY,
commissaire divisionnaire honoraire,

chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
combattant volontaire de la Résistance,
engagé volontaire,
croix du combattant 1939-1945,

nous a quittés à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, selon ses dernières volontés dans la plus stricte intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

Samedi 31 août

Verrières-le-Buisson, 15 h 30 : tapis d'orient.

FOIRES ET SALONS

Paris (avenue du Maine), **Paris II, Alençon, Le Havre, Saint-Tropez, Villefranche-sur-mer, Chalon-sur-Saône, Lectoure** (32), **Montauban** (27).

Dimanche seulement

Lille, Cluny, Issoudun, Valmontois, Bietzheim (68, salon de l'objet publicitaire).

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Suzanne CASSOU
de SAINT MATHURIN,
préhistorienne,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
Fellow of the Society of
Antiquaries of London,

survenu le 28 août 1991, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 31 août, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Gray.

De la part de sa famille et ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

[Née à La Rochelle en 1900, Suzanne de Saint Mathurin a eu une vie inhabituelle pour une femme de sa génération. Après des études littéraires, elle a été lectrice à Oxford et a travaillé, jusqu'à la guerre, sur les manuscrits «inédits» du dix-huitième siècle. Ces travaux l'ont menée aux archives de Leningrad pour y étudier la correspondance échangée par Diderot et Catherine II. Peu avant 1939, elle a rencontré l'abbé Breuil, alors la «pape» de la préhistoire, et, avec lui, elle a classé les collections d'art préhistorique du Muséum d'histoire naturelle de Bordeaux.

Suzanne de Saint Mathurin a travaillé sur des sites préhistoriques de Sud-Ouest et de Bretagne, notamment à La Quina (Charente) avec Mlle Henri-Martin. Poussée par l'abbé Breuil, elle s'est associée à la préhistorienne britannique Dorothy Garrod pour aller étudier des grottes situées en Israël. Mais son plus grand titre de gloire est d'avoir découvert – et acheté – à Angles-sur-l'Anglin (Vienne) la paroi sculptée au magdalénien moyen (contemporaine donc des peintures de Lascaux) représentant une frise d'animaux (bouquetins, chamois, chevaux, bisons, etc.) et de trois femmes. Une partie de cette frise s'était effondrée dès les temps préhistoriques : Suzanne de Saint Mathurin a fait don des blocs aux musées nationaux, et ils sont conservés au Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye, où elle était chargée de mission.

La 14 mai dernier, Suzanne de Saint Mathurin avait été faite chevalier de l'ordre du Mérite pour «quarante-cinq ans de service dans l'action culturelle».]

– M. et Mme Bertrand Duphénieux
et leurs enfants,
L'ambassadeur et Mme John Gunther Dean
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Paul DUPHÉNIEUX,
née Paule Gautier,

survenu dans sa quatre-vingt-septième année, le 24 août 1991, à Verbier, Valais, Suisse.

Les obsèques ont lieu le 31 août, à Cajarc, Lot.

– Christophe et Anne de Blignières,
Jean Guillaumat,
François Guillaumat,
ses enfants,
Le docteur et Mme Louis Guillaumat,
Et leur famille,
Mme Françoise Lafond,
M. Marc Royer
et ses fils,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre GUILLAUMAT,
ancien ministre,
grand-croix de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance française,

le 28 août 1991, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée par Mgr Dubost, évêque aux armées, en l'église Saint-Louis-des-Invalides, le lundi 2 septembre, à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine.

15, boulevard Richard-Wallace,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Le président de la Société nationale Elf-Aquitaine (SNEA),
Le conseil d'administration de la SNEA,
Et l'ensemble des collaborateurs du groupe Elf-Aquitaine,
ont la tristesse de faire part de la disparition, survenue le 28 août 1991, de

M. Pierre GUILLAUMAT,
ancien ministre,
grand-croix de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance française,
fondateur et premier président
de la Société nationale Elf-Aquitaine,
ancien président
de l'Entreprise de recherches
et d'activités pétrolières,
président d'honneur de la SNEA,

Les obsèques auront lieu le lundi 2 septembre 1991, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-des-Invalides.

2, avenue de Tourville,
75007 Paris.

– La Ligue nationale française contre le cancer,
Son conseil d'administration,
Et ses comités départementaux,
font part, avec une profonde et générale affliction, du décès de leur président

M. Pierre GUILLAUMAT,
ancien ministre,
grand-croix de la Légion d'honneur,

le 28 août 1991.

Les obsèques auront célébrées en l'église Saint-Louis-des-Invalides, le lundi 2 septembre, à 10 h 30.

1, avenue Stephen-Pichon,
75013 Paris.

– Le président,
Le vice-président,
Les membres du conseil d'administration de la Société anonyme des Galeries Lafayette,
Ainsi que l'ensemble des collaborateurs de cette société,
ont le regret d'annoncer la disparition, survenue le 28 août 1991, de

M. Pierre GUILLAUMAT,
ancien ministre,
grand-croix de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance française.

Ils transmettent leurs sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

– Le Groupement d'intérêt public Eclimed, constitué par l'université René-Descartes
Et les groupes Rhône-Poulenc Rorer, Roussel-Uclaf et Sanofi,
a la grande tristesse de faire part du décès de son président-fondateur,

M. Pierre GUILLAUMAT,

survenu le 28 août 1991.

CHU Cochin Port-Royal,
Pavillon Achard, Paris.

– L'Institut de recherche thérapeutique, université René-Descartes,
a la grande tristesse de faire part du décès de son président,

M. Pierre GUILLAUMAT,

survenu le 28 août 1991.

CHU Cochin Port-Royal,
Pavillon Achard, Paris.

– Pierre Delaporte,
président du conseil d'administration d'Electricité de France,
Le conseil d'administration d'Electricité de France,
Jean Bergougnoux,
directeur général,
Et le personnel d'Electricité de France,
ont l'immense regret de faire part du décès, le 28 août 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

M. Pierre GUILLAUMAT,
ancien président
du conseil d'administration
d'Electricité de France,
grand-croix de la Légion d'honneur.

(Le Monde du 30 août.)

– Bordeaux.

Mme et Mme Bernard du Theillet de Lamothe,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Gabriel Dulong,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Philippe Joyaux
et leur fils David,
Les familles Andouard, Butrus, Descudet, Melauzat, Joyaux, Salabert et Fourcau,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marcelle JOYAUX,

survenu le 24 août 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale en l'église Notre-Dame-de-Lourdes des Chartrons, à Bordeaux, le 28 août.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94 ou 40-65-29-96
Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MEME
s'ils nous parviennent avant 9 h
au siège du journal,
15, rue Falguière, 75015 Paris
Télex : 206 806 F
Télécopieur : 45-66-77-13
Tarif de la ligne H.T.
Toutes rubriques ..... 92 F
Abonnés et actionnaires ..... 80 F
Communications diverses ..... 85 F
Thèses étudiants ..... 50 F
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Brocante d'automne - PARIS XIVe
DU
30 AOÛT AU
8 SEPTEMBRE
1991
BROCANTE

ENTRÉE LIBRE
Ouvert de 10 h. à 19 h.
AVENUE DU MAINE
Renseignements : SADEMA, 25, Quai de la Gare, C.E. 16, 75644 PARIS Cedex 13 - Tél. : 45.85.01.85

CARNET DU Monde

هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 30 août

TF 1

0.40 Jaux : Intervilles 91. Finale.
2.40 ▶ Magazine : Grands reportages.
3.40 Spécial sport.
0.45 Journal, Météo, Trafic infos et Bourse.

A 2

0.45 Jeu : Fort Boyard (et à 2.30).
1.55 Série : Palace.
2.55 Cinéma : Lucky Jo. ■■ Film français de Michel Deville (1964).
0.20 Journal et Météo.

FR 3

0.45 Magazine : Thalassa. SOS île de Pâques. *Un merveilleux patrimoine en voie de disparition.*
1.40 Série : L'Ami Giono.
2.35 Journal et Météo.
2.55 Traverses.
3.45 Magazine : Musicales. Spécial festivals (2e partie, rediff.).

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Scandala au ministère.
22.00 Sport : Trophée de pétanque.
22.55 Flash d'informations.
23.05 Cinéma : Family Business. ■ Film américain de Sidney Lumet (1989).
0.55 Sport : Tennis. L'US Open, en direct de Flushing Meadow.

LA 5

20.40 Journal des courses.
20.45 *Série : Bergerac* et la Croqueuse de diamants.
22.30 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.
23.20 Documents du monde. *La circulation automobile, fléau de la vie moderne.*
0.15 Journal de la nuit.
0.25 Demain se décide aujourd'hui. Invité : Jacquss Dufilho, comédien.
0.30 Le Club du télé-achat.

M 6

20.40 Téléfilm : Le Loi de Hollywood.
22.20 Série : Equalizer.
23.10 Magazine : Vénus.
23.40 Capital.
23.50 Six minutes d'informations.
23.55 Documentaire : Succès.

LA SEPT

21.00 Téléfilm : Trop jeune pour combattre, trop vieux pour oublier.
23.00 Feuilleton : Diadorim. De Walter Avancini, avec Tony Ramos, Bruna Lombardi (dernier épisode).

FRANCE-CULTURE

20.10 Le Pays d'ici. A Périgueux.
21.00 Questions d'images. Profils perdus : Jacques Doniol-Valcroze (2) (rediff.).
22.40 Musique : Nocturne. Tableaux d'une exposition, La Tempête, de Tchaïkovski ; Sonate op. 31, la Tempête, de Beethoven ; Le Vaisseau fantôme (extrait), de Wagner.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Haïku.
20.30 Concert (donné le 25 juillet lors du Festival estival de Paris) : Symphonie de chambre n° 1 op. 9, (transcription de Webern), Pierrot lunaire op. 21, de Schoenberg, par l'Ensemble Musique oblique, dir. Philippe Herreweghe, Marienne Pousseur, récitante.

PHILATÉLIE

Série nature de France

La Poste mettra en vente générale, le lundi 16 septembre, une série de quatre timbres consacrés à des espèces animales protégées de France : 2 F, *Ours des Pyrénées (Ursus arctos)* ; 3 F, *Tortue terrestre (Testudo hermanni)* ; 4 F, *Castor (Castor fiber)* ; 5 F *Martin-pêcheur (Alcedo atthis)*. Il s'agit de la huitième émission paraissant sous la dénomination « Nature de France », créée en 1983 (fleurs de montagne), qui a vu se succéder cosuite rapaces diurnes (1984), arbres (1985), mioéraux (1986), champignons (1987), animaux de l'*Histoire naturelle* de Buffon (1988) et poissons (1990), pas d'émission en 1989.

Les timbres, au format vertical 26 x 36,85 mm, dessioés par Huguette Seiosoo, gravés par Claude Durrens, sont imprimés en taille-douce en feuilles de trente.

P. J.

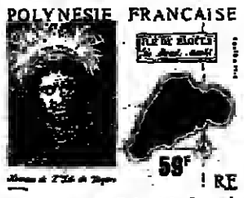
▶ Vente enticipée les 14 et 15 septembre, de 9 heures à 18 heures, aux bureeux de poste tamporeirae « premier jour », ouverte : à Saint-Lary-Soulan (Hautes-Pyrénées), Centre pyrénéen d'information et de documentation sur l'ours (timbre Ours des Pyrénées) ; à Gonfaron (Var), Septome, village des tortues (timbre Tortue d'Hermann) ; eux Seintes-Mariee-de-le-Mer (Bouches-du-Rhône), centre social (timbre Castor), et à Dole (Jura), hell de l'hôtel de ville, place de l'Europe (timbre Martin-pêcheur). Vente enticipée le 14 *septembre*, aux bureeux de poste de Saint-Lary-Soulen, Gonfaron, Dole et des Saintes-Mariee-de-le-Mer (boltaa aux lettres *spéciales*).

Rubrique réalisée *par la rédaction du mensuel le Monde des philatélistes*
5, rue Antoine-Bourdelle 75015 Paris
Tél. : (1) 40-65-29-27
Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

En filigrane

● **L'île de Pâques (suite).** – Après la protestation du gouvernement chilien au sujet de l'émission d'un timbre de Polynésie française – qui semble situer l'*île de Pâques sur son territoire* (*le Monde* du 30 août), – l' « objet du délit », émis le 13 mars dernier et imprimé à cent vingt mille exemplaires, a été retiré de la vente par l'Agence des timbres-poste d'outre-mer, responsable de leur commercialisation. L'en dernier déjà, le même aérie, « Le monde maori », représentait eur des timbres une carte de l'île de Pâques, des îles Hawaï et de la Nouvelle-Zélande...

POLYNESIE FRANCAISE



Le timbre de Polynésie française émis le 14 mars 1990

● **Le Monde des philatélistes de septembre.** – Le numéro de septembre du *Monde des philatélistes* fait le point *sur les émissions* de timbres de la rentrée auxquelles une douzaine de peges aont consecrée. Il traite de deux grands aujets : le trentième anniversaire du traité sur l'Antarctique (avec, en couverture, *un superbe coucher de soleil* au cap Renard), et le timbre *le Travail*, un « cleesique » des albums des collectionneurs de l'Hexagone (avec une feuille complète de ce timbre en poster, en pages centrales).

Autres articles au sommaire de ce numéro : les cartes postales Poulbot ; Jean Oegneux, pionnier de l'aviation ; rencontre avec Maurice Gouju, dessinateur de timbree-poste (*le Monde des philatélietes*, 88 pages, en vente en kiosques, 23 F).

● **Cachet spécial.** – A l'occasion de la fête annuelle de Blénod-lès-Toul, ayant pour thème « chasse, netura, traditions », l'association Meine en fête mettra en service une oblitération commémoretive le dimanche 8 septembre (souvenir philatélique, 15 F. Meins en fête, BP 9, 54113 Blénod-lès-Toul).

Samedi 31 août

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Grandir à Manille.
13.50 Spécial eport : Athlétisme. Championnats du monde à Tokyo (résumé).
14.00 La Une est à vous.
15.55 Tiercé à Vincennes.
18.05 Le Une est à vous (suite).
18.05 Magazine : Trente millions d'amis. Canaux de Picardie : La télétatou ; Les conseils de l'été ; Percharons : après la charrue, le delraplane.
18.30 Jeu : Une famille en or.
19.00 Série : Marc et Sophie.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.55 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tiercé, Tapis vert, Météo et Loto.
20.45 Variétés : Sébastien c'été fou.
22.25 *Série : Un privé au soleil.*
0.00 Magazine : Formula sport. Athlétisme : championnats du monde à Tokyo (résumé) ; Football ; Rugby ; Surf à Biarritz.
0.55 Journal, Météo et Trafic infos.

A 2

13.30 Documentaire : La Planète de l'aventure. Tatunca.
13.55 Magazine : Animalia.
14.45 Magazine : Sport passion. Athlétisme : championnats du monde à Tokyo.
16.30 Série : Miss Menager.
17.25 *Série : Fleur bleue.*
18.20 Jeu : Le Chevalier du labyrinthe.
18.45 *Série : L'homme qui tombe à pic.*
19.35 Série : Le Baby-sitter.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : Chandelles noires. *Polar dans une école privée. D'après un roman de John Le Carré, adapté pour la télévision par l'auteur.*
22.10 Série : Copien. Vengeance à Caracas. *Dernier numéro de la série.*
23.40 *Journal et Météo.*
23.55 Sport : Athlétisme. Championnats du monde à Tokyo (résumé).
0.55 *Série : Les Evasions célèbres.* Jacqueline de Bavière.

FR3

14.00 Magazine : Rencontres. Les Mosquées en France. Racines : Une résistance oubliée, la mosquée de Paris de 1940 à 1944 ; Construction de la mosquée d'Evry.

— De 15.00 à 19.00 La Sept —

19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.12 à 19.35, le journal de la région.

— De 20.00 à 0.20 La Sept —

0.20 Série : Lola et quelques autres.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Les Prêcheurs du mensonge. (1re partie).
15.00 Jeu : V.D.
15.30 Surprise.
16.05 Musique : Quincy à Montreux.
17.00 Sport : Snooker. Les Grands Masters. Finale à Monaco.
18.00 Cenaille pelucha.
19.00 Documentaire : Les Allumés. Avoir quinze ans dans les arènes.

— En clair jusqu'à 20.30 —

19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : L'Etrange Pouvoir d'un tunnel ordinaire. *Mystère au kilomètre 13 du tunnel du Saint-Gothard.*
21.45 Documentaire : Des requins et des hommes. *Essai de réhabilitation de ce squale qui inspire la terreur.*
22.30 Magazine : Qualle horreur ! Nos ennemies les bêtes.
22.55 Flash d'informations.
23.05 Cinéma : Helloween 4. □ Film américain de Dwight H. Little (1988).
0.30 Sport : Tennis. L'US Open, en direct de Flushing Meadow.

LA 5

13.20 Megazine : Intégral. Moto : Super-Cross du Parc des Princes ; Formule 1 : Infos ; In-Shore F 3000, Rallye des mille lacs.
13.55 Divertissement : Spéciel Drôlea d'histoires.
14.25 Série : Le Retour de Mike Hammer.
15.15 Séria : Lou Grant.
16.05 Série : Soko.
17.00 Série : Deux flics à Miami.
17.50 *Série : La Loi de Los Angales.*
18.35 Divertissement : Rires parade.
19.10 Série : V.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journel des courses.
20.45 Série : Un privé nommé Stryker, Prise d'otages. *Un hold-up qui tourne mal.*
22.30 Divertissement : Grain de folia.
0.20 Journal de la nuit.

M6

13.50 *Série : Supercopter.*
14.40 Série : Laramie.
15.30 Série : Les Espions.
16.20 *Jeu : Hit hit hit hourra !*
16.25 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.
16.50 Série : Vegas.
17.40 Série : L'Homme de fer.
18.30 Série : Les Têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.35 Téléfilm : Cavale pour un magot. *Deux prisonniers en fuite sauvent un enfant.*
22.15 Téléfilm : Un enfant, un eaul. *Science fiction.*
23.30 Téléfilm : La Loi du yakuza.
0.45 Six minutes d'informations.

LA SEPT

14.05 Feuilleton : Diadorim.
16.00 Documentaire : Maestro.
16.00 Documentaire : Mélodia et silence.
17.00 Contes et légendes du Louvre.
17.30 Megazine : Dynamo. Le Grand Nord.
18.00 ▶ Magazine : Mégamix. Spécial Brésil.
19.00 Documentaire : Que la lumière soit.
20.00 Histoire perellèle.
20.55 Téléfilm : Trop jeune pour combattre, trop vieux pour oublier.
22.55 Le Dessous des cartes.
23.00 Soir 3.
23.15 Jazz Memories : Memphis Slim.
0.10 Théâtre : Le Trio en mi bémol. *Pièce d'Eric Rohmer.*

FRANCE-CULTURE

20.00 Dramatiques. Le Roi Victor, de Louis Calaferte ; à 22.02, Geôles, de Patrice Sciortino.
22.35 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile : Sonny Rollins, Joe Henderson.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

18.30 Opéra (donné le 30 juillet lors du Festival de Bayreuth) : Siegfried, de Wagner, par l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Daniel Barenboïm ; sol. : Siegfried Jerusalem, Graham Clark, ténors, John Tomlson, Gunther von Kennen, barytons, Philip Kang, basse, Birgitta Svenden, contralto, Anne Evans, Hilde Leidland, sopranos.
23.05 Mandale. Le mélange. Œuvres de Giordano, Xénakis, Mahler, Couperin, Geminiani, Monteverdi, Haydn, Portal, Lully, Stravinski, Berio, Corelli.

Dimanche 1er septembre

TF 1

13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.05 Série : Commissaire Moulin.
18.30 Disney Parade.
17.55 Magazine : Téléfoot. Championnat de France de football (résumé).
18.45 Série : Agence tous risques.
19.30 Divertissemant : Vidéo gag.
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : Si tu vas à Rio... tu meurs. □ Film franco-brésilien de Philippe Clair (1987). Avec Aldo Maccione, Roberta Close, Zsev Revah.
22.30 Magazine : Ciné dimanche.
22.35 Cinéma : Mais qu'est-ce que j'ai fait au Bon Dieu pour avoir une femme qui boit dans les cafés avec les hommes ? □ Film français de Jean Saint-Hamont (1980). Avec Robert Castel, Antoinette Moya.
0.05 Spécial sport : Athlétisme. *Championnats du monde à Tokyo (résumé).*
0.35 Journal et Météo.

A 2

13.20 Divertissement : Rire A 2.
14.20 Série : Mac Gyver.
15.06 Série : Panique eux Caraïbes.
16.00 Feuilleton : Le Clan (dernier épisode).
17.30 Documenteire : Des trains pas comme les autres. Mexique : des trains et des dieux.
18.20 *Magazine : Stade 2.*
19.35 Série : Les Craquantes.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : Taggart. Nid de vipères. *Un assassin très raffiné...*
22.10 Cérémonie du souvenir. Commémoration annuelle du génocide nazi en la grande synagogue de la rue de la Victoire à Paris.
22.55 *Série : Contrejour.* La Porte d'or, de Michel Vianey, avec Gérard Klein, Laura Kiling. *Un arrangement morbide. Frissons garantis.*
0.20 Journal et Météo.
0.40 Magazine : Musiques au cœur. Evocation de la vie d'Elisabeth de Wittelsbach, impératrice d'Autriche et reine de Hongrie.

FR 3

13.30 Magazine : Musicales. *Mahler, lieder. Le Chant de la Terre* (adieu). Trois lieder sur des poèmes de Rückert, de Mahler.
14.30 Megazine : Sports 3 dimenche. En direct de Castelnau-le-Lez. Zig-Zag (championnat du monde de course en ligne à Merne-la-Vallée) ; Villes ouvertes : Lisbonne (football, formule 1, marathon et *corrida sans mise à mort*) ; Athlétisme : championnats du monde à Tokyo ; Voile : le journal du Tour de France ; Set & match ; *Volley : le* Tournoi de France.
17.30 Magazine : Montagne.
18.00 Amuse 3 vacances.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Série : Benny Hill.
20.40 Villes ouvertes : Lisbonne. *Thème : Divertissements.*
22.00 ▶ Magazine : Le Divan. Invité : Jean Roucas.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Cinéma : Boccace 70. ■ *Film franco-italien à sketches de Federico Fellini, Luchino Visconti, Vittorio De Sica, Mario Monicelli (1961) (v.o.).*

CANAL PLUS

13.30 Décode pas Bunny.
14.30 Les Fables géométriques. Le Lion et le Moucheron.
14.35 Documentaire : Le Monstre de Gila. *Un lézard venimeux.*
15.00 Téléfilm : Salade russe et crème anglaise.
16.30 Sport : Pétanque. Finale du Trophée Canal +.
17.30 Téléfilm : Coup de foudre, un dimanche au tea-room. *Rencontre entre deux cœurs solitaires.*
18.00 Cinéma : La Pie voleuse. ■ Film américain de Hugh Wilson (1987).

— En clair jusqu'à 20.30 —

19.35 Flash d'informations.
19.45 Les Superstars du catch.
20.30 Cinéma : Tatia Danielle. ■■ *Film français d'Etienne Chatiliez (1990).*
22.15 Flash d'informations.
22.25 Magazine : L'Equipe du dimanche. Football ; Automobile ; Tennis : l'US Open, en direct de Flushing Meadow.

LA 5

13.20 Dessin enimé : Show Bug'e Bunny.
13.50 Cirque.
14.30 Série : L'homme qui valait trois milliards.
16.20 Tiercé à Longchamp.
16.45 Série : Frog Show.
17.00 Divertissemant : Spécial Drôles d'histoires.
17.25 Série : Lou Grant.
18.15 Série : Le Loi de Los Angeles.
19.05 Série : V.
20.00 Journal et météo.
20.40 Journal des courses.
20.45 Cinéma : Le Grand Carnaval. ■ Film français d'Alexendre Arcady (1983).
22.30 Megazine : Spécial Reporters. Etats-Unis : les damnés de l'atome ; *les Héritiers de* Mozart ; Que sont-ils devenus ? : Karl Heinz Bohn.
23.40 Magazine : Top chrono. Saison F1 (résumé), F3 à Albi, portrait de Christophe Bouchut.
0.30 Journal de la nuit.

M 6

13.50 Séria : O'Hara.
14.40 Séria : Laredo.
15.30 Jeu : Hit hit hit hourra !
16.40 Série : Poigne de fer et séduction.
17.00 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.
17.20 Série : L'Homme de fer.
18.10 Série : Supercopter.
19.00 Série : Les Routes du peradis.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.30 Megazine : Sport 6 (et à 0.10).
20.40 Téléfilm : La Mort à retardement.
22.25 Capital.
22.35 Cinéma : La Oema de miel. □ Film italien de Gianfranco Angelucci (1982).
0.05 Six minutes d'informations.

LA SEPT

15.20 Dansa : Dark. Chorégraphie de Carolyn Carlson.
16.40 Documenteire : Pour vous arracher eux catacombes...
17.30 Documentaire : Afrique, où es-tu ?
18.45 Cinéme d'animation : Répétition pour corpe inanimés.
19.00 Séria : Chroniques da France. Retour à Nancy.
20.00 Documentaire : Les Aventuriers de l'esprit. Jean Parvulesco.
20.30 Théâtre : Beckett, les dernièrae piècas. Quatre pièces de Samuel Beckett, mises en scène de Pierre Chabert.
21.20 Documenteira : Les Grands Ecrivains. Thomas Eliot ; Franz Kafka.

FRANCE-CULTURE

20.00 Le Bon Pleisir de... Alain Corneau (rediff.).
22.35 Musique : Nocturne. Voyage aux îles Hébrides : Chants traditionnels de l'île de Berra.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Mezze voce.
20.30 Concert (donné le 24 août lors du Festival de Salzbourg) : Concerto pour piano et orchestre n° 20 en ré mineur K 466, de Mozart ; Symphonie n° 1 en ut mineur op. 68, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Georg Solti ; sol. Murray Perahia, piano.
23.05 Miroir des mots. Voyage, encore voyage. Œuvres de Fauré, Chabrier, Falla, Duparc, Reval, Berlioz, Debussy, Bach, Liszt, Tchaïkoveki, Brahms, Schubert.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

هكذا من الأصل

Le Monde

Critiqué pour ses coupes budgétaires

M. Bielecki a présenté la démission du gouvernement polonais

Le premier ministre polonais, M. Jan Krzysztof Bielecki, a présenté vendredi 30 août au Parlement de Varsovie la démissinn de son gouvernement.

M. Bielecki, président du Congrès libéral-démocrate, nommé premier ministre il y e huit mnis par le président Lech Walesa, e déclaré aux députés que snn gouvernement démissionnait pour protcster contre unc mntion dc censure déposée par tc Groupe du travail (opposition ex-communistc) aur la politique budgétaire.

« Grave erreur politique »

tl a présenté le démission du gouvernement pcu avant quc la Diètc ne soit invitée à sc prononcer sur la motion.

Tout cn dcmandant la censure du gouvernemcnt, le Groupe du Travail avait proposé qu'il reste chargé des affaires courantes jusqu'aux élections législatives prévues le 27 octobre. Mais M. Bielccki a oppnsé un non catégoriquc à une telle hypothèse : *« Je n'accepte pas*, a-t-it dit, *d'être l'objet d'un jeu surréaliste, d'être pendant plusieurs mois un figurant, car cela mènerait le pays au chaos et à l'anarchie. C'est pourquoi le respect des règles de la démocratie et le sens des respansabilités vis-à-vis de l'Etat me conduisent à présenter la démission du conseil des ministres que j'ai l'honneur de diriger. »*

M. Bielecki a qualifié le dépôt d'une motion de eensure de *« grave erreur politique »*, la Pologne traversant actuellement une crise grave provoquée par la récession.

« La correction du budget n'est pas un jeu politique. Elle est imposée par la réalité », a-t-it expliqué. – *(Reuter, AFP.)*

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

28. Le siècle das éclipses 2

ÉTRANGER

La crise yougoslave
La Serbia va « étudier » la plan de paix auropéen 10

La recherche d'un règlement au Cambodge
Las négociations de Pattaya achoppent sur un nouvel obstacle..... 10

POLITIQUE

Les universités d'été
Les rocardiens, les Verts, les centristes et le Front national..... 11

SOCIÉTÉ

Fonds panaméens
Una enquêta ast ouverte, à la demande du garde des sceaux 12

Athlétisme
Médailles d'or à Tokyo pour Greg Foster et Serguef Bubka..... 17

SANS VISA

● Le cardinal et sa Mazarine ● La Eiffel ● Tabla ● Jeux.... 13 et 16

CULTURE

Les tours du monde de Peter Gabriel
La stratégie du roeker éclectique ouvart aux musiques vanuas d'ailleura..... 19

Violences du cinéma américain
« Extrême limite » de Kathryn Bigelow et « Homicide » de David Mamet 19

ÉCONOMIE

Un entretien avec le ministre de la ville
M. Michel Delebarre veut être la mauvaise ennseiance géngraphique du gouvemement..... 20

Les difficultés de l'industrie automobile
Citroën confirme sa déeision de supprimer 1 800 amplnis à Rennes..... 21

COMMUNICATION

L'université d'été de Carcans-Maubuisson
Débats autour de la chanson, du câble et de TV5 21

Services

Abonnements 20
Carnet 24
Loto 24
Marchés financiers 22-23
Météorologie 24
Mots croisés 16
Radio-Télévision 25
Spectacles 18

La télématiqua du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro ds « Monde » daté 30 août 1991 a été tiré à 503 751 exemplaires.

La rentrée de TF1

M. Le Lay dénonce « le fatras réglementaire »

M. Patrick Le Lay, PDG de TF1, a profité de la présentatinn de la grille de rentrée, jeudi 29 août, pour critiquer vertement la politique audiovisuelle des pouvoirs publics. *« Dans l'inconscient de la gauche il faudrait que TF1 redevienne publique, et comme ce n'est pas possible on a recours à la réglementation »*, a estimé M. Le Lay, qui considère *« tout le fatras réglementaire »* comme inutile et irréaliste, entretenu par le lohby du cinéma et une *« nomenklatura »* de fonctionnaires *« qui refuse de voir la télévision lui échapper ». « La télévision française va mal dans son ensemble, car on vit dans un catalogue d'idées fausses »*, a-t-il ajouté.

La fusion entre la Cinq et M6 envisagée par le CSA? *« Une idée idiote »*. Les quotas dc diffusion, les secteurs interdits de publicité, le compte dc soutien à la production? *« A supprimer, les opérateurs sont d'accord pour dire que les règles appliquées ne servent à rien »*, mais *« le gouvernement et l'administration en face ont décidé de ne rien faire »*. M. Le Lay espère donc que la discussion au Parlement cet automne sur la loi dc l'audiovisuel sera l'occasion de balayer ces *« scories »*, de restaurer *« la liberté d'entreprendre et un marché mieux structuré »*, qui constituent le credo dc TF1.

Cette conjuratinn de *« Matignon, des cabinets et du CSA »* n'empêche pas la Une de bien se porter. Parce que son succès vient d'*« efforts inscrits dans la durée »*, TF t modifie fort peu sa grille de rentrée. Tous les grands rendez-vous sont maintcnus, même si « Riviera » est exilée dans l'après-midi, et si « Ex-Libris » devient himensuelle cn alternance avec « Le droit dc savoir ». Parmi les nouveautés, « Faut pas rougir » (fantasmes intimes de vedettes) ou « L'amour cn danger » (les problèmes du couple lambda). Mais *« jamais de porno sur TF1 »*, avertit M. Le Lay, qui fustige la Cinq en ce domaine, et espère que le CSA va enfin réagir : *« On ne peut pas en vouloir à Hachette d'être incompétent en télévision, ce n'est pas son métier. Mais le CSA ne dait pas laisser détruire le système. »*

Se. S.

(Publicité)

La société à capital variable **LES CADRES DU *MONDE*** se réunira, à 16 heures, **vendredi 13 septembre 1991, à IVRY, 1, place Hubert-Beuve-Méry** (immeuble SIRIUS), pour y tenir une assemblée générale ordinaire.

ORDRE DU JOUR :
- Rapport moral et rapport financier ;
- Élection des membres du conseil d'administration ;
- Questions diverses.

KOWEÏT

L'Irak dément avoir tenté de débarquer des troupes sur l'île de Boubiane

L'Irak a démenti, jeudi 29 août, avoir infiltré des troupes sur l'île koweitienne de Boubiane. Le chargé d'affairc irakien anx Nations unies a transmis au Conseil de sécurité une lettre précisant que son pays est prêt à participer à toute mission d'cnquête sur les incidents dont se plaint le Koweït. Mereredi, l'ambassadeur koweitien à l'ONU avait informé le Conseil dc la capture, dans l'île dc Boubiane, dc 45 Irakiens, armés et habillés en civil, venus par mer récupérer des armes laissées sur place eprès l'invasion de l'émirat.

L'ambassadeur a précisé que ces hommes avaient débarqué, mercredi matin, sur cette île depuis longtemps convoitée par Bagdad. Il e ajnuté que les gardc-côtes koweitiens, appuyés par dcs *avions, avaient détruit sept embarcations* utilisées par les Irakiens.

Boubiane, grande île désertique au nord du Koweït, n'est séparée de l'Irak quc par un étroit bras de mer et avait été considérablement fortifiée par l'armée irakiennc au cours des sept mois d'occupation. Elle peut receler quantité d'armes cachées par les soldats de Bagdad avant leur fuite durant l'opération alliée *« Tempête du désert »*. Selon des sources diplomatiques occidentales à Koweït, les Irakiens pourraient avoir pris le risque de ce raid soit pour récupérer des armements très sopbistiqués soit pour tester la réaction de l'armée koweitienne. Les infiltratiqns irakiennes au Koweït ou dans la zone démilitarisée sont de plus cn plus fréquentes.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Jevier Perez de Cuellar, a estimé jeudi que l'incident dc Boubiane *« était sérieux »* mais que la situation semblait redevenue normale. Unc délégation des Nations unies venait de se rendre sur l'île. Les Etats-Unis ont fait part de lenr *« préoccupation »* et le Forcign Offiec à Londrea a « *condamné* » la tentative irakienne. – *(AFP, Reuter.)*

Changement dans l'état-major du premier ministre

Un homme de l'Elysée prend en main la communication de Matignon

L'été a été mis à profit par Mme Edith Cresson pour renforcer la direction de l'équipe qui l'entonre à l'hôtel Matignon. Cela devrait se traduire assez vite par un changement de la politique de communicatioo snivie depuis sa nomination à la tête du gouvernement, la multiplication de ses intervcntions dans les médias (*le Monde* du 19 juillet) ayant été fort critiquée. Le *Journal officiel* du jeudi 29 août publie un arrêté nommant conseiller du premier mloistre M. Jean-Louis Chambon.

Ancico collaborateur de Mme Georgina Dufoix, notamment lorsque celle-ci était porte-parole du gouvernement de M. Laurent Fabius, M. Chambon, qui avait été nommé préfet chargé d'unc mission de service public relevant du gouvernement le 20 février 1991, était, depuis le 22 avril 1986, chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République, où il s'occupait des rapports avec la presse. Son arrivéc à l'hôtel Matignon, où il va animer l'imposante cellule communication, confirme qne l'Elysée s'est inquiété des effets de la stratégie adoptée juaqu'alors par Mme Cresson.

Antre changement qui devrait être annoncé dans les prochains jours : le remplacement, à la direction adjointe du cahlnet, de M. Alain Prestat par M. François Lamoureux. Le départ du premier o'est pas une surprise : occupant la même fonction auprès de M. Michel Rocard, il n'était resté à l'bôtel Matignon qu'à la demande expresse de Mme Cresson; dès le départ, il avait été entendu que ce o'était que provisoirement et pour assurer le suivi de la préparation du budget.

L'arrivée de son successeur o'est pas non plus une surprise : dès sa oomioatioo, le oouveau premier mioistre avait cherché à faire venir auprès d'elle cet ancien fonctionnaire de la Commissioo des Communautés européennes, membre, depuis 1985, du cabinet de M. Jacques Delors, dont il était, depuis janvier 1989, le directeur adjoiot. Celui-ci a longtemps hésité avant d'accepter de se priver d'un collaborateur qui avait, notamment, en charge le suivi des deux cooférences intergouvernementales préparant l'union économique et monétaire et l'nnion politique.

TH. B.

RUGBY: Coupe du monde

Une sélection française sans surprise

Le comité dc séleetion de la Fédératioo française de rugby a communiqué, jeudi 29 août, la liste des vingt-six joueurs retenus pour la prochaine Coupe du monde, organisée du 3 octobre au 2 novembre. Au sein de cette sélection sans surprise, le seul néophyte est l'arrière dc Colmniers Jean-Luc Sadourny, retenu comme remplaçant éventuel de Serge Blanco. Outre le capitaine du XV de France, six autres « rescapés » de la dernière finale dc la coupe du monde figurent dans le groupe: Philippe Sella, Franck Mesnel, Patrice Lagisquet, Didier Cambérabéro, Eric Champ et Pascal Ondarts.

Arrières: Serge Blanco, Jean-Luc Sadourny ; Ailiers: Patrice Lagiaquet, Jean-Baptiste Lafond, Pierre Hnntas ; Centres: Philippe Sella, Franck Mesnel, Philippe Saint-André ; Ouvreurs: Didier Cambérabéro, Thierry Lacroix ; Demis de mêlée: Henri Sanz, Fabien Galthié ; Troisième ligne ailes: Laurent Cabannes, Michel Conrtiols, Philippe Benetton, Eric Champ ; Numéro buit: Marc Cécillon ; Deuxièmes lignes: Olivier Roumat, Thierry Devergic, Jean-Marie Cadieu, Abdelatif Benazzi ; Piliers: Grégoire Lascuhé, Philippe Gimbert, Pascal Ondarts ; Talonneurs: Philippe Marocco, Louis Armary.

Les sélectionnés seront rassemblés lundi 2 septembre à Paris, en vue de leur premier match de préparation qu'ils disputeront le mercredi 4 à Cardiff contre le Pays-de-Galles.

M. François Léotard invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand Jury RTL-*le Monda* », dimencha 1er septembre, de 1B h 30 à 19 h 30.

Le député UDF du Var, maire de Fréjus, répondra aux questions d'André Passeron et de Daniel Carton du *Monde*, d'Isabelle Torre et de Pierre-Marie Christin de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marque.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

Opposé au tracé de l'autoroute Nantes-Niort

M. Brice Lalonde retire son label au Parc du Marais poitevin

Dans une lettre adressée le 27 août, à M. Olivier Guichard, président RPR des Pays de la Loire, et à M. Jean-Pierre Raffarin, président UDF de Poitou-Charente, M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, annonce qu'il retire son label au Parc naturel régional du Marais poitevin. Motif : les deux régions concernées n'ont pas demandé le renouvellement de l'egrément et le paic n'ayent pes atteint ses objectifs ne mérite plus l'appui de l'Etat

C'est donc par une aorte de consentement mutnel que le divorce est prononcé. La mesure prise par le ministre était envisagée depnis plusicurs mois (*le Monde* do 24 mars), mais beaucoup espéraient qu'elle serait différée plus longtemps. Le ministre, qui avait été irrité par la position du parc approuvant le passage de l'aotoroutc Nantes-Niort dans le Marais, a été convaincu que *« cela ne pouvait plus durer »* par le rapport que lui a remis au début de l'été son envoyé sur place, M. Jean Servat.

Vers une réforme en profondeur

Dès sa création, eo 1979, le Parc naturel régional du Marais poitevin Val-de-Sèvres et Vendée paraissait à la fois trop vasta (80 000 bectares), fort disparate (deux Régions, trois départements et quatre-vingt-treize communes) et fragmenté. Il couvre en effet des zones humides et des forêts ayant peu de points communs. La partie la plus intéressante est celle des marais, remarquables par leur paysage ainsi que par la richesse et la diversité de leur flore et de leur faune.

Or au terme de soo enquête, M. Servat a constaté qoe, loio d'avoir été préservés, les marais ont été drainés sur 15 000 hectares et voués à une agriculture intensive. Résultat : la nappe phréatique a été abaissée à plus d'un mètre de profondeur, des canaux ont été comblés, la faune a disparu, les eaux sont polluées et le paysage est gâté par des bâtiments disparates et des lignes électriques.

Certes les agents du parc – une donzaine de personnes – constituent une équipe de valeur et passionnée, mais ils ont travaillé seuls et sans l'appui réel du Syndicat mixte chargé de gérer l'institution. En outre, les crédits de l'Etat qui devaient être consacrés aux investisements ont servi en réalité à financer le fonctionnemcnt. Le parc n'a donc pas répondu à l'attente de ses fondateurs, ses objectifs ambitieux *« n'ont jamais été réalisés »* et il demeure peu connu, même des instances régionales. Conclusion de M. Servat : il est nécessaire de modifier les limites du parc, de chercher une nouvelle structure de gestion et, en attendant, de lui retirer l'agrément de l'Etat.

M. Lalonde a été d'autant plus enclin à suivre ces recommandations qne, da lenr côté, ni lcs régions, ni les départements, o'ont apparamment pas levé le petit doigt ponr défendre leur parc. Conséquence : le 1er janvier prochain les subventions de l'Etat cesseront d'être versées et le titre de Parc naturel régional devra disparaître de tous les panneaux indicateurs, pancartes et documants officiels. Mais tout n'cst peut-être pas perdu. Le ministre de l'environnement propose à MM. Guicbard et Raffarin dc créer ensemble nn groupe d'experts pour étudier une réforme des statuts et des limites du parc ou, à défaut, une autre institution assurant, de manière plus efficace, la défense du Marais poitevin.

Cette crise aura aussi des retombées nationales. Constatant que la plupart des parcs régiooaox ne sont décidément pas à la hauteur des espoirs qu'on avait mis co eux, M. Brice Lalonde prépare un projet de loi visant à les modifier en profondeur.

MARC AMBROISE-RENDU

EN BREF

□ **Les Français préfèrent M. Gorbatchev à M. Eltsine.** – Selon un sondage SOFRES publié vendredi 30 août par *le Figaro* et réalisé le 27 août, *par téléphone, auprès de* mille personnes, 40 % des Français soubaitent que M. Gorbatchev reste à la tête de l'Union soviétique alors que 25 % seulement préféreraient M. Eltsine. L'aide économique dcs Occidentanx à l'Union soviétique doit être maintenue en l'état, estiment 47 % des personnes interrogées; 38 % pensent qu'il faut l'accroître.

□ **ESPAGNE : un membre présumé de l'ETA tué dans une fusillade.** – Un membre présumé de l'organisation séparatiste basque ETA a été tué par la police au cours d'une fusillade à Bilbao et un de ses camarades a été blessé, a annoncé, vendredi 30 août, la police locale. En outre, un représentant des forces de l'ordre a été grièvement blessé lors de cet accrochage survenu jeudi en fin de soirée. Deux membres présumés du commando Vizcaya ont été appréhendés. – *(AFP, Reuter.)*

OLD DOMINION UNIVERSITY
UNIVERSITE D'ETAT-VIRGINIA USA

European American Program

MBA

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION
accrédité AACSB

9 mois en France + 9 mois aux USA

Programme intensif enseigné en anglais par l'Université de l'Etat de Virginie à Norfolk associée au Centre d'Etudes Franco-Américain de Management Lyon avec l'appui d'entreprises internationales

Admission immédiate de 30 futurs diplômés Licence - Maîtrise : AES, Sciences Eco, Sciences Po, Ecoles de commerce.

CENTRE D'ETUDES FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT
107, rue de Marseille - 69007 Lyon - Tél. : (33) 72 73 47 83

RENSEIGNEMENTS ET ADMISSION :
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
_____ Tél. : _____
Niveau d'études _____

Programme MBA CEFAM/O.D.U.
107, rue de Marseille - 69007 Lyon - Tél. : (33) 72 73 47 83